Les acteurs du développement des réseaux

**Christiane Demeulenaere-
Douyère (dir.)**

CTHS

An abstract graphic on the right side of the cover, consisting of three concentric circles. The outermost circle is a light beige color, the middle one is a light gray color, and the innermost one is a dark gray color. The circles are partially cut off by the right edge of the cover.

Les acteurs du développement des réseaux

Christiane Demeulenaere-Douyère (dir.)

DOI : 10.4000/books.cths.1074

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Paris

Année d'édition : 2017

Date de mise en ligne : 13 novembre 2018

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

EAN électronique : 9782735508723

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017

Nombre de pages : 143

Référence électronique

DEMEULENAERE-DOUYÈRE, Christiane (dir.). *Les acteurs du développement des réseaux*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2017 (généré le 21 septembre 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/1074>>. ISBN : 9782735508723. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.1074>.

© Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2017

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES

Les acteurs du développement des réseaux

Sous la direction de
Christiane Demeulenaere-Douyère

ÉDITIONS DU CTHS
2017

Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Congrès national des sociétés historiques et scientifiques
140^e, Reims, 2015

Collection Actes des congrès des sociétés historiques et scientifiques
Version électronique
ISSN 1773-0899

Introduction

Christiane Demeulenaere-Douyère

Conservateur général honoraire du patrimoine

Membre correspondant du Centre Alexandre Koyré

(UMR 8560, CNRS, École des hautes études en sciences sociales)

Membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, vice-présidente de la section des Sciences, histoire des sciences et des techniques et archéologie industrielle

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Ce volume rassemble onze communications sur le thème des réseaux présentées en 2015 au 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, tenu à Reims. En matière de réseaux, la notion d'« acteurs » est à comprendre dans le sens le plus extensif qu'on puisse imaginer. Il n'est point de réseau sans acteurs pour l'incarner, l'animer et le développer et à la diversité des réseaux répond celle, infinie, de leurs acteurs.

Le volume aborde en premier lieu les personnes physiques, de chair et de sang, acteurs plus ou moins institutionnalisés, comme les « valets à pied » et « messagers de ville¹ » qui accomplissent le port des messages et la transmission des informations, allant jusqu'à parfois assumer un rôle officiel de représentation, ou les agents de renseignement², dont la mission est d'espionner et de recueillir subrepticement des informations politiques ou militaires. Mais il y a aussi les acteurs non institutionnels, plus informels, que constituent les « relations », parents proches ou éloignés, condisciples, amis, correspondants, relations professionnelles ou sociales, que tout un chacun peut avoir autour de soi. L'étude fine présentée ici des réseaux d'André Ruplinger³, de Gabriel Hanotaux⁴ et aussi de l'éditeur zurichois Jean Nötzli⁵ en illustre à la fois toute la complexité et l'efficacité.

On le sait, le monde savant, depuis au moins la Révolution scientifique de l'époque moderne, a coutume de travailler en réseaux transnationaux. L'évoquent ici les exemples des agronomes et des érudits, collectionneurs et historiens du XIX^e siècle⁶. Un des principaux moteurs de ces réseaux savants est l'échange de correspondance, qui relie des chercheurs souvent géographiquement dispersés et qui constitue un des fondements de la République des lettres. Mais il y a aussi les publications qui s'échangent et se confrontent, et il faut souligner l'importance primordiale du rôle des traducteurs⁷ dans ces « réseaux de papier ».

Et que dire du monde religieux, où le modèle réticulaire domine. Ainsi, au début du XVII^e siècle, les Jésuites, dispersés sur quatre continents, assurent la cohésion de leur

1. Julien Briand, « Des valets à pied aux messagers de la ville : l'institutionnalisation des messageries rémoises à la fin du Moyen Âge ».

2. Benoît Léthenet, « Le renseignement mâconnais au service secret du duché de Bourgogne (1407-1435) ».

3. Françoise Bayard, « Les réseaux d'André Ruplinger, normalien (1908-1914) ».

4. Martine Plouvier, « Gabriel Hanotaux, un historien dans l'action : le Comité du secours national et le Comité de secours de l'Aisne pendant la Première Guerre mondiale ».

5. Laurence Danguy, « Jean Nötzli : un éditeur zurichois et ses réseaux à la fin du XIX^e siècle ».

6. Fabien Knittel, « Développement agricole et réseaux agronomiques européens au XIX^e siècle » ; Élodie Baillot, « Quand les collectionneurs prennent la plume : de la correspondance à l'écriture de l'histoire des arts décoratifs espagnols au XIX^e siècle ».

7. Moreno Campetella, « La transmission de la science agronomique en Italie entre le XIV^e et le XVI^e siècle : le rôle des traducteurs ».

organisation par l'échange d'informations et d'instructions. À l'occasion de la canonisation des saints Ignace de Loyola et François-Xavier, ils mettent en place un modèle de fêtes, régissant les décorations éphémères, la procession, les spectacles divers, etc., qui vient renforcer la cohésion de leur réseau et trouve aussi un écho jusque dans l'ordonnancement des entrées royales⁸.

Quant aux réseaux immatériels, ceux des idéologies particulièrement, leurs acteurs sont divers et parfois imprévus, comme le théologien Albert le Grand, dont l'argumentation contre l'hérésie du Nouvel-Esprit, au ^{xiii}e siècle, est reprise un siècle plus tard pour réprimer le mouvement béguinal⁹.

Le dernier point abordé ici concerne les réseaux de circulation de l'information, domaine dans lequel l'usage croissant des techniques numériques, notamment de l'Internet, a apporté une véritable révolution, allant jusqu'à permettre la mise en réseau d'entités isolées, traditionnellement assez individualistes. Les sociétés savantes de Savoie en donnent un exemple frappant, à travers l'expérience du Portail savoisien¹⁰. Par la création de catalogues communs informatisés, la mise en réseau de leurs ressources, la numérisation des ouvrages de leurs bibliothèques et le partage de leurs informations, elles sortent de leur isolement et trouvent une nouvelle vitalité.

8. Rosa De Marco, « Fêtes en réseau : les Jésuites et la fête urbaine en France (1609-1643) ».

9. Alexis Fontbonne, « Au croisement des réseaux scolastique et ecclésiastique : le rôle de passeur d'Albert le Grand (1200-1280) ».

10. Francine Brachet et Jean-Paul Ajacques, « Les technologies numériques : instruments de création d'un réseau savant savoisien ».

Quand les collectionneurs prennent la plume : de la correspondance à l'écriture de l'histoire des arts décoratifs espagnols au XIX^e siècle

Élodie Baillot

Doctorante contractuelle

Université Paris I – Panthéon-Sorbonne

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Archétypes français et espagnol de l'amateur érudit du XIX^e siècle, le baron Jean-Charles Davillier¹ et le comte de Valencia de Don Juan² étaient à la fois collectionneurs et historiens. La collection du baron Davillier, célèbre pour ses objets d'arts décoratifs du Moyen Âge et de la Renaissance, était admirée lors des « lundis du baron Davillier » qui se tenaient au n° 18 de la rue Pigalle à Paris³. Cette collection, léguée en 1883 aux musées du Louvre et de Sèvres, a fait entrer dans la postérité le collectionneur et le donateur⁴. Davillier fut également l'auteur de savants ouvrages sur les arts décoratifs espagnols, plus particulièrement consacrés à la céramique et à l'orfèvrerie médiévales⁵. Leur publication dès le début des années 1860 témoigne de l'aspect alors inédit de telles recherches. À l'instar de son *Histoire des faïences hispano-moresques à reflets métalliques* (1861), ses ouvrages sur les arts décoratifs et industriels espagnols illustrent son goût pour ces objets et sa volonté de leur donner une place dans une historiographie des arts du feu encore naissante. Son article « Exposition historique de l'art ancien. Les arts décoratifs de l'Espagne à l'Exposition du Trocadéro » (1878) ou les *Recherches sur l'orfèvrerie en Espagne au Moyen Âge et à la Renaissance* (1879) synthétisent une partie de ses études dans les années 1860-1870. Voyageur infatigable, Davillier est l'auteur d'un célèbre récit de voyage en Espagne illustré de quelque trois cents gravures tirées des dessins de son ami Gustave Doré⁶. Ce voyage, effectué entre les années 1861 et 1862 en compagnie de l'artiste qui préparait alors une illustration du *Don Quichotte* de Cervantes⁷, était une commande de la revue hebdomadaire

1. Jean-Charles Davillier, baron (Rouen, 1823-Paris, 1883). Voir É. Baillot, « Davillier Jean-Charles (baron) » et « Une curiosité au service de l'érudition et du patrimoine : le baron Charles Davillier ».

2. Juan Bautista Crooke y Navarrot, comte de Valencia de Don Juan (Málaga, 1829-Madrid, 1904). Voir C. Partearroyo Lacaba, « Crooke y Navarrot, Juan ».

3. P. Eudel, « Le baron Charles Davillier », p. 1.

4. M. Belan, « Portrait d'un grand collectionneur du XIX^e siècle... », p. 55.

5. A. López-Yarto Elizalde, « Las artes decorativas españolas en la obra del barón Davillier », p. 625.

6. J.-C. Davillier, *L'Espagne, par le baron Ch. Davillier, illustrée de plus de 300 gravures par Gustave Doré*. Il est difficile de dater les premiers séjours en Espagne du collectionneur ; au début du récit de son voyage avec Gustave Doré, Davillier indique être déjà venu une dizaine de fois dans la Péninsule.

7. M. de Cervantès Saavedra, *L'ingénieux hidalgo don Quichotte de la Manche*, Paris, L. Hachette, 1863, 2 vol.

*Le Tour du monde : nouveau journal des voyages*⁸. De ses voyages dans la Péninsule, Davillier rapporte de nombreux objets dès avant les années 1860. Guy de Maupassant le rappelle en 1883, le collectionneur est alors perçu comme un découvreur :

« Le baron Davillier, qui vient de mourir, a été, pour ainsi dire, le Christophe Colomb des faïences hispano-mauresques ; non qu'il en ait découvert l'existence, mais il en a, je crois, découvert et révélé la beauté. » (G. de Maupassant, « Vieux pots »)

Davillier est à ce titre consulté par ses contemporains en tant qu'amateur érudit et se pare rapidement de l'autorité de l'expert en matière d'objets d'art⁹. Ce savoir, indéniablement façonné au fil de ses voyages, doit néanmoins beaucoup aux liens plus ou moins étroits qu'il établit avec d'autres personnalités rencontrées en Espagne, en Italie, à Londres et à Paris, alors épiscopes de la curiosité.

Parmi ces personnalités, Juan Crooke y Navarrot, comte de Valencia de Don Juan, occupe une place particulière. Ce grand collectionneur fut chargé par le roi Alphonse XII de restaurer la Real Armería et d'en rédiger le catalogue¹⁰, ainsi que celui des collections de tapisseries de la couronne d'Espagne¹¹. Ces ouvrages lui valurent d'être élu à la Real Academia de la Historia en 1902¹². Présenté comme archéologue, il avait réuni une collection exceptionnelle de céramiques hispaniques, principalement médiévales, et d'arts décoratifs espagnols dont on peut aujourd'hui admirer l'importance à l'Instituto Valencia de Don Juan à Madrid¹³.

L'étude de la correspondance du baron Davillier, qui renferme de nombreuses lettres échangées entre ces deux collectionneurs, permet de mettre en lumière l'existence d'un réseau transnational constitué de collectionneurs, de marchands, d'antiquaires, de savants et de conservateurs de musées, dont les échanges témoignent d'une véritable émulation autour des arts décoratifs. En tant que mode de communication entre ces deux collectionneurs, la correspondance privée est en effet une des sources documentaires qui révèlent leurs interactions directes et leur rôle fédérateur¹⁴. Cette correspondance permet notamment d'appréhender le regroupement d'un savoir en réseau, un regroupement façonné par des circulations matérielles et immatérielles, des circulations d'objets et d'idées entre différents acteurs et intermédiaires. Étudier un réseau implique de se confronter à la question de l'échelle d'analyse. Dans ce cas précis, l'échelle transnationale à laquelle se mesure l'existence de ce réseau de collectionneurs témoigne d'un comportement collectif et européen autour des arts décoratifs et industriels de l'Espagne.

L'étude du réseau créé par des personnages tels que le comte de Valencia de Don Juan et Davillier met en exergue la façon dont cette émulation se concrétise par une écriture historique et scientifique, manifeste par la publication d'ouvrages précurseurs sur la céramique et l'orfèvrerie espagnoles. À une époque où les disciplines comme l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art se forment et se distinguent progressivement les unes des autres, le passage d'une écriture privée à une divulgation érudite du propos est particulièrement intéressant à étudier. Au prisme de ces différents axes, cette correspondance située entre les années 1860 et 1890 permet d'appréhender la naissance d'une historiographie des arts décoratifs espagnols en même temps que se forment d'importantes collections en Europe. Ces échanges épistolaires révèlent comment liens d'amitié et circulation des savoirs sont instrumentalisés.

8. Revue créée en 1857 par Édouard Charton et éditée jusqu'en 1914 sous l'égide de la Librairie Hachette.

9. J.-C. Davillier, « La mojiganga ».

10. J. Crooke y Navarrot, *Catálogo histórico-descriptivo de la Real Armería de Madrid*.

11. J. Crooke y Navarrot, *Tapices de la Corona de España*.

12. J. Crooke y Navarrot, *Armas y tapices de la Corona de España...*

13. C. Partearroyo Lacaba, « Mecenazgo en una casa-museo de coleccionista : el Instituto de Valencia de Don Juan ».

14. J. M. Imízcoz Beunza et L. Arroyo Ruiz, « Redes sociales y correspondencia epistolar... ».

Les contours d'un espace partagé des arts se dessinent alors – un espace qui est façonné par les relations entre différents acteurs dont les motivations peuvent concorder ou s'opposer¹⁵.

De la chronique de la curiosité à l'étude des objets

Connu pour ses voyages éclair dans la Péninsule dans le seul but d'acquérir un objet, Davillier se forge une réputation de voyageur infatigable. L'image du collectionneur fureteur en quête de l'objet rare – prépondérante dans la notice que lui consacre Paul Eudel¹⁶ – semble bien fidèle à sa personnalité. Cependant, l'étude de sa correspondance avec le comte de Valencia de Don Juan laisse transparaître l'existence d'un véritable réseau d'échanges entre Madrid et Paris.

La plus ancienne lettre adressée par le comte de Valencia de Don Juan à Davillier est datée du 9 décembre 1871. On y saisit d'emblée la teneur de leurs échanges : « Vous avez néanmoins quelque responsabilité, en ce que la maudite cupidité soit venue troubler ma paisible vie de collectionneur de céramique¹⁷ ». Cette lettre nous apprend que les deux collectionneurs se sont rencontrés à Paris peu de temps auparavant.

À partir de cette date, un rythme soutenu d'échanges s'instaure entre les deux amateurs, qui agissent très vite collectivement. Il faut en effet se figurer que, pour ces collectionneurs soucieux d'étudier les objets, la formation d'une collection est une des conditions préalables à l'étude et à l'écriture. L'intégration au marché de l'art et la connaissance de ses rouages sont donc primordiales. Les collectionneurs se doivent notamment d'être réactifs pour ne pas laisser échapper certains objets, d'où l'importance du réseau. Les lettres du comte de Valencia de Don Juan sont en effet ponctuées de formules qui renvoient à une véritable chronique de la curiosité. Pour tenir au courant son ami, le comte de Valencia de Don Juan affectionnait particulièrement les expressions mêlant plusieurs langues, telles que « *Nothing new in bibelot*¹⁸ » ou « *Nada nuevo en bibeloterie*¹⁹ ». Dans certaines lettres, qu'il intitule lui-même *Diario de operaciones*²⁰ (« Journal des opérations »), le comte de Valencia de Don Juan informe son ami de ce qui se passe sur le marché des objets d'art en Espagne. Ainsi, au-delà du vocabulaire employé, cet aspect de chronique transparaît dans la structure même des missives, qui sont hiérarchisées en fonction des affaires occupant leurs auteurs à un moment précis. Dans une lettre datée du 7 décembre 1872, le comte de Valencia de Don Juan revient sur les objets qui intéressent plus particulièrement les deux amateurs. Au fil de leur correspondance, on peut ainsi suivre la diffusion de l'information sur un objet jusqu'à son acquisition – ou l'échec de son acquisition –, et ce parfois sur plusieurs mois, ainsi que les moyens que les deux hommes mettent en œuvre pour parvenir à leurs fins. Dans cette même lettre, les objets sont hiérarchisés et soulignés de manière à matérialiser cette chronique : « Vases de Sèvres », « Tableau de Fortuny », « Émaux²¹ ».

Pour la conduite des opérations de ces collectionneurs, l'échange d'informations sur les marchands madrilènes est un autre aspect prépondérant de leur correspondance. Le comte

15. D. Poulot, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », p. 6.

16. P. Eudel, « Le baron Charles Davillier ».

17. Bibl. Institut national d'histoire de l'art (INHA), Archives 27, carton 1, lettre du comte de Valencia de Don Juan au baron Davillier, « Madrid, 9 de diciembre 1871 » : « *Usted sin embargo tiene alguna culpa de que la maldita codicia venga a turbar la paz de mi tranquila vida de coleccionista de cerámica.* »

18. *Ibid.*, « Madrid, 20 de noviembre 1872 ».

19. *Ibid.*, « Madrid, 16 de febrero 1873 ».

20. *Ibid.*, « Madrid, 7 de diciembre 1872 ».

21. *Ibid.*, « Jarrones de Sèvres », « Cuadro de Fortuny », « Esmaltes ».

de Valencia de Don Juan parle ainsi des « *chamarileros*²² », c'est-à-dire des brocanteurs, et emploie parfois le terme anglais « *dealer*²³ ». « Passons en revue les brocanteurs de Madrid²⁴ », dit-il encore dans une lettre du 10 décembre 1873, afin d'informer Davillier. Ce réseau se caractérise donc par le besoin d'accès à l'information. Les relations ne sont cependant pas les mêmes avec tous les marchands. Une lettre datée du 25 février 1873 permet de comprendre comment se construit ce réseau fondé sur la confiance, les recommandations et les échanges de faveurs. Le comte de Valencia de Don Juan déclare à propos du marchand José Bracho :

« Bracho est celui qui m'a fourni les meilleurs groupes du Retiro que je possède et je le paye en lui facilitant les relations dans ce domaine pour ses affaires. Si vous lui accordez cette faveur, cela pourrait tout à fait nous convenir pour nos opérations, ainsi il se rendrait où je l'envoie comme homme de confiance²⁵. »

Il est intéressant de souligner l'emploi du pronom *nous*, dans la mesure où celui-ci devient récurrent dans les échanges entre les deux collectionneurs. La nécessité d'établir un lien étroit avec certains marchands qui leur procurent ou leur signalent des objets de façon privilégiée est un des piliers sur lesquels repose ce réseau. Comme en témoigne la suite de la correspondance du baron Davillier, le marchand José Bracho devient effectivement un de ses intermédiaires principaux.

Le fonctionnement de ce réseau repose sur l'entretien des relations avec les marchands, sur la mobilité des collectionneurs et leur interconnexion. Tous ces éléments se lisent également à travers un système rodé de mise à disposition de fonds permettant l'achat d'objets pour le compte de l'autre. De nombreuses lettres attestent de prêts réciproques entre les deux collectionneurs par l'intermédiaire de banques, pour l'achat d'objets par l'un et l'autre, auprès de marchands ou directement auprès d'autres collectionneurs. Ce système repose donc en grande partie sur des liens de confiance en l'expertise de l'autre. Certains achats sont décidés à la suite d'une description faite dans une lettre. On y mesure, à travers la précision des détails pour caractériser l'objet et son état de conservation, les connaissances et l'érudition de ces collectionneurs.

Cette correspondance permet de suivre la vie de certains objets²⁶, de tracer leur histoire, depuis leur acquisition auprès de tel ou tel marchand jusqu'à l'envoi, le plus souvent par train à grande vitesse – un acheminement facilité par l'ouverture en 1863 de la ligne de chemin de fer Paris-Madrid – ou par bateau. Les objets circulent au sein de ces réseaux ; ils passent d'une main à une autre, d'une collection à une autre. Cependant, à la différence d'un simple réseau marchand, le baron Davillier et le comte de Valencia de Don Juan usent de leurs réseaux pour collecter, au même titre que les objets, les documents destinés à écrire leur histoire.

Le réseau et la circulation des savoirs

Le réseau est entendu ici comme un ensemble de connexions entre des acteurs liés d'une façon ou d'une autre par des interactions effectives produites à un moment donné. L'histoire des sociabilités et l'histoire des savoirs sont en effet intimement entrelacées. Si ce réseau est lié au

22. *Ibid.*, lettre du comte de Valencia de Don Juan au baron Davillier, « Madrid, 19 de enero 1877 ».

23. *Ibid.*, s. d.

24. *Ibid.*, lettre du comte de Valencia de Don Juan au baron Davillier, « Madrid, 10 de diciembre 1873 » : « *Pasemos revista de los chamarileros de Madrid.* »

25. *Ibid.*, « Madrid, 25 de febrero 1873 » : « *Bracho es quien me ha proporcionado los mejores grupos que tengo del Retiro y le pago facilitándole relaciones en esa para sus negocios. Si V. le hace este favor podrá convenirnos mucho para nuestras operaciones, pues irá a donde yo le mande como hombre muy seguro.* »

26. A. Appadurai, « Introduction : Commodities and the Politics of Value ».

marché de l'art et à la circulation des objets, les interactions qui le définissent se mesurent également par la circulation des savoirs. Dans les *Recherches sur l'orfèvrerie en Espagne au Moyen Âge et à la Renaissance* du baron Davillier, on mesure comment la proximité du comte de Valencia de Don Juan avec la couronne d'Espagne profite à l'activité et à l'efficacité de leur réseau. Lorsque le baron Davillier publie cet ouvrage en 1879, les deux collectionneurs se connaissent depuis plusieurs années et, comme en témoigne leur correspondance, ils collaborent pour leurs recherches respectives. Dans le cadre de la restauration de la Real Armería et de la rédaction du catalogue, le comte de Valencia de Don Juan a un accès privilégié aux collections royales et aux archives du Palacio Real. Pour ses propres travaux sur les armes, armures et tapisseries conservées dans les collections royales, il étudie de nombreux documents d'archives extraits directement, par lui ou par un intermédiaire, des archives du Palacio Real, de Simancas ou d'autres centres. Les lettres qu'adresse le comte de Valencia de Don Juan au baron Davillier sont ainsi souvent accompagnées de copies de documents d'archives (inventaires, décrets relatifs à l'existence et au fonctionnement de corporations d'artistes). Dans l'ouvrage de Davillier, un chapitre est dédié au travail de l'émail par les orfèvres espagnols²⁷. Le livre d'heures ou *devocionario* d'Isabelle la Catholique, conservé à la Real Biblioteca²⁸, est un des objets pris comme exemple pour illustrer le travail de l'émail par les orfèvres espagnols. Davillier reproduit la reliure de ce livre d'heures, richement ornée d'émaux verts, jaunes et bleus. Les informations qu'il fournit sur cet objet lui ont été en partie communiquées par le comte de Valencia de Don Juan, comme le prouve la note de bas de page qui accompagne le texte :

« D'après un relevé que notre ami M. le comte de Valencia de Don Juan a bien voulu faire pour nous, les miniatures sont au nombre de 3 487, savoir : 27 pour le calendrier, 72 occupant une page entière, 159 bordures ornées d'animaux, de fruits, de fleurs, etc., 87 grandes lettres initiales, 181 moyennes et 2 964 petites. M. le marquis de Trivulzio, de Milan, à qui nous avons communiqué les renseignements qu'on vient de lire, n'a pu nous dire à la suite de quelles circonstances ce livre d'heures, après avoir appartenu à un membre de sa famille, est redevenu la propriété de la couronne d'Espagne²⁹. »

Il est intéressant de noter que ces collectionneurs ont autant un intérêt pour l'histoire et la vie de l'objet que pour les techniques artistiques³⁰. Un intermédiaire important de ce réseau est Manuel Zarco del Valle, bibliothécaire principal du Palacio Real³¹. Il fournit, par exemple, à Davillier des documents extraits des archives de la cathédrale de Tolède. C'est le comte de Valencia de Don Juan qui lui transmet ces mêmes documents pour qu'il en fasse copie. Davillier les reproduit à la fin de son ouvrage, où ils sont intégrés à une liste chronologique des principaux orfèvres espagnols du x^e au xvii^e siècle, liste dans laquelle figurent les noms de ceux qui ont travaillé pour la cathédrale de Tolède³². Le livre d'heures d'Isabelle la Catholique n'est qu'un exemple parmi les objets étudiés, reproduits par Davillier et pour lesquels il a obtenu des informations précieuses par l'intermédiaire de son réseau.

27. « La reliure du *devocionario* de Madrid, et quelques autres objets d'or émaillé », dans J.-C. Davillier, *Recherches sur l'orfèvrerie en Espagne au Moyen Âge et à la Renaissance...*, p. 72-77.

28. Real Biblioteca, II/Tesoro, *Libro de horas de Isabel la Católica*. Davillier l'attribue par erreur à Jeanne la Folle, fille de la reine de Castille.

29. J.-C. Davillier, *Recherches sur l'orfèvrerie...*, p. 74. Ce livre d'heures a été offert par la ville de Saragosse à la reine de Castille à l'occasion de son mariage ; il fut donné par Philippe IV au cardinal Teodoro Trivulzio et racheté par Ferdinand VI pour la collection du Palacio Real (<http://realbiblioteca.patrimonionacional.es/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=1918>).

30. Bibl. INHA, Archives 27, carton 1, lettre du comte de Valencia de Don Juan au baron Davillier, « Madrid, 30 de novembre 1875 ».

31. Manuel Remón Zarco del Valle y Espinosa de los Monteros (Madrid, 1833-1922) est nommé bibliothécaire principal de la Real Biblioteca en 1866.

32. J.-C. Davillier, *Recherches sur l'orfèvrerie...*, p. 159-262.

Ces échanges ne sont d'ailleurs pas à sens unique puisque, de la même façon, le comte de Valencia de Don Juan fait appel à son ami pour ses recherches sur les collections de la Real Armería. Dans une lettre datée de 1878, Davillier renseigne le comte de Valencia de Don Juan sur certaines armes présentes dans diverses collections parisiennes. On y apprend également qu'Édouard de Beaumont réalise des dessins de ces armes que Davillier envoie ensuite à Madrid³³. Les liens entre réseaux et stratégies sont manifestes pour ces collectionneurs historiens soucieux de donner une place à l'Espagne dans l'historiographie naissante des arts décoratifs. En publiant de savantes monographies qui font connaître – parfois pour la première fois – des objets conservés dans des églises ou des cathédrales espagnoles, ainsi que les documents qui permettent d'étudier le contexte de leur production et les artistes qui les ont réalisés, ces collectionneurs font émerger d'un ensemble de comportements individuels une structure savante cohérente. La circulation des savoirs prend ainsi forme grâce à la concertation et la coopération de ces collectionneurs. Le réseau fonctionne donc comme une économie à laquelle les collectionneurs comme Davillier et le comte de Valencia de Don Juan participent et dont ils bénéficient.

Le réseau et l'écriture de l'histoire

« Ayant eu, il y a quelques années, l'occasion d'examiner un grand nombre d'anciens dessins de maîtrise appartenant à la corporation des orfèvres de Barcelone, j'y vis le point de départ d'un travail sur l'orfèvrerie espagnole³⁴. »

Dès l'adresse au lecteur des *Recherches sur l'orfèvrerie en Espagne au Moyen Âge et à la Renaissance*, Davillier met en exergue la place qu'il accorde au document. Les sous-titres de la plupart de ses ouvrages signalent l'importance donnée aux documents inédits tirés des archives espagnoles. Ces dessins de maîtrise sont reproduits et illustrent la liste chronologique des orfèvres espagnols établie par Davillier.

Dans son premier ouvrage, *Histoire des faïences hispano-moresques à reflets métalliques*, publié en 1861, Davillier énonçait les enjeux propres à ses recherches. Ce sera pour lui un véritable leitmotiv : le collectionneur s'efforce de donner une place aux arts décoratifs et industriels espagnols, sur lesquels très peu de choses ont été publiées. Méconnues, les productions espagnoles sont alors souvent confondues avec les productions italiennes de la même époque. Davillier souhaite également que ses travaux éveillent une conscience patrimoniale à l'égard des arts décoratifs de l'Espagne, tant auprès des Espagnols que des étrangers. Ces enjeux sont largement partagés par le comte de Valencia de Don Juan et leur correspondance permet de réactualiser cet intérêt commun. Comme si l'on tirait un fil d'Ariane, la correspondance en tant que forme littéraire génère la production d'autres documents. Bien plus qu'une chronique, cette correspondance – parfois illustrée de croquis d'objets ou contenant des traductions d'inscriptions relevées par les collectionneurs sur des objets de leurs collections – s'apparente à une épreuve de publication. Les nombreuses citations de Davillier renvoyant à ses intermédiaires mettent en lumière l'existence du réseau. Mais au-delà du jeu de citation, il semble que ces collectionneurs avaient conscience d'entretenir un réseau dans un but bien précis. De plus, le réseau joue un rôle important dans la diffusion de leurs recherches pour la publication, la reproduction

33. Archivo general de Palacio (Madrid), Sección histórica, Ca 314, Exp. 3, lettre du baron Davillier au comte de Valencia de Don Juan, « Paris, 6 de mayo 1878 ». Édouard de Beaumont (Lannion, 1821-Paris, 1888) était peintre et lithographe ; il possédait une importante collection d'armes qu'il légua au musée de Cluny en 1888.

34. J.-C. Davillier, *Recherches sur l'orfèvrerie...*, p. 1.

des œuvres par la gravure ou la photographie et parfois la traduction de leurs ouvrages³⁵. Tant du point de vue de l'histoire du goût que de l'historiographie, le baron Davillier et le comte de Valencia de Don Juan sont des personnages catalyseurs à un moment de cristallisation autour des arts décoratifs et industriels.

L'étude de la correspondance de ces collectionneurs permet de comprendre comment, en tant qu'acteurs, ils fédèrent autour d'eux un milieu marchand qu'ils contribuent à animer en formant d'importantes collections dans un but bien précis : celui d'écrire l'histoire des arts décoratifs espagnols. Cette écriture, à la fois intime et savante, est divulguée au travers d'un propos érudit, grâce auquel une forme de conscience patrimoniale se forge à l'égard d'un type d'objets méconnus ou ignorés. En formant d'importantes collections qui constituaient de véritables corpus, ils souhaitent que les études qu'ils avaient initiées se poursuivent après leur mort. En léguant sa collection au musée du Louvre et à celui de Sèvres, Davillier comble les lacunes des collections nationales en matière d'arts décoratifs espagnols. Quant au comte de Valencia de Don Juan, sa collection inspire à ses héritiers la création de l'Instituto Valencia de Don Juan, dédié à l'étude des arts décoratifs espagnols.

Bibliographie

APPADURAI Arjun, « Introduction : Commodities and the Politics of Value », dans A. Appadurai (éd.), *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*, 7^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 3-63.

BAILLOT Élodie, « Davillier Jean-Charles (baron) », dans P. Sénéchal et C. Barbillon (dir.), *Dictionnaire critique des historiens de l'art actifs en France de la Révolution à la Première Guerre mondiale*, éd. numérique, Paris, Institut national d'histoire de l'art : <http://www.inha.fr/fr/ressources/publications/publications-numeriques/dictionnaire-critique-des-historiens-de-l-art/davillier-jean-charles-baron.html>.

BAILLOT Élodie, « Une curiosité au service de l'érudition et du patrimoine : le baron Charles Davillier (1823-1883), collectionneur, historien et donateur du Louvre et de Sèvres », mémoire de master 2 en histoire de l'art, Paris, université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2013, 2 vol.

BELAN Marie, « Portrait d'un grand collectionneur du XIX^e siècle : le baron Jean-Charles Davillier », *Sèvres* (revue de la société des Amis du musée national de la Céramique), n° 11, 2002, p. 52-58.

CROOKE Y NAVARROT Juan, *Armas y tapices de la Corona de España : discursos leídos ante la Real Academia de la Historia en la recepción pública del Excmo. Sr. Conde Vdo. de Valencia de Don Juan, el día 6 de abril de 1902*, Madrid, Estab. Tip. de la Viuda e Hijos de Tello, 1902.

CROOKE Y NAVARROT Juan, *Catálogo histórico-descriptivo de la Real Armería de Madrid*, Madrid, Estab. Tip. Sucesores de Rivadeneyra, 1898.

CROOKE Y NAVARROT Juan, *Tapices de la Corona de España*, Madrid, Hauser y Menet, 1903.

35. Plusieurs planches des *Recherches sur l'orfèvrerie* sont par exemple reproduites dans l'article de B. Fillon, « L'orfèvrerie espagnole au Moyen Âge et à la Renaissance... », p. 91 et 93.

- DAVILLIER Jean-Charles, *L'Espagne, par le baron Ch. Davillier, illustrée de plus de 300 gravures par Gustave Doré*, Paris, Hachette, 1874.
- DAVILLIER Jean-Charles, « Exposition historique de l'art ancien. Les arts décoratifs de l'Espagne au Trocadéro », *L'Art : revue hebdomadaire illustrée*, 1879, t. V, p. 49-72.
- DAVILLIER Jean-Charles, *Histoire des faïences hispano-moresques*, Paris, Victor Didron, 1861.
- DAVILLIER Jean-Charles, « La mojiganga », *Le Monde illustré*, 4^e année, n° 146, 28 janvier 1860, p. 62.
- DAVILLIER Jean-Charles, *Recherches sur l'orfèvrerie en Espagne au Moyen Âge et à la Renaissance : documents inédits tirés des archives espagnoles*, Paris, impr. de A. Quantin, 1879.
- EUDEL Paul, « Le baron Charles Davillier », *Collections et collectionneurs*, Paris, Charpentier, 1885, p. 4-63.
- FILLON Benjamin, « L'orfèvrerie espagnole au Moyen Âge et à la Renaissance : compte rendu du livre de M. le baron Davillier », *Gazette des beaux-arts*, t. XLV, 1879, p. 91-96.
- IMÍZCOZ BEUNZA José María et ARROYO RUIZ Lara, « Redes sociales y correspondencia epistolar : del análisis cualitativo de las relaciones personales a la reconstrucción de redes egocentradas », *REDES : Revista hispana para el análisis de redes sociales*, vol. XXI, n° 4, 2011, p. 98-138.
- LÓPEZ-YARTO ELIZALDE Amelia, « Las artes decorativas españolas en la obra del barón Davillier », dans M. Cabañas Bravo (dir.), *El arte foráneo en España : presencia e influencia*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2005, p. 625-634.
- MAUPASSANT Guy de, « Vieux pots », *Gil Blas*, 6 mars 1883.
- PARTEARROYO LACABA Cristina, « Crooke y Navarrot, Juan », dans *Diccionario biográfico español*, vol. XV, Madrid, Real Academia de la Historia, 2010, p. 207-209.
- PARTEARROYO LACABA Cristina, « Mecenazgo en una casa-museo de coleccionista : el Instituto de Valencia de Don Juan », dans *Actas de las Jornadas « Museos y Mecenazgo »*, Madrid, université Rey Juan Carlos, 2007, p. 115-134.
- POULOT Dominique, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », *Histoire de l'art*, n° 62, 2008, p. 3-9.

Résumé

La correspondance plurilingue du baron Davillier (1823-1883), collectionneur, historien et donateur des musées nationaux, met en lumière l'existence et le fonctionnement d'un réseau transnational de collectionneurs liés par un goût commun pour les objets d'art médiévaux. À l'instar de son ami le comte de Valencia de Don Juan (1828-1906), collectionneur et membre de la Real Academia de la Historia, Davillier forme une collection qui se distingue dès les années 1860 par des pièces de céramique et d'orfèvrerie espagnoles alors peu étudiées et/ou confondues avec les productions italiennes. Hispanophile érudit, il entreprend d'écrire l'histoire de ces objets. Les relations entre les intermédiaires (collectionneurs, savants, marchands, conservateurs de musées) permettent d'étudier la circulation de ces objets et des savoirs destinés à éclairer leur histoire. L'historiographie naissante de ces arts décoratifs au XIX^e siècle doit s'étudier au travers de ces relations qui s'établissent dans un contexte où coexistent complémentarité et concurrence.

Les réseaux d'André Ruplinger, normalien (1908-1914)

Françoise Bayard

Professeur honoraire d'histoire moderne

Université Lumière-Lyon 2

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

André Ruplinger (fig. 1) est né à Lyon le 14 juillet 1889, de Jean Ruplinger, Lorrain installé à Lyon après 1870 et professeur d'allemand au lycée de la ville, et d'Adélaïde Pascal. Après ses études secondaires, il intègre l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (Paris) dans la section Lettres en 1908. Comme la loi Berteaux le permet, il choisit de faire une première année de service militaire avant d'entrer à l'École : d'octobre 1908 à septembre 1909, il séjourne à Mâcon, au 134^e régiment d'infanterie. Il passe ensuite trois ans à l'École, effectuant, après la licence, un diplôme d'études supérieures (DES) sur Charles Bordes, sous la direction de Gustave Lanson, mais échouant à l'agrégation, tout en recevant une instruction militaire le préparant au grade de sous-lieutenant de réserve. Il fait alors sa deuxième année de service à partir d'octobre 1913, à Clermont-Ferrand, au sein du 92^e régiment d'infanterie, et est admissible à l'agrégation en juillet 1914. Son régiment participe à la bataille de Lorraine, lors de laquelle il est tué le 20 août 1914, à Brouderdorff, en Moselle¹.

Durant ces six années d'absence de Lyon, il écrit toutes les semaines à sa famille, qui conserve ses lettres et lui répond. Cette double correspondance² de cent soixante-cinq missives – cent trois rédigées par André, cinquante-six par des membres de sa famille ou des amis, six reçues par la famille – permet de reconstituer, sans prétendre à l'exhaustivité, les réseaux d'André, d'en mesurer l'importance dans sa vie quotidienne et lors de deux moments forts de sa vie³.

1. Il figure à ce titre dans la base des « Morts pour la France » du site internet *Mémoire des hommes* (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>).

2. Je remercie Mmes Odette Latreille et Noëlle Bourgerie de m'avoir signalé cette correspondance et de m'avoir permis de l'étudier et de la présenter.

3. Les sources exclusives de cette communication étant la correspondance non cotée d'André et de sa famille, le parti a été pris d'indiquer la date des lettres contenant les informations entre parenthèses dans le texte et non en notes.

FIG. 1. – André Ruplinger. Portrait au bal de l'École normale supérieure (1913).
Archives familiales.

Trois réseaux

Famille

André est au cœur de trois réseaux : sa famille, ses amis, ses relations intellectuelles. Sans doute la place de la famille est-elle amplifiée par le type de courrier dont on dispose : elle en est la destinataire. Toutefois, André raconte par le menu ce qu'il fait, ce qui peut rétablir, au moins partiellement, un relatif équilibre entre ce premier réseau et les deux autres.

C'est essentiellement à ses parents et à ses frères et sœurs qu'il s'adresse (fig. 2). Ils habitent ensemble à Lyon, 12, rue Molière et, à partir de 1913, 2, rue Pierre-Corneille (3^e arrondissement). L'été se passe à Neuville-sur-Saône, dans une propriété léguée en 1901 par Madeleine Chevelu, épouse Villard, d'origine neuvilleoise, à sa nièce et filleule Adélaïde Pascal. Sa mère, née en 1862, est décédée en 1907 ; il n'a pu lui écrire que deux lettres. Il a envoyé quarante-quatre missives à son père, quatorze à sa sœur Marie-Louise qui fait office de mère de famille jusqu'à son entrée au Carmel de Fourvière en 1912, dix-sept à sa sœur Eugénie qui prend le relais de la précédente, treize à son frère Pierre, huit à son frère Henri, trois à sa sœur et filleule Suzanne. Deux autres lettres sont envoyées à ses sœurs sans plus de précisions. Vingt messages adressés par son père ont été retrouvés, de même que neuf rédigés par Eugénie, cinq par Pierre, quatre par Marie-Louise, trois par Henri et un par Suzanne. La figure du père est prégnante. Cependant, les lettres d'André étaient lues en famille et chaque membre lui écrivait à tour de rôle.

Au-delà de ce premier cercle, André demande et reçoit des nouvelles des membres lyonnais de sa famille élargie. Du côté de son père, seule une sœur, « tante Suzanne », épouse Pichon, habite à Lyon. Son fils Henri a sensiblement le même âge qu'André puisqu'il effectue son service militaire à Belfort à partir d'octobre 1908 (18 novembre 1908) (fig. 3).

En revanche, le père et les frères et sœurs de sa mère sont très souvent cités (fig. 4).

Jean-Baptiste Pascal, né à Lyon en 1831, a vécu à Marseille où Jean Ruplinger a épousé sa fille Adélaïde. Il est veuf depuis 1867 et vit, dans la période considérée, chez les Ruplinger ; il y meurt en 1911. Trois de ses enfants apparaissent dans la correspondance. Marie-Madeleine, religieuse visitandine à Marseille, écrit à son beau-frère au sujet de la vocation

FIG. 2. – Famille d'André Ruplinger. Généalogie. Sources familiales.

FIG. 3. – Famille de Jean Ruplinger (père d'André). Généalogie. Sources familiales.

FIG. 4. – Famille d'Adélaïde Pascaline (mère d'André). Généalogie. Sources familiales (Odette Latreille et Noëlle Bourgerie).

de Marie-Louise (22 novembre 1909). Joseph-Victor Pascaline, dit Tontaine (9 octobre 1908), s'est uni à « tante Adrienne » et ils ont des filles de l'âge de Suzanne (30 juillet 1909), habitent rue Sala (14 décembre 1913) et possèdent une maison de campagne à Francheville, dans la proche banlieue lyonnaise (27 mai 1909). Eugénie, dite Ninie, s'est mariée avec Eugène Beau ; ils ont un fils, Barthélemy, dit Thimy, habitent Écully (13 décembre 1908) puis font construire une maison (27 mai 1909) rue Coudée (actuelle rue Philippe-Gonnard) dans le 1^{er} arrondissement de Lyon. Il est aussi question des Corcelette (14 avril 1910), de Charles

Rey-Mury (13 septembre 1908) et du petit Joseph Carnet (16 mai 1909) que l'avis de décès de Jean-Baptiste Pascalín mentionne comme neveux et petits-neveux, donc issus de frères et sœurs du défunt.

À Paris, André rencontre un de ses cousins germains, Pierre Sommen, fils de Catherine, sœur de son père, établie à Flasdorf, en Lorraine (10 février 1910) ; dans les lettres, elle apparaît avec son mari et ses fils, Eugène Trieux (sans doute né d'un premier mariage), Pierre et Jean-Pierre Sommen (1^{er} novembre 1912). Surtout, il découvre des membres de sa famille maternelle qu'il ne connaissait pas, bien que des courriers soient échangés : M^{me} Villard « s'est plainte de ne pas avoir encore de réponse à la lettre qu'elle a adressée dernièrement à Lyon » (octobre 1909 ?). Ainsi M^{me} Bertin offre-t-elle à André « une jolie paire de boutons de manchettes en souvenir de sa première visite » et André réclame-t-il « qu'on [le] renseigne sur la généalogie Villard, sur ses branches et entrecroisements de branches, toutes choses qui pour [lui] sont encore fort obscures » (octobre 1909 ?).

Deux familles le reçoivent : les Bertin et les Villard, la grand-mère maternelle d'André étant Marie-Louise Bertin, fille de Frédéric Bertin et de Louise Villard. André se rend chez M^{me} Antonine Bertin qui habite boulevard Pereire (17^e arrondissement de Paris) et l'appelle « tante » (19 juin 1910). Il fréquente aussi la « cousine Thérèse », épouse de Georges Davaut, qui habitent rue Lacuée dans le 12^e arrondissement (17 février 1910), ont deux filles, Solange et Geneviève (20 janvier 1909) et un garçon, Henri (30 novembre 1912). Il y rencontre la sœur de la cousine Thérèse et son mari, pharmacien, et sa mère. Les Paquette sont également des cousins, Lazarine, tante de Georges, s'étant unie à M. Paquette dont elle a eu deux fils, Gabriel et Joseph (commandant puis lieutenant-colonel, 26 juin 1913).

Du côté Villard, André va chez Hélène Villard qui réside rue de Picpus (12^e arrondissement) ; elle a une fille, Céline, mariée à un chanteur, M. de Witt (octobre 1909 ?), et deux fils, Marc, marié, habitant avenue de Saint-Mandé (12^e arrondissement) (2 juin 1910), et Antoine, « peintre paysagiste et de quartiers citadins⁴ » (23 décembre 1909). Elle a aussi une belle-sœur à Paris, Marie (octobre 1909 ?). Il va une fois (décembre 1909) chez M^{me} Bloetschke, également citée dans l'avis de décès de Jean-Baptiste Pascalín au titre d'alliée.

Une autre branche de la famille Villard est établie à Lyon et a des relations suivies avec les Ruplinger, dont ils sont de lointains cousins : Jeanne Faujas, fille de Jenny Villard et de M. Faujas, ayant épousé Émile Jullien, professeur à l'université de Lyon, dont elle a eu trois enfants, Joseph, mort en bas âge, Victor, malade (12 octobre 1913), et Charlotte, amie de Marie-Louise et d'Eugénie, qui finit par s'installer chez les Ruplinger. Ils habitent Saint-Germain-au-Mont-d'Or, près de Neuville.

Un autre cousin, le commandant Marion, réside à Belfort où il a pris sa retraite de major d'infanterie : la mère de Jean Ruplinger étant Suzanne Marion, il est, selon toute vraisemblance, le fils d'un frère de Suzanne, donc un cousin germain de Jean. Ils font d'ailleurs allusion à leur jeunesse commune (25 octobre 1913).

Amis

À côté de cette famille, André a de nombreux amis apparus au fil des ans. Georges Chaurand est son « vieil ami d'enfance, [son] presque frère » (26 mars 1914). Il a connu Rank et Baptiste

4. Antoine Villard (Mâcon, 1867-Paris, 1934) a fait des études d'architecture à l'École des beaux-arts de Lyon avant de fréquenter l'École nationale des arts décoratifs et l'École supérieure des beaux-arts à Paris, où ses maîtres furent Lefebvre et Constant. Il a exposé au Salon des indépendants, au Salon d'automne et au Salon des Tuileries (E. Bénézit, *Dictionnaire des peintres, sculpteurs...*, t. X). Son atelier était, au début du xx^e siècle, 60, boulevard de Clichy (A. Roussard, *Dictionnaire des peintres à Montmartre*, p. 584). Ses toiles, d'abord de style impressionniste, ont évolué vers un réalisme constructif. Les musées de Brême, Gand, Le Havre, Lyon, Moscou, Londres (Tate Britain) et Paris (musée d'Art moderne) disposent de ses œuvres. Sa cote est très irrégulière : deux tableaux ont été vendus, en 2007, 360 et 210 euros (J.-A. Akoun, *La cote des peintres [2014-2015]*).

Sewert durant un séjour estival à Munich (11 août 1909) où il habitait avec Baron (21 août 1908). De ses années de lycée, il a gardé des contacts avec Icard (septembre 1908, juillet 1910), Cornet-Auquier (19 juillet 1908), Cuzin (2 décembre 1909), Édouard (décembre 1908).

De la khâgne, à laquelle il est très attaché, jusqu'à lui sacrifier quelques jours de vacances (9 juin 1909), sont cités Flandrin, admissible ayant abandonné (23 juillet 1908), Guillard et Ricaud, qui ont échoué (19 juillet 1908), et Zust, auquel il veut envoyer la liste des admissibles (23 juin 1910). Ce sont cependant les normaliens qui apparaissent le plus souvent : Charles Baux, Beuclerc, Lacoste, Immarigeon, khâgneux lyonnais, qui ont intégré la première année et sont « cothurnes » (14 novembre 1908) ; Béra, Delpy, Dubled, Morel qui sont ses « cothurnes » à partir de 1909 (2 décembre 1909). Il travaille avec Gauthier (26 juin 1913) et Houssay (6 décembre 1912), fréquente André Arnould, Rousselet (6 novembre 1912), Tuffrau⁵ (octobre 1910 ?) et Mathenet, major de la promotion (février 1910). De sa première année de service militaire sont nommés Boulay (24 avril 1909), Flamens (25 octobre 1908) et Salé, saint-cyrien (24 avril 1909). Parmi tous ses amis, Morel, « un vrai pays », reste, « de tout ce petit groupe que nous formons à cinq ou six, le préféré » (octobre 1910⁶). André est très fidèle à ses amis et va leur rendre visite, ainsi à Tuffrau, installé à Vendôme après sa réussite à l'agrégation et son mariage (18 janvier 1913). Ils le lui rendent bien : Coronel, désormais professeur à Nice, vient lui présenter ses vœux entre deux trains (1^{er} janvier 1914).

Nombre des amis d'André deviennent ceux de la famille – « Ton ami Mouy prend la douce habitude de venir nous trouver à la maison », écrit Eugénie (Noël 1913) – en rejoignant d'autres plus anciens. MM. Deshaies (1^{er}, 19, 20 mai 1909), Garin (16 septembre 1909), Griveaux (13 décembre 1908), Poujade (30 juillet 1909), Rougier (29 juillet 1914), les familles Gignoux (30 juillet 1909) et Schirk (6 juin 1909) sont lyonnais. M. Moulanges et M^{me} Grabinska (avril-mai 1911) habitent Neuville. M. Chardigny réside à Mâcon. Berthe Guedeney vient de Dijon (16 septembre 1909), alors que Léon Guedeney réside au Sénégal (1910). Parmi eux prédominent la famille Chaubet, installée à Paris, 39, rue du général Foy (8^e arrondissement), et M. Rampal, de Marseille. Jules Chaubet est industriel⁷ et voyage beaucoup : en 1909, il revient de Gand où il a présidé la réception du ministre de France et se rend à Milan (2 décembre 1909) ; en mars 1910, il part deux mois en Algérie (17 mars 1910⁸) ; en juin de la même année, il est en Grande-Bretagne (16 juin 1910). Il est officier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, officier du Mérite agricole et grand officier de deux autres

5. Paul Tuffrau (1887-1973), qui fut blessé plusieurs fois pendant la Première Guerre mondiale, devint professeur de lycée à Chartres, de khâgne à Louis-le-Grand et professeur d'histoire et de lettres à l'École polytechnique. Il a publié de nombreux ouvrages de littérature du Moyen Âge.

6. Henri Morel (1889-1944) a été huit mois en captivité en Allemagne. À son retour, il s'est engagé dans l'armée d'active. Ayant réussi à l'École supérieure de guerre (1930), il devint attaché militaire auprès de l'ambassadeur de France en Espagne (1935) et de la légation de France au Portugal (1936). En 1939, il rejoint son régiment en Tunisie. En 1942, il est à la 16^e division militaire de Montpellier et organise la résistance à l'occupation allemande. Jugé par Vichy pour abandon de poste, il est acquitté. Il est arrêté, déporté en mai 1943 et meurt à Neuengamme en septembre 1944 (A.-A. Inquimbert, *Un officier français pendant la guerre d'Espagne...*).

7. En 1865, J. Chaubert assure la gestion de la manufacture d'allumettes Caussemille Jeune et C^{ie}, fondée à Marseille par son oncle, qui fusionne en 1874 avec Roche et C^{ie}, s'installe à Paris et construit une nouvelle usine en Belgique (P.-E. Danan, « La manufacture d'allumettes de la Belle-de-Mai »). En 1889, il fonde à Paulilles (Pyrénées-Orientales) la Société générale pour la fabrication des matières plastiques, qu'il préside à partir de 1910 ; elle a des dépôts à Paris, Oyonnax, Ézy, Thiers et Milan et absorbe, en 1913, la Compagnie française du celluloïd. Il préside alors la Société industrielle des matières plastiques (J.-M. Michel, « Contribution à l'histoire industrielle des polymères en France »).

8. À l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, il publie *L'industrie des allumettes en Algérie* (impr. de Giralt, 1900). Une usine d'allumettes existe alors à Alger, dans le quartier du Hamma, où deux rues portent les noms de Jules Chaubet et Caussemille, où est installée une école.

décorations françaises ou étrangères⁹. Il est marié¹⁰ et a deux enfants, Marthe et Jacques¹¹, sensiblement de l'âge de Marie-Louise et d'André.

Auguste Rampal est né à Marseille en 1863 ; il est le fils de Louis (1824-1890), docteur en médecine, professeur d'anatomie à l'École de médecine hygiéniste et médecine légale. Comme son père, il a été élu le 16 mars 1911 au premier fauteuil et a été trésorier de l'académie de Marseille de 1916 à sa mort (12 juin 1937). Dans la période considérée, il a écrit des ouvrages sur *La condition de l'enfant dans le droit public ancien et moderne* (Impr. marseillaise, 1896), *Le patronage des libérés : notes sur le congrès de patronage de Lille et d'Anvers* (C. et A. Latil, 1898) et *Une relation inédite du voyage en Barbarie du médecin naturaliste marseillais Peyssonnel* (Impr. nationale, 1908). Il est vraisemblable que ces amis, liés entre eux (M^{me} Chaubet est née Rampal-Caussemille et habitait Marseille, 15, rue de l'Arsenal, lors de son mariage) proviennent de l'installation des Pascalins à Marseille puisqu'ils fréquentent autant les Beau que les Ruplinger (Noël 1913, 29 juillet 1914).

Rélations intellectuelles

Le troisième réseau d'André, formé en trois temps, est intellectuel. Du lycée proviennent Endres et Mathelin, assistant et professeur d'allemand (13 septembre 1908), Mongin, professeur de latin (27 mai 1909), Cresson, professeur de philosophie (12 novembre 1908), Gruber, Roustan¹² et Buche, professeurs de lettres (février 1910, 4 septembre 1908, 23 février 1910) comme l'est Camille Latreille¹³, souvent cité. Ce sont aussi les collègues de son père. De l'École normale émergent, outre ses amis avec lesquels nombre d'échanges sont d'ordre intellectuel (1^{er} janvier 1911, lettre de Tuffrau), le directeur Ernest Lavis (novembre 1909, 4 mai 1910) et le vice-directeur Tannery qui décède en octobre 1910. Sont également nommés les professeurs de la Sorbonne dont il suit les cours ou qu'il rencontre au bal de l'École normale : MM. Bourguet, professeur de grec (octobre 1909), Cazamian, professeur d'anglais (19 décembre 1909), Courbaud, professeur de grec (18 novembre 1909), Durant, professeur de latin (novembre 1909), Martinenches, professeur d'espagnol (19 décembre 1909). D'autres sont décrits de manière très subjective :

« [Brunot] nous explique la chanson de Roland et à propos de chaque mot nous fait un cours de phonétique : il n'a expliqué que trois mots en deux leçons ; j'espère cependant qu'il arrivera au bout du programme : il est d'ailleurs intéressant. [...] [Chamard, professeur de littérature française] nous entretient avec non moins de succès de Chénier ; nous serons bientôt obligés de nous asseoir sur sa table. Pourtant, érudition mise à part, avec quelque peu d'entraînement, le premier venu d'entre nous en ferait autant » (18 novembre 1909).

9. *Bottin mondain*, 1924.

10. Depuis le 5 février 1884. M^{me} Chaubet est décédée à Paris en 1931.

11. Licencié en droit, il devint industriel et habitait 14, rue d'Anjou (Paris 8^e) en 1924.

12. Marius-François-Pierre Roustan, dit Mario (1870-1942), agrégé de lettres, a été nommé au lycée de Lyon où il était adjoint au maire. Nommé ensuite à Paris, il publia les *Maximes* de La Rochefoucauld (Larousse, 1913) et *Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle* (Rey, 1906) et entama après la Première Guerre mondiale une carrière politique qui le conduisit au ministère de l'Instruction publique (1931-1932) puis de l'Éducation nationale (1935-1936). Il est l'auteur de la loi Roustan permettant le rapprochement des fonctionnaires mariés (1920).

13. Camille Latreille (1870-1927), agrégé, docteur ès lettres, devint par la suite professeur à l'université de Lyon, spécialiste du romantisme (*La fin du théâtre romantique et François Ponsard*, Hachette, 1899 ; *Chateaubriand : le romantisme à Lyon*, Fontemoing, 1905 ; *Les dernières années de Lamartine*, Perrin, 1925) et du sentiment religieux (*Joseph de Maistre et la papauté*, Hachette, 1906).

Fougère, professeur de grec, « amateur, fait intervenir les Apaches et M^{me} Steinheil¹⁴ dans ses leçons sur Démosthène ». Michaud, professeur de littérature française, « nous a fait une explication de Guez de Balzac qui n'aurait pas eu 8 à l'examen de Normale. C'est se moquer du monde ». Reynier, professeur de littérature française, « lequel disserte sur *L'École des femmes* est fort applaudi des petites demoiselles de toutes nationalités toujours prêtes à rire des traits d'esprit qu'il ne fait pas ». Mario Roques, professeur de littérature romane, est « un Méridional fort en train qui a trop de succès malheureusement auprès des étrangers et étrangères ; peste de ses cours ». Il en apprécie deux : le professeur de grec, Puech, « le plus sérieux et le plus consciencieux des cours que je suis » (25 novembre 1909), et le professeur de littérature, Gustave Lanson :

« Le maître Lanson explique à son cours de licence *Le Neveu de Rameau*. Ses explications sont tout simplement des chefs-d'œuvre. Sa réputation de critique à l'allemande est fautive. Il a toute la précision d'un Allemand mais avec cela l'intelligence d'un Français. Rien de plus frappant que de constater ce qu'il fait sortir d'un texte. » (octobre 1909 ?)

Des personnalités parisiennes forment la troisième strate. André va assister à la conférence de M. Blondel¹⁵ sur le problème social (28 avril 1910), à deux conférences de Marc Sangnier, le fondateur du mouvement social et religieux du Sillon, avant sa condamnation d'août 1910 (23 février, 3 mars 1910), à une autre de Daniel Mornet, « célèbre lansonien¹⁶ » (18 novembre 1911), à un débat contradictoire entre Leroy¹⁷ et Croiset¹⁸ (20 janvier 1910). Il rend visite à André Pératé¹⁹ (10 et 17 mars 1910), à Pierre de Nolhac²⁰ (2 juin 1910), à Léo Claretie²¹ (janvier 1910) et à Jules Lachelier²² (20 janvier 1910). Il assiste à la soutenance des thèses de Couard (janvier 1910) et de Gaiffe (8 avril 1910). Il se lie d'amitié avec un poète, Marcotte²³ (20 octobre 1911).

Ce réseau intellectuel parisien complète celui, lyonnais, de son père : l'archiviste de la ville et du département Georges Guigue (1861-1926) (23 février, 3 mars 1910), le professeur Coville de l'université de Lyon (27 juillet 1914), le bibliophile Francisque Bréghot Du Lut (1850-1925), archiviste des hospices civils de Lyon, membre de la Société historique et littéraire

14. L'ancienne maîtresse de Félix Faure (1869-1954) est alors accusée du meurtre de son mari et de sa mère. Elle est acquittée en novembre 1909 après un procès très médiatisé.

15. Peut-être Georges, historien et économiste, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (1856-1948) ; peut-être Maurice, son frère, philosophe (1861-1949) ; peut-être Charles, psychologue et médecin (1876-1939) ; peut-être un autre.

16. Daniel Mornet (1878-1954) a été doyen de la faculté des lettres, président de la Société d'histoire littéraire, directeur de la *Revue d'histoire littéraire de la France*. Il a publié *Les origines intellectuelles de la Révolution française, 1715-1787* (Colin, 1933).

17. Sans doute Édouard, philosophe et mathématicien (1870-1954), déjà auteur de *Dogme et critique* (Bloud, 1906).

18. Alfred ou Maurice, frères, tous deux hellénistes, auteurs conjoints de *l'Histoire de la littérature grecque* (Thorin / Fontemoing, 1887-1899).

19. André Pératé (1862-1947) est alors conservateur adjoint au musée de Versailles depuis 1893. Il a déjà publié *Le musée national de Versailles : description du château et des collections* (Braun, 1896) et *Versailles : le château, les jardins, les Triansons, le musée, la ville* (Laurens, 1904).

20. Pierre de Nolhac (1859-1936) est alors conservateur en chef de Versailles depuis 1892. En 1907, il a contribué à fonder la Société des amis de Versailles. Spécialiste de Pétrarque, il a écrit sur l'histoire, l'humanisme de la Renaissance, le Moyen Âge et Versailles. André fait allusion en 1909 à sa candidature à l'Académie française, qu'il n'intégrera qu'en 1922.

21. Écrivain (1862-1924) qui a publié *Jean-Jacques Rousseau et ses amies* (Chailley, 1896).

22. Philosophe (1832-1918), auteur du *Fondement de l'induction* (Ladrange, 1871), il a enseigné à l'École normale de 1864 à 1875 ; son influence a été considérable.

23. Bernard Marcotte (1887-1927) était diplômé de philosophie. Rédacteur en chef au ministère des Travaux publics, il était en contact avec le milieu littéraire et intellectuel de la capitale, dont Paul Tuffrau, André Ruplinger, Henri Morel et Louis Juvet. Il a publié des poèmes regroupés en 2013 dans un volume, des contes et une pièce de théâtre jouée par Louis Juvet à l'université populaire du faubourg Saint-Antoine. Il est représenté dans un tableau de Lucien Jonas, *Les Poètes* (1909).

de Lyon de 1885 à 1893 et héritier de son grand-père, Claude Bréghot Du Lut, qui écrivit le *Catalogue des Lyonnais dignes de mémoire* avec son cousin Antoine Péricaud (Techener, 1839).

Ces trois réseaux d'ampleurs très inégales ont chacun leur histoire. Le plus ancien est évidemment le plus fourni et celui auquel André est le plus attaché. Au-delà, cependant, des liens du sang, les rapports amicaux et les liaisons intellectuelles qu'on ne peut qu'entreapercevoir ont aussi été importants. Ils lui ont ouvert bien des portes et bien des perspectives.

De l'utilité des réseaux d'André

Grâce à ces réseaux, André est rarement seul et en terre inconnue. D'ailleurs, rentré trop tôt à l'École en 1911, « il s'ennuie » (11 octobre 1911). Lors des vacances 1908, à Munich, il partage une chambre avec son camarade Baron. Ensemble, ils visitent la Nouvelle Pinacothèque, se rendent au café Luitpold où ils retrouvent M. Endres, M. Mathelin, sans doute professeur à Lyon, « M. Vernet, lecteur à l'université de Wurtzbourg, M^{me} Sarreté, munichoise mariée à un Français et directrice d'un institut privé très chic de la Ludwigstrasse, et une charmante demoiselle d'origine romaine » (13 septembre 1908). À Mâcon, il va dîner chez M. Chardigny (11 décembre 1908, 11 juillet 1909) ou lui rend visite (14 juin 1909). À l'École normale, il côtoie ses « cothurnes » et travaille le latin avec Gauthier et Houssay et le grec avec Morel. Le dimanche, il se rend chez certains membres ou amis de sa famille, comme M^{me} Bloetschke (décembre 1909), M^{me} Davault (janvier 1910), M^{me} Bertin (30 juin 1910), M. Chaubet (18 novembre 1909). Le plus souvent, il est invité à déjeuner – chez M^{me} Villard en octobre 1909, chez M^{me} Davault en octobre 1911 – ou à dîner – chez les Chaubet très régulièrement, chez M^{me} Villard en mai 1910, chez les Davault en juin 1910.

Après le déjeuner, c'est avec Jacques Chaubet qu'il visite le Sacré-Cœur (2 décembre 1909), le musée Victor-Hugo (23 février 1910), le château de Versailles (2 juin 1910) ; Pierre Sommen l'accompagne au Louvre (25 novembre 1909). Après le dîner, on fait de la musique – chez M^{me} Villard le 19 février 1909, chez les Chaubet en janvier 1910 ; on chante – le 20 janvier 1910, M^{me} Chaubet lui fait chanter dans le salon les couplets qu'il a composés sur Michaud pour la revue de l'École ; on discute – sur « les effets de l'amour dans le cœur féminin » chez les Villard le 26 mai 1910 – ou les trois à la fois – le 2 juin 1910, chez M^{me} Marc Villard.

C'est encore en compagnie qu'André participe à la répétition générale de la *Messe en si mineur* de Bach (avec Marthe et Jacques Chaubet, 10 février 1910), qu'il entend l'orchestre Lamoureux (avec André Arnould, octobre 1910), *Falstaff* de Verdi (avec Morel, 10 juin 1910), qu'il assiste aux représentations de *Phèdre* à l'Odéon (avec Jacques Chaubet, 20 janvier 1910), de *Chantecler* (avec Morel et sa mère, 10 février 1910), de *Faust* à l'Odéon (avec Arnould, 11 janvier 1913), qu'il se rend à des réunions philosophiques avec Jacques Chaubet (octobre 1909, 19 juin 1910) ou politiques (avec Arnould, Houssay et autres, 15 mai 1913) et qu'il passe une soirée en tête-à-tête avec Pierre Sommen (10 mars 1910). S'il prend des leçons de danse, d'équitation et d'armes, c'est avec Jacques Chaubet (23 février 1910), et des leçons de violon, c'est avec Arnould (16 mars 1911). C'est encore avec un ami de l'École normale qu'il visite les villes d'art, Reims, Rouen, Chartres, et les châteaux de la Loire²⁴. Quand il effectue son service militaire, il n'a qu'une hâte, revenir à Lyon auprès de son père et de ses frères et sœurs. Une fois, Morel vient passer deux jours avec lui à Clermont-Ferrand. Il passe ses vacances chez M^{me} Chaubet, avec ses enfants et Marie-Louise, à la villa Bon Accueil, à Saint-Gervais, en août 1908, chez M. Rampal à Marseille (24 juin 1909), à Neuville avec toute sa famille ou en Lorraine auprès de sa famille paternelle.

24. A. Ruplinger, *Charles Bordes, membre de l'Académie de Lyon (1711-1781)*, p. V.

Ces réseaux le mettent en relation avec des milieux différents. Les premiers membres de sa famille contactés lui en font connaître d'autres : Gabriel Paquette l'invite « à manger en compagnie de son frère, de sa femme née Petit de Julleville et [de] M^{me} Tiret » (15 février 1913) ; Hélène Villard le conduit chez sa belle-sœur, M^{me} Marie, et chez M^{me} Marc, sa nièce et sa bru ; elle l'invite à dîner « pour faire la connaissance de Céline, sa fille de passage à Paris » (octobre 1909) ; il rencontre ses fils, Marc et Antoine (23 décembre 1909) dont il va visiter l'atelier (6 et 13 janvier 1910) et voir l'exposition des œuvres (4 mai 1910). On lui fait également connaître des amis : M^{me} Bertin « lui envoie un billet d'entrée à la conférence de Blondel » (28 avril 1910) et l'invite à déjeuner avec sa famille (14 mai 1910) pour le mois suivant (19 juin 1910). Chez Thérèse et Georges Davault, il côtoie, outre la mère et la sœur de M^{me} Davault, le mari de cette dernière, pharmacien, la famille Philippon, M^{lle} Madeleine, amie d'enfance de sa cousine, « qui m'a l'air de directrice de cours », un monsieur, parent de la famille, professeur d'histoire « avec lequel [il] fait très ample connaissance » (25 novembre 1909), et M. Tabournel, un cousin (février 1910). Les Chaubet l'invitent avec M. Guirand (octobre 1909, 2 et 19 décembre 1909), un ingénieur chimiste aux Gobelins rencontré à Saint-Gervais (2 décembre 1909), M. Dumont, élève de Centrale, Lâiné, externe des hôpitaux, Dechamp, qui sort du régiment (20 janvier 1910), M. Bonnet, un camarade de Jacques (janvier 1910), M. et M^{lle} Durnerin, amis de Jacques et de Marthe (3 mars 1910), leur cousin Georges Perraud (4 mars 1912), qui lui a servi de chauffeur quand il était chez M. Rampal (30 juillet 1909), et Jean de Lanier, le fils d'un sénateur belge (15 février 1913). M^{me} Chaubet le conduit à Versailles chez Pératé et envisage de le faire assister à une séance de l'Académie ; l'ensemble de la famille l'emmène chez le commandant Giraudet (19 décembre 1909).

Ces connaissances lui ouvrent de nouvelles portes car les réseaux nourrissent les réseaux. M. Blondel l'invite (26 mai 1910). Il rend « visite à madame à son jour de réception » (16 juin 1910) et « assiste en spectateur à une soirée où on bridgeait et causait » (20 février 1911). M. Tabournel « compte le présenter à M. de Nolhac » (février 1910). Après la conférence de Mornet, « une dame amie de cousine Thérèse m'a présenté à lui » (18 novembre 1911). Pératé l'invite à déjeuner au château de Versailles, qu'il lui fait visiter ensuite « dans les recoins » (10 et 17 mars 1910) ; il lui rend plus tard visite (2 juin 1910). Comme l'écrit son père, il avait profité de son séjour à Paris « pour élargir son horizon en tous sens²⁵ ».

Déjà utiles dans la vie quotidienne, ces réseaux le sont particulièrement en cas de grandes difficultés.

Deux temps forts de l'utilisation des réseaux

De manière générale, la famille Ruplinger ne refuse pas de rendre service : Jean Ruplinger répond aux demandes formulées auprès de son fils pour une consultation médicale du sergent-major à Lyon et pour une pension en Allemagne pour son lieutenant (14 décembre 1913). Elle en attend parfois des compensations, par exemple après avoir traduit pour son fils un texte en allemand confié par le colonel :

« J'espère bien qu'après avoir livré ta traduction et les explications dont tu l'accompagneras, tu vas passer aux yeux émerveillés de ton colonel pour un monsieur très trapu et il n'osera pas te refuser un congé un peu prolongé pour Noël, le jour de l'An, les Rois, etc. Il te devra, il nous devra bien ça. » (15 décembre 1913)

25. *Ibid.*

Elle ne dédaigne pas non plus de solliciter quelqu'un pour aider un de ses membres ou de ses amis. Ainsi André parle-t-il à son père du cas Flamens, un camarade de la caserne de Mâcon, qui veut passer dans l'active :

« Il serait heureux d'être recommandé par quelqu'un, M. le major Beau par exemple. Si vous pouviez faire quelque chose dans ce sens le plus tôt possible, faites-le je vous prie. »
(25 novembre 1908)

C'est le lieutenant-colonel Paquette qui, sur une carte du Conseil supérieur de la guerre, avertit André de son affectation à Clermont-Ferrand (1^{er} octobre 1913). Quand Pierre part au service militaire, les commandants Paquette (19 juin 1913) et Marion (25 octobre 1913) sont sollicités. Lorsqu'il est soigné à l'infirmerie de la caserne d'Annecy, Charlotte Jullien, « dont une amie connaît un major de Desgenettes », tente vainement de le faire revenir à Lyon (10 décembre 1913) ; mais c'est son père qui va négocier, avec succès, à l'hôpital d'Annecy où il a été transféré, son retour chez lui (14 décembre 1913). Lorsqu'il veut être versé dans l'auxiliaire, André, « qui est du bâtiment », est interrogé et chargé d'intervenir auprès du cousin Paquette (24 février 1914). Quand il est atteint des oreillons et dépressif, ses sœurs ne cessent de lui écrire et Mme Chaubet veut louer une maison à Annecy et inviter la famille pour qu'elle le voie (22 mai 1914).

Au-delà de ces services ponctuels, deux moments de la vie d'André montrent l'importance de la recherche de soutiens et surtout leur cheminement : son admissibilité à l'agrégation et l'élaboration de son diplôme d'études supérieures. L'admissibilité inattendue d'André à l'agrégation, alors qu'il est en service à Clermont-Ferrand, mobilise son père qui parle du problème à la famille Beau, aux Chaubet et à tous ses amis :

« Ils sont tous d'avis comme M. Rougier que j'ai vu aussi (tout le monde sait que tu es admissible par le journal) qu'il serait souverainement injuste que tu sois frustré du bénéfice de ton admissibilité. Le D^r Rougier aurait voulu que je télégraphie au ministre de la Guerre et au ministre de l'Instruction publique pour leur exposer le cas et réclamer ton droit. En cas de refus de la part de ces autorités, dit-il, vous auriez recours au Conseil d'État qui vous donnerait sûrement gain de cause ».

Il a écrit « au cousin Paquette pour lui demander s'il n'y aurait rien à faire car enfin, il n'y a pas encore mobilisation et l'on pourrait bien [lui] accorder huit jours pour [son] oral ». Il est prêt à faire intervenir des hommes politiques ou des administrateurs.

« Si tu le veux, j'écirai pour toi à Augagneur²⁶ ou à Coville [...], nouveau directeur de l'Enseignement secondaire. Il a été professeur à la faculté de Lyon ; nous avons été ensemble plusieurs fois du même jury de baccalauréat moderne. On pourrait au besoin le lui rappeler si cela devait t'être utile » (27 juillet 1914).

Il cite plusieurs personnes qu'André doit à toute force consulter :

« Si tu ne l'as pas encore fait, remue-toi et défends-toi. Écris à Puech [professeur à la Sorbonne et président du jury]. [...] En ce cas te permettrait-on de passer l'oral un peu plus tard vers le 20 août puisque les examens durent généralement jusque vers cette époque. Le cas sans doute ne s'est pas encore présenté et Puech a dû s'en préoccuper. [...] En tous cas l'administration universitaire se doit à elle-même de sauvegarder tes droits. Tu as conquis, et dans quelles conditions difficiles, ton admissibilité. Si tu es dans l'impossibilité de passer l'oral à cause des circonstances, il faudrait au moins que l'admissibilité te reste acquise pour l'an prochain. [...] Écris à M. Hémon ; consulte M. Pineau [ami de la famille, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand depuis mai 1914] » (29 juillet 1914).

26. Jean-Victor Augagneur (1855-1931), professeur à la faculté de médecine de Lyon, a été conseiller municipal (1888), adjoint au maire (1891), maire (1900 et 1904) de la ville, puis gouverneur de Madagascar (1905) et député du Rhône (1910). De 1910 à 1914, il a occupé différents postes ministériels avant d'être nommé gouverneur de l'Afrique équatoriale française (1920).

Les événements s'étant précipités, André ne put participer aux épreuves orales. C'est cependant l'élaboration du diplôme d'études supérieures d'André qui mobilise le plus vaste réseau. André s'en préoccupe dès février 1910, alors qu'il est en licence. Il a quelques hésitations : « Si j'hésite encore c'est que je me rappelle les exhortations de M. Jullien et de papa sans compter celles de M. Roustan » (20 janvier 1910), qui lui conseillait dès son entrée à l'École de faire une thèse de littérature comparée (4 septembre 1908). Il demande donc à son père d'interroger M. Gruber, son « ancien maître, sur un sujet de littérature comparée » (23 février 1910). Il se décide cependant pour un mémoire de littérature française sous la direction de Gustave Lanson. Or « Pâques approche et M. Lanson aime qu'à cette date ses futurs disciples se soient dénoncés à lui en lui proposant un sujet de mémoire » (23 février 1910). André envisage un travail en rapport avec sa ville natale et écrit à son père pour qu'il contacte MM. Buche et Latreille, « anciens maîtres lyonnais et lyonnaisants qui pourraient fournir quelques renseignements utiles sur un sujet lyonnais » (23 février 1910). Il pense au séjour de Rousseau à Lyon et consulte le cousin Émile Jullien qui lui répond :

« Rousseau à Lyon me paraît un sujet très intéressant et vous trouverez pour le mener à bien sans trop de peine dans de nombreux mémoires et discours. Vous serez sans doute obligé de découper une tranche dans ce trop gros morceau. » (11 mars 1910)

André hésite cependant (17 mars 1910). En définitive, il délaisse Rousseau pour Charles Bordes : « Il est convenu avec Lanson que mon diplôme l'an prochain (si je suis licencié) se fera sur Bordes. Lanson désirerait me voir faire une étude d'ensemble sur la vie et l'œuvre entière de Bordes » (2 juin 1910). Il y rajoute « une petite étude du cercle philosophique à Lyon au xvii^e siècle » (16 juin 1910).

Commence alors la collecte des documents. Dès le sujet sur Rousseau, André fait demander à M. Guigue s'il « aurait dans ses archives des documents intéressants. L'inédit ne [lui] déplairait pas » (23 février 1910) ; « Si maintenant M. Guigue pouvait découvrir un carton inédit de ses archives se rapportant de près ou de loin au sujet, il serait le plus aimable des hommes » (10 mars 1910). Le sujet définitif adopté, M. Latreille est encore sollicité : « Papa aurait-il la bonté de demander à M. Latreille si les archives de l'Académie de Lyon renferment quelques documents ? » (2 juin 1910) ; « Pouvez-vous demander à M. Latreille s'il entrevoit un moyen de retrouver les papiers de Bordes, en particulier sa correspondance ? » (octobre 1910) ; « Pourriez-vous, le cas échéant, demander à M. Latreille quelle lettre inédite de Voltaire il a publiée il y a un an ou deux dans la *Revue de Lyon* ? » (16 mars 1911). De son propre chef, Jean Ruplinger va « relancer les Bréghot Du Lut » qui le mettent en contact avec leur beau-frère et oncle, Francisque Bréghot Du Lut. Retiré au château de Confolin, près de Bourg-lès-Valence, et grippé, il fournit une première notice que Jean envoie à André et propose que ce dernier entre directement en contact avec lui (1911 ?). Rétabli, il lui donne une bibliographie notamment sur Fleurieu et Leclerc de La Verpillière, des conseils sur les recherches à effectuer dans les archives (19 février 1911), des renseignements sur les doctrines occultistes lyonnaises du xviii^e siècle (15 mars 1911) et l'invite le 20 avril 1911 (7 avril 1911).

Jean Ruplinger est ensuite mis à contribution pour le dépouillement des documents lyonnais, à tel point que son fils le qualifie « d'aimable collaborateur » (16 mars 1911). Il va travailler aux archives : « C'est aux archives que votre père cherche maintenant », écrit Bréghot Du Lut. C'est un bon coin et une source abondante ; « Il faut que votre père continue à relever aux archives de l'état civil tous les actes relatifs aux Fusilier, aux Bordes et aux Taillandier pour les rattacher » (19 février 1911). Il se rend également à la bibliothèque de Lyon : « Papa fait de vrais stages pour toi à la bibliothèque », écrit Eugénie (s. d.). André lui donne des indications :

« J'ai relevé dans le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Lyon les références d'un dossier comprenant une correspondance échangée entre Condorcet et Claret à l'occasion d'un projet d'union entre les académies de France avec adjonction de quelques remarques manuscrites

de Bouilloud, Mermet et Charles Bordes (autographes)... Si par hasard il y avait des lettres manuscrites de Condorcet inédites, elles seraient précieuses. En tous cas, les remarques de Bordes sont à voir : elles se rattachent à la question traitée dans le discours manuscrit que vous avez parcouru... J'ai trouvé dans ce même catalogue l'indication d'un mémoire rédigé par un certain abbé Bordes, peut-être le frère curé et une lettre écrite en 1708 par le Lyonnais Bordes, peut-être le père de notre polygraphe. » (16 mars 1911)

Le père d'André prend aussi des initiatives ; il lit ainsi Guillon de Montléon²⁷ et livre « deux petits renseignements extraits des pages 17 et 27 » sur le voyage de 1759 en Hollande et une épître envoyée à Bordes en 1770. Il se renseigne aussi sur « l'auteur du portrait à l'huile de [son] type placé dans la salle de l'académie » auprès de Félix Desvernay, ancien administrateur de la bibliothèque de la ville qui a fait l'inventaire des tableaux, qui « n'est pas éloigné de croire que c'est Nonotte » (8 mai 1911). Il se passionne pour le sujet : « Il a l'air content de ce qu'il déniche et déchiffre avec un peu de peine. » Un autre membre de la famille est sollicité. Bréghot Du Lut ayant suggéré qu'il « y aurait aussi un pèlerinage à faire à Francheville, à la mairie. On y trouverait le prénom de son frère le curé et probablement des actes concernant la famille, peut-être le mariage du frère aîné Louis avec une Sabot de Pizey » ; la famille Pascalini possédant une maison de campagne dans cette localité, André demande à son père : « Dois-je écrire directement au curé de Francheville pour avoir quelques renseignements et au maire ou puis-je compter sur une démarche de Tontaine ? » (16 mars 1911). Tontaine s'en charge.

Le père d'André devient ensuite l'ordonnateur de la mise au propre du manuscrit. André envoie progressivement les chapitres rédigés. Jean les distribue pour recopiage et les renvoie au fur et à mesure qu'ils sont prêts. Au début de l'opération, il confie trois chapitres à des personnes étrangères à la famille, MM. Mailhes et Fayet. Comme ils ne donnent satisfaction ni en temps ni en qualité, il s'oriente ensuite vers « un autre maître d'études de Perrache mais, quand il a vu ce que c'était, il a reculé d'horreur : la besogne en effet n'est pas engageante ».

« Alors, nous rappelant la fable de La Fontaine, *L'alouette et ses petits avec le maître du champ*, nous avons pris nos faucilles, je veux dire nos plumes et, dès samedi soir, Marie-Louise, Ninie, Pierre et moi étions à l'ouvrage. Pierre fait « Le patriotisme local » commencé par Mailhes... Marie-Louise a entrepris le chapitre sur l'éducation ; moi je vais prendre les idées littéraires... Marie-Louise a trouvé hier en sortant de la messe une institutrice logée aux dames auxiliaires qui s'est chargée de Rousseau ».

Une autre copiste est recrutée pour finir « Le patriotisme local ».

« Si tu trouves à Paris dans ton voisinage surtout pour les derniers chapitres (car tu t'es mis trop en retard), il me semble que cela vaudrait mieux. Toutefois, si tu te trouvais pris au dépourvu, ne crains pas de faire appel à la rue Molière : nous passerons s'il le faut les nuits pour que tu ne sois pas dans la peine » (15 mai 1911).

« Ne vas donc pas t'amuser à passer les nuits et à t'y éreinter à la veille de tes examens sur ce travail de recopiage. Dis-nous seulement bien quelle est la limite extrême où tu veux que la copie te soit envoyée. On s'arrangera pour que tu l'aies à temps » (19 mai 1911).

Les paquets sont envoyés par un commissionnaire (19 mai 1911). Mais il peut arriver qu'un ami de passage, ainsi Jacques Chaubet, se charge de la besogne (8 mai 1911).

Le diplôme obtenu, André, alors à Clermont-Ferrand, veut faire publier deux articles, un sur Bordes, l'autre (non rédigé) sur l'abbé Jacquet. Il veut les confier à M. Latreille qui dirige

27. L'abbé Aimé Guillon de Montléon (1758-1842), docteur en théologie, a traversé la Révolution, qu'il n'a pas appréciée. Il a beaucoup écrit sur l'histoire de Lyon, notamment *L'Histoire du siège de Lyon, des événements qui l'ont précédé et des désastres qui l'ont suivie* (Le Clère, 1797) et *Mémoires pour servir à l'histoire de Lyon pendant la Révolution* (Baudouin, 1824). Il a aussi rédigé des livres sur la religion, notamment *L'Histoire générale de l'Église pendant le XVIII^e siècle* (Gauthier, 1823) et *La France catholique* (1825).

la revue des *Annales de Lyon*. Il charge son père de prendre contact avec lui puis de négocier avec des membres de la rédaction, Philippe Fabia²⁸ et Léon Lévy-Schneider²⁹ notamment, au mieux de ce qu'il souhaite (23 et 28 janvier 1914, 19 février 1914) jusqu'à la parution dans le numéro de juillet. C'est à travers ces deux épisodes qu'on peut mesurer l'importance des trois réseaux d'André, qui ne cessent de s'entrecroiser.

Si la guerre met fin à la correspondance d'André, elle n'interrompt pas totalement ses réseaux. Les courriers reçus ou rédigés par la famille, lettres de condoléances pour les décès d'André (16 novembre 1914, 12 janvier 1915, 10 février 1915) et d'Henri (30 mars 1915), courrier de Jean Ruplinger à ses enfants (16 septembre 1915), la publication de son DES par son père (1915), l'hommage public rendu par Barrès à Paul Lantier et André Ruplinger lors d'une semaine du livre à Lyon (26 avril 1916)³⁰, font ressurgir les noms des Morel mère et fils, de tante Suzanne et de Henri Pichon, de tante Ninie et de Thimy, d'Émile et de Charlotte Jullien, des Chaubet, de Lanson, qui préface l'ouvrage, et de tant d'autres qui ont aidé et sans doute aimé André, à l'image de Morel pour qui « il est encore le témoin et le guide » (10 février 1915).

Bibliographie

AKOUN Jacky-Armand, *La cote des peintres (2014-2015)*, Isandra, 2013.

BÉNÉZIT Emmanuel, *Dictionnaire des peintres sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Gründ, 1976.

DANAN Pierre-Emmanuel, « La manufacture d'allumettes de la Belle-de-Mai », *La lettre électronique de MIP Provence*, n° 19, 2007.

INQUIMBERT Anne-Aurore, *Un officier français pendant la guerre d'Espagne : carrière et écrits d'Henri Morel (1914-1944)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

MICHEL Jean-Marie, « Contribution à l'histoire industrielle des polymères en France », éd. numérique, Paris, Société chimique de France : <http://www.societechimiquedefrance.fr/contribution-a-l-histoire-industrielle-des-polymeres-en-france-par-jean-marie-michel>.

ROUSSARD André, *Dictionnaire des peintres à Montmartre*, Paris, A. Roussard, 1999.

RUPLINGER André, *Charles Bordes, membre de l'Académie de Lyon (1711-1781)*, préface de Gustave Lanson, Lyon, A. Rey, 1915.

RUPLINGER Suzanne, *Journal de guerre*, éd. numérique : <http://www.chtimiste.com/carnets/ruplinger.htm>.

28. P. Fabia (1860-1938) est alors professeur d'histoire romaine à l'université de Lyon. De 1911 à 1933, il a effectué des fouilles à Fourvière après avoir fondé l'Association lyonnaise de recherches archéologiques.

29. L. Lévy-Schneider, né à Lyon, a d'abord enseigné au lycée de Lyon et à l'université de Nancy. Il était professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lyon depuis 1908. Il a publié *Le conventionnel Jeanbon Saint-André : membre du Comité de salut public, organisateur de la marine de la Terreur, 1749-1813*, (Alcan, 1901), et *L'application du Concordat par un prélat d'ancien régime*, Mgr Champion de Cissé (Rieder, 1921).

30. S. Ruplinger, *Journal de guerre*.

Résumé

André Ruplinger est né à Lyon le 14 juillet 1889, fils de Jean Ruplinger, Lorrain venu s'installer à Lyon après 1870 et professeur d'allemand au lycée de la ville. Après ses études secondaires, il intègre l'École normale supérieure (Ulm) en 1908, passe l'année 1909 à Mâcon dans l'armée, soutient son mémoire de maîtrise sur Charles Bordes sous la direction de Gustave Lanson en 1911, mais échoue à l'agrégation. Il fait sa deuxième année de service militaire à Clermont-Ferrand en 1913-1914. Il meurt le 20 août 1914 lors de la bataille de Lorraine. Durant ces six années d'absence de Lyon, il écrit toutes les semaines à sa famille, qui conserve ses lettres et lui répond. Cette double correspondance, inégale en nombre, permet de reconstituer les triples réseaux d'André : familiaux, amicaux et intellectuels, des réseaux qui lui permettent de s'intégrer à la vie mondaine, politique et sociale de Paris et de trouver les appuis nécessaires à la conduite de son travail.

Les technologies numériques : instruments de création d'un réseau savant savoisien

Francine Brachet
Ingénieur, membre de l'Académie florimontane
Jean-Paul Ajacques
Consultant, concepteur du logiciel Karvi

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Cet article est issu d'une communication proposée au 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques (« Réseaux et sociétés ») par Francine Brachet, chargée du lancement d'un club de recherche par l'Académie florimontane. Pour sa présentation à Reims, le 1^{er} mai 2015, lui a été associé Jean-Paul Ajacques, concepteur du logiciel Karvi¹ utilisé pour l'informatisation des catalogues des sociétés savantes de Savoie et la numérisation des ouvrages savoisiens, qui était le mieux placé pour une démonstration de l'application Internet correspondante. La préparation coordonnée de cette communication est à l'origine d'échanges, avec la participation de Henri Comte, instigateur de la numérisation et coordinateur pour l'Union des sociétés savantes de Savoie (USSS), sur les exemples à choisir pour la pertinence de la démonstration au congrès. Ces travaux préparatoires ont également permis de dégager des perspectives de développement des nouveaux outils pour une recherche fédérée.

Les sociétés savantes de Savoie

Elles forment un réseau d'académies et d'associations à vocation culturelle depuis le premier congrès savoisien en 1878, organisé à Saint-Jean-de-Maurienne par la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne². Préalablement avait été rédigé à Chambéry un projet de règlement dont les dispositions d'organisation furent amendées au congrès tenu l'année suivante selon les propositions du président de l'Académie de la Val d'Isère :

« À la fin de chaque session, le président proclame le nom de la société chargée du congrès de l'année suivante [...] et celui de la ville où il se tiendra ; puis sur son invitation le congrès choisit, dans le sein de cette société, le secrétaire général qui devra s'occuper d'organiser la prochaine réunion³. »

1. <https://sites.google.com/site/karviservices/>

2. S. Truchet (dir.), *Congrès des sociétés savantes de la Savoie : première session tenue à Saint-Jean-de-Maurienne, le 12 et le 13 août 1878*, « Bibliographie ». <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54250625/>

3. Arch. Académie florimontane, lettre manuscrite, 8 mai 1879, à en-tête « Académie de la Val-d'Isère », signée « Le président de l'Académie de la Val-d'Isère Alliaudi ».

C'est en définitive une fréquence biennale qui sera adoptée et perdurera les années paires jusqu'à aujourd'hui, avec quelques exceptions et interruptions. Ainsi s'est tenu en 2014, à Chambéry, le 44^e congrès devenu Congrès des sociétés savantes de Savoie depuis la création de leur union en 1971.

Le but du premier congrès savoisien de 1878 était de maintenir les liens historiques. En effet, les participants venaient d'académies ou de sociétés d'histoire installées bien avant le rattachement de la Savoie à la France, la plus ancienne étant l'Académie florimontane, fondée en 1607 et réorganisée en 1851. C'est d'ailleurs un ancien président de cette académie, Jacques Replat⁴, qui proposa aux académiciens de se réunir pour « ne pas laisser périr le nom de Savoie », selon l'expression de son interlocuteur à l'Académie de Chambéry, le comte Greffier ; dans sa lettre du 12 mars 1864, ce dernier soulignait que « la difficulté est de commencer⁵. » Il fallut, dans ce cas, près de quinze ans pour concrétiser le projet⁶.

La répartition des lieux de congrès, proches des sièges des sociétés organisatrices, fait apparaître une forte densité en Genevois et Savoie, mais les vallées de Maurienne et de Tarentaise, ainsi que le Faucigny, de La Roche-sur-Foron à Chamonix, ont été également très accueillants (fig. 1). Si les distances à parcourir entre ces sites ne sont pas très importantes, la topographie des espaces qui les séparent rend souvent difficile l'accès à l'un ou l'autre et les particularités de l'histoire des différentes anciennes provinces, qui forment les actuels départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, empêchent l'émergence d'un pôle unique. Ces facteurs ont dû concourir aux décisions de rotation des lieux de congrès, puis de recours aux technologies numériques pour communiquer et, mieux encore, coopérer à distance *via* Internet.

Dès la préparation du premier congrès savoisien avait été élaboré un projet de statuts, rédigé à Chambéry le 14 février 1878. En 1899 est proposé un projet de fédération des sociétés savantes du Dauphiné, de la Savoie et du Vivarais, qui n'aboutit pas. Le 15 avril 1930, les sociétés littéraires et scientifiques des deux départements de Savoie sont conviées à une réunion dans la salle des séances de l'Académie de Savoie pour « jeter les bases d'une association sous le nom de Fédération des sociétés savantes de Savoie », qui n'aboutit pas non plus. Puis, le 24 octobre 1970, est examiné à Albertville un projet des statuts d'une Union des sociétés savantes de Savoie. C'est enfin le 9 avril 1971 qu'est déclarée la constitution d'une association dite Union des sociétés savantes de Savoie, dont le siège social est à Chambéry⁷.

Selon les statuts déposés, le but premier de cette union est « l'organisation des congrès périodiques des sociétés savantes de Savoie, la coordination de leurs travaux et la promotion des recherches qui se révéleraient opportunes ». Concernant ce dernier but, il faut signaler l'évolution de la formulation dans les projets de statuts successifs précités. En 1878, l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Savoie⁸ avait proposé qu'un moyen d'action, à créer, serait « l'organisation de recherches communes » et de congrès périodiques, et que cette union « s'efforcerait de provoquer ces recherches et d'obtenir dans les meilleurs délais la publication des résultats scientifiques obtenus et des actes des congrès retenus par son comité de lecture ». De la comparaison de ce texte avec celui de 1971, il apparaît que le rôle de

4. Jacques Replat (1807-1866), avocat, poète et un écrivain romantique savoyard. Voir sa fiche biobibliographique dans la base *La France savante* (<http://cths.fr/an/prosopo.php?id=100257>).

5. Arch. Académie florimontane, « Copie de la lettre de Monsieur le comte Greffier à Monsieur J. Replat ». Le copiste a mal orthographié le nom : il s'agit du comte Amédée de Greyfié de Bellecombe (1811-1879), magistrat, fondateur de l'Académie de la Val-d'Isère en 1865 et président de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie de 1864 à 1867.

6. En relation avec cette volonté de mémoire de la Savoie, il faut noter qu'un colloque international tenu à Aoste en 1993 était intitulé « Les sociétés d'histoire dans les anciens États de la maison de Savoie devant l'Europe de demain ».

7. Sur l'Union des Sociétés savantes de Savoie, voir <http://cths.fr/an/societe.php?id=1022> ; <http://gallica.bnf.fr/html/und/union-des-societes-savantes-de-savoie>

8. <http://www.academiasavoie.org> ; <http://cths.fr/an/societe.php?id=9>

FIG. 1. – Sites et dates des congrès de l'Union des sociétés savantes de Savoie depuis 1878. On constate deux longues interruptions : 1905-1937 et 1938-1964.
Doc. F. Brachet.

l'Union en matière de recherches est devenu secondaire par rapport à celui de l'organisation des congrès périodiques. Ce rôle reste toutefois plus précis que dans le projet de fédération de 1930, dont le but devait être de « créer un lien permanent entre les différentes sociétés, coordonner leurs efforts et leur *faciliter*, par une connaissance mutuelle, les *recherches*, les démarches et les avantages de toutes sortes ». À ce jour, malgré quelques tentatives isolées pour engager des recherches coordonnées, aucune mesure, aucune action n'a été engagée.

En revanche, la coordination des travaux de sociétés membres, en application des statuts de 1971, a bien été engagée sous l'égide de l'USSS. La première opération eut pour objet l'informatisation du catalogue des ouvrages détenus par leurs bibliothèques respectives.

La création d'un catalogue commun informatisé

L'initiative de Laurent Perrillat⁹ s'inscrit dans l'évolution de la gestion des bibliothèques. De tout temps, les bibliothèques privées ou publiques, d'étude ou spécialisées ont inventorié leurs ouvrages. Ces inventaires avaient pour but de constater les collections et de les organiser. Le terme « bibliothèque » vient du grec ancien, « la place du livre ». L'une des bibliothèques les plus célèbres, celle d'Alexandrie au III^e siècle avant J. C., comptait, à sa constitution, quelque 400 000 volumes pour atteindre 700 000 à l'époque de César. Les seuls bénéficiaires de ces collections étaient ceux qui pouvaient avoir accès aux bibliothèques.

Petit à petit, les méthodes d'inventaire se sont perfectionnées avec les Kardex, les fiches auteur et les fiches matière, qui permettaient l'accès à tous les documents du catalogue et à leur localisation. La seconde moitié du XX^e siècle, avec la généralisation de l'informatique, a suscité des règles de catalogage internationales. Les normes MARC (*machine-readable cataloging*) sont nées dans les années 1970, promues par la bibliothèque du Congrès à Washington. Les bibliothèques ont ensuite pu informatiser le catalogage de leurs collections. En 1977, la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques (IFLA) a créé le format UNIMARC (*uni* : universel). Il est utilisé en France par toutes les bibliothèques de lecture publique. À partir du moment où les formats de catalogage des documents étaient identiques dans les bibliothèques, elles ont eu le désir d'échanger leurs notices bibliographiques. Cela a été possible grâce à la norme ISO 2709, créée en 1973.

Depuis 1990, la généralisation d'Internet a permis la publication des catalogues en ligne associée à une recherche documentaire destinée au public, c'est-à-dire le plus souvent en langage naturel. Les catalogues des bibliothèques sont devenus accessibles à tout internaute et, avec Internet, les bibliothèques sont sorties de leurs murs. Les bibliothécaires ont alors ressenti le besoin de compléter leurs notices descriptives par des éléments multimédias associés : son, image, vidéo, fac-similé. C'est ce que réalise l'Union des sociétés savantes de Savoie à partir de 2006 sous l'impulsion de Laurent Perrillat, qui crée le Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie (CASSS¹⁰). Il s'agit d'un catalogue commun et non d'un catalogue collectif. Il est publié sur Internet au moyen du logiciel Karvi et propose une recherche en langage naturel. Le résultat de la recherche offre la localisation des exemplaires. C'est le point de départ de la mise à la disposition de tous les internautes des fonds des sociétés savantes.

Au-delà de la réalisation d'un trait d'union entre personnes, c'est-à-dire entre les différents intervenants des sociétés savantes, l'USSS a voulu mettre en ligne un outil de « médiation vers un territoire et ses thématiques¹¹ », comme le définit Arnaud Dhermy, du département de la Coopération à la Bibliothèque nationale de France.

Dans le prolongement de ce catalogue est proposée en 2010, par Henri Comte¹², la numérisation des ouvrages détenus par les sociétés savantes de Savoie.

9. Conservateur des bibliothèques, archiviste-paléographe, responsable de la documentation électronique au SICD 1 de Grenoble, président de l'Académie salésienne.

10. <http://www.abiblio.com/sssavoiopac/>

11. A. Dhermy, « Les sociétés savantes au défi du numérique et de la valorisation du patrimoine des territoires », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 5, 2013, p. 85-86.

12. H. Comte, né à Annecy en 1941, professeur des universités, est membre du comité directeur de l'Académie florimontane et chargé du projet de bibliothèque numérique savoissienne (BNS).

FIG. 2. – 44^e Congrès de l'Union des sociétés savantes de Savoie (Chambéry, 8 septembre 2012). Cérémonie de signature de la convention de coopération numérique pour la dématérialisation de documents entre la Bibliothèque nationale de France et l'Union des sociétés savantes de Savoie. Au micro : Arnaud Dhermy, Bibliothèque nationale de France, chargé des partenariats en région pour la bibliothèque numérique Gallica. Juste derrière lui : Laurent Perrillat, président de l'Académie salésienne. Au centre de l'image : Claude Barbier, président de l'Union des sociétés savantes de Savoie. Cl. F. Brachet.

La numérisation des ouvrages savoisiens

Grâce au contact établi avec Arnaud Dhermy, chargé des partenariats en région pour la bibliothèque numérique Gallica, une convention de coopération numérique pour la dématérialisation de documents entre la BNF et l'USSS a été actée à l'occasion du 44^e congrès de l'Union à Chambéry, le 8 septembre 2012, sous la présidence de Claude Barbier, actuel président de l'USSS ; les principaux protagonistes de cette convention sont en bonne place sur les photographies prises lors de la cérémonie suivie de la signature de chaque convention individuelle entre la BNF et chaque société savante, représentée par son président (fig. 2 et tableau 1).

Aime	Société d'histoire et d'archéologie d'Aime
Annecy	ACADÉMIE FLORIMONTANE, ACADÉMIE SALÉSIENNE, Amis du vieux Annecy
Bonneville	ACADÉMIE DU FAUCIGNY
Chambéry	ACADÉMIE DES SCIENCES DES BELLES-LETTRES ET DES ARTS DE SAVOIE, Société savoissienne d'histoire et d'archéologie, Société d'histoire naturelle de la Savoie, SOCIÉTÉ DES AMIS DU VIEUX CHAMBÉRY
Chamonix	SOCIÉTÉ DES AMIS DU VIEUX CHAMONIX
Montmélian	ASSOCIATION DES AMIS DE MONTMÉLIAN ET DE SES ENVIRONS
Moutiers	ACADÉMIE DE LA VAL D'ISÈRE
Saint-Jean-de-Maurienne	Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne
Saint-Julien-en-Genevois	La Salévienne
Thône	Société des amis du val de Thônes
Thonon-les-Bains	Académie chablaisienne

TABL. 1. – Sociétés savantes de Savoie alimentant le Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie (CASS) ; en capitales : sociétés alimentant en plus du CASS la Bibliothèque numérique savoissienne (BNS), par convention avec la Bibliothèque nationale de France pour la numérisation de leurs ouvrages anciens.

FIG. 3. – Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie. Interface de consultation. Capture d'écran. © Altexence / Karvi Services.

FIG. 4. – Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie. Affichage des résultats d'une recherche. Question posée : « monastère ». Capture d'écran. © Altexence / Karvi Services.

Il faut noter que, contractuellement, seuls les ouvrages savoisiens sont numérisables (et non l'ensemble des collections qui font l'objet du CASSS). Est savoisien un ouvrage traitant des Pays de Savoie, ou dont l'auteur en est soit habitant soit originaire. C'est ainsi qu'est né le concept de Bibliothèque numérique savoissienne (BNS). Sa concrétisation, débutée en 2014, s'est poursuivie activement en 2015, dans le cadre d'une convention renouvelée avec la BNF sous l'égide de l'USSS.

Bilan de l'introduction des technologies numériques avec l'application Karvi

La fréquentation des bibliothèques dans les murs des sociétés savantes est très faible du fait des horaires d'ouverture, de l'accès aux ouvrages en consultation sur place seule, de fichiers souvent peu précis ou incomplets. La consultation hors les murs *via* les sites CASSS ou *Gallica* est beaucoup plus précise et performante car elle combine des recherches croisées et limitées à une période chronologique (fig. 3 et 4). Par la numérisation, tous les documents savoisiens sont accessibles, consultables en ligne et téléchargeables (fig. 5). Des documents complémentaires – PDF, son, vidéo... – peuvent être joints à la notice.

Grâce aux compléments apportés au logiciel Karvi en 2015, la mise en œuvre de statistiques de fréquentation de la Bibliothèque numérique savoissienne a permis de constater une

CONSULTATION

Résultats 4 sur 29 pour la recherche "monastere" Affichage : Public ▼

[1<](#)
[<<](#)
[NOUVELLE RECH.](#)
[IMPRIMER](#)
[PANIER](#)
[>>](#)
[>](#)

Titre : Mémoires et documents publiés par l'Académie salésienne
Série : Mémoires et documents publiés par l'Académie salésienne : N°1
Support : Périodiques
Editeur : Académie salésienne, Annecy [18 avenue de Tresun, 74000] (2-901102)
Langue : Français
Contient :
Notes sur titres associés : - PRÉFACE V
 PREMIÈRE PARTIE.
 - DE L'ÉPOQUE OU À VECU SAINT GERMAIN 1
 - CHAPITRE PREMIER. - Documents, témoignages et conjectures qu...
 [Développez la notice]
Liens : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62007374.image.langFR>

4 Exemplaires :

N° inv.	Origine	Cote	Aff.	Rayon	Localisation	Statut	Retour prévu
10000945	La Salésienne	-	-	-	-	Consultable sur place	-
N 10000946	Académie Salésienne	PER0001	-	-	-	Consultable sur place	-
N 15002127	Chablaisienne	SALÉS1880-1-2R01	-	-	-	Consultable sur place	-
17000877	Académie Salésienne	PER0003	-	-	-	Consultable sur place	-

FIG. 5. – Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie.
Affichage d'une notice bibliographique avec un lien vers la base Gallica.
Capture d'écran. © Altexence / Karvi Services.

FIG. 6. – Statistiques de consultation du Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie émises par Karvi. Pour la semaine du 6 au 12 octobre 2017, le site a reçu 2 066 visites de la part de 557 internautes différents, en moyenne chaque visiteur a parcouru par session 36 pages pour une durée moyenne de visite de 35 minutes.

explosion des visites des internautes (fig. 6). Et, accessoirement, les travaux imposés aux membres des sociétés savantes concernées leur ont apporté une connaissance plus précise de leurs ressources documentaires et de la valeur de leurs fonds.

Perspectives : vers un portail savoisien autour de la Bibliothèque numérique savoissienne ?

L'enjeu d'un tel portail, autour de la BNS, est de mettre à la disposition des universitaires, chercheurs et tous internautes l'ensemble des informations sur la Savoie détenues par l'USSS. Ce portail permettrait une recherche fédérée ou étendue aux catalogues (BNF, Gallica, autres sociétés savantes, grandes bibliothèques de France et étrangères) qui se rapportent aux anciens États de Savoie. Les connexions se feront aisément à partir d'ordinateurs, de tablettes et de smartphones.

Le Portail savoisien offrirait aux internautes une recherche enrichie par des fournisseurs de contenus, et une diffusion sélective de l'information par abonnement à des flux RSS (*rich site summary*) en fonction de sujets choisis. Il proposerait des rebonds sur des sujets connexes par les nuages de *tags* (mots-clés), ainsi que le filtrage des réponses de la recherche par la sélection de facettes (localisation des documents, auteurs, année de publication, langue de publication, lieu de publication, éditeur, mots-matière...). Enfin sera proposée la présentation de grandes thématiques avec documents associés (dossiers documentaires).

La génération d'un thésaurus complémentaire à RAMEAU (Répertoire d'autorité-matière encyclopédique et alphabétique unifié) paraît être une évolution importante permettant d'améliorer encore la pertinence de la recherche et des résultats.

Les technologies numériques mises en œuvre par les sociétés savantes de Savoie, sous l'égide de leur Union et avec le concours de la BNF, ont contribué à la vitalité d'un réseau savant savoisien. En effet, l'informatisation du catalogue commun du fonds documentaire de la majorité des sociétés membres de l'Union permet de connaître et de localiser les possibilités de consultation des ouvrages et revues qu'elles détiennent en leurs bibliothèques respectives. Quant à la numérisation des documents sélectionnés contractuellement à titre d'ouvrages savoisiens, elle donne accès à une Bibliothèque numérique savoisienne, puissant outil d'investigations et d'échanges culturels.

Les outils mis en place « créent les conditions », selon l'expression d'Hubert Curien dans ses fonctions de ministre de la Recherche¹³, d'une fructueuse activité de recherche associative ou fédérée, complétant les recherches individuelles traditionnelles de certains membres des sociétés savantes. Il appartient maintenant à l'Union des sociétés savantes de Savoie de faire connaître et de valoriser ces outils de communication et de recherche, en application de ses statuts.

Résumé

L'Union des sociétés savantes de Savoie est un réseau d'académies et associations à vocation culturelle dont les anciens États de Savoie constituent le pôle d'intérêt commun. Les fonds qu'elles ont accumulés constituent la richesse de leurs bibliothèques. Cependant, ces dernières sont dispersées entre de nombreux sites et leurs conditions d'accès, très restreintes, sont un obstacle majeur à leur valorisation. La généralisation de l'informatique a suscité des règles de catalogage internationales, permettant aux bibliothèques dès 1973 d'échanger leurs catalogues. C'est dans ce contexte qu'a été lancé, en 2006, le Catalogue commun des sociétés savantes de Savoie (CASSS) en utilisant l'application numérique Karvi. La seconde étape fut, en 2012, la numérisation dans Gallica du fonds savoisien des membres de l'Union, avec le concours de la BNF. Elle a conduit au concept de Bibliothèque numérique savoisienne puis au projet d'un Portail savoisien ouvrant la voie à une recherche fédérée sur les pays de Savoie.

13. H. Curien appelait régulièrement l'attention des membres de la mission scientifique et technique du ministère de la Recherche et de la Technologie sur l'importance primordiale de « créer les conditions » du succès des actions incitées (mémoire par l'auteur de cet article, qui a participé à ces séances de travail).

Des valets à pied aux messagers de la ville : l'institutionnalisation des messageries rémoises à la fin du Moyen Âge

Julien Briand

Agrégé et docteur en histoire, chargé de cours à l'université Paris I – Panthéon-Sorbonne
Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris (LAMOP, UMR 8589)

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Dans plusieurs de ses sermons, le prélat Pierre d'Ailly se plaît à évoquer Dieu comme disposant d'un appareil étatique céleste rigoureusement comparable à celui de la monarchie terrestre. Dans ces descriptions figurent en bonne place les messagers, considérés comme une courroie indispensable au bon fonctionnement du gouvernement. L'auteur estime qu'ils contribuent à diffuser les ordres royaux et les informations, à les « crier publiquement¹ ». Cette image assimile les messagers à la voix de leur seigneur et non à de simples porteurs, outils interchangeables au service du pouvoir. C'est dire l'estime que ce cardinal porte à ces intermédiaires qui apparaissent essentiels à la formation des réseaux.

Si les messagers au service des monarchies et de la papauté ont fait l'objet de nombreux travaux, ceux au service des villes demeurent plus mal connus, faute d'avoir laissé des traces suffisantes dans les sources². Bien souvent, au mieux, ne demeurent que leur nom, leur destination, leur mode de locomotion, la somme touchée et la nature de leur mission. Cependant, la comptabilité rémoise et les registres de conclusions du conseil de ville, complétés par des exemples pris dans les sources des villes voisines de Châlons, Troyes et Laon, permettent de comprendre le rôle politique et symbolique de ces acteurs essentiels de la communication urbaine aux xiv^e et xv^e siècles³.

Comme un certain nombre de villes, Reims forme une coseigneurie partagée entre quatre seigneurs ecclésiastiques, l'archevêque, le chapitre, l'abbaye de Saint-Remi et celle de Saint-Nicaise. Les bourgeois du principal de ces bans, celui de l'archevêque, bénéficient d'un échecvinage qui réussit, au fil d'une histoire heurtée, à acquérir des compétences de plus en plus larges mais limitées dans l'espace. Une rupture importante intervient à la faveur de la guerre

1. H. Martin, « Former des fidèles ou former des sujets... », p. 265-266.

2. Y. Renouard, « Comment les papes d'Avignon expédiaient leur courrier » ; M. C. Hill, *The King's Messengers (1199-1377)*... ; J.-M. Cauchies, « Messageries et messagers en Hainaut au xv^e siècle » ; J.-M. Pesez, « Délais de transmission du courrier... » ; T. Kanao, « L'organisation et l'enregistrement des messageries... » ; T. Kanao, « Les messagers du duc de Bourgogne au début du xv^e siècle » ; M. Hébert, « Les sergents-messagers de Provence aux xiii^e et xiv^e siècles » ; P. Monnet, « Villes et société urbaine dans l'Empire à la fin du Moyen Âge... » ; H. von Seggern, *Herrschermedien im Spätmittelalter*... ; X. Nadrigny, « La place des messageries... » ; E. Pibiri, *En voyage pour Monseigneur*... ; K. Hübner, *Im Dienst ihrer Stadt*...

3. À Berne, une statue de messenger orne une des fontaines de la ville, tandis qu'à Bâle une statue du même genre est placée sur la façade de l'hôtel de ville (P. Monnet, « Villes et société urbaine... », vol. 1, p. 309-310).

de Cent Ans qui voit l'apparition, entre 1347 et 1358, du conseil de ville, première institution commune à l'ensemble du territoire urbain⁴. Dirigé par le capitaine royal, ce conseil devient progressivement le véritable organe exécutif de la cité et capte à son profit toutes les relations de la ville avec l'extérieur, d'autant plus aisément que la guerre persiste. Après une courte accalmie consécutive à la fin de la guerre de Cent Ans, les frontières du nord-est du royaume sont placées, durant le dernier tiers du xv^e siècle, sous la menace bourguignonne puis impériale. Parallèlement, l'information acquiert un poids central au sein du gouvernement urbain. Cette importance est quantifiable financièrement et visible symboliquement à travers les lettres échangées. Ainsi se forme un espace de relations régional, au maillage plus ou moins dense et formalisé⁵.

Or, au cœur de ces réseaux de l'information figurent les acteurs sociaux, qu'ils soient en position de décideurs, tels les gouvernants, ou d'intermédiaires, tels les messagers professionnels, les ambassadeurs, les marchands et ecclésiastiques en voyage à l'extérieur ou les officiers royaux que la ville est parvenue à s'attacher pour défendre ses intérêts à la cour royale. Parmi ces catégories, il convient de réhabiliter l'importance, sur le plan tant pratique que symbolique, des modestes hommes de peine que sont les messagers et autres porteurs de lettres.

L'étude du vocabulaire met en valeur l'émergence progressive de « messagers » professionnels à la place de « valets à pied » polyfonctionnels. Cette institutionnalisation des messageries rémoises reste toutefois relative, comme le montre l'analyse du statut assez souple de la charge, les messagers ne formant pas un véritable office urbain. Enfin, nous chercherons à déterminer quelles compétences politiques, sociales et techniques ces hommes mobilisent, à la fois en ville et au cours de leurs missions. Amenés à représenter la ville, ils sont au centre du riche réseau de relations que celle-ci entretient.

La transformation du vocabulaire : des valets à pied aux messagers de la ville

Le vocabulaire qui sert à désigner les messagers dans les comptes de l'échevinage de Reims de la fin du xiii^e et du xiv^e siècle est particulièrement révélateur de la conception que les autorités se font alors de la communication avec l'extérieur. Les porteurs de courrier y sont désignés comme des « valets à pied ». Le terme « messenger » n'est pourtant pas inconnu, mais son usage est réservé aux messagers royaux⁶. Ce n'est qu'en 1352-1353 qu'on trouve les premières mentions de ce vocable pour qualifier un porteur de lettres au service de la ville. Cependant, le terme ne sert pas encore à désigner son titre, mais seulement le message oral rapporté de la mission ou le salaire reçu⁷.

Dans les années 1330-1340, deux types de valets coexistent au sein des serviteurs de l'échevinage, les valets du Change, du nom de la principale place commerciale de la cité, d'une part, et les valets à pied, d'autre part. Deux sous sont ainsi versés, pour les veilles de Noël, à l'ensemble de ces valets, signe qu'ils appartiennent à la même catégorie⁸. Leur polyvalence se mesure au fait qu'ils sont indifféremment chargés d'apporter à la loge des échevins la taille collectée dans chacune des paroisses, d'accompagner les notables dans leurs

4. P. Desportes, *Reims et les Rémois aux xiii^e et xiv^e siècles*.

5. J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles ».

6. « *Mesagier de la chambre as deniers* », « *mesagier do roy* » (Arch. mun. Reims, R154, « Compte du greffe de l'échevinage de 1340-1341 », fol. 24 v^o-25 r^o).

7. « *Liquels messagés rapporta que [...]* » ; « *liquels messagés aut pour la dicte voie pour III jours* », Arch. mun. Reims, R154, « Compte du greffe de l'échevinage de 1352-1353 », fol. 5 v^o et 20 v^o.

8. *Ibid.*, « Compte du greffe de l'échevinage de 1340-1341 », fol. 30 r^o.

déplacements à l'extérieur, d'effectuer des cris, de convoquer l'assemblée des habitants, d'offrir les présents de vin aux visiteurs de passage ou d'espionner les ennemis⁹.

Ces valets apparaissent comme des sortes d'hommes à tout faire, ce qui n'empêche pas une certaine spécialisation. Ce sont en effet souvent les mêmes valets qui effectuent les ports de lettres, et l'habitude est bientôt prise de les qualifier de valets à pied, même lorsqu'ils effectuent une tâche sans rapport avec le port du courrier. Ainsi, en 1352-1353, Le Gouge, « *vallet a piet* », est rémunéré pour avoir participé à une criée publique avec un sergent du prévôt ; 4 s. 6 d. sont « *bailliet a Guiot, sergent le prevost de Reins, et au Gouge, vallet a piet, pour faire I cris par les quarrefours de Reins que nul ne feist feu la veille Saint Jehan pour ce qui faisoit trop grant hale*¹⁰ ».

En fait, ce n'est pas à titre de messenger que ce valet participe au cri, mais parce qu'il est aussi charbonnier, métier dont les membres détiennent le monopole des criées pour l'échevinage¹¹.

Petit à petit, cependant, deux groupes émergent parmi les serviteurs de l'échevinage, celui des sergents, dont la première mention date de 1346-1347, et celui des valets à pied, qui continuent à cumuler les tâches, tout en effectuant de manière privilégiée les ports de missives¹². Les mots ont tendance à rejoindre la réalité des fonctions exercées, mais ce processus est lent. Entre 1377 et 1385, Aubriet Levrier est encore, selon les cas, qualifié de « *vallés dou change* », de « charbonnier » ou de « valet à pied¹³ ». Ces trois milieux restent longtemps perméables, à l'exemple des sergents-messagers provençaux étudiés par Michel Hébert¹⁴.

Même si l'aboutissement de cette transformation n'intervient qu'au xv^e siècle, l'échevinage prend toutefois progressivement conscience que les messageries forment un service autonome, sous l'influence du conseil de ville. Dès lors, le terme « messenger » remplace le qualificatif « valet » :

« Pour salaires de **messagers** qui ont porté lettres de par ladite ville a pluseurs bonnes villes, citez, forteresses et capitaines de gens d'armes du pays de par deça¹⁵. »

Cette mutation est le signe d'une institutionnalisation et d'une spécialisation de la fonction de messenger, ainsi que d'une prise en compte par la ville de la spécificité de la communication qu'elle entretient avec l'extérieur. Au xv^e siècle, le terme « messenger » peut même désigner tout représentant envoyé hors de la ville, y compris un notable. Son sens s'est donc enrichi, au-delà de l'aspect technique, de l'idée de représentation de la communauté¹⁶.

Dans les sources châlonnaises des années 1410, les messagers rémois peuvent même être qualifiés de chevaucheurs, eu égard à leur mode de déplacement¹⁷. La même année, ces porteurs sont aussi dits, plus simplement, « messagier[s] de Reims », ce qui signifie probablement

9. *Ibid.*, « Compte du greffe de l'échevinage de 1337-1338 », fol. 10 r° ; « Compte du greffe de l'échevinage de 1340-1341 », fol. 40 v° ; « Compte du greffe de l'échevinage de 1346-1347 », fol. 6 v° ; « Compte des deniers communs de 1357-1358 », fol. 5 r°.

10. *Ibid.*, « Compte du greffe de l'échevinage de 1352-1353 », fol. 4 r°.

11. *Ibid.*, « Compte du greffe de l'échevinage de 1337-1338 », fol. 8 v°. Sur ce monopole, voir J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles », vol. 1, p. 669-670.

12. Arch. mun. Reims, R 154, « Compte du greffe de l'échevinage de 1346-1347 », fol. 1 v°.

13. *Ibid.*, R 155, « Compte du greffe de l'échevinage de 1377-1378 », fol. 9 v°-10 r° et 13 v° ; R 155 bis, « Compte du greffe de l'échevinage de 1377-1378 », fol. 8 v° ; R 156, « Compte du greffe de l'échevinage de 1385 », fol. 5 r°.

14. M. Hébert, « Les sergents-messagers de Provence aux xiii^e et xiv^e siècles ».

15. Arch. mun. Reims, R 424, « Compte des deniers communs de 1424-1425 », fol. 33 v° ; R 163, « Compte du greffe de l'échevinage de 1432-1433 », fol. 12 v°.

16. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 1, « Registre des conclusions », 12 octobre 1419, fol. 127 v°-132 v°.

17. 3 s. 4 d. t. pour « un chevaucheur de Reims appelé Jeusson le Roy, lequel apporta a la dicte ville de par les eschevins et esleus de Reims [...] » (*ibid.*, CC 83, « Compte des deniers de 1412 », fol. 13-14 r°).

qu'en fonction de l'importance des nouvelles, ils usent ou non d'un cheval pour effectuer leurs courses¹⁸. La précision sert à justifier un don plus élevé. Le qualificatif est particulièrement laudatif car il est ordinairement réservé aux chevaucheurs royaux. Sans doute l'utilisation d'un cheval par les messagers de Reims est-elle alors peu fréquente ou, du moins, récente. Le terme « chevauteur » soulignerait son caractère encore exceptionnel au début du xv^e siècle, en même temps que le prestige de la ville, qui aligne son service de messagerie sur celui de la royauté : avec mépris, Philippe de Commines ne manque pas de souligner qu'un messager envoyé par le duc de Bretagne au duc de Bourgogne « *n'estoit que ung homme a pied*¹⁹ ». Cette mutation témoigne de l'importance que prend, sous l'effet de la guerre, la circulation rapide de l'information. Lorsque l'usage d'un cheval par les messagers urbains est devenu la norme, dans la seconde moitié du siècle, les messagers rémois n'ont plus le droit à cet honneur et redeviennent de simples « *messagier[s] de Reims*²⁰ ». Ces changements de vocabulaire traduisent le degré de conscience que la ville de Châlons a des changements à l'œuvre au sein des messageries rémoises, changements qui s'accompagnent de l'apparition d'un véritable statut du messager urbain.

Le statut de messager urbain

Vêtu d'un costume officiel, le messager est soumis à une prestation de serment qui définit précisément l'exercice de sa charge et les devoirs qui lui incombent, moyennant une rémunération ordinaire soigneusement déterminée au préalable. L'intronisation du messager officiel appartient au conseil de ville, comme le montre la réception de Gérardin Le Rouyer, en juin 1429, en présence d'une trentaine de personnes. Le lieutenant et le procureur ont manifestement rapporté que Gérardin, porteur occasionnel depuis l'année précédente, avait fait acte de candidature, alors qu'une place s'était libérée :

« Gerardin Le Rouyer, demourant a Reins, a esté receu **messager** de la ville, aux proufiz acoustumez, a sa requeste²¹ ».

Avertis du sérieux et de la compétence du candidat, les conseillers ratifient cette demande, en insistant sur le fait que l'impétrant habite Reims et y est bien inséré.

Dans quelques cas exceptionnels, le messager peut toutefois être installé de fraîche date en ville. À Châlons, en juin 1472, c'est un réfugié liégeois qui sollicite de devenir messager. Les conseillers considèrent qu'étant donné qu'il « *est bien diligent homme* », il est apte à remplir la fonction. Le fait de ne pas être né à Châlons et même d'y être installé depuis peu n'est pas rédhibitoire. Une enquête de *fama* paraît cependant avoir été menée pour s'assurer de la fiabilité du candidat²². Dans ce cas précis, le choix d'un étranger est peut-être dicté par la difficulté de trouver un local, mais, dans le contexte des guerres franco-bourguignonnes, il peut aussi s'agir de recruter un individu qui pourra voyager en toute discrétion dans les zones frontalières avec les Pays-Bas bourguignons et y mener des missions d'observation, alors que les risques d'attaque sur la Champagne sont à leur paroxysme.

La réception s'accompagne de la prestation d'un serment, dont le contenu n'est pas recopié, si bien que nous ne savons pas s'il se contentait de faire référence de manière générale à la loyauté et à la fidélité dues à la ville, ou bien si les conditions d'exercice de la charge

18. *Ibid.*, fol. 10-11 r°.

19. P. de Commines, *Mémoires*, p. 225.

20. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, CC 91, « Compte des deniers de 1494-1495 », fol. 442 v°.

21. Arch. mun. Reims, R 30, « Registre des conclusions », 22 juin 1429, fol. 118 r°.

22. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 5, « Registre des conclusions », 15 juin 1472, fol. 24-25.

étaient détaillées, comme dans certaines villes d'Empire²³. Le serment tend à assimiler la charge à un office, même si la réalité est plus ambiguë car le messager n'apparaît jamais dans la liste des officiers urbains et ne touche pas de pension annuelle. La ville de Reims ne compte qu'un nombre réduit d'officiers urbains, une douzaine, à la fin du xv^e siècle, parmi lesquels le capitaine, le lieutenant du capitaine, les gouverneurs de l'artillerie, les receveurs des comptes, les superviseurs de l'entretien des remparts, les responsables de la levée des aides, le procureur des habitants, le clerc de ville et les sergents de la forteresse. Cependant, d'autres serviteurs étaient pensionnés par la ville dans les années 1420-1430, tels un artilleur, un charpentier ainsi que des guetteurs et des sonneurs de cloche en cas d'alerte. Une fois l'insécurité devenue plus résiduelle, à la fin des années 1440, la ville a décidé de supprimer ces pensions²⁴. Seul un texte châlonnais fait référence à l'« office » de messager, mais il s'agit vraisemblablement d'une erreur du scribe :

« Sur la requeste baillee par Jehan Richart pour estre messaigier de pied de ladite ville et porter les armes, etc., il est conclud de bailler ledit office audit Jehan Richart et bailler les armes, etc., et fera le serment, etc. Cedit jour, ledit Jehan Richart a fait le serment en tel cas acoustumé²⁵. »

Cet extrait montre néanmoins à quel point examen de l'impétrant, prestation du serment et remise des insignes de la fonction sont liés. Par les attributs distinctifs dont il est doté, le messager s'identifie à la communauté qui le mandate, dans le cadre d'une véritable sémiotique des signes. À Reims, nous ne trouvons pourtant aucune mention de costumes aux couleurs de la ville portés par les messagers officiels. Seuls les sergents en bénéficient explicitement²⁶. Cependant, des recherches dans les archives des villes voisines permettent d'observer que les messagers châlonnais, laonnois et troyens sont bien munis de tels costumes. Ainsi, lorsque le Châlonnais Jehan Richart est reçu comme messager, en décembre 1476, le scribe rapporte que les armes de la ville lui sont aussitôt remises, en plein conseil. Les messagers ont parfaitement conscience que ces armes marquent la possession officielle de la charge : dans sa requête, Jehan demande, dans le même mouvement, à « estre messaigier de pied de ladite ville et [à] porter les armes, etc. [...] »²⁷. Déjà, en 1472, un candidat à la fonction de messager avait requis « que l'en lui donne porter l'enseigne de la ville et estre messager de pied d'icelle²⁸ », l'enseigne désignant l'écusson armorié que le messager arbore sur son costume. Remise de l'écusson et entrée dans la charge se confondent donc.

Les sources laonnoises spécifient que les messagers officiels peuvent parfois recevoir des draps pour se faire fabriquer un costume. C'est en raison de l'usure avancée de sa robe que deux aunes de drap brun, d'une valeur de 36 sous, sont données au messager Gobin Roussel, « par pitié de luy²⁹ ». Mais, comme le reconnaît le texte, c'est surtout parce que la situation déshonore la ville, dont le messager propage la réputation à l'extérieur, qu'il convient de faire cesser cette situation scandaleuse. Si de telles mentions n'apparaissent pas à Reims, c'est parce que le costume y est, d'ordinaire, à la charge des messagers, qui y font ensuite

23. P. Monnet, « Villes et société urbaine dans l'Empire à la fin du Moyen Âge... », vol. 1, p. 78-79, 127-130, 189 et 278-279.

24. Arch. mun. Reims, R 424, « Compte des deniers de 1429-1430 », fol. 127 v°-134 r° ; R 428, « Compte des deniers de 1494-1495 », fol. 340 v°-341 r°.

25. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 5, « Registre des conclusions », 30 décembre 1476, fol. 123. Dans le même registre, trois ans plus tôt, c'est le terme « charge » qui est employé, plus conforme à la réalité (*ibid.*, 15 mars 1473, fol. 49 v°-50 v°).

26. Arch. mun. Reims, R 154, « Compte du greffe de l'échevinage de 1340-1341 », fol. 23 r° ; R 33, « Registre des conclusions », 11 mai 1498, fol. 73 v°-74 r° : « Robinet de Paris a certifié avoir vendu ledit drap desdictes deux robes, lequel drap, ensemble la doublure, facon et manches armoyées des armes de Reims ont cousté en tout 12 l. p. ».

27. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 5, « Registre des conclusions », 30 décembre 1476, fol. 123.

28. *Ibid.*, 15 juin 1472, fol. 24 v°-25 r°.

29. Arch. mun. Laon, CC 21, « Compte des deniers de 1488-1489 », fol. 40 v°.

coudre les armes de la ville. La différence de traitement entre les messagers et les sergents tient probablement au fait que les premiers peuvent continuer à effectuer des courses privées, tandis que les seconds doivent l'exclusivité de leur service à la ville ; les uns sont ainsi seulement titulaires d'une charge, alors que les autres détiennent un véritable office.

Les modalités de rémunération confirment cette hypothèse. Les sergents sont, en effet, pensionnés par la ville, tandis que les messagers sont rémunérés à la tâche, ce qui explique que les premiers figurent parmi les petits officiers de la ville et pas les seconds. À la fin du xv^e siècle, la rémunération de ces derniers oscille entre 8 et 10 sous par jour lorsqu'ils sont en mission. Le montant de ce salaire journalier est négocié avec le conseil au moment de l'entrée en fonction, d'où de petits écarts, qui tiennent aussi à l'urgence de la mission et à sa durée. Pour avoir porté durant deux jours et demi une lettre au gouverneur de Champagne à Mézières, en août 1487, Jaquemin Chevalot perçoit 20 sous, soit 8 sous par jour ; de son côté, Wyet Bernier est payé 40 sous, en octobre 1487, pour deux voyages d'une durée totale de quatre jours, l'un à Mézières, auprès du gouverneur de Champagne, l'autre à Saint-Mars, auprès du capitaine de la ville³⁰. Dans d'autres villes, l'indemnité est fonction du nombre de kilomètres parcourus, par exemple à Berne³¹.

C'est sans doute par mesure d'économie que les villes champenoises ne gagent pas les messagers qu'elles utilisent³². Ce système reviendrait beaucoup plus cher que ce que coûtent les salaires des messagers sur une année, d'autant qu'entre deux et quatre individus reçoivent le titre de messenger officiel, suivant les périodes, et que le nombre de ports de lettres que chacun d'eux effectue pour la ville n'est pas forcément élevé. Alors que, dans les années 1420, il y a quatre messagers officiels à Reims, leur nombre tombe à deux dans le dernier tiers du siècle. Même s'il est impossible de connaître l'ensemble des ports de lettres qui leur sont confiés par la ville, du fait des lacunes des comptes rémois, les registres de conclusions qui mentionnent l'intention d'envoyer la lettre font apparaître un nombre de courses à longue distance relativement restreint, sauf année exceptionnelle. Ainsi, les registres du conseil de Reims ne mentionnent l'envoi que de 30 à 40 lettres par an, ce qui ne constitue qu'une petite partie de l'activité épistolaire de la métropole champenoise³³.

Le fait d'instituer plusieurs messagers officiels permet de pouvoir toujours compter sur l'un d'eux. Avant de quitter la ville, le messenger doit cependant prévenir les autorités de son absence et se renseigner pour savoir si l'on aura besoin de lui. Même s'il n'y a pas d'exclusivité, une priorité est reconnue au service de la ville. Les conseillers châlonnais se plaignent de l'attitude de leur messenger Jehan Ferré qui fait passer le service privé avant celui de la collectivité. Ils estiment qu'en devenant messenger officiel, il acquiert aussi des devoirs à l'égard de la chose publique :

« Touchant Jehan Ferré, il a esté conclud que l'en lui remonstrera qu'il ne continue pas de faire son devoir touchant sa charge de messenger, en tant qu'il vat et vient partout ou bon lui semble sans le signifier ausdicts gouverneurs et leur demander s'ilz ont a fere de lui, comme tenu y est [...] »³⁴.

À Reims, les messagers sont placés sous la responsabilité du procureur, qui décide de leur envoi avec l'accord du conseil de ville. « Cheville ouvrière³⁵ » de l'administration urbaine, le procureur semble avoir toute latitude dans le choix du porteur. En mai 1487,

30. Arch. mun. Reims, R 32, « Registre des conclusions », 3 août 1487, fol. 3 r°, 38 v° et 39 v° ; *ibid.*, 27 octobre 1487, fol. 4 r° et 45 r°.

31. K. Hübner, « Chevaucher à Lucca ? », p. 45.

32. À l'inverse, à Toulouse, les messagers cumulent une pension et des indemnités par mission (X. Nadrigny, *Information et opinion publique à Toulouse à la fin du Moyen Âge*, p. 354).

33. J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles », vol. 1, p. 100-155.

34. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 5, « Registre des conclusions », 15 mars 1473, fol. 49-50.

35. A. Rigaudière, « Les procureurs urbains en Auvergne, ... », p. 154.

Jean Foulquart, procureur des habitants, rapporte que, « *par l'avis des conseillers*³⁶ », il a envoyé Jaquemin Chevalot, dit Pompelle, à Laon afin d'y porter une lettre. De même, en juin 1491, les conseillers concluent d'expédier « *hastivement et en toute diligence [...] ung homme tel qu'on advisera*³⁷ » à Moulins, pour porter une lettre à Pierre et Anne de Beaujeu, dont on espère l'intervention en faveur de la ville. Un lien très net est instauré entre la rédaction des lettres, la responsabilité des archives et la gestion des messagers, toutes les trois du ressort du procureur³⁸.

L'entrée en charge reposant sur un accord tacite sans spécification de durée, il peut être mis un terme au contrat à tout moment de la part de l'une ou de l'autre des parties. Cependant, il n'est sans doute pas aisé pour la ville de se séparer d'un messenger, dans la mesure où il détient de nombreux secrets relatifs à la politique urbaine. La longue durée des fonctions, sur des périodes pouvant aller jusqu'à quinze ou vingt ans, témoigne de cette confiance réciproque. Jaquemin Chevalot est ainsi messenger de la ville pendant près de vingt ans, entre 1472 et 1491 au moins ; à cette date, il est nommé sergent de la forteresse du fait de son trop grand âge. À la même époque, Wyet Bernier occupe la charge pendant environ quinze ans. À Châlons, Jehan Ferré reste en service de 1465 à 1487 au moins. Notons, cependant, que d'autres messagers disparaissent assez rapidement des sources.

Pour l'individu choisi, le bénéfice est d'abord matériel. L'obtention du statut garantit un nombre non négligeable de courses par an, même s'il est difficile d'estimer tous les profits car nous ne connaissons ni le nombre de courses annuelles ni le montant du don offert par le récepteur de la lettre aux courriers rémois. Ce don vise à remercier le porteur tout autant qu'à honorer l'institution qu'il représente. En 1471-1472, le messenger de Reims Jaquemin Chevalot reçoit, par exemple, un total de 6 livres 9 sous 2 deniers tournois de la part des Châlonnais, à la suite de cinq ports de lettres de Reims à Châlons, soit une moyenne de 26 sous par voyage³⁹. Cette somme vient s'ajouter aux 8 sous parisis que lui verse chaque jour de mission le conseil de Reims et aux profits qu'il tire de courses privées⁴⁰. Même si elle ne peut être évaluée précisément, la rémunération des messagers paraît nettement plus élevée que celle de beaucoup d'autres catégories de travailleurs, tels les couvreurs angevins (3 sous tournois par jour) ou les charpentiers lillois (8 sous)⁴¹. Cela permet d'acheter leur fidélité et d'éviter leur corruption. Le secret entourant la correspondance de la ville est ainsi préservé. Au surplus, des avantages peuvent venir s'y ajouter concernant le guet et la fiscalité. À Châlons, un assouplissement est toléré quant au guet de nuit. Lorsque le messenger de la ville est en mission à l'extérieur, il n'a pas à fournir de remplaçant, source d'économie non négligeable⁴². Le messenger officiel peut aussi négocier une exemption fiscale partielle⁴³. Tout est donc fait pour rendre la charge la plus attractive possible, afin d'attirer des candidats compétents.

36. Arch. mun. Reims, R 32, « Registre des conclusions », 15 mai 1487, fol. 34-35 r°.

37. *Ibid.*, 4 juin 1491, fol. 163 r°.

38. J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles », vol. 1, p. 423.

39. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, CC 89, « Compte des deniers de 1471-1472 », fol. 12 -13 r°.

40. J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles », vol. 1, p. 428.

41. E. Carpentier et M. Le Mené, *La France du xi^e au xv^e siècle...*, p. 404.

42. Le 30 octobre 1419, Jehan Girart, « *messenger demourant a Chaalons* », demande à être « *excusé de non point aler né envoyer au gait par nuit tandis qu'il sera hors de ceste ville pour les besoingnes de ceste ville* ». Sa requête lui est accordée par le conseil (*ibid.*, BB 1, « Registre des conclusions », 30 octobre 1419, fol. 138-139 r°).

43. *A contrario*, les conseillers châlonnais évoquent la candidature spontanée émise par un messenger qui a accepté de ne bénéficier d'aucune exemption, ni de taille ni de guet (*ibid.*, BB 5, « Registre des conclusions », 15 mars 1473, fol. 49 v°-50).

La mobilisation de compétences politiques, sociales et techniques

Le messenger officiel tire aussi de ce statut des bénéfices politiques et honorifiques non négligeables. Au retour d'une mission, certains messagers peuvent être amenés à présenter un rapport oral devant les responsables urbains :

« Nous envoyons presentement ledit poursuivant [Vailly] par devers vous [le connétable] pour vous signifier ces choses affin d'y baillier et asseoir telle provision qu'il vous semblera que besoing nous soit, en nous faisant savoir par icellui porteur vostre bon plaisir selon lequel nous sommes et nous voulons tousjours regler, obeyr et conduire⁴⁴. »

Leur présence au conseil est attestée à de nombreuses reprises. Entre 1487 et 1499, les deux détenteurs de la charge à Reims, Jaquemin Chevalot et Wyet Bernier, assistent au moins à vingt-cinq réunions, mais leur présence est probablement plus fréquente, leur nom n'ayant sans doute pas été systématiquement reporté dans les listes. Wyet Bernier participe, par exemple, à quatre conseils lors du seul mois de mars 1499⁴⁵. Cette présence épisodique peut aussi s'expliquer par l'exercice d'une fonction d'huissier, en l'absence de l'un des sergents habituellement préposés à cette tâche. Quoi qu'il en soit, elle confère aux messagers une familiarité avec les affaires qui rythment le gouvernement de la ville et fait d'eux des initiés.

Ces hommes sont aussi habitués à se rendre à la cour, dont ils connaissent les arcanes et où ils savent sur qui s'appuyer pour que la lettre soit remise au conseil royal. Les exemples abondent. Ainsi, en 1420, le conseil de Châlons décide d'envoyer un « *seur messagé* » le plus rapidement possible auprès du vidame Pierre Cauchon, également conseiller du duc de Bourgogne, afin de lui remettre une lettre close à propos de la monnaie. Le résumé précise que le messenger devra bien savoir « *soliciter la besoingne et tenir de prez ledit M^{sr} le vidame pour faire ce que dit est*⁴⁶ ». Un autre exemple montre qu'il peut participer à l'avancée de certaines démarches auprès de la chancellerie. Dans un rapport envoyé au conseil, le *power broker* Hugues de Bondel, élu de Châlons et premier fourrier du roi, indique que le messenger Jehan Ferré se démène à ses côtés pour que la copie d'un octroi royal soit rapidement scellée, afin que la ville puisse en bénéficier le plus tôt possible.

« J'ay receu voz gracieuses lettres que m'avez envoyees par Jehan Ferré, messenger de la ville, lesquelles faisoient mention entre autres choses que recouvrasse le double des lettres de l'octroy qu'il a pleu au roy le nous faire pour les vins, laquelle chose jamais les secretaires ne baillent le double des lettres sans l'original ; pour ce demene Jehan Ferré quant et moy devers ceulx qui tous les jours tanssent les seaulx pour savoir ce qu'il couteroit ; et ledit Ferré vous dira ce qu'il en a ouy comme moy pour vous en advertir [...] »⁴⁷.

Ce messenger a donc acquis, à l'occasion de ses voyages, une bonne connaissance de la chancellerie, c'est-à-dire non seulement des hommes qui y servent mais aussi de leurs méthodes de travail. Il se peut aussi qu'il ait eu l'occasion de voir le roi, ce qui n'est pas donné à beaucoup de sujets. Il sait en outre comment se comporter avec révérence devant les grands du royaume⁴⁸.

44. *Ibid.*, R 31, « Registre des conclusions », 20 octobre 1472, fol. 92 v°-93). De même à Châlons, où le messenger Jehan Ferré est dépêché auprès du gouverneur de Champagne : « *Il a esté conclut envoier hastivement devers ledit gouverneur Jehan Ferré, messenger, porter lettres de credance de par la ville et remonstré par ladite credance ce qui s'ensuit [...]* » (Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 4, « Registre des conclusions », 8 mars 1471, fol. 6).

45. Arch. mun. Reims, R 33, « Registre des conclusions », 19 mars 1499, fol. 97 v° ; 26 mars 1499, fol. 98 v° ; 28 mars 1499, fol. 99 r° ; 31 mars 1499, fol. 99 v°-100 r°.

46. *Ibid.*, BB 1, « Registre des conclusions », 1^{er} février 1420, fol. 161 v°-162 r°.

47. *Ibid.*, BB 4, « Registre des conclusions », 31 janvier 1470, fol. 177 v°-178 r°.

48. À titre de comparaison avec les compétences mobilisées par les crieurs publics, de rang social à peu près similaire, voir la belle étude de N. Offenstadt, *En place publique : Jean de Gascogne...*

Par ailleurs, ses missions à l'extérieur lui permettent de développer un véritable compagnonnage avec certains notables de la ville. Ce compagnonnage est consécutif à la promiscuité que crée la route, à la commensalité qui en résulte et à l'idée d'un service commun rendu à la communauté des habitants. Ainsi, le bailli de Châlons, Jehan de Paris, dans une des lettres qu'il envoie au conseil depuis la cour, en septembre 1468, parle du messenger de la ville Jehan Ferré comme de son « *compere*⁴⁹ ». Le terme *compère* est sans doute davantage à prendre dans un sens métaphorique que réel ici, tant il paraît difficile d'imaginer qu'il renvoie à la parenté spirituelle que les deux hommes pourraient entretenir⁵⁰. En dépit des différences sociales et culturelles qui les séparent, le bailli de l'évêque et le messenger de la ville se reconnaissent un amour commun de la petite patrie, dont ils ont à cœur de défendre les intérêts. Pour sa part, le messenger rémois Jaquemin Chevalot a su se faire apprécier du capitaine de la ville Charles de La Ramée qui écrit, en juin 1491, une lettre de recommandation en sa faveur pour la charge vacante de sergent de la forteresse. Le capitaine y souligne les qualités personnelles de Jaquemin et, particulièrement, son sens du service collectif : « *Il est homme propre et tousjours prest a servir ladite ville, comme savez qu'il a tousjours fait*⁵¹ ». Grâce à sa fonction, Chevalot a pu côtoyer le capitaine et s'attirer ses faveurs, ce qui peut l'aider, en ses vieux jours, à se reconvertir vers une charge moins éprouvante.

Les qualités dont doit faire preuve le bon messenger sont en premier lieu physiques, qu'il s'agisse de monter à cheval pendant plusieurs heures ou d'effectuer sa course à marche rapide, voire en courant. Un courrier doit en outre cultiver la discrétion et bien connaître les chemins. En 1424, à cause des ennemis qui rôdent, des commissaires bourguignons décident d'envoyer des lettres aux châtelains du Châlonnais « *par gens de piez du país qui savent les chemins et sentiers a couvert et non chevachables pour eulx saver quant mestier est*⁵² ». La répétition des mêmes itinéraires, vers Mézières, Mouzon, Châlons, Laon, Paris, Tours, voire Moulins, à l'époque des Beaujeu, familiarise les messagers rémois avec des routes au départ inconnues.

Nous n'avons malheureusement aucun élément sur la manière dont sont formés les messagers : apprennent-ils le métier sur le tas, à la manière des compagnons ? Bénéficient-ils d'une transmission familiale ou choisit-on de recruter des messagers déjà bien aguerris et formés préalablement au service des particuliers ? Il semble que, dans certains cas, le conseil a pu d'abord évaluer les qualités du candidat lors de missions occasionnelles. D'autres messagers officiels surgissent toutefois sans qu'ils aient été préalablement mentionnés dans les sources. Les parcours sont sans doute ouverts⁵³. Savent-ils lire ou du moins ont-ils une certaine pratique de l'écrit, comme c'est le cas pour la majorité des sergents à partir de la fin du xiv^e siècle⁵⁴ ? Rien n'est moins sûr, mais c'est sans doute vrai pour certains d'entre eux qui, polyvalents, cumulent leur charge avec celle de sergent, de garde de prison ou de crieur. En tout état de cause, les messagers doivent avoir de la mémoire pour se souvenir précisément du message oral qui leur est parfois confié en complément de la lettre. Ils doivent être, par ailleurs, dotés d'une éloquence suffisante pour s'exprimer en public, devant de hauts

49. Arch. mun. Châlons-en-Champagne, BB 4, « Registre des conclusions », septembre 1468, fol. 156-157 r^o.

50. Le terme *compère* peut se rencontrer au sens d'*amitié* dès la fin du xii^e siècle (A. Rey, dir., *Dictionnaire historique de la langue française*, p. 480). On sait cependant, à travers plusieurs exemples, que des princes ou de hauts serviteurs de l'État peuvent entrer dans la parenté spirituelle de gens modestes : sur les ducs d'Orléans, voir E. Gonzalez, *Un prince en son hôtel...*

51. Arch. mun. Reims, R 32, « Registre des conclusions », 31 juin 1491, fol. 168-169 r^o.

52. P. Beck, *Archéologie d'un document d'archives...*, p. 172.

53. Pour un exemple de messenger du conseil d'abord utilisé comme messenger occasionnel, voir le cas de Gérardin Le Rouyer, à la fin des années 1420 (arch. mun. Reims, R 424, « Compte des deniers de 1428-1429 », fol. 101 r^o). En revanche, Wyet Bernier surgit des sources en juin 1486, sans avoir été mentionné auparavant (*ibid.*, R 31, « Registre des conclusions », 21 juin 1486, fol. 194 v^o-195).

54. J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles », vol. 1, p. 758-760.

personnages. Sagesse, bon sens et intelligence viennent s'ajouter à ces qualités. Philippe de Commynes parle ainsi d'un chevaucheur d'écurie du duc de Bourgogne, nommé Henry, natif de Paris, comme d'« *ung saige compaignon et bien entendu*⁵⁵ ».

Usuellement vêtu d'un costume aux couleurs de la ville et déposant ses lettres dans une boîte peinte à ses armes, le messenger propage l'identité de la communauté urbaine à l'extérieur, tel une « image ambulante⁵⁶ » de celle-ci. Plus encore, les messagers officiels, soigneusement intronisés devant le conseil après la prestation d'un serment, parlent et agissent à la cour au nom de la ville, en soutien des envoyés urbains. Détenteurs de nombreux secrets, du fait de la nature de leurs missions comme de leur présence épisodique au conseil, les messagers constituent le prolongement symbolique du corps de leur maître, qu'il s'agisse d'un prince ou d'une collectivité.

Lors des grands procès politiques du règne de Louis XI, tels ceux menés contre Saint-Pol et Nemours, les messagers sont les premiers, parmi les serviteurs de ces deux princes, à être torturés afin d'obtenir des aveux car ils sont censés détenir beaucoup d'informations⁵⁷. De même, Philippe de Commynes signale qu'à son entrée dans Liège, en 1468, le duc de Bourgogne fait tuer cinq à six habitants, dont « *le messagier de la ville, lequel il avoit en grand hayne*⁵⁸ ». Le messenger officiel focalise sur lui la haine que Charles le Téméraire éprouve pour la cité rebelle.

Pourtant, si nous avons constaté une institutionnalisation progressive des messageries rémoises entre le xiv^e et le xv^e siècle, cela n'empêche pas la ville de recourir à un nombre élevé de porteurs occasionnels. Il peut s'agir de messagers professionnels comme d'individus qui exercent d'autres activités, par exemple des ecclésiastiques et des marchands. Les contingences financières déterminent très fortement le choix du porteur, et la recherche d'économies est un mobile souvent avancé par les gouvernants. Les villes champenoises n'ont pas non plus fait de la charge de messenger un office, même si elles ont soigneusement veillé à définir leur statut. C'est là une différence importante avec les villes libres d'Empire qui, organisées en ligues urbaines et dotées d'une large autonomie juridique, ont multiplié les occasions de contacts les unes avec les autres. Circonscrit pour l'essentiel à l'échelon régional, le réseau de relations des bonnes villes du royaume de France se révèle beaucoup moins large que celui de leurs homologues outre-Rhin⁵⁹. C'est autant une question de statut juridique et de moyens financiers plus limités que le résultat de l'organisation administrative de la monarchie française.

55. P. de Commynes, *Mémoires*, p. 261.

56. P. Monnet, « Villes et société urbaine dans l'Empire à la fin du Moyen Âge... », vol. 1, p. 289-295.

57. J. Chiffolleau, « Le crime de majesté, la politique et l'extraordinaire... », p. 629.

58. P. de Commynes, *Mémoires*, p. 177.

59. Pour Reims, voir J. Briand, « L'information à Reims aux xiv^e et xv^e siècles » ; « La circulation de l'information entre les villes champenoises et la Lorraine » ; « "Pour l'honneur et amour de la bonne ville de Reims" ». Pour Toulouse, voir X. Nadrigny, *Information et opinion publique à Toulouse...* Pour le Quercy et le Rouergue, voir P. Flandin-Bléty, « Essai sur le rôle du tiers état... » et G. Ferrand, « Communautés et insécurité en Rouergue à la fin du Moyen Âge ». Pour la Provence, voir M. Hébert, *Tarascon au xiv^e siècle* et A. Gallo, *Sisteron au Moyen Âge*. Enfin, pour l'Empire, voir P. Monnet, « Villes et société urbaine dans l'Empire à la fin du Moyen Âge... » et L. Buchholzer-Rémy, *Une ville en ses réseaux : Nuremberg*.

Bibliographie

- BECK Patrice, *Archéologie d'un document d'archives : approche codicologique et diplomatique des recherches des feux bourguignonnes (1285-1543)*, Paris, École des chartes (Études et rencontres de l'École des chartes), 2006.
- BRIAND Julien, « La circulation de l'information entre les villes champenoises et la Lorraine à la fin du Moyen Âge », *Annales de l'Est*, n° spécial, 2009, p. 245-268.
- BRIAND Julien, « L'information à Reims aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles », thèse de doctorat en histoire médiévale, Paris, université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2012, 3 vol.
- BRIAND Julien, « "Pour l'honneur et amour de la bonne ville de Reims". Information et relations interurbaines en Champagne à la fin du Moyen Âge », dans N. Offenstadt (dir.), *Les villes et l'information à la fin du Moyen Âge*, à paraître.
- BUCHHOLZER-REMY Laurence, *Une ville en ses réseaux : Nuremberg à la fin du Moyen Âge*, Paris, Belin, 2006.
- CARPENTIER Elisabeth et LE MENÉ Michel, *La France du ^{xi}^e au ^{xv}^e siècle. Population, société, économie*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.
- CAUCHIES Jean-Marie, « Messageries et messagers en Hainaut au ^{xv}^e siècle », *Le Moyen Âge*, n° 82, 1976, p. 89-123 et 301-341.
- CHIFFOLEAU Jacques, « Le crime de majesté, la politique et l'extraordinaire : note sur les collections érudites de procès de lèse-majesté du ^{xvii}^e siècle français et sur leurs exemples médiévaux », dans Bercé Yves-Marie (dir.), *Les procès politiques (^{xiv}^e-^{xvii}^e siècle)*, Rome, École française de Rome, 2007, p. 577-662.
- COMMYNES Philippe de, *Mémoires*, éd. Blanchard Joël, Paris, Librairie générale française (Le Livre de poche), 2001.
- DESPORTES Pierre, *Reims et les Rémois aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles*, Paris, Picard, 1979.
- FERRAND Guilhem, « Communautés et insécurité en Rouergue à la fin du Moyen Âge », thèse de doctorat en histoire, Toulouse, Université Toulouse 2, 2009.
- FLANDIN-BLÉTY Pierre, « Essai sur le rôle du tiers état dans les pays de Quercy et de Rouergue (^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles). Consulats et relations consulaires », thèse de doctorat en droit, Paris, université Paris II-Assas, 1979.
- GALLO Alexandra, *Sisteron au Moyen Âge. Un atelier de la démocratie (^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles)*, Paris, Éd. du CTHS, 2016.
- GONZALEZ Elizabeth, *Un prince en son hôtel : les serviteurs des ducs d'Orléans au ^{xv}^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- HÉBERT Michel, *Tarascon au ^{xiv}^e siècle. Histoire d'une communauté urbaine provençale*, Aix-en-Provence, Edisud, 1979.
- HÉBERT Michel, « Les sergents-messagers de Provence aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles », dans Boglioni Pierre, Delort Robert et Gauvard Claude (dir.), *Le petit peuple dans l'Occident médiéval : terminologies, perceptions, réalités*, Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale), 2002, p. 293-310.

- HILL Mary C., *The King's Messengers (1199-1377): a Contribution to the History of the Royal Household*, Londres, Arnold, 1961.
- HÜBNER Klara, « Chevaucher à Lucca ? Réflexions sur le rayon d'action de la messagerie fri-bourgeoise au Moyen Âge (xv^e siècle) », dans Bérenger Agnès et Dard Olivier (dir.), *Gouverner par les lettres, de l'Antiquité à l'époque contemporaine*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, 2015, p. 39-52.
- HÜBNER Klara, *Im Dienst ihrer Stadt : Boten und Nachrichtenorganisationen in den schweizerisch-oberdeutschen Städten des späten Mittelalters*, Ostfildern, Thorbecke, 2012.
- KANAO Takemi, « Les messagers du duc de Bourgogne au début du xv^e siècle », *Journal of Medieval History*, vol. XXI, n° 2, 1995, p. 195-226.
- KANAO Takemi, « L'organisation et l'enregistrement des messageries du duc de Bourgogne dans les années 1420 », *Revue du Nord*, t. LXXVI, n° 305, 1994, p. 275-298.
- MARTIN Hervé, « Former des fidèles ou former des sujets : sur quelques ambiguïtés du discours religieux sous le règne de Charles VI », dans *Éducation, apprentissages, initiation au Moyen Âge*, vol. I, Montpellier, Centre de recherche interdisciplinaire sur la société et l'imaginaire au Moyen Âge (Cahiers du CRISIMA), 1993, p. 263-273.
- MONNET Pierre, « Villes et société urbaine dans l'Empire à la fin du Moyen Âge : recherches sur l'information, la communication et la représentation extérieures des villes allemandes à la fin du Moyen Âge », habilitation à diriger des recherches en histoire médiévale, Paris, université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2002, 2 vol.
- NADRIGNY Xavier, *Information et opinion publique à Toulouse à la fin du Moyen Âge*, Paris, École des chartes (Mémoires et documents de l'École des chartes), 2013.
- NADRIGNY Xavier, « La place des messageries dans la municipalité toulousaine durant la première moitié du xv^e siècle », dans Boudreau Claire, Fianu Kouky, Gauvard Claude *et al.* (dir.), *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale), 2004, p. 261-280.
- OFFENSTADT Nicolas, *En place publique : Jean de Gascogne, crieur au xv^e siècle*, Paris, Stock (Les essais), 2013.
- PESEZ Jean-Marie, « Délais de transmission du courrier dans l'État bourguignon au temps de Charles le Téméraire », dans *L'homme et la route en Europe occidentale au Moyen Âge et aux Temps modernes*, Auch, Comité départemental du tourisme du Gers, 1982, p. 255-260.
- PIBIRI Eva, *En voyage pour Monseigneur : ambassadeurs, officiers et messagers à la cour de Savoie (xiv^e-xv^e siècles)*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 2011.
- RENOUARD Yves, « Comment les papes d'Avignon expédiaient leur courrier », *Revue historique*, t. CLXXX, 1937, p. 1-29.
- REY Alain (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2000.
- RIGAUDIÈRE Albert, « Les procureurs urbains en Auvergne, Velay et Lyonnais aux xiv^e et xv^e siècles », *Mélanges de l'École française de Rome – Moyen Âge*, t. CXIV, 2002, p. 121-159.
- SEGGERN Harm von, *Herrschermedien im Spätmittelalter : Studien zur Informationsübermittlung im burgundischen Staat unter Karl der Kühnen*, Ostfildern, Thorbecke, 2003.

Résumé

À la différence des messagers au service des monarchies et de la papauté, ceux qui sont au service des villes demeurent plus mal connus. La comptabilité rémoise et les registres de conclusions du conseil de ville, complétés par des exemples pris dans les sources des villes voisines de Châlons-en-Champagne, Troyes et Laon, permettent de comprendre le rôle politique et symbolique de ces acteurs essentiels de la communication urbaine aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. L'article étudie, dans un premier temps, le vocabulaire qui met en valeur l'émergence progressive de messagers professionnels à la place de valets à pied polyfonctionnels. Cette institutionnalisation des messageries rémoises reste toutefois relative, comme le montre l'analyse du statut assez souple de la charge. Malgré tout, les messagers mobilisent d'importantes compétences politiques, sociales et techniques encadrées par la prestation d'un serment. Amenés à représenter la ville, physiquement et symboliquement, ils sont au centre du riche réseau de relations que celle-ci entretient.

La transmission de la science agronomique en Italie entre le xiv^e et le xvi^e siècle : le rôle des traducteurs

Moreno Campetella

Université catholique de Lyon, Institut de linguistique romane Pierre Gardette
Université Jean Moulin-Lyon 3, Centre d'études linguistiques - CEL (EA 1663)

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

La version de l'*Opus agriculturae* de Rutilius Aemilianus Palladius (v^e siècle) en langue vulgaire toscane nous a été transmise par cinq manuscrits datés d'entre le milieu du xiv^e et le début du xvi^e siècle, ainsi que par une édition de 1561¹. Les rédactions les plus intéressantes sur le plan lexical sont contenues dans les manuscrits cotés Bibl. Riccardiana (Florence) 2238² (1340), Bibl. Laurenziana (Florence) Redianus 128 (1401-1425), Plut. 43.12 / Plut 43.13 (1443), et Ashburnensis 524 (1464). Ces textes sont tous anonymes, à l'exception de l'Ashburnensis 524, dont l'auteur serait Antonio di Luca degli Albizzi, cité à la fin du colophon.

Les versions vernaculaires de l'*Opus agriculturae* sont le signe aussi bien d'une redécouverte de l'Antiquité classique et tardive que d'un intérêt nouveau pour l'agronomie de la part des élites politiques et culturelles toscanes du Moyen Âge et de la Renaissance³. En effet, c'est au sein du cénacle constitué autour de la famille Médicis à partir de la seconde moitié du *Trecento* que les activités pratiques concernant le travail des champs commencèrent à être accompagnées d'études théoriques souvent puisées dans le savoir transmis par les écrivains de la basse Antiquité, même si la question de leur valeur en tant qu'authentiques traités pratiques et techniques reste posée. L'absence totale d'illustrations, qui accompagnent pourtant habituellement les « vrais » traités scientifiques depuis l'Antiquité, associée à certaines interprétations erronées du texte source, feraient plutôt penser à des œuvres de vulgarisation réservées aux non initiés⁴.

Le ms. Ricc. 2238 et la traduction de 1464 (ms. Ashburnensis 524) représentent le début et la fin d'un processus de création d'un lexique technique qui sera, au fil des siècles, reconnu et utilisé par tous les spécialistes du domaine en question. L'édition de 1561 de Sansovino ne constituera en grande partie qu'un peaufinage stylistique, d'où la terminologie technique,

1. *La villa di Palladio...*, trad. F. Sansovino, 1561. Trad. dans le présent texte des passages de l'*Opus agriculturae*, livres I-II : R. Martin ; trad. de *Palladius, traité d'agriculture*, livres III-XIII : M. Campetella.

2. La traduction conservée par le ms. Ricc. 2238 a été publiée à Vérone en 1810 par P. Zanotti sous le titre *Volgarizzamento di Palladio* et constitue l'édition de référence dans le *Grande Dizionario della lingua italiana* (désormais GDLI). Ce manuscrit était considéré jusqu'à très récemment comme le plus ancien représentant de la tradition manuscrite vernaculaire de Palladius. L'énigme codex contenant le texte de l'*Opus agriculturae* a été découverte en 2012 à la Bibliothèque nationale de Lucques (Lucca, Bibl. Statale, n° 1293) et fera prochainement l'objet d'une étude lexicale par les soins de V. Nieri.

3. À cet égard voir M. Campetella, « Les néologismes techniques dans la traduction florentine... », p. 231.

4. Sur les illustrations des manuscrits agronomiques, F. Piponnier, *À la recherche des jardins perdus*, p. 231-232.

qui dans les versions précédentes découlait en grande partie d'un savoir populaire ancestral, semble avoir été bannie dans sa quasi-totalité.

Les versions vernaculaires de l'*Opus agriculturae* nous ont légué très souvent les premiers témoignages écrits, sur le plan lexical ou sémantique, d'un nombre considérable de technicismes agronomiques ou botaniques. Que la méthode choisie par les traducteurs ait été celle de la littéralité⁵, ou que leur œuvre ait abouti à des créations lexicales totalement autres que dans le texte original, les auteurs de ces *volgarizzamenti* prouvent que souvent la langue technique n'est pas pour eux une patine extérieure vide de sens collée sur des phénomènes naturels (fruits de la terre, opérations agricoles etc.) qui leur restent quasiment inconnus – ce qui semblerait être le cas de la traduction française de Jean Darces de 1554 – et pour lesquels ils sont contraints de créer *ex nihilo* un terme plus ou moins approprié. Ces auteurs ont su parfaitement conjuguer l'observation directe du monde de la campagne, grâce à une proximité, peut-être inédite en Europe à l'époque, de ses principaux acteurs, et la maîtrise indiscutable des mots qui en définissaient ses nombreuses facettes. Ce faisant, ils ont jeté les bases du vocabulaire agronomique italien moderne et contemporain. En créant des technicismes *ad hoc* ou en faisant sortir de la nébuleuse des dénominations populaires nombre de termes locaux qui y circulaient depuis des siècles de façon anarchique, et en les dotant pour ainsi dire d'une existence officielle, leur œuvre d'intermédiation entre la science des Anciens et le monde dans lequel ils vivaient laisse aisément entrevoir la fierté d'avoir fourni à leurs contemporains, ainsi qu'aux générations suivantes, de nouveaux outils permettant de mieux maîtriser le monde de la nature. À ce propos, le prologue des *Traductions vernaculaires*, à partir de la version du début du xv^e siècle (Redianus 128), est révélateur :

« Ici commence le traité du Romain Aemilius Rutilius, dit Palladius, consacré aux travaux à accomplir, en temps utile et selon les règles de l'art, à la campagne. Si notre auteur avait considéré que le commencement de son ouvrage pourrait faire office de prologue, personnellement, l'idée d'envoyer mes lecteurs en en rajoutant un deuxième ne m'aurait même pas effleuré. Mais finalement, j'ai jugé bon de le faire parce que la version vernaculaire, qui m'a coûté tant de fatigue, est digne d'avoir son propre préambule. [...] Et que ce très long prologue puisse suppléer aux défaillances de celui, plus court, de Palladius, et qu'il apporte gloire à mon nom, en tant que traducteur⁶. »

L'œuvre de traduction devient en ce sens un ouvrage à part entière, qui peut aspirer au statut de texte de référence, une sorte de nouveau modèle pour les agronomes des siècles suivants. En témoigne l'énorme quantité de ces néologismes techniques qui se sont perpétués dans les écrits scientifiques des époques moderne et contemporaine. C'est ce que je me propose de montrer à travers l'analyse des technicismes qui suit.

Pratiques et opérations agricoles

Cacherello = excréments, crottins de chèvre

« Latior fit si rara ponatur vel, cum producere incipiet **caulem**, eo leviter inciso gleba prematur aut testa... Item multis seminibus condita nascetur, si **caprini stercoris** bacam subula subtiliter excavaris

5. M. Campetella, « Les traductions du latin en italien des xv^e-xvi^e siècles », p. 88-89.

6. (Redi 128 fol. 1 = Plut. 43.13 fol. 1 = Ashb. 524 fol. 1 r^o : « Incomincia el libro di Emilio Rutilio romano detto Palladio dell'ordine et modo della agricultura. Se io considerassi solamente che l'auctore di questo libro nel principio della sua opera fece proemio a tucto el libro io non graverei el lettore di mio prolago. Ma perché io non avevo altra parte in esso in proemio perpetuo della mia fatica del volgarizzare voglio agiugnere questo esordio [...] Sia questo lunghissimo prolago per ristoro del breve et piccolo di Palladio et nome et stima del volgarizzatore. » Sur les traductions de l'*Opus agriculturae* comme textes de référence, M. Campetella, « Les traductions de l'*Opus agriculturae*... ».

et in ea semen lactucae, nasturtii, ocimi, erucae, radices immiseris, tunc involutam fimo bacam terra optime culta brevi scrobe demerseri⁷. »

« Più larga est et si fa s'ella est posta rada o come ella comincia a produrre la foglia quella leggermente si fenda nel **garzullo** et con terra si corichi et con testo... Ancora nasceranno condite et saporose di molti semi se sottilmente tu scaverai con una lesina uno **cacherello** et in quello mecterai seme di lattuga et di nastruzo et d'orzimo et di ruca et di radice et questo **cacherello** involto con letame sotterreri in una piccola fossa d'ottima terra divelta⁸. »

« Ella diventa più larga, quanto è posta più rara, et diventa anco larga, quando cominciando a mandar fuori il gambo si taglia leggermente, et si aggrava alquanto con zolla o con mattone... Si fa lattuga condita in questa maniera. Si toglie una **pallottola di capra**, et forata leggermente con una subbia, s'empie col seme di lattuga, di nasturcio, di ruchetta, di basilico et di radici, et così piena si mette sotterra⁹. »

(La laitue devient plus grosse si on la sème clair ou si, après avoir pratiqué une légère incision dans sa tige au moment où elle commence à sortir de terre, on la comprime avec une motte de terre ou une tuile. On peut aussi en obtenir à partir de plusieurs graines différentes : pour cela on creuse délicatement une crotte de chèvre avec une alène, on met à l'intérieur des graines de laitue, de cresson alénois, de basilic, de roquette et de radis, on enrobe cette crotte de fumier et on l'enfonce dans un trou creusé dans un terrain parfaitement cultivé.)

Les passages des mss. Plut. 43.12 (1400-1425) et Ashb. 524 (1464) constituent les premiers témoignages écrits du lexème **cacherello**. Ce terme, apparemment technique, a été conservé dans la terminologie agronomique des siècles suivants. Ainsi, Gianvittorio Soderini (1527-1596), dans le *Trattato delle coltura degli orti e giardini*, se positionne dans le sillage du *Palladius* vulgaire, quand il déclare que :

« Posti due o tre de' suoi semi in un **cacherello** di capra o di pecora, verranno innanzi più allegramente¹⁰. »

(Si on met deux ou trois graines dans de petits crottins de chèvre ou de brebis, la laitue poussera mieux.)

Le *Nuovo vocabolario italiano di arti e mestieri* de Giacinto Carena donne du vocable une acception moins technique en qualifiant de **cacherello** toute sorte d'excréments d'animaux, ayant la forme de boulettes ou « moquettes » :

« **Cacherelli** : sterco di topi, e di altri animali, che lo mandan fuori a pezzi sodi e figurati, come le lepri, le pecore, le capre, e la più parte degli uccelli granivori¹¹. »

(**Cacherelli** : excréments de souris et d'autres animaux, qui les expulsent par petits morceaux bien compacts et de forme particulière, comme le font les brebis, les chèvres et la plupart des oiseaux granivores.)

Sa présence, attestée dans la seule aire linguistique italo-romane (surtout Centre et Nord) au niveau exclusivement dialectal (« **cacherello** : sterco o pallottoline di topi, pecore, capre¹² », voir mil. *cagarèl*) ou dans des textes techniques appartenant à la même zone géographique toscane, tels ceux examinés ci-dessus, laisserait penser qu'il s'agit d'un terme spécifique de cette région¹³, faisant probablement partie du basilecte, ayant intégré par la suite l'idiome

7. *Opus agriculturae*, livre II, 14, 2-3.

8. Plut. 43.12, fol 18 r° = Ashburnensis 524, fol. 32 r°.

9. *La villa di Palladio Rutilio Tauro Emiliano...*, p. 20.

10. G. Soderini, *Trattato delle coltura degli orti e giardini...*, p. 43.

11. G. Carena, *Nuovo vocabolario italiano di arti e mestieri*, p. 306.

12. C. Battisti et G. Alessio, *Dizionario Etimologico Italiano* (désormais DEI), livre I, 653.

13. A. Bencistà, *Vocabolario...*, p. 205.

national standard. Son entrée dans la langue commune italienne doit se situer dans la seconde moitié du ^{xvii}e siècle, à en juger par toute une série de vocabulaires qui en ont conservé la trace, à commencer par un *Dittionario italiano et Francese* de 1678 :

« *Cacherello*. Crotte d'animal, comme de brebis, de chèvres, lievres, lapins, souris et de poules. »

Ou encore le supplément du *Vocabolario della Crusca* de 1739 (vol. I, p. 387) :

« *Cacherello*. Sterco de' topi, delle lepri, de' conigli, delle pecore, capre, e simili animali. *Pallad.* »

La citation de la traduction de l'*Opus agriculturae* par le lexicographe du ^{xviii}e siècle confirme indirectement le passage du texte qui fait l'objet de cette publication comme la toute première attestation du lexème en question. S'avère tout aussi intéressant un *Dizionario delle invenzioni e scoperte* de 1829, dans lequel Palladius se révèle être la seule source de la Renaissance à nous avoir légué ce technicisme. Plusieurs autres dictionnaires bilingues s'échelonnant entre la fin du ^{seicento} jusqu'aux dernières décennies du ^{xix}e siècle constituent autant de preuves de la vitalité du terme et de sa large diffusion : parmi elles je me limiterai à citer ici le *Dictionnaire allemand-italien* de Matthias Kramer, le *Dizionario* d'Alberti di Villanova (1811, s.v.), ceux également bilingues français-italien rédigés par Francesco d'Antonio Buttera en 1832 (s.v.) et par Costanzo Ferrari en 1874, le *Dictionnaire multilingue maltais-anglais-italien* de F. Vella (1843).

Garzullo = cœur du chou (ou d'un légume en général)

Les passages des versions vernaculaires de Palladius cités plus haut constituent également les tout premiers témoignages du terme *garzullo* (dérivé de *garzuolo* < lat. vulg. **cardiolum*, littéralement « petit cœur ») dans le sens de « cœur du chou, de la laitue ».

La traduction française de Jean Darces¹⁴ traduit le latin *caulem* par « tige » : « Elles deviennent plus larges [...] quand on leur entame un peu la tige », en raison, me semble-t-il, d'une méconnaissance flagrante des choses de la terre. En effet, ce n'est pas la tige de la laitue qu'on fend, mais bel et bien le cœur. Au contraire, la version vernaculaire italienne, entre autres en raison de l'emploi de termes populaires, est l'écho d'un savoir qui découle d'une expérience directe de la mise en culture des champs. On peut répéter la même observation au sujet de *cacherello*, traduit en français par le syntagme on ne peut plus flou de « crotte de chieure ».

Comme le terme *cacherello*, *garzullo* a laissé des traces durables dans la littérature agromique des siècles suivants, quoique sa signification s'en soit trouvée parfois quelque peu modifiée : ainsi, si, dans le *Vocabulaire* de Giacinto Carena, l'acception que nous avons détectée dans les versions vulgaires de l'*Opus agriculturae* de Palladius est maintenue :

« *Codeste foglie [del cavolo] sono di colore verde cupo, che poi ingialla, cominciando dall'interno 'grumolo' o 'garzuolo'*¹⁵. »

(Ces feuilles [du chou] sont d'un vert très sombre, qui par la suite tirent progressivement sur le jaune, à partir du cœur, qu'on appelle « grumolo » ou « *garzuolo* ».)

Chez Giovanni Pietro Bergantini¹⁶, le terme désigne par métonymie le chou en général, non pas le seul cœur :

« *Spesso vedrai piante congeneri / surte da un seme stesso; una di cui / sfogasi senza frutte, e lussureggia / di fiori; ed altra, che da fiori è immune, / e rende frutte; e quella maschio dicesi; / femmina questa;*

14. J. Darces, *Les treze livres des choses rustiques...*, p. 50.

15. *Ibid.*, p. 446.

16. G. P. Bergantini, *I quattro libri delle cose botaniche del padre Eulalio Sevastano tradotti*, p. 217.

*come abbiamo fra le palme, / [...] fra ortiche e lupoli e 'l garzuolo, e 'l montan semprevivo, e la selvaggia / mercorella [...].*¹⁷ »

(Il peut t'arriver de voir des plantes, absolument les mêmes, carrément sorties de la même graine : parmi elles il y en a qui ne portent pas de fruits et qui sont bien chargées de fleurs, et d'autres qui sont dépourvues de fleurs mais qui par contre portent beaucoup de fruits. Les premières, on les appelle plantes mâles, les deuxièmes plantes femelles : c'est le cas des palmiers [...] des orties, du houblon, du chou, de la joubarbe des montagnes [...].)

La diffusion géographique du terme *garzullo*, limitée au centre et au nord de l'Italie (Émilie et Vénétie) au niveau exclusivement dialectal, ainsi que son emploi dans des contextes techniques, mènent aux mêmes conclusions que pour le terme *cacherello* et feraient songer à une nature presque exclusivement locale du lexème.

Il est intéressant de remarquer que l'extrême originalité des témoins de la tradition manuscrite s'estompe nettement dans la version publiée par Francesco Sansovino en 1561. Ainsi, le diminutif technique *cacherello* se simplifie en une triviale *pallottola di capra*, alors que l'endroit exact de la laitue qui faisait l'objet de l'opération de fécondation par insertion des excréments caprins (le cœur), désigné par le terme *garzullo*, disparaît purement et simplement.

La traduction de Sansovino se présente comme l'épuration stylistique des textes qui l'ont précédée : le registre est bien plus soutenu, mais la variation est rare, ce qui a pour résultat une standardisation qui engendre un lexique très plat, d'où tout caractère technique ou presque est absent.

Cela ne surprend guère : en effet, Francesco Sansovino est un polygraphe d'origine florentine. Il s'établit à Venise et écrit pour d'illustres représentants de la Sérénissime qui, suite à la conquête du *Dominio da Terra* (entre 1405 et 1462) et aux troubles engendrés par les guerres d'Italie (surtout après la défaite d'Agnadello de 1509 et la guerre de Cambrai), abandonnent de plus en plus souvent leurs activités traditionnelles liées au commerce maritime, et s'installent sur la *Terraferma* pour que la propriété foncière leur confère le prestige que la mer ne pouvait plus apporter. Sansovino fait seulement semblant de s'adresser à un grand seigneur désireux de s'installer à la campagne – en l'occurrence Ottavio Pallavicino, à qui, dans le prologue, il déclare vouloir dédier son œuvre –, mais son message sonne faux, et on sent que l'agriculture constitue un domaine qui lui est presque totalement étranger.

Tout comme pour l'auteur de l'édition vénitienne de 1561, pour les nobles vénitiens qui faisaient construire de somptueuses villas dans les campagnes de Vénétie en ce milieu du xvi^e siècle, cette nouvelle existence « terrienne » ne constituait souvent qu'une simple mise en scène, en phase avec les nouveaux goûts de l'Arcadie et du théâtre contemporain, qui véhiculait les valeurs et les sentiments des idylles grecques de l'époque de Théocrite, et leur mode de vie consistait à singer les grands seigneurs florentins des xiv^e et xv^e siècles. D'ailleurs, cette attitude ne manquait pas de leur attirer les foudres des intellectuels traditionalistes de la République. À travers l'étalage d'un patrimoine foncier, les élites vénitiennes ayant élu domicile sur la *Terraferma* tendaient à effacer leurs origines marchandes, tournant donc résolument le dos aux valeurs fondatrices de l'État vénitien, celles qui, dès l'origine de la cité de la lagune, avaient été à la base des commerces maritimes et de la prospérité de la Sérénissime. La nouvelle politique consistant à « *mare postergare* » pour « *terram colere* » représentait donc bien plus qu'un changement de cap. Elle était le signe d'un renversement des mœurs ancestrales et d'une immoralité inquiétante : plusieurs sources (par exemple l'*Oratio pro Loredan* de Bernardo Navagero, ou encore le *Bellum Cameracense* d'Andrea Mocenigo) critiquent farouchement l'émergence de comportements vaguement dégénérés selon les paramètres ancestraux de l'éthique vénitienne, comme l'amour excessif du luxe, qui finissait à la longue par ramollir la force et saper l'esprit entreprenant des habitants

17. Pour d'autres citations jusqu'au xx^e siècle, voir S. Battaglia (éd.), *GDLI*.

de la lagune. Tout cela laissait présager une fin dramatique : les événements de la guerre de Cambrai en témoignèrent¹⁸.

***Ligatura* = lien (de chanvre) pour lier la vigne**

« *Subligatio acerbis uvis facienda est, quando excutiendi aut rumpendi acini nulla formido est. **Ligatura** in vitibus locum debet mutare, ne unum semper adsiduitas conterat vinculorum*¹⁹. »

« *El sollevare delle uve acerbe est da fare quando non si può scanicare o dirompere l'acino. La **legatura** nelle viti dee mutare luogo accio che il continovare de' vinchi non la logori*²⁰. »

(Il faut lier les grappes de raisin lorsqu'elles sont vertes, c'est-à-dire lorsqu'on ne craint pas de faire tomber ou d'écraser les grains. On ne doit pas garder la ligature, sur les vignes, toujours au même endroit, pour éviter que la présence continue du lien ne meurtrisse toujours la même place.)

Ce néologisme sémantique, qu'on retrouve dans la totalité de la tradition manuscrite, fait encore partie intégrante du vocabulaire agronomique des aires linguistiques italo-romane et gallo-romane : l'italien **legatura** est attesté en tant que terme technique de la viticulture à partir de la fin du xvi^e siècle²¹ et jusqu'à l'époque actuelle²². En ce qui concerne l'aire francophone, la première attestation de ce terme technique, très courant jusqu'à nos jours, semblerait être l'œuvre d'Olivier de Serres : « Les oziers sont communément employez pour ligature des Vignes, en estant la plus usitée et meilleure matière²³. » Le fait de retrouver plusieurs dérivés dans un cadre plus strictement dialectal – *lqyür / hir* (Blonay, Suisse) : « tige de chanvre servant à attacher la tige de la vigne à l'échalas, lien de vigne » ; *tàura* (Vaux) : « lien de vigne » ; *ligadure* (Béarn) : « façon de lier les vignes²⁴ » – plaiderait pour un caractère paneuropéen et populaire du mot.

Comme dans le cas des lexèmes **garzullo** et **cacherello**, une comparaison rapide avec le texte français de Jean Darces (1554) met en relief, sinon une technique plus assurée du traducteur toscan en matière de viticulture, du moins une plus grande maîtrise de la terminologie spécifique qu'il emploie. Ici, au substantif italien **legatura** correspond une tournure verbale, preuve évidente d'un moindre degré d'abstraction et, partant, d'une moindre faculté d'appriivoiser le phénomène observé (« La vigne **ne se doit tousiours lier** en un mesme lieu, à fin que par assiduité elle ne se coupe²⁵ »), Or il est bien connu que dans les domaines techniques, un lexique savant et performant est souvent la principale manifestation d'une science d'un certain niveau.

18. J. R. Hale, « La guerra e la pace », p. 239.

19. *Op. Agr.*, I, 6, 10-11.

20. Ricc. 2238, p. 20 = Plut. 43.13, fol. 13 r° = Ashb. 524, fol. 8 r°.

21. « Sarebbe meglio... che si fessassero tutti dui [i maderi, coursonnes ou branches fruitières de la vigne] per mezo, come pur sarebbe un ditto lungo, et tagliarli po per traverso giusti da una parte fin'alla midolla : Et levata via quella metà tagliata ciascuno li commetterete et legarete come ho anco detto, perciò che restaranno più uguali in questa **legatura**, che nell'altra prima. » (A. Gallo, *Le vinti giornate...*, p. 73) ; « La **legatura** delle viti facciasì anco in tempo d'agresto, che non teme: ma non già in tempo fiorito. » (G. Falcone, *La nuova, vaga...*, p. 27). M. Campetella, *I neologismi tecnici*, p. 105-106.

22. L. Casini, E. Marone, *L'imprenditore agricolo*, p. 292. Tout comme l'italien *legatura*, le français *ligature* est encore aujourd'hui d'usage courant en agronomie.

23. *Le théâtre d'agriculture et mesnage des champs*, p. 167.

24. W. von Wartburg, *Französisches Etymologisches Wörterbuch*, p. 321.

25. J. Darces, *Les treze livres des choses rustiques...*, p. 11 v°.

Saectolare = ébourgeonner (la vigne)

« Erit tamen optimi putatoris inferius sarmentum quod bono loco natum fuerit, reparandae vitis causa semper tueri et ad unam vel duas gemmas relinquere²⁶. »

« Sarà ottimo s'el potatore el tralcio disocto el quale sarà bene nato per cagione di racconciare la vite sempre guardarlo et lasciarlo ad una o due gemme: questo si chiama **saectolare**²⁷. »

(La meilleure façon de tailler la vigne sera celle qui consistera à laisser en place les sarments bien développés qui poussent dans la partie inférieure du cep, en ne gardant qu'un ou deux yeux : on appelle cette façon de procéder « ébourgeonnage ».)

Saectolare, vraisemblablement diminutif de la forme intensive de *secare*, représente une normalisation par rapport au verbe *s(a)eppolare* du ms. Ricc. 2238 (p. 95), dérivé de *s(a)eppolo* (« petite arbalète utilisée pour chasser les oiseaux »), dont descend le *seppollare*, transmis par le ms. Redi 128. La normalisation pourrait s'expliquer sur la base de la présence du substantif *segolo* (« sécateur »), employé quelques lignes plus loin dans le texte du ms. Ashb. 524, à la place du terme *coltello* (« couteau », dans le sens de « sécateur ») du ms. Ricc. 2238.

Saectolare constitue un hapax. Il est peut-être à considérer comme un occasionalisme engendré par une incompréhension du texte source par le traducteur du ms. Ashb. 524.

La traduction française de Jean Darces (1554) ajoute également une explication technique à la description de l'opération d'ébourgeonnage : « Toutesfois le bon vigneron reservera tousiours le ietton plus bas, mais qu'il soit creu en bon lieu, en y laissant un ou deux yeulx, **pour renouveler la vigne** ». La similitude des attitudes des deux traducteurs vis-à-vis du texte source est assez curieuse pour qu'on la souligne. Jean Darces a-t-il pris pour modèle, au moins dans ce cas de figure spécifique, l'une des versions italiennes de l'*Opus agriculturae* ? En tout cas, la différence lexicale entre la version française et l'italienne est, différemment des autres cas de figure signalés dans cet article, le signe d'une connaissance de l'agronomie tout aussi directe que celle de ses prédécesseurs transalpins. En outre, peut-on considérer le verbe contenu dans l'ajout en français comme un synonyme de **saectolare** ? C'est tout aussi difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que Jean Darces connaît et emploie le verbe technique « ébourgeonner » quelques lignes plus haut (p. 9 v°) : « Es lieux chauds, secz, et exposez au soleil il ne fault esbourgeonner les vignes, pource qu'en telz lieux l'ombre ayde beaucoup ». Faute d'éléments probants, la question est destinée à rester sans réponse.

Scalzare / scortecciare = « cavailloner », aérer, déchausser le pied (du cep de la vigne)

« Ianuario mense locis temperatis **ablaqueandae sunt** vites, quod Itali **excodicare** appellant, id est circa codicem dolabra terram diligenter aperire²⁸. »

« Il mese di gennaio nelli luoghi temperati sono da **scalzare** le viti. La quale opera quegli di Italia chiamano **scortecciare**, cioè d'intorno alla scorza della vite aprire la terra con la vanga diligentemente²⁹. »

(C'est en janvier que dans les régions de climat tempéré, il faut déchausser les vignes. Les Italiens disent « cavailloner », ce qui consiste à ouvrir soigneusement la terre à la pioche autour du tronc de la vigne.)

26. *Op. Agr.*, III, 12, 2.

27. Ashb. 524, fol. 42 v°.

28. *Op. Agr.*, livre II, 1.

29. Ricc. 2238, p. 30 = Plut. 43.12, fol. 35 r° = Ashb. 524, fol. 28 r°.

En tant que terme technique de l'agronomie, la première attestation écrite du verbe *scalzare* est représentée par un passage des *Prediche volgari* (1427) de saint Bernardin de Sienne :

« Egli chiama il mezzaio e diceli : «Questo fico non è buono a nulla: taglialo, ché egli occupa la terra». Dice il lavoratore: «Doh ! Lasciamolo stare questo anno ; non lo tagliamo : io li lavorarò un poco la terra da piei e *scalzarollo* da torno, per vedere se elli facese meglio»³⁰ ».

(Il appelle le métayer en lui disant : « Ce figuier est stérile, coupe-le, puisqu'il ne fait qu'occuper de la place. » Le paysan répond : « Non, laissons-le tranquille pour cette année, ne le coupons pas. En effet, je peux un peu déchausser son pied en remuant la terre tout autour et voir s'il peut fructifier un peu plus. »)

Une influence lexicale de saint Bernardin étant, me semble-t-il, à exclure, il est très probable que le vocable ait fait partie du basilecte agricole toscan. Il faudrait donc considérer la tradition manuscrite de l'*Opus agriculturae*, à commencer par son plus ancien témoin (Ricc. 2238, 1340), comme la première attestation officielle de ce technicisme.

Les occurrences du lexème en question deviennent très nombreuses dans les siècles suivants jusqu'à l'époque moderne, dans des contextes strictement techniques. Giovan Vittorio Soderini (1526-1597), dans son *Trattato della coltivazione delle viti*, rappelle que le déchaussement du cep peut s'avérer utile pour améliorer la qualité d'une vigne produisant trop de grappes, au cas où l'ébourgeonnage n'aurait pas eu d'effet³¹. Au milieu du XIX^e siècle encore, Benedetto Del Bene propose également de déchausser la base des oliviers et d'y déposer du fumier composé de crottin de chèvre³². Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans une précédente publication, ce n'est pas impossible que ce soit du verbe *scalzare* employé dans la version italienne de l'*Opus agriculturae* que serait dérivé le « déchausser » de la version française de 1554³³. Mais il est tout aussi vraisemblable que les termes italien et français descendent tous les deux du latin *ablaqueare*.

Quant à *scortecciare* qui, à en juger par le passage en question, devait appartenir au vocabulaire agronomique autochtone, il n'a pas laissé de trace en italien. En revanche, il est intéressant de remarquer la présence dans cette langue d'un verbe sémantiquement proche, *scoticare*, « enlever la partie superficielle du terrain entourant la base d'une plante, normalement du cep de la vigne³⁴ », dont la base de dérivation, *cotica*, remplace le mot *corteccia* du passage palladien en question (ces deux vocables désignant non pas l'écorce de la plante, mais la première couche de terre autour du pied). Le mot *scoticare* est attesté par le *Vocabolario universale* édité par la maison Tramater en tant que terme technique, surtout en Toscane³⁵. Le témoignage du dictionnaire de Tramater, en l'absence d'autres sources écrites, laisse supposer une circulation orale de *scoticare*, au niveau du basilecte.

30. *Prediche volgari* (1427) de saint Bernardin de Sienne, Milan, 1936, p. 308.

31. « Quelle [viti] che han troppo grande il rigoglio... si ritirino col potarle di novembre e nei freddi si bruschino di febbraio, e quando non serve questo, si *scalzino*. », G. V. Soderini, *Opere*, I, p. 407.

32. B. Del Bene, *L'Agricoltura...*, II, p. 209 : « Convien pure *scalzar* gli ulivi, e se sono poco fruttiferi e di foglie risticchite alle cime, sparger quattro moggia di letame caprino intorno alle piante grandi ». Voir aussi B. Davanzati, *Volgarizzamento delle Storie di Tacito*, II, p. 495 : « Posti [...] i magliuoli [...] lavorali, *scalzali*, tagliali tra le dua terre » ; G. Pascoli, *Prose*, p. 650 : « Non sono del popolo le osservazioni sulla chiocciola che porta la sua casa, la quale quando da terra sale alle piante, non si deve più *scalzar* la vigna ? ».

33. *Les treze livres*, p. 43 v°. Voir M. Campetella, *I neologismi tecnici*, p. 97, n. 40. par : Le français emploie par ailleurs le mot déchaussoir, « instrument pour déchausser les arbres », ce qui ferait logiquement penser à l'existence du verbe *déchausser* à une époque précédente.

34. Littéralement « enlever la couenne, la peau » (< **exciticare* < *ex* + *cutica*).

35. Une traduction à la lettre du passage latin de l'*Opus agriculturae* en question, qui aurait engendré *scoticare* < *excodicare* (dont la base de dérivation *codex* / *caudex*, phonétiquement similaire, n'aurait pas été comprise) est possible.

Scoticare pourrait avoir servi de modèle à un autre verbe synonymique, *scotennare* :

« Privare un terreno dello strato superficiale, asportandone la vegetazione prativa e il fitto groviglio delle radici, per lo più per avviare una nuova coltivazione³⁶. »

(Enlever la partie superficielle de la terre, en extirpant la strate herbeuse et l'entrelacs formé par les racines, normalement pour entamer une nouvelle culture.)

Ce terme technique agronomique est largement attesté depuis le XVI^e siècle :

« Dove non son boschi si *scotenna* l'erba e s'abbrucia, e lavorata vi si semina ogni otto anni³⁷. »

(Là où il n'y a pas de forêt, on enlève l'herbe et on la brûle. Après avoir labouré le terrain, on peut y effectuer les semailles tous les huit ans.)

« Mandò cavar su quel medesimo poggio una fossa ben ampia e ben fonda e sopra, legne ammassatevi dentro, gittar tutti que' cinquantacinque corpi e le teste recise, e *scotennar* la terra, dovunque era caduta stilla del sangue de' dicollati, e tutto gittar nella fossa³⁸. »

(Il donna l'ordre de creuser une fosse bien profonde dans le même coteau et d'y jeter les cinquante-cinq cadavres à qui on avait fait couper la tête, ainsi que du bois et la partie du sol recouverte d'herbe que le sang des décapités avait souillée.)

Le *Vocabolario di agricoltura* de E. Canevazzi et F. Marconi donne une définition extrêmement détaillée de l'opération du *scotennamento* :

« "*Scotennare*" : levare la cotenna, detto de' terreni in generale e de' prati in particolare. Tagliata la superficie in tante zolle a forma di quadratelli o rettangoletti (il che può farsi speditamente con una specie di ronca in asta), si sollevano esse con marra o badile, per essere trasportate altrove o ricollocate in posto dopo aver tolto di sotto un po' di terra o terriccio³⁹. »

(« *Scotennare* » : enlever la *cotenna* [couenne, strate herbeuse du sol] : se dit des terrains en général et des prés en particulier. Une fois la surface du sol découpée en carrés ou rectangles – on peut faire cela aisément avec une faucille courbe montée sur un bâton – on soulève ces derniers avec une pioche ou une pelle et on les déplace ailleurs, sinon on peut les remettre en place après avoir enlevé un peu de terre ou d'humus.)

Seule l'aire linguistique gallo-romane connaît des lexèmes sémantiquement proches de *scoticare* / *scotennare*, dont les premières occurrences ne sont malheureusement pas datées :

St-Lô *quouane*, nant. *couenne*, « croûte de gazon enlevée dans un défrichement et qu'on fait brûler sur place », centr. *couanne*, « motte de terre gazonnée », *canne* (Minot), « surface d'un pré », centr. *pré couanné*, Morv. *écouarner*, « enlever le gazon d'un pré », *écouenner* (Franche-Comté), « sarcler », fourg. *écouênai*, « écobuer le terrain », Vezénaz *ekwena*, « dégazonner », *écwanà* (Vaux), « enlever le gazon avec la houe », *ekwanàu* (Vaux), « sarcler », *dekwana*, « piocher légèrement la surface du sol⁴⁰ ».

La nature dialectale de ces lexèmes confirme indirectement l'appartenance des verbes *scoticare* / *scortecciare* au basilecte agricole et leur nature autochtone.

36. GDLI XVIII, p. 274.

37. G. V. Soderini, *Il trattato degli arbori*, p. 201.

38. D. Bartoli, *Istoria della Compagnia di Gesù* (cité dans GDLI, s. v.).

39. Canevazzi et F. Marconi, *Vocabolario di agricoltura*, cité dans GDLI XVIII, p. 274.

40. W. von Wartburg, *Französisches Etymologisches...*, II/2, p. 1597.

Scanicare = faire tomber (les grains de raisin)

« *Subligatio acerbis uvis facienda est quando excutiendi aut rumpendi acini nulla formido est*⁴¹. »

« *El sollevare delle vite acerbe est da fare quando non si può scanicare o dirompere l'acino*⁴². »

(Il faut lier les grappes de raisin lorsqu'elles sont vertes, c'est-à-dire lorsqu'on ne craint pas de faire tomber ou d'écraser les grains.)

Ce passage représente à ma connaissance la première attestation écrite du verbe *scanicare*. Le sémantème technique du *locus* cité ci-dessus constitue un hapax en italien⁴³. Il appartenait vraisemblablement au basilecte : le *DEI* (s.v.) rappelle l'existence en toscan du verbe *scanicare* dans le sens de « traîner quelque chose par terre ». Le substantif *scanico* (« dispersion, éparpillement ») est attesté depuis la deuxième moitié du xv^e siècle (*GDLI* s.v.). Il s'agit vraisemblablement d'un emploi technique spécialisé à partir du sémantème principal de *scanicare*⁴⁴, « s'effriter », « tomber » (pour un enduit). Ce sens primaire est attesté dans le ms. Plut. 43.12 (début du xv^e siècle), lequel constituerait donc l'énième exemple de néologie sémantique des versions vernaculaires de l'œuvre de Palladius ; cette acception semble bien avoir été puisée, comme d'autres signalées dans cet article, à la langue du peuple :

« *Camerarum quoque tectoria salso umore [harena marina] dissolvit*⁴⁵. »

« *Quella del mare [rena] si secca più tardi e per la sua salsezza fa iscanicare gli intonichi delle camere*⁴⁶. »

(En outre l'eau salée qu'il [le sable de mer] contient attaque l'enduit des plafonds.)

Le caractère populaire du verbe ressort bien si on compare la traduction italienne à celle en français préclassique de Jean Darces (p. 17 v^o), comme d'habitude bien moins technique et beaucoup plus plate : « Elle faict **fendre** aussi l'enduit des voustes par son humeur salée. »

Spiccare = explanter, transplanter (un arbre)

« *Si provincia indiget olivetis et non est, unde planta sumatur, seminarium faciendum est*⁴⁷. »

« *Se la provincia ha difecto d'oliveti et non vè onde si spicchino e' piantoni, si est da fare semenzaio*⁴⁸. »

(Si la région manque d'oliveraies et qu'il n'y a donc aucune possibilité d'explanter et transplanter de jeunes plants, il faudra penser à créer une pépinière.)

Ce néologisme sémantique, créé à partir de l'un des sens de *spiccare*, « prendre, prélever », attesté depuis le xiii^e siècle, est très productif en italien, mais il fait référence seulement

41. *Op. agr.*, I, 6, 10.

42. Ricc. 2238, p. 25 = Ashb. 524, fol. 7 v^o-8 r^o.

43. Ce sémantème rare est tout de même attesté dans le *Vocabolario bresciano e toscano* (s.v.) de B. Pellizzari : « *Crudà. Scanicare. Si dice lo spiccarsi dalli graspi gli acini, o il grano delle spiche, e cadere in terra.* ». On retrouve également ce terme dans le dictionnaire bilingue italien-français d'A. Antonini (1743).

44. Cette extension du sens primaire de *scanicare* est confirmée par le dictionnaire bilingue français-italien d'Annibale Antonini : « *Scanicare. Si dice propriamente dello spiccarsi dalle mura, e cadere a terra gl'intonicati. Ôter l'enduit d'une muraille. Per metaf. Quando si teme di scanicare gli acini, le legature si vuol mutare. E anche si dice delle spighe.* » (mots soulignés par l'auteur de l'article). La version allemande du même lexique (1763) est encore plus explicite : « *Scanicare. Das die Weinbeeren abfallen. Quando si teme di scanicare gli acini, le legature si vuol mutare.* » Dans les deux dictionnaires, la citation du *locus* palladien comme source unique confirme la nature d'hapax du lexème en question.

45. *Op. Agr.*, I, 10, 2.

46. Plut. 43.12, fol. 20 r^o.

47. *Op. Agr.*, III, 18, 6.

48. Ricc. 2238, p. 106 = Ashb. 524, fol. 47 r^o.

à un fruit qu'on cueille⁴⁹, jamais, comme dans le passage en question, à un arbre qu'on transplanterait.

Les fruits de la terre

Les lexèmes ayant trait aux produits de l'exploitation agricole sont très nombreux : outre quelques termes techniques destinés à une immense fortune dans la littérature agronomique des siècles suivants, tels *duracino* (« fruit à chair très ferme et noyau adhérent ») ou *neretto* (« vin rouge à la robe très foncée »), qui ont déjà fait l'objet d'une analyse lexicale approfondie⁵⁰, rappelons ici l'unité lexicale complexe (*tralcio*) *madornale*.

Madornale (tralcio) (cursoncello) = coursonne (branche principale, normalement non fruitière)

« *Hae, quae altius coluntur, ut in iugo vel pergula, ubi quattuor pedibus supra terram levatae steterint, quaterna **brachia** habeant*⁵¹. »

« *Quando saranno levate quattro piedi sopra terra si aranno quattro braccia cioè quattro buoni **tralci madornali** procedenti dalle quattro parti della vite*⁵². »

« *Ma quelle che si coltivano in più alto luogo, come sarebbe, o su le pergole o appiccati su gli arbori, habbiano quattro **branchi**, ogni volta che elle son levate da terra quattro piedi*⁵³. »

(Quand la vigne aura atteint la taille de quatre pieds, on aura quatre « bras », c'est-à-dire quatre branches fruitières (« coursonnes ») bien développées, qui auront poussé à partir des quatre sarments porteurs du cep.)

L'expression *tralcio madornale*, après avoir refait surface en italien dans le *Dizionario della lingua italiana* Tramater (1840, s.v. *madornale*), à deux siècles et demi d'intervalle par rapport aux témoignages cités ci-dessus, employée dans un contexte identique à celui des versions vernaculaires de l'*Opus agriculturae*, celui de la viticulture, fait l'objet d'analyses approfondies dans les écrits d'agronomie de Cosimo Ridolfi (1858), même si, dans cette dernière source, la branche fruitière au centre de la dissertation est celle des courges :

« *Io vi ho descritto la struttura delle cucurbitacee, ma quello che mi preme di notare è, che quando il tralcio primitivo il quale costituisce la pianta nel suo principio, e che diremo **madornale**, quando questo tralcio è allungato al punto di avere 5 o 6 foglie, dalle loro ascelle (cioè da quegli angoli che nascono fra il picciuolo o gambo delle foglie e il fusto dal quale provengono) dalle ascelle dico, nascono dei tralci secondari*⁵⁴. »

(Je viens de décrire la physiologie des cucurbitacées, mais ce que je voudrais surtout faire remarquer est que quand la tige principale de la plante, que nous qualifierons ici de maternelle, la seule qui soit au début de son développement, quand cette tige donc aura poussé et qu'elle aura au moins cinq ou six feuilles, des tiges secondaires se développeront à partir des

49. Voir, par exemple, P. A. Mattioli, *Volgarizzamento di Dioscoride*, p. 102 : « *Produce le sue spie, ovvero noci simili quasi a quelle del pezzo, ma più grosse, le quali malagevolmente si lasciano **spiccare** dal picciuolo.* » Pour d'autres exemples datant des xvr^e-xx^e siècles, voir GDLI XIX, p. 881 et suiv.

50. M. Campetella, « Les traductions de l'*Opus agriculturae*... », p. 178, 185.

51. *Op. Agr.*, III, 12, 6.

52. Ricc. 2238, p. 80 = Plut. 43.12, fol. 54 = Ashb. 524, fol. 43 r°.

53. F. Sansovino, *La villa...*, p. 22.

54. C. Ridolfi, *Lezioni orali...*, p. 186-187.

« aisselles » pour ainsi dire, c'est-à-dire des points d'articulation entre lesdites feuilles et la tige de laquelle elles sont issues.)

Le fait que l'expression désigne ici la physiologie d'une autre espèce végétale peut être le signe d'une évolution sémantique survenue au fil des siècles, non documentée par d'autres éléments. Mais il peut signifier également que l'unité lexicale *tralcio madornale* indiquait dès l'origine la branche principale d'une quelconque plante fruitière et qu'elle s'est progressivement spécialisée, par restriction sémantique, selon le domaine particulier dans lequel les différents professionnels l'employaient. La question est destinée pour le moment à rester ouverte.

La comparaison entre les versions italiennes de l'*Opus* et la traduction française de Jean Darces met encore une fois en évidence, au travers des ajouts des premières par rapport à l'original latin, la profondeur des connaissances de leurs auteurs en matière d'agriculture. Le texte imprimé à Paris en 1554 est comme d'habitude bien plus standardisé que ceux rédigés de l'autre côté des Alpes : « Les vignes qu'on faict monter hault [...] il leur faudra laisser quatre **bras**. »

Les synonymes techniques *branca madre* ou *madrebranca*, « branche principale d'un arbre », dont les premiers témoignages remonteraient au XVIII^e siècle (*DEI* s.v.) montrent bien que l'adjectif faisait probablement déjà partie du lexique agronomique, ne serait-ce qu'au niveau oral. L'ajout technique complémentaire, de toute évidence absent du texte source, témoigne vraisemblablement de la connaissance directe du milieu agricole de la part du traducteur du Riccardien 2238 (1340). Le technicisme a été par la suite transmis aux témoins successifs de la tradition.

Le terme *branco*⁵⁵, employé dans la traduction de 1561, pourrait, quant à lui, ne représenter qu'une simplification de *madrebranca* ou *branca madre*, dont l'écrivain ne comprenait pas totalement la portée technique. Ce fait constitue une confirmation du *modus operandi* de Sansovino.

Dans la documentation ancienne appartenant à l'aire linguistique gallo-romane, on retrouve les lexèmes « mère » et « cep maternel », employés dans la traduction française (1627) du recueil de curiosités naturelles de Johan Jakob Wecker, qui semblent bien correspondre aux termes utilisés dans les textes italiens :

« Trouës-les sep[s] de la vigne avec une tarière, et amenez un rameau du sep de vigne qui est le meilleur et le plus près, et le mettez dedans le trou, sans le couper de sa **mère** ou de son **sep maternel**⁵⁶. »

La similitude des éléments constituant les unités lexicales complexes aussi bien italiennes que françaises⁵⁷ laisse supposer une nature paneuropéenne et populaire des mots en question, peut-être d'origine latine⁵⁸.

55. *Branco/branca* = « branche » < xv^e siècle (M. M. Boiardo, *l'Orlando innamorato*, 1475).

56. J. J. Wecker, *Des secrets et merveilles de nature*, p. 396. Dans l'édition originale de l'œuvre, rédigée en latin, le terme employé est « mater » : « Truncum vitis terebra gallica appellata praeformato, et praestantioris in proximo sitae vitis ramum attractum in foramen immittito, non ab antiqua **matre** decisum. » (*De secretis*, p. 428).

57. Le *Trésor de la langue française*, version informatisée de P. Ibms et B. Quemada (s.v. « Maternel »), ne connaît pas de sémantème agronomique pour l'adjectif « maternel ».

58. En latin, *mater* ne désigne pas les sarments principaux de la vigne (ni les branches principales d'une espèce végétale), même si des sémantèmes proches existent : « racine principale d'une plante » (*Thesaurus Linguae Latinae*, VIII, p. 445, l. 64-68) ou « tronc dans lequel on insère une greffe » (*ibid.*, l. 69-73). Ce dernier sens recoupe *grosso modo* celui qu'on trouve chez Wecker.

Les traductions florentines de l'*Opus agriculturae* de Rutilius Aemilianus Palladius qui nous ont été transmises, en grande partie, par le biais de quatre manuscrits conservés à Florence (bibliothèque Laurenziana et bibliothèque Riccardiana), ont permis de créer, par la voie de la néologie lexicale ou sémantique, une terminologie agronomique spécialisée véritablement moderne, dans la plupart des cas en mettant par écrit des vocables locaux qui circulaient oralement au sein du basilecte agricole depuis des siècles.

Même si on peut remarquer dans le plus récent de ces *codices*, l'Ashburnensis 524 de la bibliothèque Laurenziana, une stratégie de traduction bien plus originale que dans les autres — Antonio di Luca degli Albizzi, qui appose sa signature au colophon du manuscrit, rajoute volontiers des vocables techniques à la traduction littérale du texte source (c'est le cas du verbe *saectolare*, que nous avons examiné plus haut, et de beaucoup d'autres, non signalés dans ce texte) —, une grande partie des néologismes que nous avons analysés remontent au plus ancien témoin de la tradition manuscrite (ms. Bibl. Ricc. 2238), que les auteurs des versions successives n'ont fait que reprendre.

Mais loin de constituer de simples copies et des opérations de dépoussiérage du vieux matériel lexical de leurs prédécesseurs, le travail des rédacteurs des traductions du ^{xv}^e siècle confirme bien l'existence d'une sorte d'école de traduction au sein du cercle culturel florentin mis en place par la cour princière des Médicis depuis le milieu du *Trecento*. Bien qu'elle soit échelonnée sur plus d'un siècle, il faut donc bel et bien considérer la tradition manuscrite du « Palladius vulgaire » comme l'œuvre d'un véritable réseau de professionnels de la vulgarisation technique et scientifique de l'époque humaniste et pré-humaniste. Leur héritage sera transmis aux agronomes des siècles suivants, jusqu'à nos jours.

L'écart idéologique et lexical est flagrant si on compare ces premières versions florentines avec l'édition de Francesco Sansovino de 1561. Cette dernière, par le biais de l'absence presque totale de véritables technicismes et d'une volonté de simplification lexicologique extrêmement poussée, révèle on ne peut mieux sa nature toute nouvelle par rapport aux travaux qui l'ont précédée : celle d'un simple pamphlet destiné à rendre plus agréable la vie à la campagne des nouveaux seigneurs vénitiens du milieu du ^{xvi}^e siècle qui, pour intégrer la plus prestigieuse noblesse foncière de la *Terraferma*, avaient renié depuis peu leurs vraies racines de *barcharolli*, « hommes de mer ».

Bibliographie

ANTONINI Annibale, *Dictionnaire françois, latin et italien contenant un abrégé du dictionnaire de la Crusca et tout ce qu'il y a de plus remarquable dans les meilleurs lexicographes, étymologistes et glossaires, qui ont paru en différentes langues*, Paris, Prault fils, 1743.

ANTONINI Annibale, *Dizionario Italiano-Tedesco, tedesco-Italiano, il quale contiene non solamente un compendio del vocabolario della Crusca ma anzi tutte le osservazioni le più notabili de' migliori lessicografi, etimologisti e glossatori...tradotto in tedesco da Giovanni Agostino Lehninger*, Lipsia, Caspar Fritsch, 1763.

BARTOLI Daniello, *Istoria della Compagnia di Gesù*. Livre V : *Il Giappone*, Rome, 1660.

BATTAGLIA Salvatore (dir.), *Grande Dizionario della lingua italiana*, Turin, UTET, 1961-2000.

BATTISTI Carlo et ALESSIO Giovanni, *Dizionario Etimologico Italiano*, Florence, Barbèra, 1950-1957.

BENCISTÀ Alessandro, *Vocabolario del vernacolo fiorentino, con esempi delle principali voci da Dante a Benigni*, Florence, 2005.

- BERGANTINI Giovanni Pietro, *I quattro libri delle cose botaniche del padre Eulalio Sevastano tradotti*, Venise, 1758.
- BUTTERA Antonio, *Dictionnaire français-italien et italien-français*, Paris, Lefèvre, 1832.
- CAMPETELLA Moreno, « Les traductions du latin en italien des xv^e-xvi^e siècles », *Traduire*, 221 (décembre 2009), p. 86-103.
- CAMPETELLA Moreno, « Les néologismes techniques dans la traduction florentine de 1464 de l'*Opus agriculturae* de Rutilius Aemilianus Palladius », dans P. Dury et al. (dir.), *La néologie en langue de spécialité / Neology in specialized languages / La neología en lengua de especialidad. Détection, implantation et circulation des nouveaux termes* (actes des journées du CRTT, Lyon, 2012), Lyon, Université Louis Lumière-Lyon 2 (Travaux du CRTT), 2014, p. 231-244.
- CAMPETELLA Moreno, « Les traductions de l'*Opus agriculturae* de Palladius aux xiv^e-xv^e siècles et la création de néologismes », dans *The Medieval Translator 2013. Translation and Authority, Authorities in Translation* (Actes du colloque KU Leuven, July 8th-13th 2013), p. 171-190.
- CAMPETELLA Moreno, « I neologismi tecnici dell'*Opus agriculturae* di Palladio: l'influenza della terminologia agricola latina sui derivati romanzi », *Lingue antiche e moderne*, 5, 2016, p. 85-118.
- CASINI Leonardo, MARONE Enrico, *L'imprenditore agricolo professionale. Testo di preparazione per l'iscrizione all'albo*, Milan, FrancoAngeli, 2006.
- CANEVAZZI Eugenio, MARCONI Francesco, *Vocabolario di agricoltura*, 2 vol., Rocca San Casciano, Capelli, 1892.
- CARENA Giacinto, *Nuovo vocabolario italiano di arti e mestieri*, Milan, 1868.
- COMPENDIO DEL VOCABOLARIO degli Accademici della Crusca, Florence, Domenico Maria Manni, 1739.
- CORTELAZZO M. et ZOLLI P., *Dizionario Etimologico della Lingua Italiana*, 5 vol., Bologne, Zanichelli, 1980-1985.
- D'ALBERTI DI VILLANOVA Francesco, *Grande dizionario Italiano-Francese composto sui dizionari di Francia e della Crusca ed arricchito di tutti I termini propri delle scienze e delle arti*, Bassano, 1811.
- DARCES Jean, *Les treze livres des choses rustiques de Palladius Rutilius Taurus Aemilianus. Traduits nouvellement de Latin en François*, Paris, Michel de Vascosan, 1554.
- DAVANZATI Bernardo, *Volgarizzamento delle Storie di Tacito (1579-1600)*, Florence, 1852-1853.
- DEL BENE Benedetto, *L'Agricoltura di G. Moderato Columello volgarizzato*, Milan, 1850.
- DIZIONARIO DELLE ORIGINI, INVENZIONI e scoperte nelle arti, nelle scienze, nella geografia, nel commercio, nell'agricoltura ecc. ecc. opera compilata da una Società di letterati italiani, t. II, Milan, Angelo Bonfanti, 1829.
- DÜEZ Nathanaël, *Dittionario italiano et francese. Dictionnaire italien et françois*, Genève, Samuel De Tournes, 1678.

- FALCONE Giuseppe, *La nuova, vaga et dilettevole villa di Giuseppe Falcone Piacentino. Opera d'Agricoltura, più che necessaria, per chi desidera d'accrescere l'entrate de' suoi poderi*, Brescia, Fabrizio Zanetti, 1602.
- FERRARI Costanzo, *Grand dictionnaire français-italien et italien-français*, Paris, 1874.
- GALLO Agostino, *Le vinti giornate dell'agricoltura et de' piaceri della villa*, Venise, Camillo et Rutilio Borgomineri, 1573.
- GORGONI Giustiniano, *Vocabolario agronomico, con la scelta di voci di arti e mestieri attinenti all'agricoltura, e col raffronto delle parole e dei modi di dire del dialetto della provincia di Lecce*, Lecce, A. Forni, 1891.
- HALE John R., « La guerra e la pace », dans G. Cozzi et P. Prodi (éds), *Storia di Venezia dalle origini alla caduta della Serenissima*, t. VI, *Dal Rinascimento al Barocco*, Rome, 1994, p. 239-252.
- IMBS Paul, QUÉMADA Bernard, *Trésor de la langue française. Dictionnaire de la langue du xix^e et du xx^e siècle*, version informatisée, Paris, CNRS éditions, 1971-1994.
- KRAMER Matthias, *Il Nuovo Dittionario reale Italiano-Tedesco*, Norimberga, Söhne, 1693.
- MARTIN René, *Palladius, Traité d'agriculture*, Paris, Les Belles-Lettres, 1976.
- MATTIOLI Pietro Andrea, *Volgarizzamento di Dioscoride*, Venise, 1563.
- PALMA Stefano, *Vocabolario metodico-italiano. Parte che si riferisce all'agricoltura e pastorizia, arti ed industrie che ne dipendono. Parte I*, Milan, Paolo Carrara, 1870.
- PASCOLI G., *Prose*, éd. A. Vicinelli, Mondadori, Milan, 2 vol., 1946-1952.
- PELLIZZARI Bartolomeo, *Vocabolario bresciano e toscano compilato per facilitare a' Bresciani col mezzo della materna loro lingua il ritrovamento de' vocaboli, modi di dire e proverbi toscani a quella corrispondenti*, Brescia, Pietro Pianta, 1759.
- PFISTER Max et SCHWEICKARD Wolfgang, *Lessico Etimologico Italiano*, Reichert, Wiesbaden, 1979-.
- PIPONNIER Françoise, « À la recherche des jardins perdus », Rome, École française de Rome (Mélanges de l'École française de Rome, Moyen Âge, t. 106-1), 1994, p. 229-238.
- RIDOLFI Cosimo, *Lezioni orali di agraria date in Empoli*, vol. II, Florence, 1858.
- SERRES Olivier de, *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs*, Rouen, Jean Osmont, 1623 (1^{ère} éd. 1600).
- SODERINI Giovan Vettorino, *Trattato delle coltura degli orti e giardini*, dans *Opere*, vol. II, éd. A. Bacchi Della Lega, Bologne, R. dall'Acqua (Collezione di opere inedite o rare), 1903.
- SODERINI Giovan Vettorino, *Il trattato degli arbori*, dans : *Opere*, vol. III, éd. A. Bacchi Della Lega, Bologne, R. dall'Acqua (Collezione di opere inedite o rare), 1905.
- THESAURUS LINGUAE LATINAE, Lipsiae, Teubner, 1900-
- VELLA F., *Dizionario maltese, inglese, italiano*, Livorno, Stamperia Degli Artisti Tipografi, 1843.

LA VILLA DI PALLADIO RUTILIO TAURO EMILIANO tradotta nuovamente per Francesco Sansovino, nella quale si contiene il modo di coltivar la terra di mese in mese, di inserire gli arbori, di governar gli horti & i giardini, con la proprietà DEI frutti, delle herbe & degli animali..., F. Sansovino trad., Venise, 1561.

VOCABOLARIO UNIVERSALE ITALIANO compilato a cura della società tipografica Tramater e C., Naples, 1829-1840.

WARTBURG W. von, *Französisches Etymologisches Wörterbuch*, Bonn/Leipzig/Berlin, Zbinden, 1928-1966.

WECKER Johan Jakob, *Des secrets et merveilles de nature recueillies de divers auteurs*, Lyon, Claude Rigaud et Claude Aubert, 1627 (édition originale latine : *De secretis libri XVII, ex variis authoribus collecti methodiceque digesti et tertium iam aucti*, Basileae, 1582).

ZANOTTI Paolo (éd.), *Volgarizzamento di Palladio, testo di lingua la prima volta stampato*, Vérone, D. Ramanzini, 1810.

Résumé

L'agronomie connaît un regain d'intérêt sans précédent au sein des cours princières italiennes entre le milieu du ^{xiv}e et la seconde moitié du ^{xvi}e siècle. Ce phénomène est en rapport avec l'engouement des élites politiques et intellectuelles pour l'Antiquité classique et tardive, qui fut la caractéristique principale de la Renaissance dans la péninsule. Les nombreuses traductions des plus importants traités d'agriculture écrits entre ⁱer et le ^{iv}e siècle de notre ère (en particulier le *De re rustica* de Columelle, l'*Histoire naturelle* de Pline, l'*Opus agriculturae* d'Aemilianus Palladius) représentent de remarquables témoignages de cette volonté de transmission du savoir des Anciens, d'un point de vue linguistique (dénominations des différents outils de travail, des opérations agricoles, etc.), mais aussi technique. C'est grâce à ces travaux qu'une terminologie agronomique moderne se forme et sera transmise aux spécialistes des siècles suivants.

Jean Nötzli : un éditeur zurichois et ses réseaux à la fin du XIX^e siècle

Laurence Danguy

Collaboratrice scientifique

Fonds national suisse de la recherche scientifique, université de Lausanne

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

En 2009, la bibliothèque centrale de Zurich (Zentralbibliothek, bibliothèque municipale, cantonale et universitaire) fait l'acquisition lors d'une vente aux enchères des archives d'une personnalité importante de la scène culturelle zurichoise, l'éditeur Jean Nötzli (1844-1900) (fig. 1). Jusqu'à cette date, ces archives avaient été recherchées en vain par de nombreux chercheurs.

La raison de cette fièvre résidait dans le fait que Jean Nötzli est le fondateur, en 1875, du *Nebelspalter*, qu'il dirigea jusqu'à sa mort en 1900. Le *Nebelspalter* – un terme zurichois signifiant « qui fend le brouillard » – est la revue illustrée satirique la plus importante du paysage éditorial suisse. Il s'agit de la seule revue européenne continuant de paraître depuis sa fondation, avec, cependant, à présent une audience relativement confidentielle¹. Ce monument de la culture helvétique, selon la formule consacrée par l'historiographie, est très régulièrement étudié par les historiens et plus récemment par les historiens de l'art. Il n'est pas un livre d'histoire suisse qui ne reproduise des illustrations du périodique lorsqu'il s'agit d'identité helvétique ou de la position de la Suisse durant les deux guerres mondiales.

Ce que révèle l'analyse de la succession Nötzli dépasse, en fait, largement l'histoire *stricto sensu* de la revue satirique. Le fonds permet de retracer des réseaux de nature mixte, artistique, littéraire, éditoriale, économique et politique, dont la dimension est internationale. Le tout forme une sorte de *network* extrêmement complexe, dont Jean Nötzli représente le point de convergence et Zurich la tête. Le présent article revient sur l'histoire de ce fonds, préalable nécessaire à l'appréciation de sa structure surdéterminée. Les réseaux qu'il permet de reconstituer sont ensuite examinés et analysés.

La succession Nötzli : archivage, histoire et zones d'ombre

La succession Nötzli a été acquise le 27 juin 2009 par la Zentralbibliothek lors d'une vente aux enchères organisée par la très respectable maison zurichoise Falk-Falk, spécialisée dans les manuscrits suisses et rhéto-romans, l'histoire napoléonienne et, d'une manière générale, les ouvrages bibliophiles et graphiques anciens. Ces renseignements nous sont livrés par

1. L. Danguy et P. Kaenel, « La plus ancienne revue satirique du monde : genèse, histoire et visions du monde du *Nebelspalter* des années zurichaises (1875-1922) ».

FIG. 1. – Portrait de Jean Nötzli par Johann Friedrich Boscovits, Couverture du *Nebelspalter*, n° 17 (28 avril 1900). Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, cl. L. Danguy.

la liste des lots portés à la vente, éditée à l'usage des acquéreurs potentiels². (fig. 2). Ce document, assez peu soigné mais fort intéressant, a été versé à la succession Nötzli, une fois le référencement effectué par la Zentralbibliothek à l'automne 2012³. Deux lots en relation avec Jean Nötzli, numérotés 583 et 585, y sont listés : le premier au prix de 200 francs, le second à celui plus élevé de 1 800 francs, néanmoins très abordable pour une institution helvétique.

Le lot n° 583 est décrit de la manière suivante :

« Nötzli. *Nebelspalter*. Éloge nécrologique et numéro du *Nebelspalter* du 28 avril 1900 en hommage à son fondateur Jean Nötzli, 22 avril 1844-21 avril 1900. 25^e année, n° 17 [...] s. v., 1900, quatrième de couverture avec un grand portrait et hommage, 4 pages avec texte et illustrations⁴. »

Cette présentation est suivie d'une courte notice biobibliographique :

« Jean Nötzli, originaire de Höngg, né en 1844 sur le Höri, mort en 1900 à Zurich (éventuellement à Küsnacht), fait citoyen de la ville de Zurich en 1880, était journaliste et membre du conseil municipal. Il fonda le *Nebelspalter* et le *Gastwirt*, entretint des relations étroites avec de nombreux artistes et hommes politiques. Le numéro commémoratif du *Nebelspalter* le présente ainsi que son œuvre. Plié au milieu, bon état. Voir aussi le numéro des *Lettres* à Jean Nötzli, illustration tabl. 9. »

2. Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, Nachl. J. Nötzli, « Nachlass Jean Nötzli » [succession Jean Nötzli] (désormais NJN), document sans cote.

3. Information recueillie auprès du département des Manuscrits (Handschriften) de la Zentralbibliothek, où est conservée la succession Nötzli.

4. NJN, texte de présentation sans cote, texte original fig. 2, trad. L. Danguy.

Chaustra, 1770). 12. 226 S., m. einem ganz. O.Holzschn. Ldr.-Bd. d. Zl. über Holzdeckeln, roter Farbschn. Einband m. gr. Wurmuren, Schliessen fehlen, Seiten durchgehend fl., Bl. 23/24 unten m. Textverlust, 3 Bil. oben rechts m. kl. Textverlust, letztes Bl. m. unterlegten Stellen. 200,00 -- BR 1847 (71) - Vorgebunden ist das Titelblatt zur Ausgabe 1691, "Typis Monasterij discentiensis anno 1691". Beim vorliegenden Exemplar handelt es sich aber um eine Ausgabe von 1770. Das Titelblatt zu der Ausgabe liegt in Fotokopie bei.	
581 MOHR, U. v., Das neue Erbrecht des eidgenössischen Standes Graubünden, welches mit dem 1. Jenner 1850 ausschliesslich für den ganzen Kanton in Rechtskraft tritt, nebst einer Übersetzung in italienischer und (oberländer-) romanischer Sprache. Grundsätzlich erläutert und durch Schemata anschaulich dargestellt und hrg. von ULRICH v. MOHR. Chur, Vig. Gebrüder Suter, 1847. VIII, 58 S., dreispaltiger Druck, m. schematischen Darstellungen. Blauer bedruckter O.Umschlag. Rücken mit weissen Papierstreifen verstärkt, Umschlag mit Knickspuren und angestaubt. 120,00 -- BR 1868.	
582 MURALT, C.von, Hans von Reinhard Bürgermeister des eidgenössischen Standes Zürich und Landammann der Schweiz. Beitrag zur Geschichte der Schweiz während der letzten vier Jahrzehnte; bearbeitet nach Reinhard nachgelassenen Denkschriften, Tagebüchern und Briefwechsel. Zürich, Orell, Füssli und Comp., 1839. Mit einem lith. Front.-Portr., XVI, 591 (1) S. Pp.-Bd. d. Zl. mit rotem, goldgepr. Rsch. Roter Farbschn. Kanten ber. 160,00 -- Ab Seite 449 umfangreiche Beilagen von Briefen und Dokumenten. Sehr seltene Dokumentation der Zeit der Helvetik und der Helvetischen Republik. Fliegender Vorsatz mit kleinem Stempel. Durchgehend fleckig.	
583 NÖTZLI, NEBELSPALTER.- Nachruf und Gedenknummer des Nebelspalter vom 28. April 1900 auf dessen Gründer Jean NÖTZLI, 22. April 1844 - 21. April 1900. XXVI. Jahrgang, Nr. 17. Zürich, S.V., 1900. 4°. Mit gr. Portr. auf der Titelseite u. Nachruf, 4 Bil. mit Text und Illustr. 200,00 -- Jean NÖTZLI aus Hönig, geboren 1844 in Hönig, gestorben 1900 in Zürich (evtl. in Künach), in Zürich eingebürgert 1880, war Journalist und Mitglied des grossen Stadtrats. Er gründete den "NEBELSPALTER" und den "GASTWIRT", pflegte enge Beziehungen zu vielen Künstlern und Politikern. Die Gedenknummer des "NEBELSPALTER", stellt ihn und sein Lebenswerk dar. Mittig gefaltet, guter Zustand. Siehe auch die Nummer der BRIEFEN AN JEAN NÖTZLI ABBILDUNG TAFEL IX	
584 NEUCHÂTEL.- Almanach de Neuchâtel en Suisse pour l'an de grace 1814 u. 1832. 2 Bde. (Neuchâtel), Faucher-Borel, & Borel-Borel, 1813 u. 1831. 79, 95 S., m. einem Holzschn. O.Brosch. 110,00	
585 BRIEFE.- NÖTZLI, J., Konvolut von Hunderten von gedruckten Arbeiten (vor allem Festpoesie), Gemeinde- und Steuerentscheide, Urteile und handschriftliche Briefe, an Jean NÖTZLI und seinen NEBELSPALTER, mit positiven und negativen Kommentaren. In 15 sortierten, grösseren, gelben A 5 Kuverts der Zeit mit der Originalbeschriftung. Unter den Absendern befinden sich nicht nur hochgestellte Persönlichkeiten der Schweiz wie Bundes- und Regierungsräte, Politiker, Kulturschaffende, Redakteure anderer Zeitungen, sondern enthalten sind auch interessante Briefwechsel mit europäischen Zeitungen und Redakteuren. 1800,00 -- Zu diesem Briefschlüssel NÖTZLI'S gehören auch 2 Hefte mit Regesten und zum Teil Umschriften. Nur einige der bekanntesten Absender seien hier genannt wie: J.C. HEER, Prof. JENNY, Frank BUCHSER, J.V. WIDMANN, Evert van MUYDEN, U. WILLE, GRAND CARTERET (von Le Figaro und Autor berühmter Kulturgeschichten), Josef KÜRSCHNER (Vom Fels zum Meer, Verfasser bekannter Literaturgeschichten) u.v.a. Diese Sammlung ist ein einmaliges frühes Dokument für eine der bekanntesten satirischen Zeitung der Schweiz, des NEBELSPALTERS, deren Gründer und Leiter NÖTZLI während der ersten 25 Jahre war. - Extrem selten, dass eine so in sich aussagekräftige Sammlung von Briefen und Dokumenten eines Zeitungsgründers auf dem Markt kommt.	
586 GRAUBÜNDEN.- OEKONOMISCHE BLÄTTER FÜR DEN LANDMANN IN BÜNDEN. Hrg. von der ökonomischen Gesellschaft des Kantons Graubünden. O.O. 1804. 12°. 15 S., verso weiss m. gedruckter Titelvign. Privater Pp.-Bd. aus späterer Zl. 100,00 -- Enthält: Oekonomische Blätter Nr. 1. Erinnerung an die Ausrottung der Maikäfer.	

FIG. 2. – Liste de vente de la maison Falk-Falk, extraits.
Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, Nachl. J. Nötzli,
« Nachlass Jean Nötzli » [succession Jean Nötzli], document
sans cote, cl. Zentralbibliothek.

Le second de ces lots (n° 585) est ainsi présenté :

« *Lettres*. Nötzli, J. Liasse de centaines de travaux écrits (surtout de la poésie festive), arrêts municipaux, décisions fiscales, jugements et lettres manuscrites à Jean Nötzli et son *Nebelspalter*, avec des commentaires positifs et négatifs. Dans 15 enveloppes jaunes de grand format A5 de l'époque, triées et avec l'inscription manuscrite originale. Parmi les correspondants, il ne se trouve pas uniquement des personnalités de la Suisse, tels que des conseillers fédéraux et des conseillers d'État, des hommes politiques, des artistes, des rédacteurs d'autres journaux, mais également des échanges intéressants avec des journaux européens et des rédacteurs. »

Le texte est accompagné d'un commentaire en italique :

« Font également partie de la succession épistolaire de Nötzli deux cahiers comportant des registres et en partie des transcriptions d'après original. Seuls quelques-uns des correspondants les plus connus seront ici nommés : J. C. Heer, Prof. Jenny, Frank Buchser, J. V. Widmann, Evert Van Muyden, U. Wille, Grand Carteret (du *Figaro* et auteur de livres d'histoire célèbres), Josef Kürschner (de Fels von Meer, éditeur d'ouvrages littéraires renommés) et d'autres. Cette collection est un document de la première heure, unique pour l'un des journaux satiriques les plus connus de la Suisse, le *Nebelspalter*, dont Nötzli fut le fondateur et le rédacteur en chef pendant vingt-cinq ans. Il est extrêmement rare qu'une collection de lettres et documents provenant d'un fondateur de journaux et d'un contenu aussi riche parvienne sur le marché. »

Acquise à l'été 2009 par la Zentralbibliothek, la succession Nötzli a été mise à la disposition du public en novembre 2012 au département des Manuscrits⁵, où elle peut être consultée

5. Selon les déclarations de l'employé ayant procédé à l'archivage, recueillies le 10 décembre 2013.

sur demande. Un texte de présentation est accessible *via* le catalogue interne ainsi que sur Internet⁶. Ce texte débute par une brève biographie de Jean Nötzli et la description du fonds. Il agrège pratiquement mot pour mot les commentaires des lots 583 et 585 :

« Jean Nötzli, originaire de Höngg, né sur le Höri, mort en 1900 à Zurich (éventuellement à Küsnacht), fait citoyen de la ville de Zurich en 1880. Il était journaliste et membre du conseil municipal. Il fonda en 1875 le *Nebelspalter*, qu'il dirigea pendant vingt-cinq ans, et le *Gastwirt*⁷. La présente collection comprend des notes manuscrites de la période fondatrice de la revue satirique suisse la plus connue. Nötzli entretint des relations étroites avec de nombreux artistes et hommes politiques, ce dont témoignent les lettres qui lui sont adressées, assorties de commentaires positifs et négatifs. Parmi les correspondants se trouvent des conseillers fédéraux et des conseillers d'État, des acteurs culturels et des rédacteurs d'autres journaux suisses et européens. La succession comporte de plus quelques écrits mineurs, dont des poésies festives, mais également des jugements, des arrêts municipaux et des décisions fiscales, à côté de documents en relation avec les avoirs immobiliers de Nötzli à Küsnacht. »

Il est également précisé que le classement par enveloppes a été conservé et restitué selon un ordre alphabétique, et qu'un index a été ajouté pour plus de lisibilité. S'ensuit une liste de onze pages recensant les documents selon trois cotes principales. Une chose mérite, néanmoins, d'être relevée, l'omission dans le texte de présentation de l'argument de vente principal ou du moins son atténuation, à savoir qu'il est extrêmement rare qu'un tel fonds lié à un patron de presse arrive sur le marché.

L'examen des archives laisse rapidement apparaître que la succession est loin d'être dans son état original. Ainsi, les enveloppes dans lesquelles ont été rangés les documents comportent quatre écritures différentes, ce qui exclut que les commentaires soient tous d'origine. Certaines enveloppes sont vides, quoique annotées. Qu'en est-il de leur contenu ? Le fonds ne comprend que de très rares documents personnels, ni photographies ni actes juridiques ni correspondance familiale. Une partie n'est pas constituée d'originaux mais a été recopiée ; parmi ces documents, deux cahiers, bien que pourvus de cotes (2.62 et 2.63), n'apparaissent pas dans l'inventaire officiel. Dans l'un de ces cahiers est recopiée la correspondance entre Jean Nötzli et le peintre Frank Buchser (1828-1890) ; l'autre est un inventaire inachevé des pièces de la succession.

Ces dissonances mettent en évidence que la succession a déjà été dépouillée et étudiée, et très probablement expurgée d'un certain nombre de documents. L'une des rares publications scientifiques sur Jean Nötzli, livrant l'essentiel de ce que nous savons à présent sur l'éditeur⁸, permet de retracer partiellement, en filigrane, ce qu'il est advenu des archives. Elle a pour objet la correspondance de Jean Nötzli avec Frank Buchser, acteur majeur du champ artistique suisse à la fin du XIX^e siècle, à l'origine notamment de la première exposition d'art suisse à Berne en 1890, dite communément Salon Buchser⁹. La correspondance reproduite dans cet article, publié en 1977 dans une revue d'histoire soleuroise, est en tout point semblable aux lettres recopiées dans l'un des cahiers, à ce détail près qu'un échantillon des lettres originales y est donné en illustration et que l'article comprend deux clichés de Jean Nötzli. L'article comporte la postface suivante :

« Quinze lettres inédites des années 1879-1888 du peintre soleurois Frank Buchser à Jean Nötzli, fondateur en 1875 et rédacteur en chef jusqu'à sa mort du *Nebelspalter*, fournissant des renseignements importants sur une période de la vie artistique en Suisse, éclairant dans le même

6. <http://www.zb.uzh.ch/Medien/spezialsammlungen/handschriften/nachlaesse/noetzlijean.pdf>

7. *Der Garwirt* est une revue spécialisée à destination des hôteliers et restaurateurs.

8. Ces informations précisent et corrigent celles contenues dans la thèse de P. Métraux, « Die Karikatur ... », p. 25-26.

9. L. Danguy, *Le Nebelspalter zurichois (1875-1921) : au cœur de l'Europe des revues et des arts*.

temps l'influence du journal humoristique. Même si les lettres en réponse manquent, l'impression est justifiée. Les originaux sont conservés dans la succession du D^r *honoris causa* Emil Gassmann et de son épouse Klara, l'une des filles de Jean Nötzli. Elles parvinrent au signataire [de ce texte] à travers la petite-fille de Nötzli, Mathilde Dejung, née Gassmann, lequel y ajouta quelques considérations historiques¹⁰. »

Des éléments issus de différentes sources¹¹ amènent cependant à douter de l'entière sincérité d'Emanuel Dejung quant à son accès aux archives Nötzli, en particulier concernant les liens familiaux qui auraient, selon ses dires, autorisé la consultation des documents. Emanuel Dejung, docteur en philosophie et docteur *honoris causa* des universités de Berne et Marbourg, spécialiste de l'œuvre du pédagogue Johann Pestalozzi (1746-1827), a sans doute livré une version arrangée des faits. Il a effectivement été marié en premières noces à Mathilde Gassmann, mais celle-ci est décédée en 1945, soit trente ans avant la publication de l'article, alors que Dejung est remarié depuis longtemps à Hedwig Bolleter¹². De son côté, Anna Klara Nötzli a bien épousé Emil Gassman en 1901, mais, en 1936, celui-ci épouse Lina His en secondes noces, sans que l'on sache ce qu'il est advenu de la première union¹³. Il est donc assez peu probable, dans ces conditions, que les liens familiaux aient pu se maintenir à une date aussi avancée que 1977, alors que le savant est âgé de 77 ans et à la retraite depuis douze ans¹⁴, et encore davantage qu'il ait laissé dormir les archives durant plusieurs décennies. Tout ceci laisse penser qu'Emanuel Dejung a eu un accès précoce aux archives Nötzli, qu'il a étudiées et très probablement inventoriées. De nombreuses inscriptions sur les enveloppes sont, du reste, de la même écriture que celle des cahiers où est consignée la correspondance entre Nötzli et Buchser et dressée une amorce d'inventaire.

Quelle est la part d'Emanuel Dejung dans la purge des archives ? Quels documents écrits et iconographiques – on pense aux photographies de Jean Nötzli reproduites dans l'article – a-t-il soustraits ? Est-il le seul à s'être livré à cette sélection ? Que sont devenues les pièces enlevées aux archives ? De quelle nature sont-elles exactement ? Emanuel Dejung est mort en 1990 et la succession Dejung, dont la publication était annoncée en 1990 par Arthur Brühlmeier¹⁵, n'est à ce jour toujours pas effective. Ce pan de l'histoire, qui s'achève avec l'acquisition de la succession par la Zentralbibliothek, reste donc opaque. Emanuel Dejung, notoirement lié à la Zentralbibliothek¹⁶, a-t-il du reste été, *via* ses légataires, à l'origine du transfert à la Zentralbibliothek ?

Quoi qu'il en soit, le fonds Nötzli doit être considéré comme une succession expurgée et, de ce fait, orientée dans une mesure et des conditions impossibles à reconstituer mais où la composante familiale et les ambitions académiques ont probablement joué un rôle important. Il est d'ailleurs manifeste que la censure ne s'est guère exercée sur les affaires éloignées et de la famille et de Zurich. Les documents en langue étrangère, français ou italien, sont

10. E. Dejung, « 15 Briefe des Malers Frank Buchser an Jean Nötzli... », « 15 unbekannte Briefe des Solothurner Malers Frank Buchser an Jean Nötzli, 1875 Gründer und bis zu seinem Tode Redaktor des Nebelspalters, aus den Jahren 1879-1888 stammend, geben wichtigen Aufschluss über einen Abschnitt des Schweizer Kunstlebens und beleuchten zugleich die Wirkung des humoristischen Blattes. Auch wenn die Gegenbriefe fehlen, rechtfertigt sich darum eine Drucklegung. Die Originale haben sich im Nachlass Dr. H.C. Emil Gassmann und seiner Frau Klara, einer Tochter Jean Nötzlis, erhalten. Durch die Enkelin Nötzlis, Mathilde Dejung, geb. Gassmann, gelangten sie an den Unterzeichneten, der einige historische Erläuterungen beifügte. » trad. L. Danguy.

11. A. Brühlmeier, « Zum Tode von Dr. Phil., Dr. H.C. Mult. Emanuel Dejung » ; H.-U. Grunder, « Gassmann, Emil ».

12. A. Brühlmeier, « Zum Tode von Dr. Phil., Dr. H.C. Mult. Emanuel Dejung », p. 200 et 204.

13. H.-U. Grunder, « Gassmann, Emil ».

14. A. Brühlmeier, « Zum Tode von Dr. Phil., Dr. H.C. Mult. Emanuel Dejung », p. 200.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*, p. 199-205.

ainsi intacts. Une distance critique s'impose devant ce cas typique de contrôle mémoriel. Les réseaux identifiables ici ne seront ni complets ni tout à fait sincères.

Composition et structure du fonds Nötzli

Le fonds Nötzli se présente physiquement comme une somme de documents archivés dans trois cartons. Il compte cent une références, ordonnées selon trois cotes principales, ne répondant à aucune logique évidente, si ce n'est la matérialité des cartons dans lesquels sont rangés les documents. Beaucoup de ces documents sont d'un déchiffrement extrêmement difficile, soit du fait d'une calligraphie compliquée, soit parce que l'encre est très jaunie. On a tenté de séparer les pièces relevant de la sphère privée (carton 3) de celles liées à l'activité professionnelle de Jean Nötzli (cartons 1 et 2), non sans une certaine confusion. La nature des pièces, leur date et leur localisation ainsi que, dans le cas d'une correspondance, l'identité du correspondant, ont été précisées lors du catalogage. Les documents se répartissent, en fait, en une correspondance d'affaires, comprenant les seules lettres des correspondants de Nötzli ; une correspondance privée, également avec les seules lettres des correspondants ; des documents comptables, des actes juridiques et des pièces officielles ; des esquisses d'œuvres graphiques et littéraires, des poèmes et autres textes versifiés ayant pour auteur Jean Nötzli.

Une partie concerne la sphère privée. On y trouve quelques esquisses graphiques¹⁷, mais surtout des brouillons d'écrits¹⁸, ainsi que les lettres du Pr Salomon Vögelin critiquant les travaux de Nötzli, sans doute à la demande de celui-ci¹⁹. L'ensemble témoigne d'ambitions littéraires. Quelques courriers documentent, du reste, les tentatives de Nötzli pour publier dans des organes de presse, tels la *Schweizer Rundschau*²⁰ ou *Der Bund*, où Nötzli cherchait à faire paraître un feuilleton²¹. Le reste de la correspondance est lié à des personnalités publiques, tels l'homme politique Numa Droz²² et le futur général Ulrich Wille²³, transmettant à Nötzli ses salutations estivales (fig. 3). Aucune de ces lettres ne recèle de contenu intime ni même vraiment personnel. Il est manifeste que cette partie de la correspondance a été totalement soustraite à la succession. Les autres documents consistent en des reconnaissances de dettes, des actes juridiques, dont les statuts de la Société de la station des eaux de la ville de Küsnacht (« Statuten der Gesellschaft für Wasserversorgung Küsnacht ») ou ceux de l'association des aubergistes suisses (« Statuten des Schweizerischen Wirthevereins²⁴ »). Un certain nombre de documents, devis de construction et décisions fiscales, concernent des avoirs à Küsnacht ou des projets immobiliers non aboutis²⁵. À vrai dire, le plus personnel de ces documents est probablement le carnet militaire de Nötzli²⁶, où sont reportées l'origine de l'éditeur, sa date de naissance et est surtout consigné le fait qu'il payait une amende au lieu d'effectuer ses obligations militaires, une procédure, au reste, tout à fait régulière

17. NJN, 3.3-3.4.

18. *Ibid.*, 3.1-3.2.

19. *Ibid.*, 2.60-2.61.

20. *Ibid.*, 2.49.

21. *Ibid.*, 2.38.

22. *Ibid.*, 2.2.

23. *Ibid.*, 1.10.

24. *Ibid.*, 3.10.

25. *Ibid.*, 3.12-3.17.

26. *Ibid.*, 3.5.

MEILEN, MARIAFELD
 1893
 Nachgeachteter Herr
 es ist mir
 sehr angenehm, dass ich Sie persönlich kenne,
 vor dem ich ein ganzes Gefallen hat von
 Ihrem Apfel. Keinen weiteren Gebrauch zu
 machen. Ich erzählte es in meinem Schwä-
 che für guten W.G. welche mir der Redaktor
 der „Nebelspalter“ nachlesen wird. Es
 war die Auffassung eines Engländer
 und die Blätter, für deren Triump-
 henung ich dachte, bezeugen die Abhängig-
 keit der hiesigen Presse von der
 der alten Freunde Ihr
 hochachtungsvoll
 für Wille

FIG. 3. – Lettre de Ulrich Wille à Jean Nötzli (1893), extraits.
 Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, Nachl. J. Nötzli,
 « Nachlass Jean Nötzli » [succession Jean Nötzli], cote 1.10,
 cl. Zentralbibliothek.

mais qui témoigne, dans le contexte suisse d'une forte adhésion aux valeurs et devoirs militaires²⁷, d'un manque d'entrain à l'égard de l'armée.

L'autre partie, numériquement nettement plus importante, concerne la sphère professionnelle. Le classement des documents est, ici aussi, en partie aléatoire. Cette part est composée d'une correspondance, le plus souvent adressée au rédacteur Jean Nötzli, de pièces comptables, très majoritairement des reconnaissances de dettes, dont l'une, par exemple, en faveur de l'imprimeur de la revue, Steffen et Coccini, classée dans la partie privée²⁸, ainsi que quelques brouillons de textes destinés à être publiés dans le *Nebelspalter*²⁹. Cette somme documente le *Nebelspalter* sous de multiples aspects : les aléas de sa vie éditoriale, tels que les démêlés et négociations avec les imprimeurs et les annonceurs, les collaborations avec les artistes, conflictuelles avec les frères Evert et Henry Van Muyden (fig. 4), artistes genevois en vogue à la fin des années 1890³⁰, ou plus feutrées avec le Pr Heinrich Jenny³¹, collaborateur important de la seconde décennie.

La correspondance rapporte également des contacts soutenus avec les cercles éditoriaux – presse comprise –, politiques et artistiques. Il s'y trouve ainsi une lettre d'Albert Fleiner, de la *Neue Zürcher Zeitung*, contactant Jean Nötzli en 1890 pour participer au Congrès suisse

27. J. Kuntz, *L'histoire suisse en un clin d'œil*, p. 11-19.

28. NJN, 3.7.

29. *Ibid.*, 3.1-3.4.

30. *Ibid.*, 1.14.

31. *Ibid.*, 1.9.

FIG. 4. – Lettre de Evert Van Muyden à Jean Nötzli (24 novembre 1887). Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, Nachl. J. Nötzli, « Nachlass Jean Nötzli » [succession Jean Nötzli], cote 1.14, cl. Zentralbibliothek.

des journalistes (Schweizerischer Journalistentag³²). Les contacts politiques concernent surtout Numa Droz, Emil Frey et Emil Welti, personnalités suisses de premier plan³³. Sont nombreux les échanges avec des organes de presse suisses, dont la *Illustrierte Zeitung*, la *Neue Zürcher Zeitung*, la *Schweizerische Bauzeitung* et la *Schweizerische Rundschau*³⁴, ou étrangers, dont *Le Figaro*, le *Secolo* milanais et la *Neue Freie Presse* viennoise³⁵. Leur nature est commerciale, artistique et littéraire, avec un certain mélange des genres. Les relations avec les cercles culturels institutionnels de Zurich, notamment avec le Musée national suisse et le Künstlerhaus de Zurich, ancêtre du Kunsthaus³⁶, sont encore plus intensives. Leur teneur est toujours très courtoise : Jean Nötzli était un homme d'usages.

Certains échanges sont de véritables affaires, de ces histoires qui sous-tendent les réseaux³⁷. Ils permettent d'apprécier la qualité et la densité de ceux-ci et mettent également en lumière leur nature complexe. Tel est le cas de la correspondance entre Jean Nötzli et Frank Buchser, publiée par Emanuel Dejung, où se rencontrent des enjeux à la fois politiques et artistiques³⁸. Buchser, convaincu de la nécessité d'un engagement de la Confédération en faveur de la création artistique, agit inlassablement dans ce sens auprès de ses collègues artistes, des cercles artistiques locaux et des autorités fédérales. En se tournant vers Nötzli, avec lequel

32. *Ibid.*, 2.16.

33. *Ibid.*, 1.10, 2.2, 2.3 et 2.8.

34. *Ibid.*, 2.42, 2.47, 2.49 et 2.50.

35. *Ibid.*, 1.8 et 2.46.

36. *Ibid.*, 1.30, 2.23 et 3.9.

37. H. White, « Réseaux et histoires ».

38. NJN, 2.62.

Fig. 5. – Johann Friedrich Boscovits, *Das heutige Europa* [L'Europe actuelle].
Double page dans *Der Nebelspalter*, n° 39 (25 septembre 1897).
Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, cl. L. Danguy.

il a des liens d'amitié, il cherche aussi à utiliser le vecteur de la presse. Les archives Nötzli montrent une correspondance privée restituant une dyade qui n'est que d'apparence. Elles dénotent, en filigrane, d'autres liens, privés ou institutionnels, hostiles ou amicaux, qui se nouent et se dénouent.

Une correspondance à trois voix autour d'une œuvre phare, créée en 1897 par Johann Friedrich Boscovits, collaborateur pilier de la revue, révèle un autre type de constellation³⁹. *L'Europe actuelle* (*Das heutige Europa*), une carte anthropomorphe en couleur (fig. 5), est l'objet d'une dispute tout à la fois financière et symbolique entre Jean Nötzli, John Grand-Carteret, historien de la caricature et collaborateur du *Figaro*, et Cäsar Schmid, éditeur zurichois. Le théâtre est ici international. L'intrigue se passe entre Paris et Zurich. Jean Nötzli joue dans cette histoire sur deux tableaux. D'un côté, il a vendu les droits de l'image de Boscovits à Cäsar Schmid pour la confection d'un calendrier ; de l'autre, il a autorisé Grand-Carteret à la publier dans *Le Figaro*, sans lui préciser qu'il n'en détenait plus les droits. Pris entre son désir de ne pas déplaire à Grand-Carteret, qui lui assure depuis une dizaine d'années une publicité à travers *Le Figaro* et ses publications sur l'histoire de la caricature, et l'éditeur Cäsar Schmid, qu'il ne peut traiter de façon cavalière puisque évoluant, comme lui, dans les milieux zurichois, il joue une partie de poker menteur⁴⁰. Nötzli endosse ici une position médiane entre celle de médiateur (*Vermittler*) et de troisième larron (*Tertius gaudens*⁴¹), permise par la labilité de la triade.

39. *Ibid.*, 17-18.

40. L. Danguy, « Le *Nebelspalter* zurichois (1875-1921) : histoire, modèles et réseaux ».

41. M. Forsé, « Les réseaux sociaux chez Simmel : les fondements d'un modèle individualiste et structural », p. 65.

FIG. 6. – Lettre de Numa Droz à Jean Nötzli (7 décembre 1887). Zentralbibliothek (Zurich), dép. Manuscrits, Nachl. J. Nötzli, « Nachlass Jean Nötzli » [succession Jean Nötzli], cote 2.2, cl. Zentralbibliothek.

Des réseaux à considérer selon un point de vue

L'analyse duelle de la succession laisse se dessiner des zones grises dont l'on ne sait trop dire à quelle sphère elles ressortissent. Il en est notamment ainsi de la correspondance avec les cercles politiques et éditoriaux. Le cas le plus typique de cette convergence des deux sphères est sans doute celui des échanges épistolaires avec Numa Droz (fig. 6). L'homme politique, élu conseiller fédéral à l'âge de 31 ans en 1875, puis président du Conseil fédéral, tour à tour en 1881 et 1887⁴², bénéficie d'un traitement étonnamment amène dans le *Nebelspalter*. La correspondance révèle des liens personnels, permettant à Nötzli d'obtenir des informations politiques inédites pour sa revue⁴³. Il s'agit ici d'une situation d'interactions individuelles, ne pouvant, selon la plupart des positions théoriques traditionnelles⁴⁴, être identifiées comme un réseau. Ceci est néanmoins contredit par le point de convergence des échanges, le périodique illustré *Nebelspalter*. Ce dernier engage, en effet, un nombre important de concepteurs, relayant cette relation duelle⁴⁵. Ces concepteurs sont à proprement parler agissants. Ils vont en effet à leur tour (re)présenter ou non Droz dans la revue, ceci sur un mode plus ou moins positif, et participeront à sa renommée. Derrière cette dyade se trouve le pouvoir de la presse.

42. La présidence du Conseil fédéral est annuelle.

43. NJN, 2.2 ; voir aussi L. Danguy, *Le Nebelspalter zurichois (1875-1921) : au cœur de l'Europe des revues et des arts*.

44. Mark Granovetter, notamment, défend dans plusieurs de ses ouvrages la dyade comme formant déjà un réseau.

45. Harrison White théorise cette dimension extensive toujours présente dans la dyade (H. White, « Réseaux et histoires »).

Le fonds Nötzli forme un corpus de données relationnelles dans lequel on peut identifier neuf cercles sociaux. Deux de ces cercles relèvent strictement de la sphère personnelle : le cercle académique (notamment celui des échanges avec le P^r Salomon Vögelin) et celui de l'éducation (Jean Nötzli s'implique à titre personnel dans le débat sur l'école qui agite alors la société helvétique). Deux autres cercles correspondent à la sphère professionnelle, le cercle littéraire et celui de l'édition. Le reste, soit cinq cercles, ressortit à ces deux sphères, avec toutefois une dominante professionnelle : le cercle artistique, avec une part institutionnelle et l'autre individuelle ; celui de la presse, où Nötzli compte des amis, des partenaires et des concurrents ; le cercle politique, où il a des entrées officielles et moins officielles ; celui de la gastronomie, où Nötzli entretient des contacts amicaux mais pour lequel il édite aussi un organe de presse, *Der Gastwirt* ; celui des affaires, enfin, où Nötzli défend des intérêts privés et professionnels.

Ces cercles recouvrent eux-mêmes des sous-milieus, plus ou moins diversifiés, entretenant entre eux des connexions, assimilables à des réseaux contextuels, aux *netdoms* proposés par Harrison White⁴⁶. Si les cercles nettement identifiés comme privés sont disjoints, les autres ont tendance à se recouper. Ces chevauchements sont, en partie, attendus dans le cas des milieux politiques et de la presse suisse, mais moins attendus lorsqu'il s'agit des milieux politiques fédéraux et des milieux artistiques zurichois, où les échanges sont particulièrement denses. Cette particularité a une double explication. La première est contextuelle et tient à la situation historique du champ de l'art en Suisse, traditionnellement laissée à l'initiative privée mais entrant, à cette époque, dans un processus d'institutionnalisation⁴⁷. La seconde est réticulaire et tient au rôle qu'entend jouer Nötzli dans ce processus. Son activité en réseau, en faveur d'un encouragement fédéral des artistes suisses, s'exerce dans les champs politique et artistique.

S'il est possible de restituer ces cercles – à peu près – objectivement, la cohérence des réseaux qui s'y organisent n'apparaît qu'une fois choisi un point de vue, adopté un poste d'observation. Tous les cercles ne se comprennent certes pas d'après l'activité éditoriale de Jean Nötzli – une personne aussi investie soit-elle dans son travail ne se réduit jamais à celui-ci –, mais c'est néanmoins sa position à la tête du *Nebelspalter* qui permet d'éclairer la structure d'ensemble. Celle-ci témoigne de la vie du périodique ainsi que de la personnalité d'*homo universalis* de son patron, typique de la presse européenne de cette époque⁴⁸. Les extensions géographiques de ces réseaux sont très contrastées. Elles sont beaucoup plus importantes pour les réseaux professionnels, répondant à une logique de communauté acquise d'intérêts idéels et matériels, que pour ceux privés, fonctionnant d'après une communauté traditionnelle fondée sur la proximité⁴⁹. Alors que les réseaux réputés privés se cantonnent à la Suisse, dépassant rarement la Suisse alémanique, ceux dépendant pour tout ou partie de la sphère professionnelle s'étendent à la Suisse romande, à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, aux États-Unis et à l'Autriche. À ceci, on peut avancer trois explications : un lectorat exilé qui se retrouve dans l'analyse politique proposée par le *Nebelspalter*⁵⁰ ; la nature illustrée de la revue, qui rend son accès possible par la seule image, sans nécessairement disposer de compétences idiomatiques ni même contextuelles – une caricature peut se regarder comme un dessin, indépendamment de sa légende – ; l'activisme relationnel de Jean Nötzli, maître ès réseaux.

46. *Ibid.*

47. H. A. Lüthy, « L'art en Suisse (1890-1945) », p. 9-10.

48. S. Gourdon, *La Jugend de Georg Hirth : la Belle Époque munichoise entre Paris et Saint-Petersbourg*, p. 272.

49. M. Forsé, « Les réseaux sociaux chez Simmel : les fondements d'un modèle individualiste et structural », p. 87-88.

50. Ce lectorat est l'objet d'une attention particulière dans la politique commerciale du *Nebelspalter* (L. Danguy, *Le Nebelspalter zurichois (1875-1921) : au cœur de l'Europe des revues et des arts*).

Le cas de la succession Nötzli conduit à des conclusions différenciées. Il démontre qu'avant de retracer des réseaux, il est essentiel d'éprouver les sources que l'on utilise, puisque la structure de ces réseaux est informée par les usages et mésusages des sources. Si le corpus de données référentielles existe bien en tant que tel, il n'équivaut pas pour autant à un réseau sincère et l'historien, en position d'observateur, doit en prendre toute la mesure. Ensuite, il met en évidence la nécessité d'un point de vue. Les réseaux ont existé par eux-mêmes, mais leur restitution est nécessairement le résultat d'un regard déterminé⁵¹. La succession Nötzli est potentiellement à même d'intéresser l'histoire suisse dans ses dimensions politique, artistique et culturelle, plus spécifiquement encore l'histoire zurichoise, très probablement l'histoire des idées européennes et, bien sûr, une histoire des revues illustrées, dont les assises disciplinaires sont multiples et mal assurées. Selon l'approche choisie, les réseaux ne seront pas exploités de la même manière et leur présentation variera. La plupart des cercles sociaux convergeant vers l'activité éditoriale de Jean Nötzli, les réseaux sont, me semble-t-il, prioritairement à regarder du point de vue de l'histoire des revues. Outre ce que ceux-ci livrent d'enseignements inédits – de relations interpersonnelles mais aussi de ces histoires qui les génèrent et les font vivre –, ils concourent à préciser une épistémologie en construction⁵².

Les propos de l'employé de la Zentralbibliothek chargé de l'archivage du fonds Nötzli, recueillis le 10 décembre 2013, sont à ce titre hautement instructifs. Alors que je m'étonnais que le fonds n'ait pas été référencé en relation avec le *Nebelspalter*, dont la collection est pourtant conservée un étage plus haut, dans le département des Manuscrits anciens (Alte Drucke), celui-ci me répondit qu'il n'avait pas toujours su comment traiter la succession, puisque celle-ci est pour ainsi dire mixte, mêlant des documents privés et officiels. Pour aussitôt ajouter que, oui, il s'agissait effectivement d'archives de revues, pour lesquelles n'existe cependant pas de lieu spécialisé en Suisse – celles-ci seront sans doute amenées à être conservées à moyen terme à la Bibliothèque nationale suisse à Berne. L'omission ou, du moins, la très forte atténuation de l'argument principal de vente de la maison Falk-Falk dans la présentation officielle de la succession Nötzli, à savoir qu'il est extrêmement rare qu'un tel fonds provenant d'un fondateur de journaux et d'un contenu aussi riche parvienne sur le marché, est finalement symptomatique de l'état de la recherche.

Bibliographie

BRÜHLMEIER Arthur, « Zum Tode von Dr. Phil., Dr. H.C. Mult. Emanuel Dejung », *Beiträge zur Lehrerbildung : Zeitschrift zu theoretischen und praktischen Fragen der Didaktik der Lehrerbildung*, n° 8-2, 1990, p. 199-205.

DANGUY Laurence, *Le Nebelspalter zurichois (1875-1921) : au cœur de l'Europe des revues et des arts*, Genève, Droz, à paraître en 2018.

51. Je ne rejoins pas tout à fait la position de Harrison White pour qui les réseaux sont construits par les observateurs (H. White, « Réseaux et histoires »). Il serait sans doute plus juste de dire que ces réseaux sont *reconstruits* par les observateurs.

52. Voir à ce sujet E. Stead et H. Védrine (dir.), *L'Europe des revues (1860-1930) : réseaux et circulations des modèles*.

- DANGUY Laurence, « Le *Nebelspalter* zurichois (1875-1921) : histoire, modèles et réseaux », dans Stead Evangelhia et Védrine Hélène (dir.), *L'Europe des revues (1860-1930) : réseaux et circulations des modèles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, à paraître.
- DANGUY Laurence et KAENEL Philippe, « La plus ancienne revue satirique du monde : genèse, histoire et visions du monde du *Nebelspalter* des années zurichoises (1875-1922) », *Relations internationales*, n° 153, 2013, p. 23-44.
- DEJUNG Emanuel, « 15 Briefe des Malers Frank Buchser an Jean Nötzli Redaktor des *Nebelspalters* über den eidgenössischen Kunstkredit », *Jahrbuch für solothurnische Geschichte*, n° 50, 1977, p. 151-176.
- FORSÉ Michel, « Les réseaux sociaux chez Simmel : les fondements d'un modèle individualiste et structural », dans Deroche-Gurcel Lilyane et Watier Patrick (dir.), *La Sociologie de Georg Simmel (1908) : éléments actuels de modélisation sociale*, Paris, Presses universitaires de France (Sociologies), 2002, p. 63-109.
- GOURDON Suzanne, *La Jugend de Georg Hirth : la Belle Époque munichoise entre Paris et Saint-Petersbourg*, Strasbourg, Centres d'études germaniques, 1997.
- GRUNDER Hans-Ulrich, « Gassmann, Emil », *Dictionnaire historique de la Suisse*, éd. numérique (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F8231.php?topdf=1>).
- KUNTZ Joëlle, *L'histoire suisse en un clin d'œil*, Carouge, Zoé, 2006.
- LÜTHY Hans A., « L'art en Suisse (1890-1945) », dans Lüthy Hans A. et Heusser Hans-Jörg (dir.), *L'art en Suisse (1890-1980)*, Lausanne, Payot, 1983, p. 9-54.
- MÉTRAUX Peter, « Die Karikatur als Publizistische Ausdrucksform untersucht an Kampf des *Nebelspalters* gegen den Nationalsozialismus (1933-1945) », thèse, université de Berlin, 1966.
- STEAD Evangelhia et VÉDRINE Hélène (dir.), *L'Europe des revues (1860-1930) : réseaux et circulations des modèles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, à paraître.
- WHITE Harrison, « Réseaux et histoires », *Sociologies*, éd. numérique, octobre 2007 (<http://sociologies.revues.org/240>).

Résumé

En 2009, la bibliothèque centrale de Zurich fait l'acquisition lors d'une vente aux enchères des archives d'une personnalité importante de la scène culturelle zurichoise, l'éditeur Jean Nötzli, à la tête de la revue satirique illustrée *Der Nebelspalter* entre 1875 et 1900. Ce que révèle l'analyse de la succession Nötzli dépasse, en fait, largement l'histoire *stricto sensu* du périodique. Le fonds permet de retracer des réseaux de nature mixte, artistique, littéraire, éditoriale, économique et politique, dont la dimension est internationale. Le tout forme une sorte de *network* extrêmement complexe, dont Jean Nötzli représente le point de convergence et Zurich la tête. Le présent article revient sur l'histoire de ce fonds, préalable nécessaire à l'appréciation de sa structure surdéterminée. Les réseaux qu'il permet de reconstituer sont ensuite examinés et analysés, contribuant ainsi à la recherche sur les revues illustrées.

Fêtes en réseau : les Jésuites et la fête urbaine en France (1609-1643)

Rosa De Marco

Post-doc Marie-Curie BeIPD-COFUND,
Université de Liège, *Transitions*

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Les fêtes urbaines constituent un champ d'étude largement exploré car elles offrent une synthèse des relations, des tensions et des rapports de force qui caractérisent le tissu connectif de la société moderne¹. En France, les recherches ont longtemps privilégié l'analyse historique des réseaux édifiés autour des deux pôles du pouvoir de la cité, l'autorité ecclésiastique et l'autorité politique, visant le mode de fonctionnement à l'intérieur de ces deux groupes ou leurs interactions lors de l'événement festif : travaux autour des confréries de métiers, des congrégations laïques et religieuses, des différents groupes du corps municipal et des conflits fréquents de préséance lors des cortèges, ainsi que des rapports entre réseaux religieux antagonistes, comme catholiques et protestants. Depuis les premières études sur la culture festive, les historiens ont souligné le rôle considérable de la Compagnie de Jésus dans l'invention spectaculaire qui caractérise la fête baroque et modifie le langage politique et religieux à l'âge moderne².

Les recherches se sont attachées à étudier les stratégies rhétoriques de spectacularisation dans la fête et dans son récit visant à émerveiller et à persuader le public, mais aussi à la compréhension des raisons profondes de l'adhésion des Jésuites à la culture du spectacle. Elles ont encore cherché le *modum nostrum* à travers lequel les Jésuites ont marqué le développement de la fête moderne. Cependant, elles n'ont pas encore insisté sur leur rôle en tant qu'intermédiaires et fédérateurs opérant dans le maillage serré des connexions mises en place lors de la fête et nécessaires à son aboutissement. Haut lieu d'expérimentation artistique, scientifique et technique, l'événement éphémère mobilise toute la ville où plusieurs réseaux économiques, sociaux et culturels se constituent, se stratifient et perdurent au-delà du temps et de l'espace de la fête. Si les Jésuites ont contribué au renouvellement du langage

1. Nous signalons ici seulement les études les plus récentes sur les fêtes urbaines françaises sous le règne de Louis XIII, renvoyant pour la bibliographie antérieure à H. Watanabe-O'Kelly et A. Simon, *Festivals and ceremonies...* Pour les entrées royales, M.-C. Canova Green, « Warrior King or King of War ? », p. 77-98 ; pour une riche anthologie critique, M.-F. Wagner et D. Vaillancourt (éd.), *Le roi dans la ville* ; quant aux célébrations religieuses dans l'espace urbain en France, voir B. Dompnier, *Les cérémonies extraordinaires du catholicisme baroque*.

2. Voir en particulier : B. Dompnier, *op. cit.* Parmi les historiens qui se sont occupés des fêtes jésuites sur le territoire français, on rappellera les articles de M. Cassan, d'É. Suire et de F. Cadilhon. Parmi les historiens de l'art, on mentionnera encore l'article pionnier de M. McGowan, « Les Jésuites à Avignon », p. 153-171. Pour s'en tenir à la France, nous renvoyons aussi à notre thèse, dirigée par P. Choné et défendue à l'Université de Bourgogne (2014), dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2018 (Brepols) : *Le langage des fêtes jésuites...*

festif, ils ont pu le faire en intervenant dans les réseaux de la fête, voire de la ville. En outre, on peut supposer que la dimension réticulaire et internationale de la Compagnie de Jésus a favorisé les interconnexions entre personnes, réseaux et imaginaires au-delà des frontières de la ville, du pays ou du continent. L'étude relative à la responsabilité de la Compagnie sur le recrutement et la circulation des artisans et des artistes, sur le choix des imprimeurs et des graveurs, et de manière plus générale aux relations unissant la Compagnie et les différents financeurs — autorités municipales, bienfaiteurs, congrégations laïques actives au sein du collège, familles des élèves — se heurte à des sources insuffisantes et émiettées.

Ces sources permettent cependant d'étudier la migration d'images et de concepts sur des voies préférentielles qui constituent le réseau bâti par la Compagnie de Jésus dans le monde³. La fête jésuite — dans ses différents éléments spectaculaires comme la décoration éphémère, les emblèmes, le théâtre, le livret — représente un exploit énergétique, pour ainsi dire, où un flux de formes et de contenus interagit avec l'imaginaire local cristallisé dans l'histoire culturelle et politique du lieu de la fête. Cet article s'attache à démontrer comment la structure réticulaire de la Compagnie a agi aussi sur la production de sens de la fête organisée par les Jésuites et sur sa réception de la part des spectateurs et des lecteurs du récit de fête.

Le réseau mondial mis en scène

Au début du xvii^e siècle, la Compagnie de Jésus est un corps dispersé sur les quatre continents. Pour permettre le contrôle continu de la vie de chaque maison et garantir la cohésion de ce réseau étendu, Ignace avait fondé un système de correspondances dont l'organisation minutieuse et le fonctionnement sont déjà l'objet d'un essai de normalisation dans les *Constitutions* approuvées en 1558⁴. L'échange fréquent de lettres, de la base au sommet et vice-versa, était le vecteur d'un gouvernement conçu de manière pyramidale. Les supérieurs locaux et les recteurs des collèges ont l'obligation d'envoyer les rapports relatifs à la vie de leurs maisons au père provincial, qui les rassemble pour les transmettre à Rome au général de l'ordre ; enfin, ce dernier répond aux provinciaux avec des instructions et commentaires qui sont transmis aux supérieurs locaux et aux recteurs. Par le soin du provincial qui recopie les missives parvenues, les lettres sont aussi distribuées à l'intérieur de la province et vers les autres provinces, où elles sont lues à voix haute au réfectoire. De cette manière, chaque province est au courant de ce qui se passe dans les autres maisons de la Compagnie, réalisant l'harmonie de l'ordre et « l'union des cœurs », selon le titre du premier chapitre de la huitième partie des *Constitutions*, où il est en effet question de la correspondance administrative⁵.

Ce fonctionnement influe sur la représentation identitaire de la Compagnie de Jésus. L'image adoptée pour visualiser son étendue mondiale, c'est-à-dire celle d'un réseau où chaque nœud est à la fois le centre ou le cœur d'un corps complexe, semble anamorphoser la structure administrative pyramidale sur laquelle elle s'appuie. Cette figure réticulaire représente aussi les visées apostoliques de la Compagnie de Jésus réalisant l'esprit d'union du corps constitué de membres divers, dotés de différentes fonctions et caractéristiques,

3. Du point de vue artistique, par exemple, on renvoie aux recherches de J.-M. Massing sur l'influence des gravures des *Evangelicae historiae imagines* (1593), du père J. Nadal sur l'art des autres continents entre les xvi^e et xviii^e siècles : J.-M. Massing, « Jerome Nadal's *Evangelicae historiae imagines* (1593)... ».

4. Sur la *ratio scribendi* et l'écriture administrative chez les Jésuites, ses adaptations, ses spécificités et sa normalisation liée aux visées identitaires et ambitions mémorielles de l'ordre, notre référence est l'article d'A. Delfosse, « La correspondance jésuite... », p. 71-114.

5. *Ibid.*, p. 76. Voir aussi A. Delfosse, « Les *Litterae Annuae* de la Compagnie de Jésus... », p. 214-233.

image évoquée par l'apôtre Paul dans ses lettres aux Corinthiens et aux Romains pour la construction d'une Église universelle :

« Ainsi, nous sommes plusieurs, nous formons un seul corps en Christ et nous sommes tous membres les uns des autres. Mais nous avons des dons différents, selon la grâce qui nous a été accordée⁶. »

Comme le montrent la carte schématique des bourgs et villages voisins de Vesoul⁷ et celle des localités voisines de Tarnopol (collège de Kamenets-Podolski, Ukraine)⁸, témoignages de l'organisation missionnaire de l'ordre, la conception visuelle de la distribution des collèges dans l'espace rappelle la forme d'un réseau où le collège est le nœud ou l'élément central, forteresse de l'esprit international de la Compagnie. Le collège est le seul élément fixe et enraciné de ce réseau, dynamisé par la mobilité constante des pères de l'ordre, dont l'idéal est d'être « contemplatifs dans l'action », c'est-à-dire que la mission vers chaque coin de la terre est vue comme l'objectif premier du jésuite.

Dans les fêtes françaises pour la canonisation de saint Ignace de Loyola et de saint François-Xavier (1622), la décoration éphémère du collège, mais surtout de la ville à travers la procession solennelle en l'honneur des saints rappelle cette conscience de centralité au sein de l'action globale de la Compagnie. Dans les processions, les pères simulent les ambassades de jésuites venus des autres Assistances pour rendre hommage aux nouveaux saints et au roi dans les villes les plus reculées du royaume de France. La mise en scène d'une géographie spectaculaire englobe la ville dans le réseau vivant et exotique qui défile sous les yeux du public.

À Tulle, les cinq cents élèves qui formaient les délégations étrangères portaient, attachés aux flambeaux, des écriteaux entourés de lauriers et d'autres feuillages indiquant en grandes et belles lettres le nom des continents, des pays, des collèges qu'ils représentaient⁹ : « On y avoit pas mis les maisons Professes, Residences et Novicias, mais seulement les Collèges, selon le catalogue, qu'on en voit d'ordinaire en leurs courroirs et galleries¹⁰. » À la tête du cortège était l'Italie ; suivaient la compagnie de Pologne et d'Allemagne, avec pour enseigne une aigle, et leurs provinces et villes où il y avait des collèges, « toutes lesquelles estoient à plus pres habillées à la façon du pays : la toque de velour à la Polonoise, ou le chapeau à la Flamande, et les robes fourrées montraient assez qu'icy estoit représentée la compagnie qui habite aux regions Septentrionales¹¹ ». La compagnie des Indes orientales et celle des Indes occidentales, l'une habillée à la Portugaise « pour avoir été civilisée par les Portugais », et l'autre « en sauvage », avec couronnes de plumes et panaches, marchaient devant la compagnie d'Espagne représentée par une reine avançant gravement. Enfin venait la compagnie de France, annoncée par les *regalia*, couronne, sceptre et épée, et par une bannière où deux anges posaient une couronne impériale sur la tête du roi tenant une épée flamboyante et foulant aux pieds les monstres de l'hérésie, pièce qui « à la seule vue tira des larmes de joye à plusieurs¹² ». Ce rôle central du royaume dans l'espace d'action globale de la chrétienté était

6. *Romains* 12 : 5-6. La métaphore de l'Église comme un corps est courante dans les sources scripturaires.

7. Carte schématique des bourgs et villages voisins de Vesoul dans un rayon de deux lieues, plume, encre brune et aquarelle, 41,5 x 31,7 cm, 1600-1605, BnF, Estampes, Fol-HD-4 (8). L'image est visible sur le site web de Gallica : ark:/12148/btv1b8448445m

8. Carte schématique des localités voisines de Tarnopol (collège de Kamenets-Podolski, Ukraine), plume et encre de Chine ; 39,6 x 30 cm, 1608, BnF, Estampes, Fol-HD-4 (12). L'image est visible sur le site web de Gallica : ark:/12148/btv1b8448791w

9. D. Cavalier, *Les dévotions et allegresses spirituelles faictes à Tulle...*, p. 19.

10. *Ibid.*, p. 20. L'auteur de la relation de Tulle n'est pas un père jésuite, mais le précepteur d'un élève du collège.

11. *Ibid.*, p. 21.

12. *Ibid.*, p. 24.

encore souligné par les figures des « capitains » et du « général de routes » qui conduisaient le cortège ; ils étaient habillés à la française, « l'épée en escharpe, le baston en main, donnans à entendre que le François est assez vaillant pourvueu qu'il soit autant devot, pour gouverner et conduire tout le reste du monde¹³ ».

Plus ambitieuse encore est la représentation œcuménique de la Compagnie dans la ville d'Avignon, où l'ordre du cortège était ouvert par les douze plus importantes provinces d'Orient, soit le Congo, la Mauritanie, l'Éthiopie et l'Égypte pour l'Afrique ; Malacca, les Moluques, la Tartarie, Babylone, la Perse, l'Inde, la Chine et le Japon pour l'Asie. Suivaient les douze plus grandes provinces d'Occident où se trouvaient celles d'Amérique, comme le Canada, le Mexique, le Pérou, le Brésil ; ensuite, l'Europe était représentée par la Moscovie, la Grèce, l'Angleterre, la Pologne, l'Espagne, l'Allemagne, la France et enfin l'Italie¹⁴. Toutes étaient habillées selon la mode de la province et portaient des guidons avec des devises propres à chaque pays. Le guidon de la France était blanc, émaillé de fleurs de lys d'or et lambdas grecs entrelacés avec les chiffres du roi qui était figuré au milieu en train de combattre un dragon, destiné à une glorieuse victoire par les paroles de saint Ignace : « *Sic itur ad astra* », « C'est ainsi que l'on s'élève vers le Ciel » (extrait de Virgile, *Enéide*, IX, v. 641).

Par ailleurs, la centralité de la ville où la fête jésuite (canonisation ou entrée solennelle) se déroule est soulignée par l'adaptation de traditions et d'usages locaux, comme la plantation du mai et l'incorporation de la fête de la Lunade dans le calendrier des célébrations pour la canonisation à Tulle ; ou encore, l'emploi de géants dans les villes du Nord, comme à Amiens, en 1625, pour l'entrée d'Henriette de France, et à Metz, ville des trois évêchés, pour l'entrée de la duchesse de La Valette (1624). Un autre signe de cette conscience locale est exprimé par le langage, par exemple dans l'identification des nouveaux saints en tant qu'« indigètes¹⁵ », mot qui exprime à la fois les hommes divinisés, les hommes qui témoignent de la puissance de Dieu, ou encore les divinités protectrices d'une ville¹⁶.

Le cas français : réseaux diachroniques

Tout en gardant à l'esprit la conscience universelle de la Compagnie, nous proposons de focaliser l'analyse sur la France pendant le règne de Louis XIII. Ses frontières coïncidaient presque alors avec l'*Assistentia Galliae*, découpage administratif de la Compagnie de Jésus qui comprenait aussi le duché et comté de Bourgogne et le comté Venaissin¹⁷. Chaque événement majeur de la vie du roi et de la cour (les naissances, les baptêmes, les mariages, les funérailles) trouva dans les collèges jésuites des lieux de divulgation à travers des messes solennelles, des processions, des représentations théâtrales et des fêtes estudiantines publiques à thème. Le réseau de l'information disposé par les Jésuites à travers ces moments festifs renforçait la stratégie de communication politique mise au point à l'époque, et qui consistait dans la diffusion d'occasionnels, de petites plaquettes imprimées, de canards et d'œuvres

13. *Ibid.*, p. 20.

14. *La célébrité des devoirs honorables...*, p. 12-13.

15. Je tiens à remercier Grégory Ems de m'avoir fait remarquer les nuances de ce mot latin *indiges* dans le récit des fêtes toulousaines : Archivum historicum Societatis Iesu (dorénavant ARSI), Toulosana 17, *Hist. Dom.* 1595-1649, fol. 135 r° ; et à Béziers : ARSI, Toulosana 17, *Hist. Dom.* 1595-1649, fol. 141 r°.

16. *Dictionnaire universel françois et latin contenant la signification et la définition tant des mots de l'une et l'autre langue...* Nancy, P. Antoine, 1738-1742, t. 3. Ces questions sont développées dans la deuxième partie de notre thèse, « Une fête universelle aux couleurs locales », mais nous préparons avec Annick Delfosse une étude focalisée sur ce sujet, en élargissant le champ de recherche aux fêtes de canonisation de 1622 dans les autres Assistances, notamment en Italie, dans les Anciens Pays-Bas et dans le monde ibérique.

17. Nous ne considérons pas dans la présente étude le duché de Lorraine, pour lequel nous renvoyons à P. Choné, *Emblèmes et pensée symbolique en Lorraine, 1525-1633*, chap. « La Réforme des yeux ».

de circonstance¹⁸, arrivant à toucher un public beaucoup plus vaste que les œuvres des polygraphes. Lorsque le chroniqueur du *Mercure françois* relate les fêtes célébrant la naissance de Louis XIV, le 5 septembre 1638, il compte parmi les plus extraordinaires celles des pères jésuites :

« Les Pères du Collège de Clermont bordèrent les murs de leur maison d'une très grande quantité de flambeaux pendant deux jours, et le 7 septembre ils firent un feu d'artifice fort ingénieux, qui fut allumé par un Dauphin en la cour du collège : outre, un balet et comédie représentée par leurs escoliers, à la clarté d'une infinité de lumières allumées dans le mesme lieu. Le 8 septembre ils continuèrent à donner des témoignages de leur réjouissance en cette occasion, et dressèrent des théâtres, pyramides et autres choses décrites dans les relations journalières¹⁹. »

Cet événement fut célébré non seulement par les jésuites de Paris, mais aussi à Reims :

« Le collège des Pères Jésuites parut magnifique : en son frontispice qui représentoit l'horoscope de Mgr le Dauphin, peint en or dans une toile azurée, avec une ode latine qui l'expliquoit ; et en tous ses quatre corps de logis embellis de plusieurs inscriptions latines et d'une belle scène faite en perspective, sur laquelle fut représentée une action sur le soir aux flambeaux, accompagnée de la lueur que rendoient plus de trois cens lanternes attachées aux fenestres de la court. Cette action fut suivie de cinq balets²⁰. »

Plusieurs témoignages permettent d'établir une liste, non exhaustive, des réseaux festifs alimentés par les pères jésuites entre 1610 et 1643. Les témoignages très diversifiés proviennent des récits de fêtes imprimés ou manuscrits, des lettres envoyées à Rome par les pères provinciaux, des livrets des spectacles ou des pièces de théâtre, des autres productions littéraires (comme les travaux des élèves ou les œuvres de circonstance écrites par les pères jésuites), ou encore des mentions indirectes dans la presse ou dans les mémoires²¹ :

- 1610 : mort d'Henri IV (Paris, La Flèche, Rodez, Le Puy-en-Velay, Bourges, Toulouse, Lyon) ;
- 1611 : anniversaire de la mort du roi (Vienne-Isère ; La Flèche) ;
- 1614 : majorité de Louis XIII (La Flèche, Paris) ;
- 1615 : mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche (Bordeaux, Poitiers) ;
- 1622 : canonisation de saint Ignace de Loyola et de saint François-Xavier dans le royaume de France²² (Agen, Aix-en-Provence*, Amiens*, Aubenas*, Auch*, Aurillac*, Avignon, Besançon, Béziers*, Bordeaux, Billom*, Bourges, Cahors*, Chambéry*, Dijon*, La Flèche, Limoges, Lyon*, Mauriac*, Moulins*, Paris, Périgueux, Poitiers, Reims, Rennes, Rodez*, Rouen, Saintes*, Toulouse*, Tournon*, Tulle)²³ ;
- 1622 : entrées triomphales de Louis XIII (Avignon, Lyon, Paris) ;
- 1625 : légation du cardinal Francesco Barberini (réceptions au collège : Avignon, Lyon, Paris) ;
- 1628 : siège de La Rochelle (Paris, Reims, La Flèche) ;
- 1638 : naissance de Louis XIV (Reims, Paris) ;
- 1643 : mort de Louis XIII (Paris, Poitiers, Bordeaux, La Rochelle, Pau, Rouen, Cahors, Mauriac, Toulouse, La Flèche).

18. H. Duccini, *Faire voire, faire croire. L'opinion publique sous Louis XIII*.

19. H. Fouqueray, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France...*, p. 195.

20. *Ibid.*, p. 195. Voir aussi Th. Godefroy, *Le cérémonial François...*, t. 2, p. 234, où il est reporté « Le prologue, ou sujet de l'action susdite, représentée au Collège des Jesuites de Rheims », p. 235-237.

21. Pour une étude plus approfondie, les références des sources et la bibliographie, voir R. De Marco, *Le langage des fêtes jésuites...*

22. Nous ne considérons pas le duché de Lorraine, où les célébrations au collège de Pont-à-Mousson, en 1623, furent des plus somptueuses.

23. Pour les fêtes dans les villes marquées d'un astérisque, il s'agit de relations manuscrites ou de mentions dans diverses sources.

Un réseau festif peut-il agir sur le message de la fête et sur sa réception ? Parmi les fêtes organisées par les jésuites que nous venons de réunir dans la liste, celles de 1622 pour la canonisation de saint Ignace de Loyola et de saint François-Xavier semblent offrir le meilleur point d'observation, en raison du fait qu'elles sont bien documentées dans l'espace du royaume.

Le cas français : réseaux synchroniques

Les deux jésuites furent sanctifiés le 12 mars 1622 par le pape Grégoire XV, qui célébra en même temps, à Rome, la canonisation de saint Isidore, saint Philippe Néri et sainte Thérèse d'Avila. Par la volonté du général de la Compagnie de Jésus, Muzio Vitelleschi, les solennités rayonnèrent à partir de Rome²⁴ vers les collèges et maisons jésuites de toutes les provinces. En France, comme les auteurs des relations le rappellent avec insistance, le roi en personne, reconnu comme le promoteur principal de la canonisation d'Ignace de Loyola auprès du pape²⁵, soutint la décision de Muzio Vitelleschi à travers des lettres qui invitaient les autorités municipales à accueillir la solennité :

« Le roy, pour sa devotion speciale envers S. Ignace de Loyola et S. François Xavier, lesquels sa Majesté a pris pour protecteurs et defenseurs de sa personne et de ses iustes intentions, ayant instamment procuré leur Canonization aupres du S. Siege, et l'ayant enfin obtenue de nostre S. P. Pape Gregoire XV, le 12 de Mars de ceste année 1622. Desirant que toutes les villes de son obeissance où les Religieux de la Compagnie auroient des Colleges, Maisons ou residences, on fit cognoistre par quelque solennité publique ceste sienne devotion envers ces bien heureux Saints et la susdite Canonization, a fait entendre sa volonté aux Gouverneurs des villes où lesdits Religieux sont establis en son Royaume²⁶. »

L'étude de chacun de ces événements doit être mise en rapport avec le réseau festif conçu par les Jésuites. Toutefois, nous proposons de mettre en relation le réseau des fêtes de canonisation avec un autre réseau de célébrations qui se déroulèrent pendant la même année en France, celui des entrées solennelles du roi Louis XIII lors de sa campagne militaire victorieuse dans le Sud-Ouest contre les villes protestantes rebelles. L'étude synchronique permet d'élargir notre analyse et de saisir, en dépit de leur nature différente, les oppositions de sens, les modifications ou les syncrétismes qui se générèrent dans ces deux festivités en réseau et aussi de voir comment, d'une certaine manière, elles furent connectées. Des traits communs semblent en effet caractériser ces deux célébrations. D'une part, le discours antiprotestant des fêtes jésuites de canonisation s'accorde à l'action militaire du roi et la justifie. « Les Jésuites veulent accréditer l'idée d'une communauté de vues, voire d'une interaction entre le roi et eux-mêmes, au moment où leur insertion dans l'appareil de l'État progresse²⁷ ». D'autre part, dans les relations des entrées solennelles rédigées par les pères jésuites, la Compagnie fait l'éloge du roi victorieux contre l'hérésie et protégé par le Ciel. Les connexions de ces deux réseaux festifs favorisent la fixation de l'image du souverain, son aura sacrée de sauveur, transfigurée par l'image des saints²⁸.

Louis XIII se dirige vers le Sud-Ouest pour réprimer les révoltes des protestants au mois de mars 1622. Les combats sont éprouvants, les pillages des villes assujetties et les

24. M. Cassan, « Les solennités de la canonisation... », p. 135.

25. La lettre de Louis XIII est publiée dans *La canonizzazione DEI santi Ignazio di Loyola...*, p. 23-25.

26. *Déclaration de ce qui s'est fait à Bourges...*, p. 5-6.

27. M. Cassan, « Les fêtes de canonisation d'Ignace de Loyola... », p. 469.

28. R. De Marco, « Re e santi. Il trionfo della luce sulla terra ».

massacres sont perpétrés du pays nantais vers le sud : passant par Riez le 16 avril 1622, par Royan assiégée à partir du 4 mai, par Négrepelisse pillée et brûlée le 10 juin. Le 3 juillet, le roi, malade, demeure une dizaine de jours à Castelnaudary, ensuite la chevauchée reprend jusqu'à Montpellier, suivie par le long siège de la ville, la plus puissante place-forte huguenote indépendante, à partir de la fin d'août pour se terminer le 19 octobre 1622.

Sur un autre front, la conquête des âmes au profit de l'Église catholique est célébrée par la Compagnie de Jésus à travers une guerre pacifique engagée sur plusieurs continents, et magnifiée par les solennités pour la canonisation des premiers saints de la Compagnie. Non loin des campagnes traversées par l'armée royale, entre juillet et août, les jésuites mettent en scène avec leurs élèves des batailles impressionnantes entre les anges et les monstres infernaux, images de l'hérésie, accompagnées du crépitement des feux d'artifice, du vacarme des tirs d'arquebuses, des cloches et des canonnades, agissant de manière cathartique sur les spectateurs qui vivent l'horreur de la guerre voisine, et sublimant la réalité dans une lutte céleste. Il faut aussi rappeler que ces fêtes jésuites représentent l'opportunité d'ouvrir une brèche dans l'hostilité que la Compagnie avait rencontrée dans ce territoire. On peut rappeler par exemple les tentatives infructueuses de confier aux Jésuites le collège de Narbonne, ou encore à Béziers. Par ailleurs, plusieurs collèges s'ouvrirent à la suite des victoires militaires de Louis XIII, comme à Pau, Montpellier et Carcassonne.

La relation de la fête de Béziers s'ouvre par exemple en rappelant le succès de la solennité contestée initialement par d'autres ordres religieux de la ville, dont neuf membres moururent comme par une justice divine en l'espace de quatre mois après la fête²⁹. Béziers marqua un moment fort de ces réjouissances car le roi, qui s'apprêtait à assiéger Montpellier, honora les pères de sa présence, assistant à une tragédie au collège, et fit son entrée solennelle dans la ville le 18 juillet 1622³⁰. L'argument édifiant du drame joué par les élèves n'était pas sans rapport avec l'actualité. Il relatait le séjour forcé à Manrèse d'Ignace de Loyola, blessé gravement à la bataille de Pampelune, sa guérison miraculeuse et sa conversion inspirée par la lecture des vies des saints³¹. Ce temps théâtral tend à identifier le roi guerrier au saint soldat et au héros chrétien s'accordant aux inscriptions et décorations affichées dans la cour du collège, ouverte tous les jours pour l'occasion, qui figuraient sous forme d'énigmes et d'autres réalisations scolaires les gestes insignes d'Ignace dans la guerre et de la vie de saint François-Xavier :

« Un rhétoricien, invoquant sa force de persuasion, en imprègne les éloges de ces deux hommes insignes, les Bienheureux Ignace et Xavier, et sous l'écorce pointue des énigmes, des emblèmes, des symboles dissimule ou plutôt dévoile les actions illustres de saint Ignace en bataille [...] »³².

L'objectif pédagogique du théâtre est évident à Toulouse, où l'on met en scène l'histoire du roi d'Assyrie Sennacherib, dont le règne est marqué par les révoltes des provinces périphériques de son empire à la suite de la mort violente de son père. La guerre est encore l'argument des pièces de théâtre jouées à Mauriac, sous le titre d'*Herménégilde*, où la tragédie est intercalée par les histoires des deux saints, à Rodez et à Cahors avec l'histoire de *David et Goliath*, ou à Aurillac où fut représenté le siège de Pampelune.

Le roi séjourna aussi à Saintes du 29 avril au 3 mai³³, où les Jésuites fêtèrent la canonisation à partir du 2 juillet. À Agen, où le roi demeura du 1^{er} au 2 juin sur la route de Moissac,

29. ARSI, Toulosana 17, *Hist. Dom.* 1595-1649, fol. 140 r°.

30. F. Bassompierre, *Journal de ma vie...*, t. 3, p. 92. Le roi y demeura du 18 au 27 juillet.

31. Avant d'arriver à Béziers, le roi, malade, avait séjourné à Castelnaudary, du 3 au 13 juillet ; *ibid.*, p. 87.

32. ARSI, Toulosana 17, *Hist. Dom.* 1595-1649, fol. 141 r° : « *Rhetor vocat flexanimam suam, illa horum insignium viro-rum B. Ignatii et Xaverii in laudes erumpit, sub acutis Aenigmatum, Emblematum, Symbolorum involucris tegit seu potius detegit praeclara in bello facinora S. Ignatii [...]*. »

33. F. Bassompierre, *Journal de ma vie...*, p. 35.

la canonisation fut fêtée du 6 au 14 août. La messe solennelle se termina par un « Vive le roy, qui fut hautement relevé par le reste du peuple » et par un motet en l'honneur du souverain en même temps que le Saint Sacrement fut exposé³⁴. Le public fut frappé par une série de portraits de martyrs jésuites qui décoraient la cour du collège et qui n'étaient pas sans rappeler les pères qui avaient cherché le martyre pendant les batailles récentes, comme le père Hervé Malvais, recteur du collège de Rodez, mort à Clairac lors du siège du 23 juillet 1621, et dont le corps fut enseveli derrière l'autel de l'église du collège d'Agen³⁵. Les Jésuites célébrèrent la mission divine accomplie sur terre par Louis XIII en fixant d'une fête à l'autre l'image de la puissance royale à travers la décoration, les pièces de théâtre, les tableaux, les emblèmes et les énigmes : à Poitiers (19-26 juin), à Tulle (29 juin-7 juillet), à Bordeaux (25 juillet-1^{er} août), à Périgueux (31 juillet-7 août) et à Limoges (7-15 août).

Par ailleurs, à la suite de la paix de Montpellier, le roi s'en revint à Paris. L'itinéraire fut rythmé par une série de manifestations festives et d'entrées triomphales³⁶. Il nous reste les somptueux livrets de fête qui pérennisent les solennités d'Avignon³⁷, d'Aix-en-Provence³⁸, d'Arles³⁹ et de Lyon⁴⁰. Dans les villes où ils étaient établis, les jésuites participèrent activement au programme idéologique et iconographique de la fête. À Avignon, où l'on fêta la canonisation du 23 juillet, l'entrée royale fut célébrée le 16 novembre 1622 et les jésuites furent chargés de son organisation. À Aix-en-Provence, où ils avaient ouvert le collège depuis un an seulement, les jésuites offrirent au roi une pièce de théâtre écrite par le professeur de rhétorique, le père Grillot⁴¹. À Lyon (11 décembre 1622), les jésuites accueillirent le roi dans le collège et furent aussi désignés comme inventeurs des inscriptions et des emblèmes ainsi que du thème ingénieux de l'entrée⁴², qui donna son titre au livret *Le Soleil au signe du Lyon*, jeu de mots pour indiquer que le roi, ou « soleil », se trouvait lors de son parcours vers Paris, sous le signe le plus favorable, celui du « lion », Lyon étant la ville où il fut conçu.

Si le souvenir des fêtes de canonisation célébrées quelques mois auparavant dans ces villes inspira les organisateurs des entrées qui en réemployèrent sans doute une partie de la décoration afin d'avancer au mieux la réalisation de l'appareil éphémère, il dut aussi être encore vif dans la mémoire du peuple. Le thème astronomique et solaire, par exemple, est commun aux deux fêtes. Emprunté depuis des siècles à la tradition païenne par les souverains de France, mais aussi marque de la Compagnie de Jésus, le thème du soleil envahit les cités lors des fêtes de canonisation et investit d'une lueur symbolique le corps du roi faisant son entrée. Les tableaux, les placards, les inscriptions, les emblèmes expriment cette compénétration d'images puisées dans les modèles classiques, dans l'épopée mythique et dans l'histoire sacrée. Ainsi, les portraits mythologiques du roi sous les traits de Mars, de Persée ou de Jupiter et surtout d'Hercule, images de la force et de la magnanimité, sont également adoptés pour illustrer les vertus des saints jésuites. Il ne s'agit pas là d'une tolérance de la part des jésuites vis-à-vis de l'instrumentalisation royale de la tradition païenne, mais de l'usage d'un langage commun.

34. *Récit de ce qui s'est passé à Agen en la solennité...*, p. 11.

35. Voir aussi G. Hanlon, *L'univers des gens de bien...*, p. 232.

36. Le parcours et les étapes du voyage du roi sont indiqués dans l'étude de M.-C. Canova-Green, « Révolte et imaginaire : le voyage de Louis XIII en Provence (1622) », p. 429-439.

37. A. Gelliot, *La Voie de laict, ou Le Chemin des héros au palais de la gloire...*

38. J. Galloup de Chasteuil, *Discours sur les arcs triomphaux dressés en la ville d'Aix...*

39. P. Saxy, *Entrée de Louis XIII Roy de France...*

40. *Le Soleil au signe du Lyon*. Voir pour cette entrée et le changement de titre dans les éditions du livre de fête, Y. Lignereux, *Lyon et le roi : de la bonne ville à l'absolutisme municipal, 1594-1654*.

41. La canonisation fut célébrée « quelques mois avant la venue de Sa Majesté », Méchin (abbé), *L'enseignement en Provence avant la Révolution*, p. 30.

42. ARSI, *Lugd.* 29, Hist. 1560-1639, fol. 213.

L'analyse synchronique de ces réseaux festifs en valorise l'importance dans les études sur la représentation de l'autorité royale, de la personne du roi et de sa mission. Sur le plan politique, ces célébrations soudent en profondeur la mission de la France et celle de l'Église de Rome, et offrent la perspective d'un espace nouveau qui franchit les frontières de la cité et du royaume. Si, dans les entrées royales, cet espace amplifié est imaginé comme une galaxie influencée par le mouvement du roi, les fêtes de canonisation, de l'autre côté, bouleversent toutes les coordonnées spatiales, en faisant d'abord de ces jésuites espagnols des héros français et en plaçant au centre du monde chaque ville, voire chaque collège de la Compagnie. Les processions que les Jésuites mettent en scène en France avec les cortèges de rois venus de tous les continents honorer les saints et le souverain de France et les allégories vivantes des quatre parties du monde sont le miroir de cette étendue spatiale où se reflètent par ailleurs les ambitions coloniales de Louis XIII et du cardinal de Richelieu. Alors que ce dernier avait fondé, en 1622, les « Compagnies ordinaires de la mer », un corps d'armée destiné à former les garnisons des vaisseaux du roi, les jésuites français préparaient les missionnaires qui allaient s'embarquer avec les marchands vers le continent américain et le Levant. D'autres espaces s'ouvraient au royaume de France ; cependant, la France n'était du point de vue de la Compagnie de Jésus qu'une province dans un réseau développé à une échelle planétaire. Les études menées simultanément sur les fêtes de canonisation de 1622 dans les Pays-Bas espagnols par Annick Delfosse confirment la dimension extraordinaire de ces célébrations en soulignant l'effet exceptionnel auquel les Jésuites ont visé en dépit des sollicitations à la sobriété invoquées depuis la « tête » de la Compagnie, Rome :

« Comme l'attestent les documents, il serait erroné de définir ces manifestations comme les répliques d'un séisme, qui deviendraient graduellement plus faibles en s'éloignant de l'épicentre. Au contraire, des festivités somptueuses furent déployées avec faste et énergie dans les régions frontalières belges, démontrant que la célébration n'y était pas un faible écho ni une pâle copie de l'originale romaine⁴³. »

En même temps que les spécificités locales françaises, les fêtes pour la canonisation de saint Ignace de Loyola et de saint François-Xavier doivent être considérées comme interconnectées dans une ramification globale. En effet, les fêtes de canonisation appartiennent à un réseau beaucoup plus complexe, car elles furent célébrées dans plusieurs villes des cinq Assistances de la Compagnie de Jésus, comme, hors des frontières de l'Assistance de France : Anvers, Augsbourg, Bamberg, Bergues, Braga, Cassel, Coimbra, Courtrai, Cracovie, Douai, Dunkerque, Eichstaedt, Evora, Girona, Goa, Ingolstadt, Lemberg, Lima, Lisbonne, Luxembourg, Madère, Madrid, Maëstricht, Messine, Mexico, Milan, Palerme, Porto, Prague, Rome, Ruremonde, Saint-Omer, Syracuse, Terceira, Turin⁴⁴. L'étude des interconnexions politiques, artistiques, intellectuelles qui s'établirent lors de ces événements entre des territoires parfois très éloignés est encore à ses débuts.

43. A. Delfosse, « From Rome to the Southern Netherlands », p. 159 : « As the documents attest it is incorrect to define these celebrations as aftershock whose feature is to grow gradually weaker as they move away from epicenter. On the contrary brilliant festivities were energetically and sumptuously deployed in the Belgian border areas, redefining the celebration in a mode that was not a weaker echo or a pale copy of the Roman original. »

44. Plusieurs de ces solennités sont répertoriées dans C. Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, 12 vol., et P. Delattre (S. J.) (dir.), *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles...* Voir en outre, sur l'esprit universel de la fête de canonisation, B. Majorana, « Entre étonnement et dévotion... ». Le groupe de recherche *Cultures du spectacle baroque* piloté par Ralph Dekoninck (UCL), Annick Delfosse (ULg), Maarten Delbeke (UGent) et Koen Vermeir (KUL/CNRS), auquel nous collaborons, publiera dans les prochains mois une base de données qui mettra à disposition des chercheurs les relations imprimées et manuscrites des fêtes de canonisation de 1622. Cette base permettra des recherches approfondies sur les réseaux jésuites, dans un contexte mondial.

Bibliographie

- BASSOMPIERRE François de, *Journal de ma vie. Mémoires du maréchal de Bassompierre*. Première édition conforme au manuscrit original, marquis de Chanterac (éd.), Paris, Société de l'histoire de France, 1870-1877, t. 3.
- La canonizzazione DEI santi Ignazio di Loyola, fondatore della Compagnia di Gesù e Francesco Saverio, apostolo dell'Oriente, Ricordo del terzo Centenario XII marzo 1622*, Rome, Grafia, 1922.
- CADILHON François, « Les processions jésuites en France aux XVIIe et XVIIIe siècles », Marc Agostino, François Cadilhon, Philippe Loupès, *Fastes et cérémonies : l'expression de la vie religieuse, XVI^e-XX^e siècles*, Presses universitaires de Bordeaux, 2003, p. 189-201.
- CANOVA-GREEN Marie-Claude, « Révolte et imaginaire : le voyage de Louis XIII en Provence (1622) », *Dix-septième siècle*, n° 212, 2001/3, p. 429-439.
- CANOVA-GREEN Marie-Claude, « Warrior King or King of War ? Louis XIII's Entries into his Bonnes Villes (1620-1629) », dans Mulryne J. Ronnie et al., *Ceremonial entries in Early Modern Europe: the iconography of power*, Londres, Routledge, 2015, p. 77-98.
- CASSAN Michel, « Les fêtes de canonisation d'Ignace de Loyola et de François Xavier dans la province d'Aquitaine », dans B. Dompnier (éd.), *Les cérémonies extraordinaires du catholicisme baroque*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2009, p. 459-476.
- CASSAN Michel, « Les solennités de la canonisation d'Ignace de Loyola et François Xavier à Tulle (1622) : la ville saisie par les Jésuites ? », *Temporalité*, n° 4, 2007, p. 133-147.
- CAVALIER D., *Les dévotions et allegresses spirituelles faictes à Tulle, dans le collège de la Compagnie de Jesus. En la Celebrité de la Canonisation des bien heureux Saints Ignace de Loyola, et François Xavier, recueillies et envoyées à Monsieur des Plas. Par P. Cavalier Precepteur de Monsieur le Baron son fils, Tulle, F. Alvitre, 1622.*
- La célébrité des devoirs honorables rendus dans la ville d'Avignon dès le 23 jusques au 31 de Juillet 1622. À l'immortelle mémoire de S. Ignace de Loyola & S. François Xavier de la Compagnie de Jesus canonisés à Rome par N.S.P. le Pape Gregoire XV le 12 Mars 1622. À l'instance de Louis XIII, Roy très-chrestien de France et de Navarre*, Avignon, J. Bramereau, 1622.
- CHONÉ Paulette, *Emblèmes et pensée symbolique en Lorraine, 1525-1633. Comme un jardin au cœur de la chrétienté*, Paris, Klincksieck, 1991.
- DE MARCO Rosa, « Le langage des fêtes jésuites dans les pays de langue française, de la *Ratio studiorum* de 1586 jusqu'à la fin du généralat de muzio Vitelleschi », thèse, Université de Bourgogne, 2014. À paraître aux éditions Brepols (Turnhout) dans la collection *Imago Figurata*.
- DE MARCO Rosa, « Re e santi. Il trionfo della luce sulla terra », communication dans le colloque organisé par l'Académie de France à Rome, avec le concours de l'université de Rouen et de l'université Paris IV, par A. Lemoine, M. Virol et F. Cousinié, *Soleils baroques. La gloire de Dieu et des princes en représentation dans l'Europe moderne*, dont les actes sont en cours de publication.
- Déclaration de ce qui s'est fait à Bourges touchant la Solemnité de la Canonisation de Saint Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus, et de Saint François-Xavier apostre des Indes Orientales*, Bourges, Maurice Levez, 1622.

- DELATTRE Pierre (S. J.) (éd.), *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles : répertoire topo-bibliographique, publié à l'occasion du quatrième centenaire de la fondation de la compagnie de Jésus*, Enghien, Institut supérieur de théologie, 1940-1957.
- DELFOSE Annick, « La correspondance jésuite : communication, union et mémoire. Les enjeux de la *Formula scribendi* », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 2009, p. 71-114.
- DELFOSE Annick, « From Rome to the Southern Netherlands: Spectacular sceneries to celebrate the canonization of Ignatius of Loyola and Francis Xavier », dans J. Mara DeSilva (éd.), *The sacralization of space and behavior in the Early Modern World: studies and sources*, Londres, Routledge, 2015, p. 141-159.
- DELFOSE Annick, « Les *Litterae Annuae* de la Compagnie de Jésus entre compte rendu factuel et construction identitaire : l'exemple de Bruxelles », dans X. Rousseaux (éd.), *Quatre siècles de présence jésuite à Bruxelles*, Bruxelles, Prosopon, 2012, p. 214-233.
- DOMPNIER Bernard, *Les cérémonies extraordinaires du catholicisme baroque*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2009.
- DUCCINI Hélène, *Faire voir, faire croire. L'opinion publique sous Louis XIII*, Seyssel, Champ Vallon, 2003.
- FOUQUERAY Henri (S. J.), *Histoire de la Compagnie de Jésus en France des origines à la suppression (1528-1762)*, Paris, Bureau des Études, 1910-1925, vol. 5.
- GALLAUP DE CHASTEUIL Jean, *Discours sur les arcs triomphaux dressés en la ville d'Aix à l'heureuse arriuée de tres-chrestien très-grand, et très-juste monarque Louys XIII roy de France [et] de Nauarre*, Aix, Jean Tholosan, 1624.
- GELLIOT Annibal, *La Voye de laict, ou Le Chemin des héros au palais de la gloire : ouvert à l'entrée triomphante de Louys XIII*, Avignon, I. Bramereau, 1623.
- GODEFROY Théodore, *Le cérémonial françois recueilli par Théodore Godefroy*, Paris, Cramoisy, 1649, t. 2.
- HANLON Grégory, *L'univers des gens de bien : culture et comportements des élites urbaines en Agenais-Condomois au XVII^e siècle*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 1989, p. 232.
- LIGNEREUX Yann, *Lyon et le roi : de la bonne ville à l'absolutisme municipal, 1594-1654*, Seyssel, Champ Vallon, 2003.
- MCGOWAN Margaret, « Les Jésuites à Avignon : les fêtes au service de la propagande politique et religieuse », dans J. Jacquot (éd.), *Les fêtes de la Renaissance*, Paris, CNRS éditions, 1975, 3, p. 153-171.
- MAJORANA Bernadette, « Entre étonnement et dévotion. Les fêtes universelles pour la canonisation des saints (Italie, XVII^e et début XVIII^e siècle », dans *Les cérémonies extraordinaires du catholicisme baroque*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2009, p. 424-442.
- MASSING Jean-Michel, « Jerome Nadal's *Evangelicae historiae imagines* (1593) in European, Central- and South-American and Japanese Art ». Communication, 10th International Conference Society for Emblem Studies, Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, 27 July-1st August 2014.

MÉCHIN Édouard (abbé), *L'enseignement en Provence avant la Révolution. Annales du Collège Bourbon d'Aix depuis les premières démarches faites pour sa fondation jusqu'au 7 ventôse an III, époque de sa suppression*, Marseille, La Ruche, 1890, 3 vol.

Récit de ce qui s'est passé à Agen en la solennité de la Canonization des Saints Ignace de Loyola, & Fr. Xavier, Toulouse, Raymond Colomiez, 1622, p. 11.

SAXY Pierre, *Entrée de Louis XIII Roy de France et de Navarre dans sa ville d'Arles, le 29 octobre 1622*, Avignon, J. Bramereau, 1623.

Le Soleil au signe du Lyon. D'où quelques parallèles sont tiréz, avec le tres-Chrestien, tres-Iuste, et très-Vicorieux Monarque Louis XIII. Roy de France et de Navarre, en son Entrée triomphante dans sa ville de Lyon, Lyon, Jean Julliéron, 1623.

SOMMERVOGEL Carlos, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, nouv. édition, Bruxelles, Schepens / Paris, Picard, 1890-1932, 12 vol.

SUIRE Éric, « L'écho des cérémonies de canonisation à Bordeaux sous l'Ancien Régime », dans Marc Agostino, François Cadilhon, Philippe Loupès, *Fastes et cérémonies : l'expression de la vie religieuse, XVI^e-XX^e siècle*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2003, p. 17-33.

WAGNER Marie-France et VAILLANCOURT Daniel (éd.), *Le roi dans la ville. Anthologie des entrées royales dans les villes françaises de province (1615-1660)*, Paris, Honoré Champion (Sources classiques, 33), 2001.

WATANABE-O'KELLY Helen et SIMON Anne, *Festivals and ceremonies : a bibliography of works relating to court, civic, and religious festivals in Europe 1500-1800*, Londres, Burns & Oates, 2000.

Résumé

Posant ses bases sur la nature réticulaire des fêtes jésuites, reflet de l'organisation administrative et des visées universelles de la Compagnie de Jésus, l'étude se propose de comprendre l'effet de la fête en réseau sur la réception des messages qu'elle véhicule et qu'elle construit. Pour ce faire, elle s'attache à l'analyse des fêtes qui se déroulèrent en France pendant l'année 1622, mettant en relation le réseau des fêtes de canonisation de saint Ignace de Loyola et de saint François Xavier avec celui des entrées solennelles de Louis XIII. L'analyse synchronique de ces fêtes a enfin l'ambition de montrer comment elles établissaient un réseau à la fois conceptuel et concret fondé sur des pratiques de représentation et de démonstration du pouvoir politique, en contribuant à la fabrication de l'image de la monarchie et du souverain de France.

Au croisement des réseaux scolastique et ecclésiastique : le rôle de passeur d'Albert le Grand (1200-1280)

Alexis Fontbonne

Professeur agrégé au lycée Félix-Mayer (57150 Creutzwald)

Doctorant ED 395 Paris-Ouest Nanterre

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

L'historiographie des dernières décennies a révélé que l'hérésie était avant tout dans l'œil de celui qui condamne ; il reste à présent à étudier la manière dont se forme ce regard. Pour cela, nous allons étudier « l'hérésie du Libre-Esprit » dont Robert Lerner¹ a montré le caractère de pure fiction inquisitoriale. En effet, s'il n'existe pas d'adeptes d'un autothéisme aboutissant à une négation des normes sociales et de la morale, d'où proviennent les éléments constitutifs de l'accusation ? Comment ces accusations ont-elles pu s'abattre sur des cibles précises ? Nous tenterons de montrer que le « Libre-Esprit » comme hérésie naît de la mise en réseau des débats scolastiques avec les enquêtes inquisitoriales. Celui qui établit ce lien est le théologien Albert le Grand (1200-1280), maître de Thomas d'Aquin, évêque de Ratisbonne et enseignant dans les premières écoles dominicaines d'Allemagne.

Dans un premier temps, nous montrerons que les textes de condamnation du Libre-Esprit reprennent un argumentaire fondé sur l'accusation de pélagianisme, dont Albert le Grand est l'auteur. Cette accusation de pélagianisme s'inscrit dans des débats théologiques qui portent sur certaines idées développées par Pierre Lombard au XII^e siècle, que l'on retrouve dans la mystique cistercienne qui lui est contemporaine. Ainsi, il devient possible de comprendre que les héritières laïques de cette mystique, les béguines, aient pu être les cibles de la répression inquisitoriale.

Les racines de la condamnation du Libre-Esprit : la Compilation d'Albert le Grand

La répression de l'hérésie du Libre-Esprit

Lors du concile de Vienne en 1311, les béguines sont condamnées au motif qu'elles ne promettent obéissance à personne, ni ne professent aucune règle. Pire, certaines d'entre elles discutent et enseignent la Trinité et l'essence divine et leurs idées sur le sujet sont contraires à la foi catholique. Par ce biais, elles trompent beaucoup de simples gens. Le pape, avec

1. R. Lerner, *The heresy of the free spirit in the latter middle ages*.

l'approbation du concile, décide alors de supprimer le mode de vie des béguines². Le décret *Ad Nostrum*, rédigé lors du concile mais promulgué en 1317 par le pape Jean XXII, apparaît comme le complément doctrinal de cette condamnation³. Il présente en huit points la doctrine de la « secte du Libre-Esprit » qui serait composée de béguines et bégards du royaume d'Allemagne :

1. Il est possible d'atteindre dans la vie une perfection telle que l'on ne peut plus pécher ni faire davantage de progrès dans la grâce. Si quelqu'un pouvait faire davantage de progrès, il pourrait devenir plus parfait que le Christ.

2. À ce degré de perfection, il n'est plus nécessaire de jeûner ou de prier, car la sensualité a été si parfaitement soumise à l'esprit et à la raison que l'homme peut librement concéder à son corps ce qui lui plaît.

3. Ceux qui sont dans un tel état de perfection et de liberté de l'esprit ne sont plus sujets à l'obéissance humaine ni à aucun précepte de l'Église, car ils affirment que là où est l'Esprit du Seigneur, là est la liberté.

4. L'homme peut obtenir dans sa vie la béatitude selon tous les degrés de perfection, comme il les obtiendrait dans la grâce.

5. Toute nature intellectuelle en soi est naturellement bénie, et l'âme n'a pas besoin de la lumière divine pour s'élever à la vision de Dieu et à sa jouissance.

6. La pratique des vertus appartient à un stade d'imperfection et l'âme parfaite est libre des vertus.

7. L'acte d'embrasser une femme est un péché mortel dès lors que la nature n'y incline pas et l'acte de chair n'est pas un péché dès lors que la nature y incline, en particulier dans les temps de tentation.

8. Lors de l'élévation du corps du Christ, ils ne doivent pas se lever ou lui montrer de la révérence car ce serait une imperfection pour eux de redescendre de la pureté et de la hauteur de leur contemplation pour penser au ministère du sacrement du Christ ou à la passion du Christ en tant qu'homme.

Dès avant la publication d'*Ad Nostrum*, l'évêque de Strasbourg, Jean de Zürich, qui a participé au concile de Vienne, produit, suite à une enquête, un texte condamnant « la secte des bégards ». La liste de propositions hérétiques qu'il établit sous le nom de « nouvelles hérésies du Nouvel Esprit » est plus développée qu'*Ad Nostrum*, et il précise que ces différentes propositions ont été condamnées à la fois par l'Église romaine en général et par celle de Mayence et ses suffragants en particulier⁴. C'est cet ensemble documentaire (décret du concile de Vienne, *Ad Nostrum* et enquête de Jean de Zürich) qui va constituer la base à partir de laquelle l'Inquisition va condamner en Allemagne et en Europe centrale des « adeptes du Libre-Esprit »⁵. Ces textes répressifs ne se copient pas les uns les autres et il faut donc supposer l'existence de sources antérieures pour comprendre la proximité qui existe entre eux.

La question des sources d'inspiration des textes répressifs

Il est possible de trouver certains points communs entre les propositions condamnées dans *Ad Nostrum* et celles qui justifient la mise au bûcher de la béguine Marguerite Porète, en 1310, à Paris. Cette hypothèse est de plus étayée par la présence au concile des théologiens qui condamnèrent Marguerite, ainsi que de Philippe de Marigny qui, alors qu'il était évêque

2. G. Alberigo (éd.), J. Mignon (trad.), *Les conciles œcuméniques*, p. 775.

3. *Ibid.*, p. 793.

4. I. Döllinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters. Dokumente vornehmlich zur Geschichte der Valdesier und Katharer*, p. 389-391.

5. R. Lerner, *The heresy...*, p. 47-48.

de Cambrai, avait fait arrêter et juger la béguine⁶. Il faut cependant souligner que le décret de 1317 concerne avant tout l'espace germanique. Si l'on ajoute à cela que la condamnation de Marguerite Porète ne recouvre pas l'ensemble des propositions condamnées, il semble plus simple de considérer que le procès de 1310 est apparu comme la première manifestation en France d'une hérésie déjà définie. Ainsi, dès 1296, Boniface VIII, dans la bulle *Saepe sanctam ecclesiam*, condamne l'existence de femmes formant des conventicules, qui prétendent prêcher, détenir les clés de l'Église, entendre les confessions et donner l'Esprit par l'imposition des mains, et refusent de manifester de la révérence à tout autre que Dieu. Cette contestation de l'institution ecclésiastique est bien entendu accompagnée de débordements sexuels, le pape prêtant à ces femmes l'affirmation selon laquelle les prières sont plus efficaces si elles sont présentées par des personnes totalement dénudées⁷. C'est donc dès le XIII^e siècle qu'il faut rechercher les traces d'une inquiétude de la hiérarchie ecclésiastique à l'égard de mouvements laïcs, en particulier féminins, prétendant enseigner l'Évangile en se passant de la médiation cléricale.

Si le terme de « Libre-Esprit » a rencontré un succès important, aussi bien dans les condamnations inquisitoriales du XIV^e siècle que dans l'historiographie, il peut sembler intéressant de noter que l'évêque Jean de Zürich évoque le « Nouvel Esprit ». Or, c'est sous ce terme que le théologien Albert le Grand établit une liste d'erreurs qu'il attribue à une hérésie s'étant manifestée à Ries, dans le diocèse d'Augsbourg, dans les années 1270⁸. Les diocèses d'Augsbourg et de Strasbourg appartiennent à la province ecclésiastique de Mayence. L'usage des mêmes termes dans un même espace ne constitue pas une preuve, mais rend légitime l'étude de la *Compilation des 97 erreurs du Nouvel Esprit* rédigée par Albert le Grand une génération avant le concile de Vienne.

La place de la *Compilatio de Novo Spiritu* d'Albert le Grand

L'hérésie s'étant manifestée à Ries entre 1270 et 1273, il est probable qu'Albert a rédigé ce document avant sa *Summa theologiae*, postérieure à 1274⁹, mais après son *Commentaire des sentences*, qui date de 1256-1259. Les travaux de Robert Lerner ayant montré la dimension fictive de l'hérésie du Libre-Esprit, la compilation d'Albert le Grand ne peut être considérée comme une description de celle-ci ; cependant, le caractère très répétitif du document¹⁰ exclut qu'il soit une construction purement théorique. Cela est confirmé par le fait qu'Albert le Grand cite différents auteurs, dont Ortlieb de Strasbourg, cité comme l'auteur de la 78^e erreur, celle qui consiste à dire que l'homme doit s'abstenir de lien avec l'extérieur et chercher la réponse de l'esprit à l'intérieur de lui¹¹. Albert le Grand s'attaque aussi au panthéisme de David de Dinant dans l'erreur 76 : la formule condamnée¹² semble correspondre aux fragments conservés des *Quaternuli*¹³. La compilation n'est donc ni une œuvre théorique, ni une œuvre de pure circonstance ; il semble davantage qu'Albert le Grand tente d'établir une liste des différents courants dont la pensée ou les pratiques lui paraissent

6. *Ibid.*, p. 80-81.

7. H. Denzinger, *Enchiridion Symbolorum*, p. 314.

8. I. Döllinger, *Beiträge...*, p. VI.

9. R. Lerner, *The heresy...*, p. 21.

10. Ainsi l'erreur 22 (« *Dicere aliquem ad hoc devenire posse, quod sanctos non oporteat revereri Pelagii est* ») est très proche de l'erreur 39 (« *Quod dicitur, quod homo unitus deo non habeat sanctos revereri, de errore Pelagii est* »). W. Preger, *Geschichte der deutschen Mystik im Mittelalter*, p. 463-464.

11. Erreur 78 (*ibid.*, p. 468).

12. Erreur 76 (*ibid.*, p. 467).

13. Il s'agit d'une présentation de la philosophie naturelle d'Aristote (A. De Libera, *Métaphysique et noétique : Albert le Grand*, p. 131).

condamnables et de produire un document permettant par l'interrogatoire de trouver ceux qui adhèrent à ces thèses.

Il faut en effet parler de pratiques, car une part des erreurs évoquées ne concerne pas la théologie. C'est ainsi le cas de la première, où Albert souligne le fait que, si tenir des conventicules et enseigner en secret ne va pas contre la foi, cette pratique n'est pas celle de l'Évangile¹⁴. Les 97 points abordés ne présentent pas le même degré de faute, certaines propositions étant considérées comme diaboliques¹⁵, tandis que d'autres ne sont pas directement condamnables et parfois même reconnues comme correctes sur le plan doctrinal¹⁶. Ces variations semblent confirmer la fonction utilitaire de la *Compilation*, qui permet à l'inquisiteur de déterminer l'étendue de la faute et la nature de l'erreur recensée.

On retrouve parmi les 97 erreurs l'essentiel des propositions condamnées par le décret *Ad Nostrum*, à l'exception notable de la formule de liberté de l'Esprit, qui n'apparaît pas. La *Compilation* contient de plus les éléments évoqués par l'évêque Jean de Zürich qui sont absents d'*Ad Nostrum*. C'est ainsi le cas du rejet du culte des saints pour l'homme uni à Dieu, ou encore de l'égalité entre le sang de l'homme et celui du Christ¹⁷. Ces correspondances permettent de faire l'hypothèse que la *Compilation* d'Albert le Grand a été l'un des documents de travail permettant la définition de l'hérésie du Libre-Esprit. Cependant, Albert le Grand rédige aussi ce document en universitaire, comme l'atteste sa volonté de réhabiliter Aristote en attaquant David de Dinant. Ce positionnement se traduit par la volonté de donner une cohérence à l'ensemble des erreurs présentées, cohérence pour laquelle Albert le Grand utilise une référence, le pélagianisme¹⁸.

L'accusation de pélagianisme chez Albert le Grand : définition de l'hérésie et réfutation théologique

Sur 97 erreurs citées, on retrouve ponctuellement d'autres hérésies antiques telles que le manichéisme, cité à neuf reprises ; mais, avec 44 occurrences, c'est avant tout au pélagianisme qu'Albert le Grand rattache l'hérésie du Nouvel Esprit. À l'exception, notable, de la négation du paradis, de l'enfer et des anges, de la résurrection du Christ et de la divinité de l'Esprit, qui est associée à d'autres hérésies antiques, la totalité des propositions condamnées dans la *Compilation* sont liées au moins une fois au pélagianisme. Ainsi, il ne s'agit pas ici d'étudier une part de la *Compilation* mais la manière dont le rejet par Albert le Grand d'un objet construit sous le nom d'« hérésie pélagienne » donne une certaine cohérence à l'ensemble des 97 propositions.

Le pélagianisme : du rejet de la médiation ecclésiastique à la déviance morale

L'hérésie pélagienne consiste, selon Albert le Grand, en une confusion entre la volonté humaine et la volonté divine, l'homme se faisant Dieu selon la volonté¹⁹ et, de ce fait, c'est

14. Erreur 1 (W. Preger, *Geschichte...*, p. 461).

15. Erreur 58 (*ibid.*, p. 466).

16. Erreur 9 (*ibid.*, p. 462).

17. Erreur 9 de la liste de l'évêque de Strasbourg (I. Döllinger, *Beiträge...*, p. 392) et erreur 32 (*ibid.*, p. 393), qui correspondent respectivement aux erreurs 22 et 51 de la *Compilation* d'Albert le Grand (W. Preger, *Geschichte...*, p. 463 et 465).

18. Hérésie antique tirant son nom du moine Pélage, le pélagianisme nous est connu par la controverse menée par Augustin d'Hippone ; celui-ci attribue aux Pélagiens l'idée qu'une vie sainte permet d'obtenir le Salut, sans que la grâce divine soit nécessaire.

19. Erreur 36 (*ibid.*, p. 464).

alors Dieu qui opère tout en lui²⁰. Cette présence de Dieu en l'homme est une présence de l'Esprit, comme l'indique le fait que, selon Albert le Grand, les hérétiques disent que ce ne sont pas eux qui parlent, mais l'Esprit-Saint²¹. Le Nouvel Esprit consiste donc à croire en la possibilité de la volonté de se confondre avec la volonté divine, c'est-à-dire avec l'Esprit-Saint ; cela mène alors à trois aspects qu'Albert le Grand condamne : l'autodéification, le rejet de l'intermédiaire ecclésiastique et l'affirmation d'impeccabilité.

La déification de l'homme, évoquée dans 23 points, est l'aspect le plus traité de la *Compilation* et celui qui présente le plus de répétitions. Il existe une gradation dans les formes d'autodéification. Ainsi, Albert le Grand condamne ceux qui pensent, « comme Pélagé », pouvoir par le jeûne et les oraisons s'unir à Dieu pour arriver à une déification de l'âme²². De cette conviction, Albert tire d'autres propositions hérétiques, en particulier l'erreur, répétée, selon laquelle l'homme en dévotion peut surpasser la Vierge²³. Les autres erreurs évoquées par Albert concernant l'autodéification relèvent ensuite d'une augmentation des prétentions attribuées aux hérétiques, du fait d'égaliser le Christ et Dieu²⁴ à la prétention, qualifiée de diabolique, de transcender le Fils et égaler le Père²⁵, ou encore de s'élever au-dessus de Dieu²⁶. Ce caractère divin de l'homme se traduit alors par une négation du caractère particulier de la messe, se traduisant par l'idée que, lors de la réception des sacrements à l'autel, Dieu reçoit Dieu²⁷, que l'homme uni à Dieu doit être vénéré comme le corps du Christ²⁸ ou encore que le sang de l'homme est le sang du Christ²⁹. Il y a donc une traduction ecclésiologique à l'hérésie théologique du Nouvel Esprit, le rejet de l'intermédiaire ecclésiastique.

La négation du rôle de l'institution ecclésiastique dans le Salut est explicitement énoncée dans l'erreur 16, qui affirme que l'homme qui progresse dans l'union à Dieu n'a pas besoin du sacerdoce, ce qui revient à rejeter le pouvoir des clés détenu par l'Église³⁰. Le rejet de tout intermédiaire dans la relation à Dieu se traduit alors par la négation de la vénération des saints, qui s'explique par la nature divine à laquelle prétendent les hérétiques³¹. Au refus de la communion des saints, élément d'unité ecclésiologique, s'ajoute le rejet des pratiques, qu'il s'agisse des fêtes³², du jeûne ou de la prière³³. Enfin, pour Albert le Grand, l'hérésie pélagienne consiste aussi à ne pas chercher le conseil des hommes lettrés à propos de la dévotion et d'autres sujets³⁴. Le rejet de l'intermédiaire clérical n'est donc pas seulement le rejet de la fonction d'intercession de l'Église, mais doit aussi être relié à l'évocation des conventicules ou au caractère suspect du fait que les adeptes du Nouvel Esprit tiennent des

20. Erreur 15 (*ibid.*, p. 464-465). Une proposition semblable est évoquée dans l'erreur 56 (*ibid.*, p. 466).

21. Erreur 33 (*ibid.*, p. 464).

22. Erreur 23, 25, 26 et 27 (*ibid.*, p. 463).

23. Erreur 31 (*ibid.*, p. 464). On retrouve cette affirmation dans l'erreur 74 (*ibid.*, p. 467).

24. Erreur 13 (*ibid.*, p. 462). On retrouve des propositions concernant le fait d'être Dieu égal à Dieu dans les erreurs 14, 19, 20, 30, 72 et 77.

25. Erreur 58 (*ibid.*, p. 466).

26. Erreur 70 (*ibid.*, p. 467).

27. Erreur 29 et 84 (*ibid.*, p. 464 et p. 468).

28. Erreur 28 (*ibid.*, p. 463).

29. Erreur 51 et 85 (*ibid.*, p. 465 et p. 468).

30. Erreur 16 (*ibid.*, p. 463).

31. Erreur 22 et 39 (*ibid.*, p. 463-464).

32. Erreur 32 (*ibid.*, p. 464).

33. Erreur 44 et 52 (*ibid.*, p. 465).

34. Erreur 17 (*ibid.*, p. 463).

propos secrets³⁵. L'autonomie du salut envers la grâce divine ou la communion des saints se traduit aussi par une autonomie sociale à l'égard de l'institution ecclésiastique.

Cette volonté de se situer hors de l'appareil normatif est alors interprétée comme la cause d'un comportement évidemment hors norme. Ainsi, la prétention à l'impeccabilité est une erreur évoquée par trois fois dans la *Compilation*³⁶. De cette prétention découle alors un comportement amoral aussi bien sur le plan physique qu'intellectuel. Les adeptes du Nouvel Esprit prétendraient ne pas pouvoir pécher par parjure ou mensonge³⁷. Albert le Grand évoque de plus une dissolution des mœurs, associée non à Pélage lui-même mais à ses disciples, Julien et Elyoriste, selon lesquels prêcher la concupiscence n'est pas un mal³⁸ et pour qui rien de ce qui est fait sous la ceinture n'est un péché³⁹.

Albert le Grand donne une cohérence dans l'hérésie à une série de propositions de nature très variée. Sa *Compilation* permet, par le biais du pélagianisme, de rejeter dans l'hérésie de l'autodéification et la suspicion de dépravation morale, toute recherche d'autonomie à l'égard de la médiation ecclésiastique. L'usage de la notion de pélagianisme n'est pas nouvelle pour Albert le Grand lorsqu'il rédige la *Compilation* ; il y a en effet eu recours dans le cadre d'un débat théologique antérieur.

L'emploi par Albert le Grand de l'hérésie pélagienne dans la réfutation de Richard Fishacre

Richard Fishacre (1200-1248), dominicain anglais, auteur du premier commentaire des *Sentences* (1241-1247) à Oxford, où il est maître, contribue à imposer les *Sentences* comme support de la formation théologique dans cette université⁴⁰. Richard, défendant la thèse de Pierre Lombard selon laquelle la charité, y compris celle par laquelle l'homme aime Dieu et son prochain, se confond avec le Saint-Esprit, développe l'argumentaire suivant :

« Si la personne du Fils a été capable de s'unir à l'âme du Christ d'une manière telle que ni le Père ni l'Esprit n'étaient unis à cette âme par cette union, alors pourquoi l'Esprit ne pourrait-il pas d'une telle manière, bien que dans une moindre et différente union, être uni à la pensée (*menti*), d'une telle manière que ni le Fils ni le Père ne seraient unis à elle par cette union [...]. Dans ce cas, comme il conviendrait seulement à la personne du Fils d'être uni à la nature humaine, il conviendrait seulement à la personne de l'Esprit d'être uni, bien que très différemment, à la volonté humaine⁴¹. »

Albert le Grand, dans son *Commentaire des Sentences* (1256-1259), refuse l'idée que le Saint-Esprit se soit uni à la volonté comme le Fils s'est uni à la chair⁴². Parmi les arguments évoqués en faveur de la thèse de Pierre Lombard, Albert le Grand en note trois qui nient l'action de la grâce divine dans la sanctification⁴³, ce qu'il qualifie d'hérésie pélagienne. Or, Richard Fishacre avait affirmé que l'âme ne peut pas être méritante dans une action si Dieu

35. Erreur 35 (*ibid.*, p. 464).

36. Erreur 21, 55 et 61 (*ibid.*, p. 463 et p. 466).

37. Erreur 69 (*ibid.*, p. 467).

38. Erreur 54 (*ibid.*, p. 466).

39. Erreur 63 (*ibid.*, p. 466).

40. R. J. Long, « The beginning of a tradition : The *Sentences* commentary of Richard Fishacre OP », p. 356-357.

41. A. Landgraf, « Anfänge einer Lehre vom concursus simultaneus in XIII. Jahrhundert », p. 352.

42. Distinction 17, article 1, solution (Albert le Grand, *Commentarii in I Sententiarum, Opera Omnia*, vol. 25, A. Borgnet (éd.), p. 464).

43. Distinction 17, article 1, arguments 3, 11 et 14 (*ibid.*, p. 462).

ne l'accomplit pas avec l'âme et par Son action⁴⁴. Il semble donc que ce soit aussi contre Richard Fishacre qu'Albert le Grand affirme que, si la charité n'est pas une habitude en nous, alors il n'y a pas de grâce en nous, ce qui est une position pélagienne⁴⁵. L'emploi du pélagianisme comme outil de réfutation s'inscrit donc dans des débats théologiques remontant au ^{xiii}^e siècle. Dans une dernière partie, nous allons essayer de montrer que ce sont des héritages de cette période qu'est issu l'ensemble des éléments aboutissant à la condamnation d'adeptes du Libre-Esprit.

L'unité entre amour de Dieu et Esprit-Saint au ^{xiii}^e siècle : les origines mystiques du Libre-Esprit

La distinction 17 de Pierre Lombard : une position condamnée au ^{xiii}^e siècle

Pierre Lombard, originaire d'Italie et formé à Reims, se rend à Paris en 1136, muni d'une recommandation écrite par Bernard de Clairvaux, adressée à l'abbé Gilduin et à la communauté de Saint-Victor. Il est affilié à l'école cathédrale de Notre-Dame dans la décennie suivante et y enseigne jusqu'à son élection comme évêque de Paris en 1159 ; il meurt l'année suivante. Il est une autorité reconnue de son vivant et participe en tant que tel au concile local de Reims, aux côtés de Bernard de Clairvaux et du pape Eugène III, pour juger Gilbert de La Porée.

C'est à la fin de sa carrière de théologien qu'il rédige son *Livre des sentences*, conçu comme un manuel dont il produit une première version en 1156-1157 et qu'il remanie l'année suivante⁴⁶. Il présente avant tout son travail comme une œuvre de compilation, dont la seule utilité est d'épargner aux lecteurs la consultation de l'importante production patristique. Les *Sentences* ont donc une vocation pédagogique, mais aussi apologétique, car Pierre Lombard évoque la nécessité de lutter contre les erreurs qui attaquent la foi chrétienne. Ses propos contre les mauvais maîtres se placent dans la continuité d'une décennie de répression et de surveillance des productions théologiques⁴⁷. Cependant, le travail de Pierre Lombard dépasse de loin la simple compilation. D'abord parce qu'il se donne pour but, sans y parvenir, de réorganiser l'ensemble du donné biblique et patristique selon une typologie qu'il emprunte à Augustin, et ensuite parce que son usage massif des autorités patristiques doit être relié à la pratique des gloses constituant des dossiers d'autorités. De plus, Pierre Lombard est aussi un innovateur, c'est sa définition de l'essence divine qui entre dans le dogme lors du concile de Latran IV. Certaines de ces innovations sont en revanche immédiatement contestées, et finalement réfutées et abandonnées au ^{xiii}^e siècle ; c'est le cas de l'identité entre l'amour divin et la charité humaine, présentée dans la distinction 17 du premier livre. En s'appuyant sur Augustin, Pierre Lombard affirme que l'amour est le plus grand des dons, et que le plus grand des dons est le Saint-Esprit qui est à la fois Dieu et de Dieu⁴⁸. Il peut ainsi distinguer la charité des autres vertus, l'amour étant le don qui distingue les élus des damnés, les autres dons donnés à travers l'Esprit ne sont pas profitables sans ce don d'amour⁴⁹.

44. *Nec potest anima in hanc actionem meritoriam, nisi Deus sua actione agat cum anima* (A. Landgraf, « Anfänge... », p. 353).

45. Distinction 17, article 1, contra 3 (Albert le Grand, *Commentarii...*, p. 463).

46. P. W. Rosemann, *The story of a great medieval book. Peter Lombard's Sentences*, p. 23.

47. C. Giraud, *Per Verba Magistri, Anselme de Laon et son école au ^{xii}^e siècle*, p. 479-480.

48. Livre 1, Distinction 17, chap. 2.

49. Livre 1, Distinction 17, chap. 3 et 4.

Pour Pierre Lombard, la charité n'est pas une vertu qui peut être augmentée ou changée ; elle est l'Esprit dans lequel nous progressons lorsque nous aimons Dieu⁵⁰.

Conscient que cette thèse semble distincte de ce que la plupart des catholiques croient⁵¹, Pierre Lombard consacre le sixième chapitre à l'étude de citations d'Augustin qui pourraient lui être opposées, celles où Augustin distingue la charité par laquelle Dieu nous aime, qui est le Saint-Esprit, et l'habitude créée de la charité, par laquelle nous aimons Dieu, qu'il appelle *motus mentis* ou *affectio animi*. La réponse de Pierre Lombard est que l'Esprit n'affecte pas la pensée (*mens*) comme un mouvement, car il est inchangeable, mais comme une vertu : il met la pensée en mouvement⁵². L'argumentation de Pierre Lombard consiste donc à faire la distinction entre des vertus qui sont des habitudes humaines motivées par l'Esprit, et la charité qui est l'Esprit-Saint agissant comme une vertu en nous. Ainsi, selon l'auteur des *Sentences*, il n'y a pas de différence entre la charité par laquelle Dieu s'aime et aime l'homme, c'est-à-dire le Saint-Esprit, et celle par laquelle l'homme aime Dieu et son prochain. Ainsi, l'amour est Dieu, c'est-à-dire le Saint-Esprit⁵³.

C'est cette thèse, qui postule la présence de l'Esprit sans impliquer la grâce, que rejettent Albert le Grand, puis Thomas d'Aquin, ce dernier allant plus loin que son maître car il applique l'accusation de pélagianisme à Pierre Lombard lui-même⁵⁴. L'histoire de la distinction 17 dans les débats théologiques est donc celle d'une position minoritaire dès le XII^e siècle, finalement rejetée par l'emploi de l'accusation de pélagianisme. Cependant, il est possible de trouver des affinités entre cette position et celle d'auteurs cisterciens contemporains de Pierre Lombard, un milieu dont on a pu voir que le maître des *Sentences* était proche.

L'identité entre amour divin et charité dans la mystique cistercienne

La réforme monastique du XII^e siècle, au sein de laquelle les Cisterciens jouent un rôle central, pose cependant certains problèmes que Bernard de Clairvaux va tenter de résoudre. En effet, selon la proposition du *Duae sunt leges* d'Urbain II, un moine peut quitter son monastère quand, sous l'inspiration de l'Esprit, il souhaite en rejoindre un autre où la vie monastique est plus stricte. Dans une lettre, rédigée entre 1131 et 1143 et adressée à l'abbé de Coulombs, Bernard de Clairvaux développe une réflexion sur les problèmes que peut poser la mise en application de ce principe, dans un contexte où la réforme a fait se multiplier les modèles de vie monastique⁵⁵.

Bernard distingue trois sortes de transfert possibles : la volonté de passer à une règle moins stricte, le passage d'un bon monastère à un meilleur, et enfin d'un monastère irréligieux à un meilleur. Bernard associe le premier cas au fait de céder à un esprit d'insubordination, de vagabondage ; il l'interdit. Dans le deuxième cas, prenant l'exemple d'un moine qui souhaite passer de Cluny à Cîteaux, il ne conseille de quitter le monastère qu'avec le consentement de l'abbé et avec beaucoup de précautions, car rien n'assure que le moine parvienne à supporter la nouvelle règle. C'est seulement dans le dernier cas que Bernard affirme que, guidé par la liberté de l'Esprit, le moine peut sans aucun doute se transférer d'un monastère dominé par l'improbité et l'irréligiosité vers un autre lieu⁵⁶. Ainsi, afin d'éviter

50. Livre 1, Distinction 17, chap. 5.

51. Ph. W. Rosemann, « *Fraterna dilectio est Deus...* », p. 409-436.

52. Livre 1, Distinction 17, chap. 6.

53. Livre 1, Distinction 17, chap. 1.

54. G. Zijldwegt, « *Utrum caritas sit aliquid creatum in anima...* », p. 64-65.

55. Patrologie latine 182, col. 863 A-864 B.

56. Act. V, 29. *Ibid.*, 885 C.

une divagation des moines, Bernard de Clairvaux restreint considérablement la possibilité de faire référence à l'inspiration de l'Esprit pour quitter un monastère.

Selon lui, la véritable liberté du moine ne se trouve pas dans la possibilité de changer de monastère. Si un religieux ne peut être contraint hors de la limite de ses vœux, cette obéissance n'est pas celle qui est parfaite : en effet l'obéissance parfaite doit ignorer ce qu'est une loi et sa volonté s'étend jusqu'aux limites de la charité. C'est dans ce sens, selon Bernard, que l'on dit que le juste n'a pas de loi, non qu'il vive sans aucune loi mais qu'au contraire, il aspire à dépasser les limites de son vœu. Sur le modèle du Christ obéissant à Dieu jusqu'à la mort, cette obéissance du moine ne doit cesser qu'avec sa vie. Le seul cas de désobéissance acceptable est lorsque l'abbé ordonne quelque chose de contraire à la loi de Dieu ; dans ce cas, « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes⁵⁷ ». La liberté liée à l'inspiration de l'Esprit se traduit donc par une obéissance absolue et la recherche du salut par le dépassement de la règle, et non par la recherche d'une meilleure règle.

Cette volonté de redéfinir l'idéal monastique non plus par une règle parfaite mais par une obéissance absolue qui dépasse toute règle, trouve sa traduction dans l'œuvre de Guillaume de Saint-Thierry, proche ami de Bernard de Clairvaux. En 1144, Guillaume écrit une lettre aux frères de la Chartreuse du Mont-Dieu, lettre de louange à leur modèle de vie, mais qui est aussi destinée aux Cisterciens de la deuxième génération, car Guillaume redoute que, bénéficiant du succès économique et politique de leur ordre, ils n'abandonnent la pauvreté et la sobriété originelles⁵⁸. Dans cette « Lettre d'or », Guillaume définit la finalité de la vie monastique par une double négation de la volonté propre. En effet, même si une discipline de la volonté est nécessaire, qui doit rejeter les volitions de la chair et les volontés changeantes pour accueillir celle de l'Esprit, Guillaume insiste sur le fait que cette pensée ne dépend pas du vouloir du penseur mais de l'Esprit, qui souffle où, quand et comme il veut⁵⁹. Guillaume considère ainsi que toute volonté qui ne se confond pas avec la recherche de l'Esprit n'est qu'une velléité, mais que même la volonté qui recherche l'Esprit n'est qu'une préparation à la réception de celui-ci et non la cause de sa venue. L'homme spirituel n'est donc pas celui qui recherche l'Esprit, mais celui qui, ayant anéanti sa volonté, reçoit l'Esprit. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le terme de « vêtement du Saint-Esprit » employé par Guillaume pour qualifier les hommes spirituels, l'Esprit s'étant revêtu d'eux⁶⁰. C'est à propos de cet état que Guillaume parle de libération de la volonté : l'homme spirituel peut user librement de lui et devient son propre maître⁶¹. Cependant, pour cela a eu lieu une transformation complète des aptitudes mentales de l'homme par l'action de l'Esprit-Saint, qui seconde la faiblesse de celui qui pense, la volonté devenant charité de Dieu⁶². Guillaume de Saint-Thierry évoque ainsi pour l'homme spirituel une obéissance d'amour où les vertus sont passées dans la vie et non plus laborieusement enfantées⁶³. L'âme de l'homme spirituel ne veut que ce que Dieu veut et ne peut vouloir autre chose en raison de la perfection de son désir⁶⁴. On rencontre ainsi dans la mystique cistercienne un vocabulaire et des positions qui sont celles des adeptes du Libre-Esprit condamnés dans la seconde moitié du XIII^e siècle. En effet, à partir de la fin du XII^e siècle, ces positions monastiques se retrouvent aussi dans le monde laïc.

57. *Ibid.*, col. 868 A-868 C et col. 871 D.

58. P. Verdeyen, *Guillaume de Saint-Thierry, premier auteur mystique des Pays-Bas*, p. 92.

59. J. Déchanet (éd.), *Lettre aux frères du Mont-Dieu (lettre d'or)*, p. 345-347.

60. *Ibid.*, p. 179.

61. *Ibid.*, p. 311.

62. *Ibid.*, p. 343.

63. *Ibid.*, p. 301.

64. *Ibid.*, p. 348.

Les béguines, héritières laïques de la mystique monastique du xii^e siècle

Dès la fin du xii^e siècle, les branches féminines de plusieurs ordres religieux se ferment, à l'exception de l'ordre cistercien. Celui-ci ne possède cependant pas une capacité d'accueil suffisante, ce qui conduit à la formation d'un surplus constitutif du mouvement béguinal. Cette tendance se renforce après 1228, date de la fermeture de l'ordre aux femmes. Les *vitae* féminines du diocèse de Liège révèlent de plus que les saintes cisterciennes sont pour la plupart passées par une vie de béguine, seules ou en communauté⁶⁵. Cependant, ces femmes laïques qui cherchent à mener une vie religieuse et à s'instruire suscitent la méfiance d'une partie de la hiérarchie ecclésiastique. Ainsi, vers 1250, le prédicateur franciscain Lamprecht de Ratisbonne condamne les béguines en demandant « Quel est donc cet art Seigneur Dieu auquel vieille femme s'entend mieux qu'homme docte et savant ?⁶⁶ ». Dans le cadre de la préparation du concile de Lyon II de 1274, l'évêque Bruno d'Olmütz décrit les béguines comme une secte qui rejette l'eucharistie et la confession et dont les membres réclament le privilège d'être secourues même si elles ne sont pas vieilles, et mettent en cause la discipline ecclésiastique⁶⁷.

La bulle *Saepe Sancta Ecclesiam* de 1296⁶⁸ atteste qu'à la fin du xiii^e siècle, les inquiétudes épiscopales sont remontées jusqu'à la papauté. En 1310, la béguine Marguerite Porète est ainsi condamnée au bûcher en raison du panthéisme que manifesterait son ouvrage, le *Miroir des simples âmes*, le jugement étant rendu après que des extraits de son œuvre ont été examinés par une commission de théologiens de la faculté de Paris. Jean Orcibal a montré la proximité existant entre le contenu du *Miroir* à propos de la liberté de l'âme anéantie et les œuvres d'auteurs contemporains, moniales et béguines, s'enracinant dans la mystique cistercienne de Bernard de Clairvaux et Guillaume de Saint-Thierry⁶⁹. On peut ainsi noter que la cistercienne Béatrice de Nazareth, morte en 1268, est l'auteur d'un traité sur les sept degrés de l'amour, traité dans lequel le septième degré correspond à l'amour éternel, où il n'est plus possible d'aimer que Dieu⁷⁰.

Avec le cas de Marguerite Porète et l'année 1310, nous revenons au point de départ de cette étude. Il semble possible alors de fournir un élément de réponse à la question de l'origine du Libre-Esprit. Les éléments constitutifs de cette doctrine existent, mais pas au sein de mouvements hérétiques. Il s'agit d'une position sur l'unité entre la charité humaine et l'Esprit-Saint qui se retrouve au xii^e siècle, aussi bien dans la mystique cistercienne que dans les débats théologiques. Cependant, au xiii^e siècle, le mouvement béguinal, reprenant cette position, suscite l'inquiétude de la hiérarchie ecclésiastique, principalement en raison du fait que ce sont des laïcs, et surtout des femmes, qui le composent. Les idées des béguines sont alors examinées par la hiérarchie et les théologiens. Mais, entre-temps, dans le champ théologique, l'idée d'une unité entre la charité et l'Esprit-Saint a été réfutée. Par conséquent, confrontés à des propositions qui sont pour eux hérétiques, certains théologiens voient dans le mouvement béguinal un courant condamnable. Albert le Grand a joué un rôle clé dans ce processus, du fait de son influence aussi bien dans les débats théologiques que sur la hiérarchie ecclésiastique. Ayant rédigé une compilation qui peut servir aux interrogatoires inquisitoriaux, il a donné aux accusations contre les béguines une unité tirée des débats théologiques contre la distinction 17 de Pierre Lombard. La mise en réseau de champs distincts,

65. M. Lauwers, « Expérience béguinale et récit hagiographique », p. 70.

66. A. Vauchez, « Les pouvoirs informels dans l'Église aux derniers siècles du Moyen Âge... », p. 289.

67. J.-C. Schmitt, *Mort d'une hérésie...*, p. 57.

68. Cf. note 7.

69. J. Orcibal « Le 'Miroir des simples âmes' et la 'secte' du Libre-Esprit », p. 54.

70. G. Epiney-Burgard, E. Zum Brunn, *Femmes, troubadours de Dieu*, p. 99-112.

ici ceux de la théologie et de la mystique, ayant connu des évolutions internes différentes, aboutit à la création d'une fiction inquisitoriale, l'hérésie du Libre-Esprit.

Bibliographie

- ALBERIGO Giuseppe (éd.), MIGNON Jacques (trad.), *Les conciles œcuméniques*, Paris, Cerf, 1994.
- BORGNET Auguste (éd.), *B. Alberti Magni, Opera Omnia*, Paris, Bibliopolam, 1890-1899, 38 vol.
- DÉCHANET Jean-Marie (éd.), *Lettre aux frères du Mont-Dieu (lettre d'or)*, Paris, Cerf, 1985.
- DE LIBERA Alain, *Métaphysique et noétique : Albert le Grand*, Paris, Vrin, 2005.
- DENZIGER Henri, *Enchiridion Symbolorum*, Paris, Cerf, 1996.
- DÖLLINGER Ignaz von, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters. Dokumente vornehmlich zur Geschichte der Valdesier und Katharer*, Munich, H. Beck, 1890.
- ÉPINEY-BURGARD Georgette, ZUM BRUNN Émilie, *Femmes, troubadours de Dieu*, Turnhout, Brepols, 1988.
- GIRAUD Cédric, *Per Verba Magistri, Anselme de Laon et son école au XII^e siècle*, Turnhout, Brepols, 2010.
- LANDGRAF Alexander, « Anfänge einer Lehre vom concursus simultaneus in XIII. Jahrhundert », *Recherches de théologie ancienne et médiévale*, 1, p. 202-228 et 338-355.
- LAUWERS Michel « Expérience béguinale et récit hagiographique », *Journal des savants*, 1989, p. 61-103.
- LERNER Robert, *The heresy of the free spirit in the latter middle ages*, Berkeley, University of California Press, 1972.
- LONG R. James, « The beginning of a tradition : the *Sentences* commentary of Rishard Fishacre OP », dans Evans Gillian Rosemary (éd.), *Mediaeval commentaries on the Sentences of Peter Lombard*, Leiden, Brill, 2002, p. 345-357.
- ORCIBAL Jean, « Le 'Miroir des simples âmes' et la 'secte' du Libre-Esprit », *Revue de l'histoire des religions*, t. 176, n° 1, 1969, p. 35-60.
- PREGER W., *Geschichte der deutschen Mystik im Mittelalter*, Leipzig, Dörffling und Franke, 1874.
- ROSEMANN Philipp W., *The story of a great medieval book. Peter Lombard's Sentences*, Plymouth, University of Toronto Press, 2013.
- ROSEMANN Philipp W., « *Fraterna dilectio est Deus*: Peter Lombard's Thesis on Charity as the Holy Spirit », dans Kelly Thomas A. F., Rosemann Philipp W. (éd.), *Amor amicitiae : On the Love that is Friendship: Essays in Medieval Thought and Beyond in Honor of the Rev. Professor James McEvoy*, Leuven, Peeters, 2004, p. 409-436.
- SCHMITT Jean-Claude, *Mort d'une hérésie. L'Église et les clercs face aux béghines et aux béghards du*

Rhin supérieur du XIV^e au XV^e siècle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1978.

VAUCHEZ André, « Les pouvoirs informels dans l'Église aux derniers siècles du Moyen Âge : visionnaires, prophètes et mystiques », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*, t. 96, n° 1, 1984, p. 282-293.

VERDEYEN Paul, *Guillaume de Saint-Thierry, premier auteur mystique des Pays-Bas*, Turnhout, Brepols, 2003.

ZUIJDWEGT Geertjan, « *Utrum caritas sit aliquid creatum in anima* : Aquinas on the Lombard's identification of charity with the holy spirit », *Recherches de théologie et philosophie médiévales*, 79, 2012, p. 39-74.

Résumé

Il s'agit ici d'étudier comment un personnage situé à la confluence des champs scolastique et ecclésiastique contribue à mettre ceux-ci en réseau. Le théologien Albert le Grand a contribué à réfuter une thèse soutenue par Richard Fishacre en faveur de l'unité entre le Saint-Esprit et la charité humaine. Mais le maître de Thomas d'Aquin est aussi un membre influent de l'ordre dominicain, provincial de Germanie, où il rédige une condamnation en 97 points contre un mouvement qu'il appelle le « Nouvel Esprit ». L'argumentation employée par Albert sera reprise aux XIII^e et XIV^e siècles pour réprimer le mouvement béguinal. Ce que nous proposons ici est de montrer que la réfutation de la thèse de Richard Fishacre et la condamnation du Libre-Esprit présentent des points communs tels qu'il est possible de supposer qu'Albert le Grand a fait glisser un schème de pensée du champ scolastique vers celui de la norme ecclésiastique.

Développement agricole et réseaux agronomiques européens au XIX^e siècle

Fabien Knittel

Université de Franche-Comté, Centre Lucien Febvre, EA 2273

Archives Poincaré, UMR 7117

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Au XIX^e siècle, l'agronomie s'institutionnalise en tant que discipline scientifique¹. Les savants qui étudient l'agriculture et les moyens de son amélioration, les agronomes, échangent beaucoup par lettres ou en produisant des ouvrages scientifiques contribuant, à l'échelle européenne, à la circulation des idées agronomiques. Transferts culturels et circulation des savoirs sont au cœur de la constitution des réseaux savants dans l'Europe du XIX^e siècle². Les réseaux des élites agraires sont maintenant bien connus³, mais Nadine Vivier insiste sur le fait que « leur rôle économique dans les campagnes en reste à des idées reçues qu'il conviendrait d'examiner attentivement⁴ ». On doit poser la question du poids de ces productions savantes sur le développement agricole réel de l'Europe. Les liens entre savoirs savants et connaissances « profanes » des praticiens sont au cœur de la réflexion menée ici⁵ : y-a-t-il une circulation des savoirs à destination des paysans ou les échanges ne concernent-ils que les agronomes participant à l'élaboration d'une véritable communauté scientifique européenne, notamment à travers les sociétés savantes agricoles ?

Notre approche de ces réseaux est empirique. Nous n'avons pas eu recours à l'analyse de réseaux proprement dite et encore moins à l'analyse factorielle, car ce ne sont pas les réseaux en eux-mêmes qui nous intéressent ici, mais plutôt la façon dont les interrelations entre agronomes génèrent des connaissances utiles au développement agricole et comment elles sont, éventuellement, transférées en direction des praticiens ou, à l'inverse, comment ces réseaux produisent des connaissances qui ne sont pas diffusées au-delà du cercle restreint de la communauté des agronomes. Comme l'indique Claire Lemerrier, la compréhension des réseaux est avant tout « utile pour résumer la structure d'ensembles complexes de lien⁶ ». C'est aussi une façon de réfléchir aux formes d'engagement des acteurs⁷, c'est-à-dire,

1. G. Denis, « Du physicien agriculteur du XVIII^e siècle à l'agronome des XIX^e et XX^e siècles... ».

2. Ch. Charle, « Comparaisons et transferts en histoire culturelle de l'Europe ». Sur le cas particulier des transferts franco-allemands, M. Espagne, *Transferts culturels franco-allemands*.

3. N. Vivier, « European agricultural networks, 1750-1850: a view from France » et F. Knittel, « L'Europe agronomique de C. J. A. Mathieu de Dombasle ».

4. N. Vivier, « Le rôle des élites françaises en faveur du progrès agricole au XIX^e siècle... », p. 187.

5. R. Halleux, *Le savoir de la main. Savants et artisans dans l'Europe pré-industrielle*, p. 7-8.

6. C. Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », p. 99.

7. *Ibid.*, p. 104.

comme le précise H. S. Becker, l'engagement compris comme « concept descriptif utilisé pour désigner des formes d'action caractéristiques de certains types d'individus ou de groupes⁸ ».

L'enjeu de cet article est de proposer un cadre de réflexion sur les liens possibles entre le développement agricole au XIX^e siècle et la constitution de réseaux d'agronomes à l'échelle européenne, réseaux appréhendés principalement à partir du point de vue français et, plus particulièrement encore, de la France de l'est. Il s'agit d'essayer de comprendre les types de liens qui s'établissent entre les réseaux d'agronomes et les sociétés rurales, d'en analyser les principales évolutions au cours du XIX^e siècle et, enfin, à travers des études de cas spécifiques, d'indiquer plus précisément les façons dont les réseaux et les sociétés agraires interagissent. C'est pourquoi, dans un premier temps, la structuration des réseaux agromonomiques à l'échelle de l'Europe du nord-ouest sera présentée avant que, dans un second temps, nous analysions les modalités par lesquelles des liens s'opèrent entre ces réseaux et la réalité des mondes agricoles et ruraux au XIX^e siècle.

Des réseaux agromonomiques à l'échelle de l'Europe du nord-ouest

Il existe au XIX^e siècle de multiples réseaux savants et, plus spécifiquement, plusieurs réseaux d'agronomes dont il est intéressant d'étudier la configuration et les divers types de liens qui relient entre eux ces savants et agronomes⁹. Or ici, nulle prétention à l'exhaustivité. Il sera question uniquement de certains réseaux plus ou moins lâches structurés durant le XIX^e siècle, principalement à partir des années 1820, avec Mathieu de Dombasle (1777-1843)¹⁰, jusqu'aux années 1840, puis, par exemple, avec Louis Nicolas Grandeau (1834-1911) durant les années 1860-1870, jusqu'au début du XX^e siècle, pour prendre les deux principaux agromonomes autour desquels se sont organisés deux importants réseaux agromonomiques européens étudiés ci-après.

Structuration et évolutions : quelques exemples

Il s'agit de réseaux agromonomiques qui mettent en jeu des agronomes travaillant principalement en France, en Angleterre, en « Allemagne » et en Suisse. Ces réseaux sont à géométrie variable et les liens entre certains agronomes sont parfois assez distendus. Il est d'ailleurs possible de les qualifier de « réseaux de papier », car ils sont construits essentiellement à partir des citations des uns ou des autres dans leurs publications respectives ou fondées sur des échanges épistolaires croisés. Plus que des réseaux agromonomiques, ce sont des réseaux de discours agromonomiques qui sont étudiés à partir des livres, des brochures et des correspondances¹¹. Ils sont fondés aussi sur des traductions. Par exemple, Mathieu de Dombasle traduit l'agronome allemand Albrecht Thaër (1752-1828) en 1821¹², puis, en 1825, le *Code of Agriculture* de l'agronome anglais John Sinclair (1754-1835)¹³.

Louis Poirot de Valcourt (1771-1855), agronome toulousain, a aussi beaucoup traduit, principalement des agronomes nord-américains. Dans ses *Mémoires sur l'agriculture*, il raconte ses

8. H. S. Becker, « Notes on the concept of commitment ».

9. Cl. Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », p. 88-112.

10. F. Knittel, « L'Europe agromonomique de C. J. A. Mathieu de Dombasle ».

11. Cl. Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », p. 106-108.

12. A. Thaër, *Beschreibung der nutzbarsten neuen ackergeräthe* ; sur Thaër, M. Frielinghaus, C. Dalchow, « Thaër, 200 years at Möglin (Germany) », P. Robin, J.-P. Aeschlimann, C. Feller (dir.), *Histoire et agromonomie : entre rupture et durée*, p. 259-267.

13. J. Sinclair, *L'agriculture pratique et raisonnée (Code of Agriculture)*, trad. Mathieu de Dombasle.

pérégrinations aux États-Unis d'Amérique naissants, où il vécut de 1798 à 1801¹⁴. Le réseau agronomique de Poirot de Valcourt peut être reconstitué grâce au catalogue de sa bibliothèque¹⁵. On y trouve vingt-deux ouvrages d'agriculture en langue anglaise comme *The implements of agriculture* de l'Anglais James Allen Ransome (1806-1875), *The farmer's friend*, et aussi, en traduction, le *Voyage agronomique en Angleterre* en cinq volumes de l'agronome anglais William Marshall (1745-1818). Valcourt possède aussi *The farmer's Calendar* d'Arthur Young (1741-1820) ou les *Letter's from an American farmer*. Il possède également des ouvrages de l'agronome prussien Albrecht Thaër et de l'Anglais John Sinclair. Valcourt n'est pas aussi renommé que Mathieu de Dombasle, mais cet « agronome ordinaire » est au centre d'un réseau polarisé par l'école d'agriculture de Grignon, puis Institut royal agronomique (à environ 40 km à l'ouest de Paris), et de son co-fondateur (avec Antoine-Rémy Polonceau), Auguste Bella (1777-1856)¹⁶. Toutefois les réseaux se croisent, car Bella est venu échanger avec Mathieu de Dombasle à l'Institut agricole de Roville-devant-Bayon.

À Grignon, Valcourt élabore une charrue à monture en fer forgé, pour le versoir de laquelle il propose une pièce « en lignes droites ». Si François Bella (1812-1882), fils d'Auguste et professeur d'économie rurale à Grignon depuis 1840¹⁷, est favorable à cette modification du versoir, Mathieu de Dombasle, en revanche, n'est pas convaincu et répond à Poirot de Valcourt « qu'il tient toujours à la *poitrine* du versoir, ou lignes horizontales courbes¹⁸ ». Poirot de Valcourt a aussi essayé sur le domaine de Grignon une charrue appelée « dos à dos » ou « tricorne » ; c'est une « combinaison qui réunit les deux corps de charrue sur le même plan horizontal et dos à dos¹⁹ ». Les charrues jumelles, ou charrues-navettes, conçues par la suite, toujours à Grignon, ont été décrites de manière détaillée par Valcourt dans les *Annales de Grignon* puis dans ses *Mémoires sur l'agriculture*²⁰. C'est un instrument aratoire intermédiaire entre la « charrue Dombasle », innovation majeure du début du XIX^e siècle, et le brabant double, progrès fondamental pour la seconde moitié du siècle²¹.

Le réseau de Grignon se renforce au cours du XIX^e siècle. Par exemple, les fondateurs et enseignants de l'école de laiterie de Mamirolle (ENIL, département du Doubs) sont tous formés à Grignon (INA-PG). Hyacinthe Friant (1865-1934) enseigne la chimie et la technologie laitière à Mamirolle de 1890 à 1893²². Il a été formé au sein de l'école d'agriculture « Mathieu de Dombasle » à Tomblaine, dans la banlieue de Nancy, avant d'étudier, à partir de 1882-1883, à l'INA-PG dont il sort diplômé ingénieur agronome. Il rédige plusieurs ouvrages sur les techniques de fabrication des fromages, notamment un *Manuel de fromagerie* publié en 1899²³. Charles Joseph Martin (1862-1902 ?), premier directeur de l'ENIL, est issu de la même promotion de l'INA-PG (1887-1889) que Friant. Ingénieur agronome comme Friant et Martin, Pierre Dornic (1864-1933) devient le premier chef de laboratoire à l'ENIL en novembre 1892 (jusqu'en 1897). Rapidement après son arrivée, il met au point

14. L. Poirot de Valcourt, *Mémoires sur l'agriculture...*, p. 131.

15. *Catalogue des livres de la bibliothèque de la ville de Toul, 1861-1862*, 26 p. ; pour une analyse approfondie, F. Knittel, *De la bibliothèque aux champs*.

16. F. Delfour, *L'école d'agriculture de Grignon de 1867 à 1918*.

17. F. Bella devient directeur de l'Institut royal agronomique à la mort de son père en 1856. J. Boulaine, J.-P. Legros, *D'Olivier de Serres à René Dumont...*, p. 95.

18. L. Poirot de Valcourt, *Mémoires sur l'agriculture*, p. 53.

19. C. J. A. Mathieu de Dombasle, « Charrue dos à dos ou tricorne ».

20. L. Poirot de Valcourt, *Mémoires sur l'agriculture*, p. 59 et p. 62-64.

21. J.-J. Van Mol, « La charrue belge au XIX^e siècle : la charrue brabant ».

22. À cette date, H. Friant prend la direction de l'école pratique de fromagerie de Poligny (Jura).

23. H. Friant, *Le gruyère, manuel de fromagerie*.

l'acidimètre, appelé aussi « degré Dornic », procédé qui permet de mesurer l'acidité du lait (1° dornic = 1 mg d'acide lactique)²⁴, technique importante pour lutter contre la fraude.

Coopération et controverses

La traduction par Mathieu de Dombasle de la *Description des nouveaux instrumens* de Thaër s'accompagne d'un véritable dialogue avec l'auteur : l'agronome lorrain expose ses remarques et ses critiques dans des notes de bas de page. L'agronome suisse E. V. B. Crud a agi de la même façon pour sa traduction des *Principes raisonnés d'agriculture*²⁵. Cette approche critique permet d'analyser le jeu des interactions entre les travaux des deux agronomes, l'auteur et le traducteur. Par exemple, Thaër indique que « la ligne du tirage [de la charrue] forme ainsi à peu près [un] zigzag²⁶ ». Mathieu de Dombasle lui objecte alors, dans une note, que sa « démonstration théorique [...] ne paraît pas fondée ». Et d'exposer sa propre hypothèse, celle de « la transmission de la force [qui] se fait en ligne droite », idée majeure de son *Mémoire sur la charrue* de 1821²⁷. Les notes de la traduction sont un lieu de confrontation intellectuelle. À la page 24, il réfute la proposition d'assemblage des manches de la charrue que fait Thaër, tandis que la discussion est engagée dans la note de la page 34 au sujet des réglages et de l'inclinaison du coutre par rapport au sol.

L'objet de l'ouvrage de Thaër « est en particulier la charrue sans roues que les Anglais appellent *swing plough* » et, plus précisément, la charrue dite « de Small²⁸ ». L'interaction est donc plus complexe qu'un simple aller-retour entre la pensée de Mathieu de Dombasle et celle de Thaër : c'est une dialectique complexe qui mêle de nombreux acteurs de l'agronomie européenne de la première moitié du XIX^e siècle²⁹. Le charron écossais James Small a perfectionné une charrue *swing plough*, celle du comté de Rotherham, améliorée préalablement par John Arbuthnot et décrite par Arthur Young dans son *Voyage au nord de l'Angleterre*³⁰. Thaër consacre cinquante pages, sur un total d'environ cent vingt, à une description minutieuse de cette charrue. Outre-Manche, James Small est considéré comme le premier théoricien de la charrue, fondant sa réflexion sur des principes mathématiques³¹. La diffusion de la charrue de type Rotherham est très large dans le Nord des îles Britanniques à la fin du XVIII^e siècle : la plupart des fabricants de matériel agricole comme les charrons se sont inspirés des descriptions de James Small (qualifié de *ploughwrighter*). Mathieu de Dombasle a suivi le même cheminement que Small en insistant sur la réflexion théorique et scientifique, préalable à la construction d'une charrue. Il propose des descriptions précises et des « figures » qui permettent, ensuite, aux charrons de les reproduire à l'identique³².

Si ces théoriciens sont certes « tous d'accord sur la nécessité d'une approche scientifique pour la conception des charrues³³ », en revanche ils ne sont pas unanimes quant aux principes sur lesquels leurs travaux doivent s'appuyer, et leurs conclusions peuvent être divergentes. Par exemple, l'abbé Rozier précise que « M. Arbuthnot avoue qu'il n'est point parvenu

24. É. Kocher-Marboeuf, « Pierre Dornic... ».

25. A. Thaër, *Grundsätze der rationellen Landwirtschaft*.

26. A. Thaër, *Description des nouveaux instrumens*, p. 22.

27. C. J. A. Mathieu de Dombasle, « Mémoire sur la charrue considérée... ».

28. A. Thaër, *Description des nouveaux instrumens*, p. 19-21.

29. M. Espagne, *Transferts culturels franco-allemands*, et K. Dmitrieva, M. Espagne (dir.), *Transferts culturels triangulaires, France-Allemagne-Russie*.

30. A. Young, « Mémoire de M. J. Arbuthnot, écuyer anglais... ».

31. G. E. Mingay (dir.), *The agrarian history of England and Wales*, vol. VI, p. 309.

32. F. Knittel, *Agronomie et innovation. Le cas Mathieu de Dombasle (1777-1843)*, p. 97-136.

33. G. E. Mingay (dir.), *The agrarian history of England and Wales*, vol. VI, p. 309.

à la configurer de la sorte par aucune théorie, mais par la simple expérience accompagnée d'une observation assidue, sur la manière avec laquelle la terre rencontre le versoir³⁴ ». Thaër évoque aussi la charrue Bailey, « décrite dans un traité intitulé : *An essay on the construction of the plough, deduced from mathematical principles*³⁵ ». Mais il n'a pas encore lu le texte ni vu la charrue au moment où il a rédigé son ouvrage et ne peut donc développer davantage. Or, Mathieu de Dombasle n'évoque pas la charrue Bailey.

Outre l'exemple germanique, Mathieu de Dombasle est donc aussi tributaire des agronomes britanniques, par l'intermédiaire, dans un premier temps, du texte de Thaër. Il utilise aussi les travaux de John Sinclair, mais plus en matière de gestion d'exploitation agricole qu'en matière de construction d'outil aratoire, même si Sinclair s'est penché sur les instruments de labour irlandais. Arthur Young aussi s'est intéressé aux charrues et a proposé un modèle *swing plough*, utilisé en France par La Rochefoucault-Liancourt dès la fin du XVIII^e siècle.

Souvent, dans certains discours agronomiques, les pratiques aux champs sont opposées à la chimie agricole, jusqu'aux années 1850. À partir du milieu du XIX^e siècle, en complément de la fertilisation organique, les engrais chimiques s'imposent pour apporter aux sols des compléments en azote, potasse et acide phosphorique. Toutefois, Duhamel du Monceau s'interroge, dès le milieu du XVIII^e siècle, sur l'efficacité des engrais et pose la question de leur remplacement par des labours plus intensifs³⁶. De même, le rôle et les bienfaits des engrais chimiques sont discutés durant la seconde moitié du XIX^e siècle, au moins jusqu'aux années 1880.

La première moitié du XIX^e siècle correspond au moment où la chimie agricole naissante, d'une part, et la physiologie végétale, d'autre part, permettent la compréhension de l'importance des apports en minéraux pour la fertilité des sols, notamment en azote, phosphate et potasse. Mais elle est dénigrée par certains agronomes dans les années 1820-1830, comme Mathieu de Dombasle, très virulent contre les travaux du chimiste britannique Humphry Davy (1778-1829)³⁷. Après 1840, la chimie agricole s'affirme comme un domaine fondamental³⁸, avec Justus von Liebig (1803-1873).

Liebig critique la théorie de l'humus, défendue, par exemple, par l'agronome européen le plus influent du premier XIX^e siècle, Albrecht Thaër, l'invalidé et entraîne son rejet définitif par les agronomes. Depuis le début du XIX^e siècle, les travaux de Nicolas-Théodore de Saussure (1767-1845) permettaient la réfutation de la théorie de l'humus. Mais c'est Liebig qui réussit à « médiatiser » ses résultats et à faire admettre que cette théorie était fausse³⁹. Jean-Baptiste Boussingault (1802-1887), professeur d'agriculture et de chimie agricole au Conservatoire national des arts et métiers de 1845 à 1887, n'est guère convaincu par la théorie de l'alimentation minérale des plantes formulée par Liebig⁴⁰. La fixation de l'azote de l'air par les feuilles des plantes affirmée par Liebig, est rejetée par un certain nombre d'agronomes français, ce qui suscite controverses et débats virulents durant les années 1850. Georges Ville (1824-1897), ancien préparateur de Boussingault, est l'un des grands défenseurs des

34. Rozier (abbé), *Cours complet d'agriculture*, t. 3, 1783, p. 62.

35. A. Thaër, *Description...*, p. 28.

36. H. L. Duhamel du Monceau, *Traité de la culture des terres*.

37. H. Davy, *Elements of agricultural chemistry* ; C. J. A. Mathieu de Dombasle, « Examen critique des éléments... ». Voir D. M. Knight, *Humphry Davy. Science and power* et F. Knittel, « Innovations techniques dans une économie en transition ».

38. J. von Liebig, *Chimie organique appliquée...* ; M. Blondel-Mégrelis, P. Robin, « 1800 et 1840. Physiologie végétale et chimie agricole » ; J. Boulaine, « Quatre siècles de fertilisation ».

39. P. Robin, M. Blondel-Mégrelis, « Physiologie végétale chimique et chimie agricole, 1800-1840 ».

40. N. Jas, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture...*, p. 35-44 ; J. Boulaine, « Jean-Baptiste Boussingault (1802-1887)... » ; J. Boulaine, « La fertilisation au XIX^e siècle. Routine et progrès ».

engrais chimiques, qu'il pense efficaces seuls. Eugène Risler⁴¹ ou Boussingault pensent que les engrais chimiques sont importants, mais associés à la fumure organique.

À partir de la fin des années 1860, la création des premières stations agronomiques françaises, grâce à l'action de Louis-Nicolas Grandeau⁴², permet une meilleure connaissance des effets des engrais chimiques agricoles en même temps que se met en place une instance de contrôle de ces engrais pour lutter contre la fraude. Les discours agronomiques sur les engrais sont donc complexes : discours vantant les vertus des engrais chimiques et dénigrant les routines paysannes ou, au contraire, rejet de la chimie et promotion de la fumure organique ou, plus modérés, discours associant étroitement engrais chimiques et fumure d'origine organique.

Réseaux agronomiques et développement agricole : quels liens ?

Critiques des routines, modes de diffusion des techniques et pratiques innovantes

Le refus des routines paysannes et leur dénonciation systématique, à partir de constats souvent éloignés de la réalité du travail agricole effectivement produit par les paysans, est un lieu commun de la littérature agronomique au XIX^e siècle⁴³. Par exemple, Charles Martin dénonce la routine de la majorité des fruitiers : « Parfois [...] la bonne volonté des hommes d'initiative vient se heurter contre l'entêtement d'une majorité ignorante qui se refuse à tout progrès, sous prétexte que l'on a toujours fabriqué ainsi⁴⁴ ». Elle est utilisée principalement à des fins rhétoriques pour soutenir la création d'institutions de formation technique⁴⁵. Ces critiques de l'empirisme paysan font abstraction des traditions (souvent de bon sens) qui fondent la routine et qui permettent de la comprendre alors même que d'un point de vue « techniciste », elle semble au moins archaïque, au pire absurde⁴⁶. Dans son *Traité sur les fromageries*⁴⁷, le fouriériste Max Buchon (1818-1869) déplore lui aussi le manque de connaissances techniques et scientifiques des fruitiers. De son côté, à la fin des années 1830, Wladimir Gagneur (1807-1889) s'intéresse à la question et publie *Des fruitières ou associations domestiques pour la fabrication du fromage de gruyère*⁴⁸. Producteur de lait à Bréry, près de Poligny, dans le département du Jura, il est aussi le président de la fruitière locale. À partir de ses expériences pratiques il propose une série d'améliorations pour le fonctionnement des fruitières⁴⁹ et déplore le manque d'instruction technique des fruitiers, dénonçant leur manque de connaissances en physique et chimie⁵⁰.

À côté de ces discours de dénigrement, il existe aussi des initiatives qui tendent à favoriser le développement agricole avec les concours, notamment de labours, et les comices qui se développent surtout durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans le département

41. Eugène Risler (1828-1905) est un ancien élève de l'Institut agricole de Grignon et, à partir de 1876, professeur d'agriculture comparée puis directeur en 1878 de l'Institut national agronomique.

42. N. Jas, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture...*

43. N. Jas, « Déqualifier le paysan, introniser l'agronome » ; R. Bourrigaud, *Le développement agricole au XIX^e siècle en Loire-Atlantique*, p. 203.

44. Ch. J. Martin, *Les fruitières du Doubs*, p. 14.

45. F. Knittel, « L'apprentissage des techniques laitières ».

46. Fr. Sigaut, « Folie, réel et technologie » ; F. Knittel, « L'éducation' des fruitiers... ».

47. M. Buchon, *Traité sur les fromageries*.

48. W. Gagneur, *Des fruitières ou associations domestiques...*

49. W. Gagneur, *Réforme de la fruitière*.

50. M. Vernus, « Les fouriéristes et les fruitières comtoises », p. 51.

de la Meurthe, Mathieu de Dombasle organise des réunions agricoles entre 1824 et 1835. Le concours de labours en est le moment fort. Il s'inspire de l'exemple anglais, qu'il adapte en Lorraine : pour les « Anglais [...] l'institution de fêtes agricoles [a] exercé une puissante influence sur les progrès de l'art, par l'émulation qu'elles ont excitée parmi les cultivateurs⁵¹ ». Il s'agit donc de recréer cette émulation dans l'est de la France et de convaincre les praticiens des avantages des nouveaux matériels mis en démonstration : « C'est [en Angleterre] aussi que les inventeurs de quelque machine agricole nouvelle la produisent, et en soumettent les efforts au jugement des nombreux praticiens que la solennité a réunis⁵² ».

À partir du milieu des années 1830, les comices jouent, à plus grande échelle, le rôle d'une « pédagogie de l'exemple⁵³ ». Pour propager les *bonnes* techniques culturales (les agronomes, au XIX^e siècle, sont persuadés d'une circulation du progrès du « haut vers le bas », des agronomes vers les grands propriétaires, puis vers les petits paysans), chaque année se déroule une fête du comice dans le cadre de laquelle sont organisés des concours donnant lieu à récompense. À Nozay (Loire-Atlantique), c'est l'ancien élève de Mathieu de Dombasle, Jules Rieffel, qui est à l'origine du comice du canton⁵⁴. En Dordogne, le premier comice est fondé à Lanouaille en 1824, tandis qu'en Loire-Atlantique, les premiers sont institués à partir de 1835⁵⁵. Progressivement, les comices agricoles sont créés afin de générer une forme d'émulation entre les exploitants propice au progrès agricole⁵⁶.

L'agronomie : un des moteurs du développement agricole au XIX^e siècle ?

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en France, l'enseignement agricole est perçu par certains agronomes comme un moyen d'action en faveur du développement agricole⁵⁷. Mais, s'il existe quelques réussites locales comme l'ENIL de Mamirolle, fondée en 1888, en Franche-Comté, les expériences d'enseignement agricole en direction des enfants des paysans sont souvent des échecs. La tension qui existe entre scolarisation et formation professionnelle d'un côté et, de l'autre, besoin de main-d'œuvre sur l'exploitation familiale explique, en partie, ces échecs⁵⁸. Le recrutement des fermes-écoles et des fruitières-écoles, dans la France de l'Est, pour ce qu'on en connaît, a été assez inégal. On a pu établir une évaluation chiffrée pour la ferme-école des Vosges sur une période de cinq années non consécutives : il est donc très difficile de conclure. Cependant, la variation de recrutement entre 1888 et 1889 est très forte, avec seize apprentis admis en 1888 contre onze seulement l'année suivante⁵⁹.

La fruitière-école de Saint-Vit ouvre à la fin de l'année 1891. Les apprentis y sont admis pendant une année après des études primaires. Il s'agit de former de futurs fruitiers qui sont accueillis à l'école tous les six mois. Mais la concurrence avec l'ENIL de Mamirolle, fondée en 1888, et avec l'école de fromagerie de Poligny, créée en 1889, est trop aigüe et nuit au bon fonctionnement de la fruitière-école, où le nombre d'apprentis est insuffisant,

51. C. J. A. Mathieu de Dombasle, « Bestiaux ».

52. C. J. A. Mathieu de Dombasle, « Des défis de charrues... ».

53. J. L. Mayaud, « Les comices agricoles et la pédagogie... ».

54. R. Bourrigaud, « Aux origines des organisations professionnelles agricoles... », p. 175.

55. C. Marache, « Encourager plus que l'agriculture... », p. 75 ; R. Bourrigaud, « Aux origines des organisations professionnelles agricoles... », p. 174.

56. N. Vivier, « Le rôle des élites françaises en faveur du progrès agricole au XIX^e siècle ».

57. M. Boulet, A.-M. Lelorrain, N. Vivier, 1848, *le printemps de l'enseignement agricole*.

58. Abou El Maaty Khalil Nagwa, *La scolarisation de l'apprentissage agricole en France*.

59. Arch. dép. Vosges, 36 M 12.

obligeant à la fermeture de l'établissement dès le 30 novembre 1894⁶⁰. L'apprentissage pratique n'y dure qu'une seule année, ce qui rend l'acquisition des compétences techniques aléatoire. Les apprentis possèdent donc, en fin de scolarité, les rudiments techniques spécifiques à chaque opération à effectuer au quotidien sur une exploitation agricole ; mais il est peu probable qu'en si peu de temps ils aient acquis une aisance dans les gestes à accomplir et que leurs façons de faire soient d'une efficacité optimale.

À la fin du xix^e siècle, les autorités délaissent peu à peu les fermes-écoles, qui ferment les unes après les autres, ne surmontant pas les diverses difficultés, financières et matérielles : en 1875, on compte 33 fermes-écoles, 19 en 1886, 16 en 1896. La ferme-école de l'Orme-du-Pont ferme en novembre 1878, celle des Vosges en 1895, alors que la ferme-école de la Roche, dans le Doubs, subsiste jusqu'au début du xx^e siècle. Ces établissements de formation agricole ont eu une durée de vie très courte et le nombre d'élèves formés est faible, ce qui limite fortement l'impact réel de ces formations techniques sur les mondes agricoles et ruraux où elles ont été implantées.

Il existe cependant des expériences d'enseignement agricole au sein des écoles rurales et des écoles normales d'instituteurs. Par exemple, dans les Vosges, un professeur d'agriculture est nommé dès 1836 à l'école normale d'instituteurs de Mirecourt, et des enseignements agricoles précoces à l'école primaire sont notés dès les années 1830-1840⁶¹.

La formation agricole de masse est illusoire, même si les effectifs des conférences agricoles de quelques professeurs départementaux d'agriculture ne sont pas négligeables : 190 auditeurs en moyenne par conférence pendant l'année 1883-1884, dans le département des Vosges. Dans le Doubs, le Dr Bonnet, professeur départemental de 1839 à 1863, rencontre un certain succès, relayé d'ailleurs par le comice agricole de Busy, très actif depuis sa création en 1836⁶². Cependant, le nombre de jeunes paysans formés lors de ces rencontres ou conférences reste infime.

À partir de 1869, Grandeaume organise à Nancy un important congrès agricole, où il cherche à promouvoir le modèle de la station agronomique et à l'imposer au monde agronomique lorrain, français et européen comme le lieu de l'expertise agronomique, recours pour les paysans victimes de fraudes aux engrais. Grandeaume veut faire « exister un espace international de réflexion et d'activité scientifique⁶³ », en mettant la station agronomique de l'Est au cœur d'un réseau agronomique européen. Durant le congrès de 1869, il explicite les objectifs qu'il assigne à une station agronomique. Au sein de cette structure, il s'agit de faire des recherches et des expériences sur les productions agricoles, tant animales que végétales, de diffuser les connaissances scientifiques et techniques acquises tout en favorisant la création d'autres champs d'expériences, mais aussi de faire des analyses, notamment d'engrais, pour les agriculteurs des environs, et les conseiller⁶⁴.

Grâce à la station agronomique de l'Est, Grandeaume réussit à faire de la Lorraine, et plus particulièrement de Nancy, un pôle agronomique de première importance en Europe⁶⁵. Il s'est imposé au monde agronomique comme le créateur du modèle de la station agronomique. Pour cela, il a mobilisé les références allemandes pour justifier ce qu'il présente comme une innovation. Il n'est en rien original, puisque le recours à la comparaison avec l'étranger pour promouvoir une innovation est une démarche banale dans le monde universitaire

60. Arch. dép. Doubs, M 4067.

61. F. Knittel, « Androphile Lagrue... » ; « Les premières leçons agricoles... ».

62. M. Vernus, « Un pionnier de l'enseignement agricole : le docteur Simon Bonnet (1782-1872) ».

63. Y. Gingras, « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique ».

64. N. Jas, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture*, p. 210-212.

65. L. Rollet, M. J. Choffel-Mailfert (dir.), *Aux origines d'un pôle scientifique*.

français de la seconde moitié du XIX^e siècle⁶⁶. Mais Grandeau a été le plus efficace dans cette « concurrence pour le pouvoir » en faisant reconnaître sa paternité, légitime ou non, sur un modèle que d'autres auraient pu aussi légitimement revendiquer, comme Boussingault⁶⁷. La consécration académique permet à Grandeau de s'affirmer comme un savant d'envergure nationale et européenne.

Cependant il collabore très tôt à des journaux scientifiques, agricoles et de vulgarisation. Il écrit régulièrement dans *Le Bon Cultivateur* et les *Annales de la Société centrale d'agriculture de Nancy*. Il est à l'origine de la création, en 1884, des *Annales de la science agronomique française et étrangère*, dont il est rédacteur en chef et qui paraissent jusqu'en 1930. En 1893, il devient aussi rédacteur en chef du *Journal d'agriculture pratique*. Rédacteur au *Temps*, il rédige des centaines d'articles de haute vulgarisation⁶⁸. C'est grâce à ce travail de vulgarisation que Grandeau a pu toucher un lectorat de paysans lettrés, sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur réelle.

Quelques perspectives conclusives

La réflexion historique sur la constitution des réseaux agronomiques et sur leur évolution au XIX^e siècle nous avait déjà permis de montrer, à travers le cas « Mathieu de Dombasle⁶⁹ », que l'influence anglaise devait être nuancée et rééquilibrée au profit de multiples circulations croisées des savoirs entre la France, l'Angleterre, mais aussi la Prusse, la Hollande, la Flandre ou encore la Suisse⁷⁰. L'approfondissement de ces premières pistes a permis, ici, de montrer que les réseaux agronomiques sont globalement peu hiérarchisés et, surtout, multipolaires⁷¹.

Au terme de cette analyse, on est aussi obligé de constater l'absence des femmes. Ces réseaux d'agronomes sont le plus souvent andro-centrés, mais rien d'étonnant à cela au XIX^e siècle. Cela ne signifie cependant pas qu'aucune femme ne s'est intéressée à l'agronomie et à l'agriculture, mais que leur place y est des plus marginales et que les historiens n'y ont pas encore prêté une grande attention. Une comparaison avec d'autres champs du savoir serait intéressante pour mesurer le niveau d'invisibilité des femmes au sein des mondes agronomiques européens au XIX^e siècle, étude d'autant plus pertinente que l'agronomie, du moins en France, s'est fortement féminisée depuis la seconde moitié du XX^e siècle.

Au final, les discours agronomiques, qui permettent l'institutionnalisation d'une nouvelle discipline scientifique au XIX^e siècle, ont en revanche un impact technique très limité sur les campagnes françaises et européennes. Le faible nombre d'apprentis formés dans les fermes-écoles en France le montre, ainsi que le nombre, somme toute restreint, de récompenses distribuées lors des concours organisés lors des comices agricoles.

66. Ch. Charle, « Les références étrangères des universitaires » ; Ch. Charle, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, p. 230.

67. P. Bourdieu, « Science, politique et sciences sociales », p. 9-10.

68. F. Le Tacon, « Louis Nicolas Grandeau... ». Une partie des textes journalistiques de Grandeau ont été rassemblés dans ses *Études agronomiques*, 7 volumes compilés entre 1886 et 1896.

69. F. Knittel, « L'Europe agronomique de C. J. A. Mathieu de Dombasle ».

70. A. J. Bourde, *The influence of England on the French agronomes, 1750-1789* ; N. Vivier, « European agricultural networks, 1750-1850... », p. 27 ; P. M. Jones, *Industrial Enlightenment...* ; P. M. Jones, « *Agricultural Enlightenment et circulation des savoirs...* ».

71. C. Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire ».

Bibliographie

- ABOU EL MAATY Khalil Nagwa, *La scolarisation de l'apprentissage agricole en France : les fermes-écoles au service de l'agriculture et de son enseignement (XIX^e-début XX^e siècle)*, thèse d'histoire, Paris IV, 2007, 3 vol. dactyl.
- BECKER Howard S., « Notes on the concept of commitment », *The American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 1, 1960, p. 32-40. Trad. fr. dans *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 11, 2006-1, p. 177-192.
- BLONDEL-MÉGRELIS Marika, ROBIN Paul, « 1800 et 1840. Physiologie végétale et chimie agricole. Liebig, une fondation à questionner », dans Belmont Alain (dir.), *Autour d'Olivier de Serres. Pratiques agricoles et pensée agronomique du Néolithique aux enjeux actuels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 275-296.
- BOULAIN Jean, « Jean-Baptiste Boussingault (1802-1887) : professeur d'agriculture (1845-1848), de chimie agricole (1851-1887) », dans Fontanon Claudine, Grelon André (dir.), *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers*, Paris, INRP/CNAM, 1994, t. 1, p. 246-258.
- BOULAIN Jean, « Quatre siècles de fertilisation », *Étude et gestion des sols*, 1995-2, p. 201-208, et 1995-3, 219-226.
- BOULAIN Jean, « La fertilisation au XIX^e siècle. Routine et progrès », *Histoire et sociétés rurales*, 1995-3, p. 242-244.
- BOULAIN Jean, LEGROS Jean-Paul, *D'Olivier de Serres à René Dumont, portraits d'agronomes*, Paris, Lavoisier Tec&Doc éd., 1998.
- BOULET Michel, LELORRAIN Anne-Marie, VIVIER Nadine, 1848, *le printemps de l'enseignement agricole*, Dijon, Educagri, 1998.
- BOURDE André J., *The influence of England on the French agronomes, 1750-1789*, Cambridge, Cambridge University Press, 1953.
- BOURDIEU Pierre, « Science, politique et sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, mars 2002, p. 9-10.
- BOURRIGAUD René, *Le développement agricole au XIX^e siècle en Loire-Atlantique. Essai sur l'histoire des techniques et des institutions*, thèse de droit, université de Nantes, 1993, dactyl.
- BOURRIGAUD René, « Aux origines des organisations professionnelles agricoles : les comices agricoles du siècle dernier », dans Boulet Michel (dir.), *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture*, Dijon, Educagri, 2000, p. 173-177.
- BOURRIGAUD René, SIGAUT François (dir.), *Nous labourons*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2007.
- BUCHON Max, *Traité sur les fromageries*, Paris-Arbois, A. Javel, 1870.
- CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1996.
- CHARLE Christophe, « Comparaisons et transferts en histoire culturelle de l'Europe. Quelques réflexions à propos de recherches récentes », *Les Cahiers de l'IRICE*, vol. 1, n° 5, 2010,

- p. 51-73 ; repris dans Charle Christophe, *Homo historicus*, Paris, A. Colin, 2013, chapitre 9, p. 150-168.
- CHARLE Christophe, « Les références étrangères des universitaires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 148, juin 2003, p. 8-19.
- DAVY Humphry, *Elements of agricultural chemistry*, Londres, William F. Gray, 1815.
- DELFOUR Françoise, *L'école d'agriculture de Grignon de 1867 à 1918*, Paris, thèse de l'École des chartes, 2000.
- DENIS Gilles, « Du physicien agriculteur du XVIII^e siècle à l'agronome des XIX^e et XX^e siècles : mise en place d'un champ de recherche et d'enseignement », *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, vol. 87, n° 4, 2001, p. 81-103.
- DMITRIEVA K., ESPAGNE Michel (dir.), *Transferts culturels triangulaires, France-Allemagne-Russie*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 1996.
- DUHAMEL DU MONCEAU Henri Louis, *Traité de la culture des terres*, Paris, H.-L. Guérin et L.-F. Delatour, 6 vol.
- ESPAGNE Michel, *Transferts culturels franco-allemands*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.
- FRIANT Hyacinthe, *Le Gruyère, manuel de fromagerie*, Lons-le-Saunier, A. Gey, 1899.
- GAGNEUR Wladimir, *Des fruitières ou associations domestiques pour la fabrication du fromage de gruyère*, Paris : Bureau de la Phalange, 1839, repris dans W. Gagneur, *Socialisme pratique*, Paris, Librairie sociétaire, 1850.
- GAGNEUR Wladimir, *Réforme de la fruitière. Association pour la fabrication, la conserve et la vente du gruyère*, Paris, impr. N. Blanpain, 1881.
- GINGRAS Yves, « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, mars 2002, p. 31-45.
- HALLEUX Robert, *Le savoir de la main. Savants et artisans dans l'Europe pré-industrielle*, Paris, Armand Colin, 2009.
- JAS Nathalie, *Au carrefour de la chimie et de l'agriculture, les sciences agronomiques en France et en Allemagne, 1840-1914*, Paris, EAC, 2001.
- JAS Nathalie, « Déqualifier le paysan, introniser l'agronome », *Écologie et politique*, n° 31, 2005, p. 45-55.
- JONES Peter M., *Industrial Enlightenment: science, technology and culture in Birmingham and the West Midlands, 1760-1820*, Manchester, Manchester University Press, 2009.
- JONES Peter M., « Agricultural Enlightenment et circulation des savoirs entre la Grande-Bretagne et les pays de l'Europe, 1760-1820 », conférence, université de la Sorbonne, Paris, 2015.
- KNIGHT David M., *Humphry Davy. Science and power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

- KNITTEL Fabien, « Androphile Lagrue : Un professeur d'agriculture progressiste à travers le XIX^e siècle », dans Gaudin François (dir.), *Le monde perdu de Maurice Lachâtre*, Paris, H. Champion, 2006, p. 229-250.
- KNITTEL Fabien, *Agronomie et innovation. Le cas Mathieu de Dombasle (1777-1843)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2009.
- KNITTEL Fabien, « Les premières leçons agricoles à l'école normale d'instituteurs et à l'école primaire. Quelques exemples dans le département des Vosges vers 1830-1840 », *Cahiers Lorrains*, 2010, n°3-4, p. 52-59.
- KNITTEL Fabien, « L'Europe agronomique de C. J. A. Mathieu de Dombasle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 57-1, janvier-mars 2010, p. 119-138.
- KNITTEL Fabien, « Innovations techniques dans une économie en transition : le cas Mathieu de Dombasle sous le Premier Empire », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 374, oct.-déc. 2013-4, p. 111-127.
- KNITTEL Fabien, « L'« éducation » des fruitiers et des laitiers de Franche-Comté au XIX^e siècle : entre initiation domestique, apprentissage professionnel et transmission scolaire », *Les études sociales*, vol. 159, 2014-1, p. 119-132.
- KNITTEL Fabien, « L'apprentissage des techniques laitières. Fruitières franc-comtoises et ENIL de Mamirolle à la fin du XIX^e siècle », *Cahiers de RECITS*, n° 10, 2014, p. 57-72.
- KNITTEL Fabien, *De la bibliothèque aux champs. Le travail d'agronome de Louis Poirot de Valcourt (1771-1855)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy (Histoire des institutions scientifiques), 2015.
- KOCHER-MARBOEUF Éric, « Pierre Dornic : le 'maître à penser' des laitiers des Charentes et du Poitou », dans Thérèse Charmasson (dir.), *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*, Paris, CTHS éd., 2005, p. 275-280.
- LE TACON François, « Louis Nicolas Grandeau, un des pères de la Révolution agricole au XIX^e siècle », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, séance du 6 avril 2001, p. 345-360.
- LEMERCIER Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°52-2, avril-juin 2005, p. 88-112.
- LIEBIG Justus von, *Chimie organique appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture*, Paris, 1841, rééd. Marika Blondel-Mégrelis (présentation et notes), Paris, éd. CTHS, 2009.
- MARACHE Corinne, « Encourager plus que l'agriculture. Le rôle du comice central agricole de la Double dans le développement rural local », *Ruralia*, n° 16-17, 2005, p. 75-99.
- MARTIN Charles J., *Les fruitières du Doubs*, Besançon, impr. du Progrès, 1898.
- MATHIEU DE DOMBASLE Christophe Joseph Alexandre, « Examen critique des éléments de chimie agricole de M. H. Davy », *Annales de l'agriculture française*, 1820.
- MATHIEU DE DOMBASLE Christophe Joseph Alexandre, « Mémoire sur la charrue considérée principalement sous le rapport de la présence ou de l'absence de l'avant-train », *Mémoires de la Société royale et centrale d'agriculture*, Paris, Mme Huzard, 1821.
- MATHIEU DE DOMBASLE Christophe Joseph Alexandre, « « Bestiaux », *Annales agricoles de Roville*, t. I, p. 144, 1824.

- MATHIEU DE DOMBASLE Christophe Joseph Alexandre, « Charrue dos à dos ou tricorne », *Annales agricoles de Roville*, t. VII, p. 369-370, 1831.
- MATHIEU DE DOMBASLE Christophe Joseph Alexandre, « Des défis de charrues, de la direction qu'il convient de leur donner, et des moyens d'exécution », *Annales agricoles de Roville*, t. VII, p. 297-322, 1831.
- MAYAUD Jean-Luc, « Les comices agricoles et la pédagogie de l'exemple dans le France du XIX^e siècle », dans Boulet Michel (dir.), *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*, Dijon, Educagri, 2000, p. 253-257.
- MINGAY Gordon E. (dir.), *The agrarian history of England and Wales*, vol. VI : 1750-1850, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- POIROT DE VALCOURT Louis, *Mémoires sur l'agriculture, les instrumens aratoires et d'économie rurale, comptabilité agricole*, Paris, Bouchard-Huzard, 1841.
- ROBIN Paul, BLONDEL-MEGRELIS Marika, « Physiologie végétale chimique et chimie agricole, 1800-1840. Saussure, une publication à ressusciter », *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, vol. 87, n° 4, 2001, p. 31-59.
- ROBIN Paul, AESCHLIMANN Jean-Paul, FELLER Christian (dir.), *Histoire et agronomie : entre rupture et durée*, Paris, IRD éd., 2007.
- ROLLET Laurent, CHOFFEL-MAILFERT Marie-Jeanne (dir.), *Aux origines d'un pôle scientifique. Faculté des sciences et écoles d'ingénieurs à Nancy du Second Empire aux années 1960*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2007.
- ROZIER abbé, *Cours complet d'agriculture*, Paris, rue et hôtel Serpente, vol. 3, 1783.
- SIGAUT François, « Folie, réel et technologie », *Techniques et culture*, n° 15, 1990, p. 167-179.
- SINCLAIR John, *L'agriculture pratique et raisonnée* (Code of Agriculture), trad. par Mathieu de Dombasle, Paris, Mme Huzard, 1825, 2 vol.
- THAËR Albrecht, *Beschreibung der nutzbarsten neuen ackergeräthe*, 1808, trad. par Mathieu de Dombasle, *Description des nouveaux instrumens d'agriculture les plus utiles*, Paris, Mme Huzard, 1821.
- THAËR Albrecht, *Grundsätze der rationellen Landwirtschaft*, 1809, Crud Fr. E. V. B. (trad.), *Principes raisonnés d'agriculture*, Paris, J. J. Prechoud, 1811.
- VAN MOL Jean-Jacques, « la charrue belge au XIX^e siècle : la charrue brabant », dans René Bourrigaud, François Sigaut (dir.), *Nous labourons*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2007, p. 341-347.
- VERNUS Michel, « Les fouriéristes et les fruitières comtoises », *Cahiers Charles Fourier*, 1991-2, p. 47-56.
- VERNUS Michel, « Un pionnier de l'enseignement agricole : le docteur Simon Bonnet (1782-1872) », *Ruralia*, 2000-6, <http://ruralia.revues.org/136>.
- VIVIER Nadine, « Le rôle des élites françaises en faveur du progrès agricole au XIX^e siècle. Réalités et construction d'une image », dans N. Vivier (dir.), *Elites et progrès agricole (XVI^e- XIX^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 187-206.

VIVIER Nadine, « European agricultural networks, 1750-1850 : a view from France », dans Broad J. (éd.), *A common agricultural heritage ? Revising French and British divergence. Agricultural history review supplement* 5, 2009, p. 23-34.

YOUNG Arthur, « Mémoire de M. J. Arbuthnot, écuyer anglais [...], sur les principes et construction de sa charrue », *Journal de physique*, t. IV, oct. 1775, p. 284-297.

Résumé

Au XIX^e siècle, en même temps que l'agronomie se structure en discipline scientifique, les savants qui étudient l'agriculture et les moyens de son amélioration, que l'on appelle de plus en plus, au cours du siècle, des « agronomes », échangent beaucoup entre eux, soit par lettres, soit en produisant des ouvrages scientifiques contribuant à l'échelle européenne à la circulation des idées agronomiques. Les liens entre savoirs savants et connaissances profanes des praticiens sont au cœur de la réflexion menée ici. L'enjeu de cet article est de proposer un cadre de réflexion sur les liens possibles entre le développement agricole au XIX^e siècle et la constitution de réseaux d'agronomes à l'échelle européenne. Il s'agit d'essayer de comprendre les types de liens qui s'établissent entre les réseaux d'agronomes et les sociétés rurales, d'en analyser les principales évolutions au cours du XIX^e siècle et, enfin, à travers des études de cas spécifiques, d'indiquer plus précisément les façons dont les réseaux et les sociétés agraires interagissent.

Le renseignement mâconnais au service secret du duché de Bourgogne (1407-1435)

Benoît Léthenet

Chargé de cours à l'Université de Strasbourg,
EA3400 ARCHE (Arts, civilisation, histoire de l'Europe)

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Dans le contexte d'oppositions et d'assassinats politiques des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, Jean Sans Peur fait assassiner son rival Louis d'Orléans, le 23 novembre 1407, rue Vieille-du-Temple¹. Jean Petit est appelé par le duc de Bourgogne, en mars 1408, pour justifier l'assassinat. Le texte intitulé *La justification du duc de Bourgogne*² s'appuie notamment sur l'Ancien Testament. Jean Petit tire du *Livre des Rois*³ l'exemple de la mauvaise reine Athalie, reine de Juda (841-835), usurpatrice et idolâtre (à Baal). Il conclut ainsi le commentaire du passage : « et si avez ouï comment par aguets et espïements elle fut occise, car c'est droit, raison et équité que tout tyran soit occis vilainement, ou par aguets et espïement ». Ailleurs, il cite le *De casibus virorum illustrium*⁴ de Boccace qui, en parlant du tyran, dit qu'il est ennemi de la chose publique. C'est une œuvre vertueuse de prendre les armes, de mettre des espions, d'employer la force contre un tel prince. La conclusion de Jean Petit est stupéfiante pour son auditoire : Jean Sans Peur a réalisé un acte licite et méritoire en abattant un tyran.

On remarque d'emblée l'importance accordée à l'espionnage. Cependant, en 1407, espionnage et assassinat politique ne sont pas des nouveautés. La tentative de meurtre de Pierre de Craon sur Olivier de Clisson, en 1392, est déjà un modèle du genre⁵. Ainsi, espionner son adversaire politique est une activité reconnue, qui n'est pas remise en cause. D'ailleurs, dans le contexte de l'opposition que crée la guerre civile⁶, il devient nécessaire et urgent d'espionner le parti adverse. Sommées de prendre position, les villes participent à l'élaboration et à la diffusion du renseignement. C'est le cas pour Mâcon, ville moyenne du royaume de France (670 feux en 1416), qui se rapproche de Jean Sans Peur le 5 septembre 1417. Les bourgeois envoient régulièrement des individus pour espionner au profit du duc.

Quelles réflexions et quelles pratiques de l'espionnage se sont développées en Bourgogne au ^{xv}^e siècle et quelle contribution y apportent les villes ?

1. B. Guenée, *La folie de Charles VI : roi Bien Aimé*.

2. A. Coville, *Jean Petit : la question du tyrannicide au commencement du ^{xv}^e siècle*.

3. Rois, II, 1-20.

4. *De casibus virorum illustrium*, Cologne, Cod. Bodmer 174, fol. 44 r^o.

5. J. Froissart, *Chroniques*, vol. XIII, p. 48-70.

6. J. d'Avout, *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons* ; B. Schnerb, *Les Armagnacs et les Bourguignons*.

La construction d'un réseau

La mise en place d'un cadre normatif au XIII^e siècle

Les premiers textes normatifs, en Italie, datent de la seconde moitié du XIII^e siècle⁷. Les statuts communaux y évoquent déjà la présence d'espions dans les cercles du pouvoir. Ces statuts règlent les aspects pratiques de l'activité de renseignement. La création d'un « office des espions⁸ » dans plusieurs cités italiennes témoigne de l'institutionnalisation de cette activité au cœur du système politique.

À la même époque, en Castille, dans le corpus législatif *Las Siete Partidas* (1254-1265) d'Alphonse X le Sage, se trouve une définition de l'*espie* :

« Sont appelés espions les hommes qui s'associent avec l'ennemi, afin d'en connaître les plans, pour en donner avis à ceux qui les ont envoyé, afin que ceux-ci soient en mesure de se protéger, d'infliger des blessures [à leurs adversaires] sans être atteints [par eux]. Ils doivent soigneusement faire usage de sagesse et d'artifice, pour déterminer avec certitude les mouvements de l'ennemi, afin de donner des informations fiables à leurs compagnons. Car c'est une chose très nécessaire, pour ceux qui sont engagés dans la guerre⁹. »

En Bourgogne, le XIII^e siècle est aussi un temps de fixation des pratiques¹⁰. En guerre pour la succession du Dauphiné, le comte capétien Robert II († 1306) se tient informé (1289) de ses voisins en détachant des éléments appelés *speculatores* et *exploratores*. Les *exploratores* sont des éclaireurs à cheval et les *speculatores* des courriers affectés au renseignement, des agents clandestins¹¹. Ce rôle est également rempli par le *nuntius* ou courrier. On rencontre ici, le binôme lettre/espion au cœur du renseignement. À la fin du XIII^e siècle, le renseignement est en voie de perfectionnement.

L'institutionnalisation du renseignement

Le serment

Pour une ville telle que Mâcon, les choses ne se perçoivent bien qu'à partir du milieu du XIV^e siècle¹². C'est en février 1347 que la cité obtient de Philippe VI le droit de s'administrer elle-même¹³. Tous les ans, il lui est accordé d'élire « six preudhommes », bourgeois de Mâcon, nés dans le royaume. Les échevins prêtent le serment de « bien et loyalement gouverner la ville, comme bons et loyaux eschevins » doivent le faire. Une loyauté envers le roi que la formule latine détaille : ils ne doivent agir ni par tromperie, ni de manière illicite. Tous les

7. G. Marri Camerani (éd.), *Statuti di Arezzo (1327)*, livre 1, art. III ; F. Lampertico (éd.), *Statuti del Comune di Vicenza 1264*, vol. 1, p. 64 ; C. Manaresi (éd.), *Gli atti del Comune di Milano fino all'anno MCCXVI*, p. 99-100 ; G. Sandri (éd.), *Gli statuti Veronesi del 1276*, vol. 1, livre 1, rub. I, XXXVI et CXLVIII ; S. Bianchi et R. Granuzzo (éd.), *Statuti di Verona del 1327*, vol. 2, livre 3, rub. CXIX, p. 500 ; E. Falconi (éd.), *La carte cremonesi DEI secoli VIII-XII*, vol. 4, n° 805, p. 387-389. Voir A. Cirier, « La face cachée du pouvoir ».

8. F. Bonaini (éd.), *Statuti inediti della città di Pisa da XII al XIV secolo*, vol. 2, Florence, 1870, p. 531 : les statuts mentionnent un *ufficiale sopra le spie* et un *soprastante alle spie* ; Archivio di Stato di Firenze, Consulte, I, 469, 1290, mention d'une charge de *deputati super spiis*.

9. Alfonso X El Sabio, *Las Siete Partidas*, vol. 2, titre XXVI, loi XI.

10. Arch. dép. Côte-d'Or, B 7082 (1289-1292), « Bourg. Compte de Pierre de Châtillon », parchemin 2m55 de long.

11. R. M. Sheldon, *Renseignement et espionnage dans la Rome antique*, p. 58-60.

12. Arch. mun. Mâcon, AA 1/2 (1317, avril 8).

13. *Ibid.*, AA 2/1 (1347, février).

détenteurs d'un office prêtent le même serment, qui se présente comme un engagement à respecter le secret du roi et de la ville¹⁴.

Cet engagement s'est adapté aux vertus chrétiennes et au « péché de la langue ». Avec l'influence du droit romain, les lois sur l'espionnage sont plus claires : espionner, c'est trahir¹⁵. Le traître doit être exécuté¹⁶. Comme le prêtre n'a pas le droit de répéter ce qu'il a appris en confession, car il est à ce moment « l'oreille de Dieu », l'officier doit garder le secret absolu sur les affaires de la ville. Celui qui divulgue des confidences, confiées sous le sceau du secret, commet ainsi une faute et doit être sanctionné¹⁷.

Les dépenses

Au-delà de la préservation du secret, de nombreux aspects pratiques de l'activité de renseignement sont assumés par la ville : salaires, durée de la mission, terrain d'opération. La cité dispose des fonds nécessaires à l'entretien des agents. Leur financement provient de plusieurs comptes, principalement de celui du receveur des « deniers communs de la ville ».

Le compte d'Antoine Gastellier finance les opérations de l'année 1418. Au total, sur une recette qui se monte à environ 130 l. t., les dépenses s'élèvent à 5 % de la recette, bien loin de la célèbre formule de Louis XI. Le détail des opérations est inscrit sous la rubrique : « Autre despense [...] pour aller verdoyer sus les chans et pour envoyer messages pour savoir l'être de nos ennemis ». Les transactions, portées sur le cahier d'Antoine Gastellier, sont payées en présence de témoins, les différents receveurs qui alimentent le compte. Ces témoins sont le relais de l'information, ils en établissent la *fama* (la renommée). Le salaire est proportionné au service que rend l'agent et aux risques qu'il court. En journée, l'agent chargé d'espionner est rémunéré 6 s. 8 d. Un départ en soirée, avec un retour dans la nuit, est payé 7 s. 6 d. Si l'agent passe la nuit à l'extérieur et rentre au matin, la rémunération passe alors à 10 s. Les frais s'alourdissent lorsque sont montées des patrouilles nocturnes impliquant des équipes de plusieurs hommes. Étienne de Fontaine et ses trois hommes touchent 12 l. pour quinze nuits passées à guetter sur la rivière de Saône¹⁸.

Les comptables/témoins, au contact des espions, ne sont pas des officiers traitant les informations.

L'autorité référente supérieure

En 1417, les Mâconnais restent dépendants de l'autorité du roi, représenté par un conseil et un prévôt royal. Le prévôt est un officier subalterne investi d'une responsabilité judiciaire, administrative et militaire. Il est le premier officier en charge des espions. Il a les pleins pouvoirs pour missionner des agents sur les deniers publics.

Le bailli, représentant du roi et du duc de Bourgogne, exerce par délégation un pouvoir judiciaire, administratif et militaire. Gérard de La Guiche, qui fait son entrée dans Mâcon le 22 janvier 1418, a la charge de tenir la frontière du Mâconnais face à Lyon. À son degré de compétence, il centralise les informations concernant les Armagnacs. Le souci du compte rendu est permanent. Toutes les compagnies, à leur niveau, sont les yeux et les oreilles du bailli. S'il était aveugle et sourd, ses ordres seraient erronés.

14. *Ibid.*, BB 13, fol. 98 r° (1423, décembre 25).

15. T. Mommsen (éd.), *Digesta Iustiniani Augusti*, livre XLIX, art. 16.6, p. 893.

16. E. Meulien, *Histoire de la ville et du canton de Tournus*, p. 29-30. Le traître qui livre Tournus a la tête tranchée et exposée au château. Son corps est livré à la Saône.

17. Arch. dép. Côte-d'Or, B 3665, fol. 8 r°, « Exécution de Guillaume des Prés, originaire d'Auxonne, espion et traître envers le duc » ; « Exécution de Denis Montbelot, originaire de France et installé à La Bussière-sur-Ouche, homme du duc de Bourgogne et traître envers ce dernier et ses pays ».

18. Arch. mun. Mâcon, BB 12, fol. 113 r° (1417-1418).

Enfin, l'information remonte jusqu'au dernier cercle des familiers du duc de Bourgogne. D'abord, le chancelier. Il centralise les informations pour l'ensemble du duché et travaille en étroite collaboration avec son maître. Si le chancelier n'assiste pas personnellement aux interrogatoires des Armagnacs capturés, il en reçoit les procès-verbaux.

Un exemple parmi d'autres : le 15 janvier 1432, un dénommé Guillaume des Prés est arrêté à Chalon. Cinq jours plus tard, sur dénonciation du prisonnier car il a été soumis à la torture, son complice Jean le Tondeur est arrêté. Le mois suivant, Nicolas Rolin examine les pièces des deux procès. Il conclut à leur culpabilité : ils sont exécutés comme espions¹⁹.

Le duc, en dernière instance, dispose d'un autre canal d'information ; celui du capitaine général du duché. Entre avril et mai 1433, Pierre de Bauffremont suit en détails l'affaire d'un écuyer du Mâconnais, accusé d'avoir rencontré plusieurs fois et secrètement les Armagnacs à Lyon. Il envoie des sergents jusqu'à Mâcon pour suivre les développements de l'affaire. L'écuyer est accusé d'espionnage²⁰.

Le duc enfin, cultive son propre réseau, comme en témoigne le procès de Guillaume Mariette en 1446. Le secrétaire du futur Louis XI, Guillaume Mariette, pratique l'intervention psychologique secrète, manipulant l'information en vue d'influencer les décisions adverses. Le dauphin Louis l'utilise pour une vaste campagne d'intoxication. L'adversaire, mal informé, prend de mauvaises décisions. Mariette feint d'être fidèle au duc de Bourgogne, mais étant agent double, il intoxique le duc et son chancelier en leur faisant parvenir de fausses informations sur Charles VII, le dauphin et les Anglais²¹.

La gestion du réseau

Une réflexion théorique

L'information est la matière première du renseignement²². Celui-ci n'est pas une fin en soi, il est une production et un moyen – production de savoir pour agir. Le renseignement est le résultat d'une démarche appelée « cycle du renseignement », que l'on peut réduire à quatre étapes : la question posée, la recherche des éléments de réponse, la structuration de la réponse, la livraison ou diffusion du renseignement. Ainsi, le renseignement est le résultat de la synthèse d'informations recherchées, validées, recoupées et interprétées, afin de répondre à une question précise.

De telles questions se trouvent dans des chroniques ou ouvrages théoriques : *La chronique anonyme de la première croisade*²³, *Le livre des États*²⁴ de Don Juan Manuel de Castille, le *Livre des faiz d'armes et de chevalerie* de Christine de Pisan ou, plus tardivement, dans *Le Rosier des guerres* de Pierre Choynet. Les informations recueillies sont nombreuses et d'ordre militaire.

19. Arch. dép. Côte-d'Or, B 3664, fol. 47 r° (1432, janvier 15), fol. 47 v° (1432, février 12).

20. *Ibid.*, B 3664, fol. 48 v° (1433, avril 27-mai 2), fol. 49 r° (1433, mai 6-9).

21. G. Du Fresne de Beaucourt (éd.), *Chronique de Mathieu d'Escouchy*, III, p. 265-341.

22. J. Verdon, *Information et désinformation au Moyen Âge* ; C. Boudreau et al. (dir.), *Information et société en Occident...* ; M. Balard (dir.), *La circulation des nouvelles au Moyen Âge* ; P. Contamine, *Des pouvoirs en France, 1300-1500*, p. 11-25 ; M. Fogel, *Les cérémonies de l'information...* ; Y. Renouard, « Information et transmission des nouvelles » ; F. Bulinge, *De l'espionnage au renseignement*, p. 98 ; J. Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* ; E. Denécé, « L'éthique dans les activités de renseignement » ; R. Faligot et R. Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement*.

23. H. Hagenmeyer (éd.), *Anonymi gesta francorum...*, p. 486 : « [...] Là, ils trouvèrent de nombreux Arabes équipés pour la guerre. En les poursuivant nos chefs en prirent un grand nombre, les interrogèrent et surent tout ce qui concerne la guerre : combien ils étaient, où ils se trouvaient et où ils devaient combattre les chrétiens. » (août 1099).

24. B. Leroy (éd.), *Le livre des États de Don Juan Manuel de Castille*, chap. 72.

Dans *Le Rosier des guerres* :

« Avant que l'en face bataille, comme on doit regarder XII choses : premièrement, le nombre de ceulx ausquelx on se doit combatre ; secondement, s'ilz sont usitez d'armes et de guerre ; tiercement, s'ilz sont molz de cueur ; quartement, s'ilz sont de durs corps et de membres, et fors ; quintement, s'ilz sont saiges et advisez, et d'un acord ; sixtement, s'ilz sont plus hardis et mieulx hommes de cueur, c'est à dire s'ilz feroient enuiz, une mauvaise fuyte et villainie ; septiesmement, s'ilz ont plus et de meilleurs chevaulx ; huitiesmement, s'ilz ont plus d'armures et habillemens et de ordonnances de guerre ; neufviesmement, s'ilz ont plus de victailles ou moins ; dixiesmement, s'ilz ont le plus hault lieu ou non ; unziesmement, s'ilz ont le soleil et le vent pour eulx ou contre eulx ; douziesmemennt, lesquelx actendent plus de aide²⁵. »

Le plan de recherche pose des questions qui doivent trouver des réponses. Dans le cadre de la guerre civile (1407-1435), des interrogations peuvent être portées sur la nature, le volume et l'agressivité des forces adversaires, comme sur leur proximité ou leur déplacement.

Le plan de recherche mâconnais

Les enquêtes mâconnaises regardent en direction de Lyon (fig.1). Des recherches sont menées le long de la Saône, aux confins du Beaujolais, du Lyonnais et sur les points de passage présumés des compagnies. L'espion est envoyé « savoir », « savoir et enquerir » ou « sentir ». Des instructions orales lui sont données. Elles détaillent le secteur à surveiller, ou un point précis, ainsi que l'itinéraire à emprunter.

Le boucher Jean Martinet, dit le Carouge, est envoyé par le prévôt « verdoyer sus les chans de Mascon jusques à Dracié, le Paneux et [revient] par les montaygnes pour enquerir des ennemis » ; Thevenet Ferrailleur, un autre boucher, doit aller « de Mascon jusques à la Maison Blanche », savoir si les ennemis passent à Thoissey ; Renaud Roland, lui aussi boucher, doit enquêter sur les forces armagnagues au-delà de Thoissey. Il s'enfonce donc dans le Lyonnais, vers Anse et au-delà²⁶.

Le plan de recherche porte sur un axe essentiel : le sud, tenu par les Armagnacs. Un second axe est orienté à l'ouest, en direction des places de Solutré, Marcigny-les-Nonnains et Charlieu, autres points de départ des incursions armagnagues dans le Mâconnais.

Le problème majeur d'une ville moyenne aux prises avec les princes est la sécurité : la préservation de l'espace urbain et de son environnement. Les espions fournissent surtout un renseignement *défensif* de sécurité et non un renseignement *offensif*, qui sert à conquérir des places et gagner des territoires. Loin de l'image de l'espion infâme, ces hommes sont des bourgeois et des maîtres de métiers reconnus.

Renseignement de sécurité intérieure

Le renseignement d'intérêt militaire n'est pas le seul type de renseignement collecté par les magistrats. Il est manifeste qu'en 1407, avec l'élimination de Louis d'Orléans, le renseignement de sécurité intérieure ne vise pas tant à protéger le duché qu'à protéger le nouveau duc de Bourgogne. S'étant débarrassé de son adversaire politique par l'assassinat, il sait que le même risque pèse constamment sur lui. Ce qui ne manque pas de se produire en 1419.

Le renseignement de sécurité intérieure est un renseignement d'opinion et de sécurité, dont la finalité est de suivre les contestataires susceptibles de troubler l'ordre public par

25. BnF, ms fr. 1239, *Le Rosier des guerres*, « Le vje chappitre comme l'ost doit estre conduit » et notamment la section : « Ce que on doit considerer avant la bataille ».

26. *Ibid.*

FIG. 1. – Plan de recherche mâconnais entre 1421 et 1423.
Doc. B. Lthenet.

l'opposition politique et le complot. Il est indispensable pour le duc d'avoir des gens qui coulent et inspectent tout ce qui pourrait menacer sa suprmatie. Cette pratique n'implique pas toujours d'actions secrtes.

Veille scuritaire

Les tavernes, qui sont le lieu par excellence de la conversation, sont au cur de la circulation de la parole et de la contestation²⁷. Buveurs, observateurs, agents de l'autorit et informateurs s'y croisent. Les paroles critiques qu'ils peuvent profrer sont un message adress au pouvoir, que celui-ci ne peut ignorer. Les aubergistes tiennent jour des registres sur lesquels sont inscrits les noms des trangers. Mcon, ces registres sont mis la disposition de la justice dans les deux heures qui suivent l'arrive de nouveaux htes. Les aubergistes sont les mieux placs pour livrer un renseignement d'opinion, de scurit ou criminel²⁸. couter, sonder, suivre les contestations pouvant troubler l'ordre public relve de l'information gnrale. De bonnes oreilles suffisent pour surveiller les individus qui peuvent tre perus comme problmatiques. Un tel contrle vise maintenir l'quilibre social et la paix urbaine.

27. C. Gauvard, « Rumeur et strtypes la fin du Moyen ge », p. 169-170.

28. B. Walter, « Urban Espionage and Counterespionage during the Burgundian Wars (1468-1477) ».

Les dénonciateurs

L'emploi de dénonciateurs connote l'activité de renseignement intérieur²⁹. Le délateur est tenté par la récompense, qui peut être une partie des biens de ceux qui sont arrêtés. À Mâcon, des mouchards tels Antoine Boisson ou Jean Subtilet emploient la dénonciation afin de s'approprier les terres des individus écartés³⁰. Ils ont précipité le départ des Armagnacs mâconnais.

Les motivations politiques sont aussi un excellent moteur de délation. On en trouve comme un raccourci dans les gestes de Guillaume de Rochefort, chevalier et chambellan du duc de Bourgogne. Le 18 avril 1433, à la prison de Chalon-sur-Saône, devant Nicolas Rolin et Pierre de Bauffremont, il rapporte plusieurs tentatives d'enlèvement contre le chancelier de Bourgogne, organisées par Georges I^{er} de La Trémoille³¹ aidé de son frère Jean I^{er}, seigneur de Jonvelle, et de son cousin, Gui de La Trémoille, comte de Joigny. Un an auparavant (1432), à l'occasion d'une ambassade préparatoire à l'assemblée d'Auxerre, qui le conduit à Dijon, Georges I^{er} approche Guillaume de Rochefort. Celui-ci fait valoir à Guillaume « qu'il estoit pource et qu'il avoit longuem[en]t s[er]vy mons[igneur] de Bourg[og]ne, mais il ne faisoit b[ie]n à nully, pourquoy lui estoit besoing de gangnier³². » La rançon pourrait s'élever à 100 000 francs et Guillaume en recevrait la moitié. Concrètement, Georges I^{er} propose d'envoyer des hommes capables, une semaine avant l'enlèvement, que Guillaume renseignerait et superviserait, puis de conduire le chancelier jusqu'à Saint-Fargeau (Yonne). Guillaume refuse, prétextant être malade, mais révèle le projet au chancelier.

Plus généralement, le rôle des délateurs est central dans la mise en place du contrôle des populations et du contrôle de l'information. Ce recours témoigne d'une acculturation judiciaire des populations. Le délateur est un facteur psychologique du maintien de l'ordre. Il conditionne psychologiquement la société à l'obéissance et renforce, par la crainte de la délation, le pouvoir des ducs sur leur territoire. Ces espions permanents contrastent avec l'espion venu des principautés limitrophes ou étrangères.

Contre-espionnage

Les espions se rencontrent dans toutes les couches de la société. Tous les cas sont différents, mais quelques catégories se distinguent. Ce sont principalement les individus mobiles qui sont concernés : marchands, artistes, étudiants, clercs, pèlerins ou hérauts d'armes. Les autorités exercent très vite un contrôle sur ces gens, dont la mobilité est reconnue par tous.

Le procès du trompette Jean Renard est exemplaire. En juillet 1430, Jean Renard avoue qu'après avoir servi les Anglo-Bourguignons, il a fait le serment d'être fidèle au dauphin Charles. Depuis Château-Thierry, il est envoyé par le Bâtard d'Orléans espionner les pays bourguignons. Il se sert du service accompli auprès de ses anciens maîtres, les seigneurs de Chastellux et d'Autrey, pour masquer ses déplacements. Un pèlerinage à Notre-Dame de l'Épine couvre, de surcroît, son trajet. Pour travestir plus complètement la vérité, il offre à la Vierge une trompette de cire. Sa mission est de s'informer sur les mouvements de troupes. Le Bâtard d'Orléans craint, en effet, un siège de Château-Thierry. Le renseignement recueilli est défensif. Capturé une première fois à Dijon, Jean Renard est relâché à la demande du seigneur d'Autrey, venu confirmer ses états de services. Imprudemment resté

29. A. Cirier, « La face cachée du pouvoir », p. 23-24.

30. Arch. dép. Côte-d'Or, B 5079, fol. 10 r^o (1428-1429).

31. L. de La Trémoille, *Les La Trémoille pendant cinq siècles*.

32. Arch. dép. Côte-d'Or, B 11890 (1433, avril 18).

en ville, il est finalement confondu au bout de sept jours par les affirmations du capitaine de la place de Pleurs³³.

L'affaire fait florès. Afin de protéger le duché contre l'espionnage, le bailli de Chalon arrête en 1433 un trompette du comte de Clermont apportant des lettres au chancelier Nicolas Rolin. Il redoute que le trompette, lors de son voyage, « ne veinst espie et savoir le convine du pays de Bourgogne³⁴ ». C'est un sergent ducal qui apporte les lettres du comte jusqu'au chancelier. Le retour d'expérience a été positif.

Une politique efficace de renseignement, à l'échelle du duché de Bourgogne, ne peut pas faire l'économie du soutien des villes. Pour celles-ci, mettre en place un réseau de renseignement n'est pas simple. Il s'articule autour d'un cadre normatif et financier valorisant la discrétion, voire le secret. En outre, loin d'être méprisables, les activités de renseignement font appel aux bourgeois, gens de métiers ou lettrés, qui ne sont pas des individus réputés violents. Il est même possible de mettre en lumière des acteurs qui font preuve de compétence et de loyauté. En contrepoint, le délateur débusque les traîtres, les ennemis de l'intérieur.

Dans la guerre que se livrent Armagnacs et Bourguignons, les capitaines, après avoir mis en place leurs plans de recherche et donné leurs ordres initiaux, reçoivent les résultats transmis par le binôme lettre/espion, lequel s'appuie largement sur les savoir-faire et les réseaux économiques des villes : à Mâcon, ce sont les circuits empruntés par les bouchers, les tailleurs de pierre ou les bateliers.

L'inscription du renseignement bourguignon dans son contexte historique montre l'intégration d'une chaîne de commandement à deux faces. Un premier réseau, concerné par le renseignement d'intérêt militaire et extérieur, fait remonter l'information jusqu'au capitaine général de Bourgogne ; le second, qui trouve son intérêt dans la sécurité intérieure, intéresse le chancelier. Le duc est toujours le destinataire final du renseignement.

Bibliographie

ALFONSO X EL SABIO, *Las Siete Partidas*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1807, 3 vol.

AVOUT Jacques (d'), *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons. Histoire d'une crise d'autorité*, Paris, Gallimard, 1943.

BALARD Michel (dir.), *La circulation des nouvelles au Moyen Âge* (xxiv^e congrès de la SHMESP, Avignon, juin 1993), Rome, École française de Rome / Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.

BAUD Jean, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Panazol, Lavauzelle, 2002.

BIANCHI Silvana Anna et GRANUZZO Rosalba (éd.), *Statuti di Verona del 1327*, Rome, Jouvence, 1992.

BONAINI Francesco (éd.), *Statuti inediti della città di Pisa dal XII al XIV secolo*, Florence, Viessieux, 1870.

33. Arch. dép. Côte-d'Or, B 2/360-1 (1430, juillet 20).

34. *Ibid.*, B 3664, fol. 49 v^o (1433, juin 25).

- BOUDREAU Claire, FIANU Kouky, GAUVARD Claude *et al.* (dir.), *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge* (actes du colloque international tenu à l'Université du Québec à Montréal et l'Université d'Ottawa, 9-11 mai 2002), Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- BULINGE Franck, *De l'espionnage au renseignement. La France à l'âge de l'information*, Paris, Magnard-Vuibert, 2012.
- CIRIER Aude, « La face cachée du pouvoir. L'espionnage au service d'État(s) en construction en Italie à la fin du Moyen Âge (xiii^e-fin xiv^e siècle) », dans A. Marchandise et J.-M. Cauchies (dir.), *L'envers du décor. Espionnage, complot, trahison, vengeance et violence en pays bourguignons et liégeois, xiv^e-xvi^e s.* (Rencontres de Liège, 20-23 septembre 2007), Neuchâtel, Centre européen d'études bourguignonnes, 2008, p. 7-28.
- CONTAMINE Philippe, *Des pouvoirs en France, 1300-1500*, Paris, École normale supérieure, 1992.
- COVILLE Alfred, *Jean Petit : la question du tyrannicide au commencement du xv^e siècle*, Paris, Picard, 1978.
- DENÉCÉ Éric, « L'éthique dans les activités de renseignement », *Revue française d'administration publique*, vol. 140, 2011, p. 707-722.
- DU FRESNE DE BEAUCOURT Gaston (éd.), *Chronique de Mathieu d'Escouchy, III, Pièces justificatives*, Paris, 1864.
- FALCONI Ettore (éd.), *La carte cremonesi DEI secoli VIII-XII*, Crémone, Biblioteca statale di Cremona, 1988.
- FALIGOT Roger et KAUFFER Remi, *Histoire mondiale du renseignement*, Paris, Laffont, 2 vol., 1993-1994.
- FOGEL Michèle, *Les cérémonies de l'information dans la France du xvi^e au xviii^e siècle*, Paris, Fayard, 1989.
- GAUVARD Claude, « Rumeur et stéréotypes à la fin du Moyen Âge », dans M. Balard (dir.), *La circulation des nouvelles au Moyen Âge* (XXIV^e congrès de la SHMESP, Avignon, juin 1993), Rome, École française de Rome / Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
- GUENÉE Bernard, *La folie de Charles VI : roi Bien Aimé*, Paris, le Grand livre du mois, 2004.
- HAGENMEYER Heinrich (éd.), *Anonymi gesta francorum et aliorum hierosolymitanorum*, Heidelberg, C. Winter, 1890.
- LA TREMOILLE Louis (de), *Les La Trémoille pendant cinq siècles*, Nantes, Grimaud, 5 vol., 1890-1896.
- LAMPERTICO Fedele (éd.), *Statuti del Comune di Vicenza 1264*, Venise, R. Deputazione veneta di storia patria, 1886.
- LEROY Béatrice (éd.), *Le livre des États de Don Juan Manuel de Castille : essai de philosophie politique vers 1330*, Paris, Brepols, 2005.
- MANARESI Cesare (éd.), *Gli atti del Comune di Milano fino all'anno MCCXVI*, Milan, Capriolo & Massimino, 1919.
- MARRI CAMERANI Giulia (éd.), *Statuti di Arezzo, 1327*, Florence, Industria Tipografica Fiorentina, 1946.

- MEULIEN Emile, *Histoire de la ville et du canton de Tournus*, Tournus, impr. A. Miège, 1892.
- MOMMSEN Thomas (éd.), *Digesta Iustiniani Augusti*, Berlin, Apud Weidmannos, 1870.
- RENOUARD Yves, « Information et transmission des nouvelles », dans Samaran Charles (dir.), *L'histoire et ses méthodes*, Paris, Gallimard, 1961, vol. 2, p. 93-142.
- SANDRI Gino (éd.), *Gli statuti Veronesi del 1276, colle correzioni e le aggiunte fino al 1323*, Venise, Deputazione di storia patria per le Venezie, 1940-1959.
- SHELDON Rose Mary, *Renseignement et espionnage dans la Rome antique*, Paris, Les Belles-Lettres, 2009.
- SCHNERB Bertrand, *Les Armagnacs et les Bourguignons. La maudite guerre*, Paris, Payot, 1988.
- VERDON Jean, *Information et désinformation au Moyen Âge*, Paris, Perrin, 2010.
- WALTER Bastian, « Urban Espionage and Counterespionage during the Burgundian Wars (1468-1477) », *Journal of Medieval Military History*, vol. IX, 2011, p. 133-144.

Résumé

On doit aux oppositions entre Armagnacs et Bourguignons (1417-1435) de mettre en pleine lumière le rôle de l'espion et la pratique de l'espionnage. Les archives de Mâcon permettent d'aborder cette pratique. La mise en place d'un réseau de renseignement requiert un cadre normatif réglant les formules de serments, le financement des espions et les rapports hiérarchiques qui les encadrent. À travers le cadre normatif, on perçoit une réflexion cohérente plus large qui le sous-tend. Au niveau théorique, la littérature spécialisée le montre ; au niveau pratique, le plan de recherche mâconnais en donne une application. Le renseignement, au cœur de la construction des principautés, est plurinucléé. À l'espion qui agit à l'extérieur s'ajoutent des professionnels sédentaires au contact de l'information, des mouchards avides et des délateurs zélés. Ils nous offrent un réseau varié et complémentaire d'agents compétents dévoués à la sauvegarde de la Bourgogne.

Gabriel Hanotaux, un historien dans l'action : le Comité du secours national et le Comité de secours de l'Aisne pendant la Première Guerre mondiale

Martine Plouvier

Membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, vice-présidente de la section
Archéologie et histoire de l'art des civilisations médiévales et modernes

Extrait de : DEMEULENAERE-DOUYÈRE Christiane (dir.), *Les acteurs du développement des réseaux*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Dès le début de la Première Guerre mondiale, le Comité du secours national, placé sous le patronage du président de la République et fondé le 4 août 1914 à l'initiative d'Albert Kahn, est venu au secours des misères des populations civiles de Paris et de la province ; son action s'est développée rapidement dans les départements envahis et sur le théâtre des hostilités, en particulier dans l'Aisne. Comment le réseau régional s'est-il mis en place, et comment s'est-il articulé avec le Comité du secours national ?

Les sources utilisées sont essentiellement d'origine privée : il s'agit de documents personnels de Gabriel Hanotaux (1853-1944) pendant la guerre de 1914-1918, constitués de cinq petits carnets en moleskine noire, de correspondances échangées avec les têtes de relais, de quelques comptes rendus des réunions du Secours national et du Comité de l'Aisne, des comptes et des versements, des numéros rares du bulletin publié par le Secours national et enfin d'un petit ouvrage rédigé par Baudelocque : *Une œuvre de guerre, 1914-1920 : le Comité central des réfugiés de l'Aisne*, préfacé par Gabriel Hanotaux.

Hanotaux écrivait en 1915 :

« Ce Comité [...] tient régulièrement ses archives, qui seront en temps opportun jointes à celles du département et constitueront des documents inappréciables, non seulement pour l'histoire, mais aussi pour la vie civile de beaucoup d'habitants de l'Aisne, dispersés ou disparus dans cette tourmente sans égale¹. »

Malheureusement, ces archives n'ont pas été retrouvées aux Archives départementales de l'Aisne.

Les statuts du Secours national

Quelques articles des statuts intéressant la création du Secours national sont développés ici.

1. G. Hanotaux, « L'action du Secours national dans l'Aisne ».

Article premier

Le « Comité du secours national », fondé en août 1914 [le 4 août], a pour but de venir sans distinction d'opinions ni de croyances au secours des misères résultant de l'état de guerre pour les populations civiles de Paris et de la province, et plus spécialement des départements envahis et du théâtre des hostilités, soit par des subventions distribuées ou par des prêts à court terme et sans intérêts consentis à diverses associations charitables ou à des œuvres d'utilité sociale, soit, dans des cas exceptionnels, par des allocations individuelles.

Article II

Le « Comité du Secours national » est placé sous le haut patronage de M. le président de la République et sous la présidence d'honneur de MM. Loubet et Fallières, anciens présidents de la République. Il est constitué avec l'appui et l'assentiment du gouvernement et après entente avec les pouvoirs publics.

Article III

Le Comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et valeurs appartenant à l'œuvre. Il se compose de cinquante membres titulaires au maximum comprenant les représentants de tous les groupements nationaux et de toutes les forces sociales de la France.

Article V

Le « Comité du Secours national » choisit parmi ses membres un Bureau composé d'un Président, de quatre Vice-Présidents, d'un Secrétaire Général, d'un Trésorier, d'un Contrôleur Général...

Article VI

Le « Comité du Secours national » se réunit en assemblée générale au moins une fois par mois, et, en outre, chaque fois qu'il est convoqué par le Président, ou sur la demande du quart au moins de ses membres. Tous les membres titulaires [...] y ont voix délibérative. Les chefs des divers services du Comité assistent avec voix consultative aux réunions du Comité, du Bureau et des Commissions.

Article IX

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article X

Les ressources du Comité national sont : 1° les souscriptions des collectivités et des particuliers ; 2° les subventions de l'État, des Départements et des Communes ; 3° le produit des quêtes, ventes de charité, fêtes de bienfaisance, loteries légalement autorisées et qui seraient organisées par le Comité ; 4° les dons et legs autorisés conformément à la loi du 4 février 1911 ; 5° les revenus des valeurs et fonds sociaux.

Article XV

Le « Comité du Secours national » continuera son œuvre pendant toute la durée de la guerre. Il pourra la prolonger autant que subsisteront les besoins auxquels la guerre aura donné naissance [...]

Par décret en date du 29 septembre 1915, signé de Raymond Poincaré, le « Comité du Secours national » dont le siège est à Paris, 13 rue Suger, Paris VI^e, est reconnu comme établissement d'utilité publique.

FIG. 1. – Affiche d'appel à la souscription mentionnant la composition du Comité du Secours national, 1914.
Cl. M. Plouvier.

Les souscriptions sont reçues au siège ou chez MM. Mirabaud et C^{ie} 56, rue de Provence, Paris IX^e ; les chèques et mandats-poste sont libellés à leurs noms, avec la mention expresse : « Comité du Secours national ».

La composition du comité (fig. 1) est politique, mais aussi multiconfessionnelle : y sont présents aussi bien l'archevêque de Paris, Mgr Amette, que le Grand Rabbin Alfred Lévy et le pasteur protestant Charles Wagner ; elle est aussi pragmatique, car on y compte, bien sûr, le fondateur Albert Kahn, mais aussi des banquiers comme Albert Mirabaud et Pallain, des responsables du ravitaillement comme Alexandre Ribot, des gestionnaires du secours comme le vicomte d'Hendecourt, président général de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Voilà quelques-uns des membres les plus représentatifs de ce comité. Outre les deux présidents d'honneur, Émile Loubet et Armand Fallières, le président en est Paul Appell, président de l'Institut, doyen de l'Académie des sciences ; les vice-présidents sont Denys-Cochin, de l'Académie française, député de Paris, Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, président du Comité France-Amérique, Ernest Lavisse, de l'Académie française, président de la Ligue française, et Payelle, premier président de la Cour des comptes.

Dans le comité figurent le cardinal Amette, archevêque de Paris, mais aussi Maurice Barrès, président de la Ligue des patriotes, Louis Barthou, président du Comité de la coordination des secours institué par le ministère de la Guerre, Ferdinand Buisson, président de la Ligue des droits de l'Homme, Léon Bourgeois, premier délégué français aux conférences de La Haye, Dubreuilh, secrétaire du Parti socialiste, Jean Dupuy, président du Syndicat de la presse parisienne, le vicomte d'Hendecourt, président général de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, Louis Jaray, directeur du Comité France-Amérique, Albert Kahn, à l'origine de la création du CSN, Alfred Lévy, Grand Rabbin de France, Marguerie, vice-président du Conseil d'État, Charles Maurras, vice-président de la Ligue d'action française, Albert Mirabaud, banquier, Pallain, gouverneur de la Banque de France, Alexandre Ribot, de l'Académie française, vice-président de la Commission supérieure de ravitaillement, Verneuil, syndic honoraire des agents de change, et le pasteur Charles Wagner.

Dans le même temps, le comité parisien du Secours national avait décidé de créer dans les dix départements envahis (Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme, Vosges) une organisation de secours pour répondre aux misères les plus urgentes. C'est ainsi que, dans une réunion tenue à la Sorbonne, en octobre 1914, le Comité du secours national a entendu les rapports des missions de Gabriel Hanotaux dans l'Aisne, de Léon Bourgeois dans la Marne, de Maurice Barrès et Louis Jaray en Lorraine et dans l'Alsace occupée. Il est décidé qu'un appel serait fait aux parties non envahies du territoire pour secourir la misère des populations envahies et qu'une organisation définitive serait établie dans chacun des départements ravagés par l'ennemi².

Dans l'Aisne, le 2 septembre 1914, Paul Appell, président du Comité, signe la décision suivante, contresignée du secrétaire général Louis Mill :

« En décision du Bureau du Comité du Secours national, en date du 1^{er} septembre 1914, ratifiée par le Comité dans sa séance du 2 septembre, M. Gabriel Hanotaux, Vice-Président du Comité, est chargé de prendre la direction de la Délégation du Comité en province, il reçoit tous les pouvoirs nécessaires pour disposer des sommes déposées, au nom du Comité, à la Banque de France de Bordeaux, donner reçu des souscriptions et présider aux répartitions d'accord avec le Secrétaire général, M. Louis Mill, faisant fonction de trésorier, dans l'esprit de secours immédiat et impartial, qui a fait l'objet de la fondation du Comité. M. G. Hanotaux devra, autant que possible, se tenir en relation avec le Comité national siégeant à Paris. » (fig. 2)

Gabriel Hanotaux : qui est-il ?

On dit Gabriel Hanotaux diplomate, homme politique, mais il se revendique surtout historien. C'est avant tout un Picard, quatre fois picard, né en 1853 à Beaufort, près de Saint-Quentin (Aisne). Fils d'un notaire mort à la suite d'une chute de cheval, il prend très jeune la responsabilité de sa famille. Apparenté à Henri Martin, également picard, il a un goût très prononcé pour l'histoire. Après avoir étudié à l'École des chartes, il intègre les cadres du ministère des Affaires étrangères et gravit un à un les échelons de la carrière diplomatique. Il remplace au pied levé à Constantinople l'ambassadeur de France malade. Il entre en politique et milite dans le camp républicain aux côtés de Léon Gambetta et de Jules Ferry, dont il est le chef de cabinet, lorsque celui-ci est nommé président du Conseil en 1883. Le 31 mai 1894, il devient ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Charles Dupuy, et le demeure jusqu'au 14 juin 1898 (interruption durant le gouvernement Léon Bourgeois, du 1^{er} novembre 1895 au 23 avril 1896). Méfiant à l'égard de l'Angleterre, il s'attache à créer un bloc continental européen capable de rivaliser avec l'Angleterre en établissant une alliance solide entre la France, l'Allemagne et la Russie, et combat sans relâche la volonté de revanche contre l'Allemagne. Il est à nouveau ministre des Affaires étrangères de 1896 à 1898, dans le gouvernement Jules Méline. Il resserre les liens entre la France et la Russie et accompagne le président Félix Faure en visite officielle à Saint-Petersbourg. Il est un des artisans de l'entente franco-russe.

Éloigné de la politique, Gabriel Hanotaux reprend ses recherches historiques sur Richelieu et Jeanne d'Arc, sans jamais renoncer à la diplomatie. En 1909, il est le président fondateur du Comité France-Amérique (CFA). Il est l'instigateur de plusieurs missions dont, en 1912, la mission Champlain, au Canada ; ces responsabilités l'aideront beaucoup dans la création du Comité du secours national de France, dont il devient vice-président.

2. *Journal de la Meurthe*, 30 octobre 1914.

FIG. 2. – Nomination de Gabriel Hanotaux comme délégué du Comité national en province, signée de Paul Appell et contresignée de Louis Mill (2 septembre 1914).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

En août 1914, il a soixante ans (fig. 3). Il est propriétaire d'un beau vendangeoir du XVIII^e siècle à Pargnan, sur la rive droite de l'Aisne, à proximité du Chemin des Dames... Considération qui n'est pas sans importance.

En 1914, Gabriel Hanotaux écrit dans ses carnets :

« Le lundi 1^{er} août 1914

Je mets de l'ordre dans mes idées, au point de vue des services que je peux rendre. Je me mettrai à la disposition du ministre des Affaires étrangères ; je m'occuperai de l'organisation de la Croix-Rouge ; je veillerai à l'opinion par le *Figaro* et les autres organes que je connais. Gabriel parti³ ; nous le conduisons à la gare à 1 heure. Pauvre cher enfant. »

« Le mardi [2 août 1914]

La police s'est décidée à sévir contre les perturbateurs. Journée excellente. L'Angleterre marche, les chambres votent. La France ne fait plus qu'un. Je décide de fonder la Société d'entraide pour les secours. Je réunis les premiers concours au *Figaro*, je donne un second article décisif sur l'attitude de l'Angleterre. J'ai un laissez-passer pour l'auto. [Pierre] Dauzet marche avec moi. »

« Le mercredi [3 août 1914]

Je vais à la réquisition des autos et je pense que j'achèverai aujourd'hui la fondation du comité d'entraide. Il y a urgence. J'ai été hier à la réunion des Dames françaises. Il faut mettre de l'ordre. Je vais m'occuper de la création d'une ambulance à l'hôtel Thiers. »

3. Il s'agit de son fils, devenu fils unique après le décès de sa sœur Geneviève, morte de la tuberculose en 1896.

FIG. 3. – Portrait photographique de Gabriel Hanotaux à l'âge de 60 ans (1914) par Henri Manuel.
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

« Le 29 septembre 1914

Il m'est de toute impossibilité de suivre au jour le jour les événements auxquels je suis mêlé. Ma vie n'est qu'un torrent qui coule à plein bord au milieu des occupations qui le pressent ; pas une minute pour m'arrêter et reprendre haleine. Je me suis conformé à peu près au plan que j'avais conçu ; mais il s'est élargi naturellement.

— 1° Fondation du Comité du Secours national avec Appell. On a paré ainsi à la plus grande misère, notamment à Paris.

— 2° Activités au Comité des Dames françaises de la Croix-Rouge. Il y avait beaucoup à faire dans l'état de demi-sénilité de l'institution. J'espère que l'œuvre sera, à bref délai, remise sur pied. Nous avons un conseil de grande importance après-demain à Paris.

— 3° Collaboration aux journaux : *Le Figaro* pour Paris, *La Gironde* pour la province. J'ai publié, dans l'un et l'autre, une série d'articles qui ont eu leur importance et qui ont contribué à maintenir l'opinion dans les phases les plus difficiles : on la retrouvera.

— 4° En plus, selon les suggestions de P. Laffitte et de Chapron de *La Gironde*, j'ai décidé d'écrire une histoire de la guerre. Il importait, en effet, de ne pas laisser les faits se passer sans que leur impression immédiate fût fixée. En outre, il y avait (pour l'objet de la guerre elle-même) à établir les origines et les responsabilités, à disposer pour ces origines, les grandes lignes des futures négociations, à prévenir les opinions publiques étrangères. Dès que le contrat a été signé et les premiers spécimens établis d'après un texte que j'ai pu livrer au bout d'une semaine, je suis parti pour Paris et j'ai annoncé à M. Appell, président du comité de Secours national, que je versais, au profit de celui-ci, mes droits d'auteur pendant la période des hostilités : j'ai l'intention, cependant, d'en verser une partie à la Société des dames françaises (pour la Croix-Rouge) car je viens d'apprendre que l'argent manque. La formule a été celle-ci : ne pouvant ni donner mon sang, ni l'argent que je n'ai pas, je donne mon travail pendant la guerre. J'ai aussi à assurer la vie des miens, mes enfants et mes beaux-parents sont sans ressources, etc. etc. Je dois faire face à tout. Ma mère et ma sœur ne donnent rien, et j'ai 21 personnes à Royan et Bordeaux.

— 5° Je puis encore être utile par suite de mes relations, notamment dans l'ordre diplomatique. Je vois Millerand à peu près tous les jours et nous sommes en état de confiance absolue à peu près sur toutes les questions ; mille autres occasions se présentent et je les saisis du mieux que je puis. Je suis retourné à Paris, de Bordeaux, il y a huit jours. J'ai transmis au général Gallieni et à Doumer les indications verbales que m'avait données Millerand et je pense que cela a pu contribuer à la mise au point des relations toujours un peu difficiles, surtout dans l'état d'esprit réciproque de Paris et de Bordeaux à l'heure actuelle. En revenant, j'ai rapporté quelques données précises sur des affaires que j'ai traitées ici. À ce point de vue, mes relations avec l'Amérique ont été réellement utiles. C'est sur ce point que je veux insister parce qu'il peut y avoir des suites et qu'il faut que les points de départ soient bien établis. Dès mon arrivée à Paris, j'ai vu Herrick, ambassadeur, puis Harjès, de la banque Pierpont-Morgan, puis Bliss, conseiller de l'ambassade, Whitney Warren (l'architecte américain membre de l'Institut pour qui j'ai pu obtenir un laissez-passer lui permettant d'aller étudier sur place et techniquement la question du bombardement de la cathédrale de Reims) et entre-temps, plusieurs fois, R. Bacon, venu pour se mettre à la disposition de notre comité dont il est président d'honneur à New York. [...] »

« Par mes conversations avec Harjès, Bliss, Madame Bliss, Whitney Warren, Spencer Prat, etc., je me suis appliqué à maintenir les bonnes dispositions américaines. Je dois dire que notamment Harjès de la banque P. Morgan est parfait d'activité et de netteté. J'ai pu traiter avec lui l'affaire des vingt millions pour les nécessiteux en 5 minutes, tandis qu'il eût fallu des semaines avec n'importe quelle banque française.

Mais mes conversations les plus importantes ont été avec Roy, commissaire du Canada à Paris, et avec Robert Bacon.

Roy est venu m'apporter deux dossiers importants. Il s'adresse à moi pour éviter, autant que possible, l'intervention de l'ambassade d'Angleterre dans les affaires canadiennes. Ces deux affaires sont le don du gouvernement canadien d'une somme de 500 000 francs au gouvernement français pour la constitution d'un hôpital canadien en France. J'ai vu le général Troussin et l'affaire se met sur pied. La seconde affaire, c'est une offre du ministère du Commerce canadien de faciliter les contrats de fournitures avec la France et la demande, de leur part, de la désignation d'un agent français pour cet objet au Canada. Ceci me fournissait une occasion de traiter la question générale des fournitures françaises en Amérique et du paiement de ces fournitures par un système de papier à terme à établir ; nous approchions ainsi de la plus grosse affaire actuelle entre la France et l'Amérique : profiter de la maîtrise de la mer pour nous assurer des approvisionnements, sans être obligés de les payer tout de suite – ce qui constitue une manière d'emprunts indéfinis, et plus utiles, au fond, que les emprunts en argent. »

« Après être resté à Bordeaux du 30 septembre au 1^{er} octobre, je suis revenu à Paris ; j'ai vu Bacon et je l'ai tenu au courant. Le jour même de mon départ, j'avais vu longuement Millerand, Ribot et Poincaré. Il a été entendu que, dès mon retour, je ferai à Paris ce que j'ai à faire au sujet des questions ci-dessus et que je tâcherai de me rendre compte de la situation des populations qui souffrent actuellement des suites de la bataille de l'Aisne. »

Les voyages de Hanotaux dans l'Aisne

Tout au long de la fin de l'année 1914, G. Hanotaux se partage entre rapports à Bordeaux et discussions avec Poincaré, Millerand, Ribot, etc., voyages dans l'Aisne comme délégué du Secours national et mise en place du ravitaillement.

Chargé de l'organisation des secours dans le département de l'Aisne, il se munit immédiatement à son retour de Bordeaux des autorisations militaires – permis rouge – et part en voiture le 1^{er} octobre à 6 h du matin afin de se rendre compte de la situation⁴. C'est le premier

4. « Carnets 1914 », p. 46 r° ; G. Hanotaux, « L'action du Secours national dans l'Aisne » ; correspondance privée.

voyage d'une série de douze, dont dix dans le département de l'Aisne. Il doit mettre sur pied un réseau de relais pour approvisionner les populations.

Son fidèle secrétaire, Philippe Rémond, l'accompagne pendant toutes ses visites. Hanotaux emmène parfois avec lui un homme qui veut voir avant d'engager les finances de son pays : ainsi Whitney Warren, Hyde, ou encore Doumic, qui a perdu ses deux frères.

Tout au long de ses visites, pendant lesquelles il prend de grands risques, allant jusqu'à la ligne de feu, il met au point un système qui s'appuie d'abord sur les généraux et les cadres de l'armée ; les médecins-majors et les infirmières ; ensuite sur le préfet, qui n'est plus à Laon mais à Château-Thierry, les Allemands ayant envahi tout le nord du département et fermé Laon ; puis les maires ou adjoints des communes envahies ou sous le feu ; les élus qui sont encore sur place, comme Amédée Couesnon, député et conseiller général ; Mgr Péchenard, évêque de Soissons, et les curés qui sont toujours là ; les bureaux de bienfaisance, les Dames françaises de la Croix-Rouge et tout un réseau de bonnes volontés : instituteurs et institutrices, infirmières, etc.

Le premier voyage (1^{er}-2 octobre 1914)

Ce premier séjour permet à Hanotaux de visiter rapidement toute l'étendue du département alors libérée (rive gauche de l'Aisne, essentiellement) : La Ferté-Milon, Oulchy-le-Château, Neuilly-Saint-Front, Villers-Cotterêts, Braine, Château-Thierry et Fismes (Marne), ainsi qu'un certain nombre de villages se trouvant sur la rive droite de l'Aisne. Cette tournée initiale lui permet de distinguer les secours à apporter selon les régions : celles qui sont sous le feu, où toute vie sociale est suspendue, où les rouages administratifs ne fonctionnent plus et où la vie se maintient grâce aux troupes qui ravitaillent les civils ; les maisons sont démolies, les bombardements fréquents, les situations des habitants très précaires et les victimes nombreuses. Celles plus au sud, sur la rive gauche de l'Aisne, sont hors de portée des tirs, et si la situation est pénible, il est possible de les aider immédiatement.

Gabriel Hanotaux, délégué du Secours national, envisage donc séparément la zone du front et la zone de l'arrière, antérieurement atteinte par l'invasion.

« Soissons. De tout mon voyage, la partie la plus émouvante est Soissons. La ville presque entièrement bombardée. Désolation. Été à l'hôtel de ville. Madame Macherez⁵ partie pour Paris pour assister à la séance du Comité où je l'ai manquée à mon retour. Vu l'adjoint au maire et le notaire, M. [en blanc]. Ils manquent de tout. Moyens de les secourir. La ville n'a plus que 400 quintaux de blé. Et c'est pis encore dans la partie sous le feu, Pasly, Vic-sur-Aisne, etc., Fontenoy, où je n'ai pu me rendre. Je vais m'occuper de tout. Mais ici, pour une grande ville, cela dépasse nos forces. Comment faire ? »

Le deuxième voyage (9-10 octobre 1914)

C'est à son retour qu'il fait son premier rapport au conseil du Secours national, et c'est au cours de ce voyage qu'il voit sa propre maison anéantie :

« Je me suis mis en route pour rejoindre le général à Pargnan avant le déjeuner. La route libre, nous allions vite, sauf la rencontre de quelques convois. Sommes descendus par Braine, puis remonté la colline dans la direction de Vieil-Arcy. On entendait le canon. Vers Vieil-Arcy, on m'avait dit : passez vite, la route n'est pas à l'abri du canon de l'autre rive. Nous nous sommes

5. Jeanne Macherez (1852-1930), veuve d'un sénateur de l'Aisne, Alfred Macherez, est présidente de l'association des Dames françaises en 1914 ; elle fait partie du comité municipal composé de volontaires lors de la première occupation allemande de la ville de Soissons et s'est battue pour la population saignée par l'ennemi.

jetés le plus rapidement possible dans les bois de Villers. Nous étions toujours dans la zone anglaise. À Œuilly, la cavalerie anglaise était campée sous les hangars de la fabrique. Nous avons passé les deux ponts sur le canal, pont de bateaux et sur l'Aisne, le pont suspendu restauré tant bien que mal. Nous montons la colline d'Œuilly à Pargnan ; nous sommes dans les lignes françaises, troupes d'Afrique ; les chasseurs d'Afrique sont campés dans le bois. En quelques minutes, nous sommes sur la place du village, et à ma grande surprise là où était la maison du marchand de tabac, adossée à la mienne, il n'y avait plus rien : une cave crevée et des poutres ; un pas encore, la voiture est sous mon orme ; le portail de la maison est rompu en deux morceaux ; la porte de fer défoncée ; j'entre dans la cour ; le pignon de la maison est crevé, toute la chambre à coucher de ma femme et son cabinet de toilette sont descendus dans le sous-sol. Personne dans la cour, la porte fermée. Je monte le perron ; j'ouvre la porte de la salle à manger ; un spectacle indescriptible, les plafonds crevés, les planchers laissant voir les caves, plus rien, les meubles absents ; encore un pas, je traverse la maison ; enfin, voici des hommes ; le général et ses officiers s'avancent ; ils vivent abrités dans les sous-sols et les « creuttes » ; j'entre chez eux : c'est la « creutte » ou cave qui leur sert de salle à manger ; ils ont fait installer le poêle de la bibliothèque et s'y resserrent bien à l'abri ; leurs hommes vivent de même dans les autres creuttes, dans la cave, dans la grange, l'écurie, le fruitier, etc. Le général m'a écrit ce qui s'était passé mais je n'avais pas encore reçu sa lettre. Depuis deux jours, on bombarde Pargnan, non plus de Cerny mais de Courtecon ; la grosse artillerie prend le village en enfilade maintenant, et tous les coups portent. Le général pense que l'objectif de cette canonnade qui est, d'ailleurs, peu meurtrière, était la batterie d'artillerie lourde anglaise qui était établie dans mon jardin du haut. Cette batterie s'étant portée en avant au-delà de l'église dans la direction de Bourg, il pense que le tir des Allemands va se modifier en même temps. Cependant la réalité ne répond pas à ce pronostic ; car, pendant que nous sommes là la canonnade ne cesse pas. Les gros « paquets » bourdonnent dans l'air, font un énorme ronflement et, finalement font un *poum* rude en éclatant soit sur le village, soit dans la vallée. Le général m'invite à déjeuner ; cela se trouve très bien ; car, en partant de Paris, j'avais oublié la valise avec provisions. Déjeuner très confortable, rognons aux champignons, soufflé à la viande aux pommes de terre, gigot de mouton et artichauts, fromage, café ! Vin blanc, j'avais apporté deux bouteilles de vin de Paris et deux bouteilles d'eau d'Évian avec une boîte de cigares qui a le plus grand succès. »

« 12 octobre 1914.

J'ai passé une semaine entière à mettre sur pied le ravitaillement de la population civile dans le département de l'Aisne. J'avais divisé mon travail en deux parties : 1° le ravitaillement des communes dans les régions libérées de l'ennemi, 2° le ravitaillement par dons dans les pays sous le feu. Je me suis fait épicier, acheteur, commissionnaire. Deux personnes, M. Callemine, épicier, et le receveur d'enregistrement, sont venus de Neuilly-Saint-Front ; ça a été ma première mise en train. Il s'agissait d'obtenir le droit d'acheter certains produits, sel, sucre, essence ; et surtout l'autorisation de les transporter par wagons attachés aux trains militaires. Que de pas, de démarches, d'attentes dans les bureaux, d'ordres, et de contrordres. Enfin, pour le jeudi 8 octobre, l'affaire était à peu près mise sur pied. »

Le troisième voyage (27-28 octobre), avec Whitney Warren : le village de Beaurieux, où la population est désespérée

« Visite à Beaurieux. Il y a eu un bombardement terrible la nuit, essai d'offensive sur la tranchée, quand le bataillon du 57^e est arrivé. Il était temps. Nous sommes suivis par les obus à Beaurieux. Un tombe sur la place du village à 2 ou 3 mètres de la voiture. Vu le maire M. Neveux, très calme : il a tout vu, et il en a vu ! Voici quelques traits : je cherche les trois morts du régiment de Bordeaux dont on m'a prié de retrouver les corps : Personnaz, Lesage, Dubroca. Aucune mention. Le maire me donne la liste des noms dont a eu connaissance : ils sont 115. Aucune mention de ces noms. Il me dit qu'à l'hôpital militaire installé dans la commune, il est passé 2 050 blessés, et il en vient tous les jours. Il est resté, et il reste sur le champ de bataille à Craonnelle et sur le plateau de Vauclair devant la route des Dames

des morts et des blessés en quantité qui n'ont pu être relevés depuis quarante jours. Les Allemands laissent les morts pourrir dans les tranchées. C'est un charnier : quand le vent souffle de ce côté, le village est intenable. On a fait de grandes fosses communes où l'on a jeté les morts sans savoir qui. Dans la population civile, il y a plusieurs morts : Madame Rambout, Monsieur Maroteaux-Fournier, 10 à 12 blessés. Un quart des maisons du village sont détruites ou atteintes par les obus. Depuis six semaines, on vit dans les caves. Quand cela finira-t-il ? Il y a, dans le village, réfugiés sans argent, sans asile, venant de Craonnelle. On a pris presque tout le blé, arraché les pommes de terre, pillé les maisons qui n'étaient pas occupées ; on pille tous les jours ; les fonctionnaires ne sont pas payés, ni les rentiers, ni personne ; pas de poste ; pas de courrier ; pas de journaux ; aucun permis de circuler ; sont sans nouvelles des villages les plus proches, à tel point que des ravitaillements que j'ai envoyés par Pargnan, il y a quinze jours, non seulement ils n'ont rien touché mais ils en ignoraient l'envoi. Ils sont pâles, défaits, maigris. Sauf la bonne Émilie qui se jette sur moi de joie et m'aurait embrassé. Et d'ailleurs, tous. Je laisse 500 F pour le bureau de bienfaisance, 250 F pour les réfugiés. Et c'est mon riant et coquet village de Beaurieux que j'ai peint dans la lumière et dans la joie comme type d'un village français, dans *L'Énergie française* ! On ne pouvait se quitter ! Reparti par Ceuilly à la tombée du jour, pour éviter les obus. »

Le quatrième voyage (10-11 novembre 1914)

Entre les quatrième et cinquième voyages est fondé, les 12 et 24 novembre, le Comité central des réfugiés de l'Aisne, dont le bureau se compose de G. Hanotaux comme président d'honneur, Amédée Couesnon comme président, Jules Decamp, maire d'Hirson, conseiller général, qui devient administrateur délégué, et Maguin, conseiller général et maire de Charmes, vice-président. Le noyau initial ne comptait que treize personnes ; il s'augmente régulièrement jusqu'en 1919 de maires, de généreux donateurs comme la princesse Poniatowska, de personnes qui s'étaient dévouées dans les localités proches du front, et de rapatriés qui avaient subi le joug allemand. Le 28 juin 1916, il doit s'ériger en association légale. Son siège se trouve à Paris, 72 rue du Faubourg Saint-Martin, en la mairie du 10^e arrondissement. Le bureau continue à fonctionner avec les mêmes membres que précédemment, et ce jusqu'en janvier 1918.

Le cinquième voyage (1^{er} décembre 1914)

« Poursuite des visites de plus en plus émouvantes et parfois non sans péril, visite des ambulances, visite chez le préfet à Château-Thierry, qui abandonne sa direction administrative pour courir au feu, au lieu d'être au gouvernail. Pas de municipalités. Les femmes des mobilisés dans un grand dénuement. »

Jusque-là, il s'agit pour Gabriel Hanotaux d'organiser le ravitaillement de la population civile, qui manque de tout : épicerie, sel, allumettes, sucre, bougies, pétrole, essence, café, tabac, blé, huile à brûler, huile alimentaire ; mais aussi de lainages, de chaussures à semelles de bois pour éviter les engelures (fig. 4). Les stocks d'approvisionnement ont été pillés. Les autorités municipales et politiques sont dispersées. Les militaires monopolisent pour l'entretien des armées et leur transport toutes les voies ferrées. La circulation sur les routes a cessé, hormis celle des convois militaires. Il est impossible et interdit d'aller d'un village à l'autre, même pour s'approvisionner en farine. Les stocks en charbon sont réduits à la portion congrue et les habitants s'inquiètent : ils ne se chauffent plus, ne font plus tourner les industries locales et ne peuvent même plus cuire leurs aliments.

Le premier problème à résoudre est donc celui du transport, qui doit s'appuyer sur les trains militaires avec une gare de desserte, Bazoches. Hanotaux est obsédé par le fait de faire absolument la campagne betteravière, de mettre à disposition des bœufs pour le labourage

FIG. 4. – Lettre de Charles Demarseille adressée à Gabriel Hanotaux à propos de galoches, « chaussures de repos pour l'hiver des soldats » (30 novembre 1914).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

et les chevaux réformés auprès des agriculteurs, qui ont vu passer trois armées et leur cortège de réquisitions. Le délégué du Comité du Secours national se met dès les premiers jours d'octobre 1914 en campagne pour parer au plus pressé.

À partir de décembre 1914, alors que chacun espère la fin de la guerre pour Noël, les militaires pensent qu'il va arriver « un gros coup de chien » et veulent faire évacuer les populations civiles de la vallée et leur éviter ce qui est arrivé au bourg de Vailly, où beaucoup d'habitants sont restés sous les décombres.

Le sixième voyage (12 décembre 1914)

Hanotaux part pour Amiens avec Françoise Carnot et Ch. d'Yonville, membres du Comité des Dames françaises, pour étudier la question des ambulances sur le front. Les hôpitaux sont très bien organisés.

Le septième voyage (18 et 19 décembre 1914)

Il part dans l'Aisne et dans la Marne, accompagné de René Doumic, qui veut aller jusqu'à Sillery, où son frère a été tué quelques jours plus tôt. Reims et ses abords sont déchiquetés.

Le huitième voyage (22 et 23 décembre 1914)

Hanotaux retourne à Amiens, Saint-Pol, Arras, Hesdin. Il est accompagné de sa femme, qui veut voir son frère. Le service sanitaire d'Hesdin est en piteux état.

Le neuvième voyage (15 février 1915)

Parallèlement, Hanotaux étudie la question de l'achat des membres artificiels pour les amputés, participe à l'organisation du Comité d'Alsace-Lorraine avec le CSN, élabore un projet

de comité de secours en Pologne avec Paderewski, dont il refuse d'être le président, s'efforce de faire fusionner les différentes « Croix-Rouge ».

Ces voyages sont ralentis, car il envisage de partir pour San Francisco afin d'engager les États-Unis « jusqu'à la garde » et de mettre en place le réseau des finances USA-Canada et France. En réalité, il part près d'un mois pour Rome, de mars jusqu'en avril 1915, sans reconnaissance officielle. Il écrit : « Je n'ai ni qualité, ni mission, je voyage en touriste, en curieux, en historien » ; il rencontre l'entourage du pape, le pape (deux audiences) et le roi.

Il rapporte un secours du pape de 40 000 F pour aider au secours des misères dans les provinces envahies du Nord et de l'Est. Le Saint-Siège reste dans la « neutralité mais pas dans l'impartialité » et a pour devise : « Silence et charité ! ». Le Saint-Siège encore soutient les négociations engagées au sujet des prisonniers venant du cardinal Amette, qui avait obtenu l'assentiment de l'Allemagne. Il négocie pour que les soldats morts dans la région d'Arras soient dignement enterrés.

Le dixième voyage (mi-juin 1915)

Hanotaux se rend à Chantilly, Muret, Fismes avec Mlle H. et le président de la Croix-Rouge canadienne.

Le onzième voyage (14 juillet 1915)

Hanotaux part dans l'Aisne avec M. et Mme Bacon ; il se rend à Château-Thierry pour voir le général Castelnau, puis à Fismes, Pargnan, Paissy où des obus sont tirés sur la crête, il apporte des secours à l'instituteur pour réorganiser l'enseignement primaire. Mais le maire part... Il doit réorganiser un semblant de municipalité. On leur tire dessus et le chauffeur dit : « On est plus tranquille à l'hôtel Crillon ! ».

Avant que le relais ne soit pris par le ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement général en novembre 1917, le réseau s'est élargi peu à peu, renforcé par le dynamisme et les contacts internationaux d'un homme, Gabriel Hanotaux, qui a joué un rôle moteur et a su mailler le département de l'Aisne, bien au-delà de ses frontières ; il créa ou participa à de multiples actions, qui peuvent être énumérées :

- création du Comité central des réfugiés de l'Aisne, qui rendit de réels services par l'installation de vestiaire et de secours d'urgence, la distribution de repas gratuits ou bon marché, le logement pour les plus pauvres, les bons d'achat, les secours aux réfugiés en province et aux rapatriés, les subsides aux Poilus, les envois aux prisonniers de guerre, les secours aux démobilisés ;
- fédération des dix comités centraux en 1915 (Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme et Vosges) ;
- assistance à l'enfance sous forme de colonies de vacances, de fête des enfants, de la fondation de l'Œuvre des orphelins de guerre, dont Hanotaux est président ;
- création d'une Commission de la reprise du travail ;
- union des sinistrés de l'Aisne pour la défense des habitants qui avaient subi des dommages de guerre ;
- prêts sur l'honneur (fig. 5 et 6), bons communaux, bons d'éclairage électrique (fig. 7) ;
- ouverture d'ouvrirs à Paris ;
- mobilisation du syndicat hôtelier ;

FIG. 5. – Création du comité Le Prêt sur l'honneur (juin 1915 ?).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

FIG. 6. – Reçu du don de 500 francs de Gabriel Hanotaux à titre de fondateur du comité Le Prêt sur l'honneur (22 juin 1915). Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

FIG. 7. – Information relative à l'émission de bons pour la société L'Éclairage électrique par la banque américaine Morgan, Harjes et C^{ie} adressée à Gabriel Hanotaux (1^{er} juin 1917).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

FIG. 8. – Courrier accompagnant un chèque de 10 000 francs remis par la banque Morgan, Harjes et C^{ie} au Comité du Secours national (30 juin 1915).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

— appels de dons particuliers comme ceux des Whitney-Warren, des Rothschild, mais surtout mobilisation de dons américains, canadiens, australiens et néo-zélandais, le plus souvent par le biais des banques américaines (fig. 8) ;

— solidarité spectaculaire constituée par les Journées nationales qui se déroulent dans toute la France ; au moins six journées de bienfaisance sont organisées sous l'égide du Comité du Secours national, dont celle sur la Marseillaise, proposée en juin 1915 par Hanotaux (La Journée française, 23-24 mai 1915 ; les Journées des orphelins de la guerre, 27 juin 1915, 1^{er} novembre 1916 ; la Journée serbe, 25 juin 1916 ; la Journée nationale des tuberculeux, 4 février 1917 ; la Journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales, 10 juin 1917), ou par des spectacles comme le concert organisé par le comité de l'Aisne, le 23 décembre 1915, à la salle Gaveau (fig. 9 et 10) ;

FIG. 9. – Programme du concert organisé à la salle Gaveau par le comité de l'Aisne (23 décembre 1915). Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

FIG. 10. – Premières pages du discours rédigé par Gabriel Hanotaux à l'occasion du concert organisé à la salle Gaveau par le comité de l'Aisne (23 décembre 1915). Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

- en septembre 1915, à Rambouillet, où sa femme se repose, il s'occupe d'établir une maison de réadaptation pour les mutilés et les aveugles agricoles avec le concours du ministère de l'Agriculture : des mutilés y apprendront le métier de berger ;
- avec la Croix-Rouge canadienne, participation à la création d'un hôpital canadien de 500 lits (Saint-Denis/Sceaux ?) ;
- le 20 février 1915, dans la continuité du Comité France-Amérique, mise en train du Comité de secours franco-américain (dont le plus grand bénéficiaire fut la cathédrale de Reims) ;
- création du Comité des Alliés ;
- resserrement des liens entre les réfugiés dans le reste du pays, à Paris, en province : aides pour les retrouver, les réunir, les reconnaître, et les soutenir ;

FIG. 11. – Affiche du comité de l'Aisne et des comités centraux de réfugiés annonçant la création d'un bureau d'accueil à Annemasse (octobre 1914 ?).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

FIG. 12. – Lettre de remerciements du maire de Soissons, Georges Muzart, adressée au président du Comité national (17 novembre 1914).
Arch. privées. Cl. M. Plouvier.

— création avec le concours du ministère de l'Intérieur d'un bureau spécial à Annemasse pour accueillir les prisonniers civils rendus par les Allemands, et pour soulager les ressortissants (fig. 11) ;

— enfin, création à l'initiative de son fils, prisonnier militaire en Allemagne, d'un service régulier d'envois en espèces et en nature aux civils et aux prisonniers militaires.

De façon incessante, de sa création dès octobre 1914 jusqu'en septembre 1920, le Comité s'est efforcé d'apporter son soutien, sous les formes les plus diverses, aux habitants de l'Aisne (fig. 12). Au moment de sa dissolution, Gabriel Hanotaux résume son action en ces termes :

« Le Comité a secouru les séparés, les restés, les réfugiés, les combattants et les prisonniers. Pas un de ceux qui ont frappé à notre porte n'a été laissé sans aide et sans amitié. Nous avons commencé avec mille francs, nous avons dépensé huit millions. Ces sommes, il a fallu les trouver, les renouveler, les coordonner et surtout les dépenser. Et c'était le plus difficile [...]. Le Comité de l'Aisne a représenté à Paris, au long de ses mois interminables, l'âme de l'Aisne dans toutes ses nuances [...]. Il a beaucoup reçu, mais il a tout donné. Il a fait de son mieux, il

a fait du bien. L'Aisne n'a pas à rougir de cette forme de sa propre activité pendant la Grande Guerre, à l'arrière, tandis qu'au front, ses enfants se battaient et que son sol lui-même luttait contre l'ennemi⁶. »

Bibliographie

BAUDELOCQUE Jean-Louis, *Une œuvre de guerre, 1914-1920 : le Comité central des réfugiés de l'Aisne*, Ppréf. de G. Hanotaux G., ; [sl], [sd], [1921 ?].

DETHAN Georges, *Gabriel Hanotaux. Carnets (1907-1925)*, Paris, A. Pedone, 1982.

HANOTAUX Gabriel, « L'action du Secours national dans l'Aisne », n° 3, août-septembre 1915, p. 1-10.

HANOTAUX Gabriel, *L'Aisne pendant la Grande Guerre*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1919.

REMBERT S. et ROELLY A. (dir.), *90 ans après. Archives inédites des communes de l'Aisne dans la Grande Guerre*, Laon, Arch. dép. Aisne, 2008.

Résumé

Gabriel Hanotaux est vice-président du Comité du secours national, fondé le 4 août 1914 sous le patronage du président de la République. Il crée le Comité du secours national de l'Aisne et en prend la présidence. Il voyage dans l'Aisne, dresse un état des urgences : approvisionnement en blé, en charbon, imminence de la campagne betteravière, secours à apporter aux femmes, nécessité de vestiaires, de repas, de relogement, d'allumettes, de sel et de sucre, d'essence pour le transport. Il rend compte au Comité national et au gouvernement à Bordeaux, se met en relation avec la Commission for Relief in Belgium (le CRB), le Comité France-Amérique, les banques américaines (Morgan, etc.), les Canadiens, l'Espagne, pour organiser l'achat, le transport et la distribution. Grâce aux carnets personnels de l'historien (en partie inédits) et à quelques dossiers d'archives, il est possible d'appréhender le réseau international qui a permis cette action au service des plus démunis.

6. S. Rembert et A. Roelly, *90 ans après...*, p. 33 ; J.-L. Baudelocque, *Une œuvre de guerre, 1914-1920...*, p. 162.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	
Christiane Demeulenaere-Douyère	3
<i>Quand les collectionneurs prennent la plume : de la correspondance à l'écriture de l'histoire des arts décoratifs espagnols au XIX^e siècle</i>	
Élodie Baillot.....	5
<i>Les réseaux d'André Ruplinger, normalien (1908-1914)</i>	
Françoise Bayard	13
<i>Les technologies numériques : instruments de création d'un réseau savant savoisien</i>	
Francine Brachet et Jean-Paul Ajacques.....	27
<i>Des valets à pied aux messagers de la ville : l'institutionnalisation des messageries rémoises à la fin du Moyen Âge</i>	
Julien Briand	35
<i>La transmission de la science agronomique en Italie entre le XIV^e et le XVI^e siècle : le rôle des traducteurs</i>	
Moreno Campetella.....	49
<i>Jean Nötzli : un éditeur zurichois et ses réseaux à la fin du XIX^e siècle</i>	
Laurence Danguy	65
<i>Fêtes en réseau : les Jésuites et la fête urbaine en France (1609-1643)</i>	
Rosa De Marco	79
<i>Au croisement des réseaux scolastique et ecclésiastique : le rôle de passeur d'Albert le Grand (1200-1280)</i>	
Alexis Fontbonne.....	91
<i>Développement agricole et réseaux agronomiques européens au XIX^e siècle</i>	
Fabien Knittel.....	103
<i>Le renseignement mâconnais au service secret du duché de Bourgogne (1407-1435)</i>	
Benoît Léthenet.....	117
<i>Gabriel Hanotaux, un historien dans l'action : le Comité du secours national et le Comité de secours de l'Aisne pendant la Première Guerre mondiale</i>	
Martine Plouvier	127